

Emmanuelle Reungoat
Mémoire de recherche

**Les Représentations et Attitudes à l'égard de
l'Union européenne
dans une population de chômeurs**

L'Europe, vue de l'Anpe

Réalisé sous la direction de Monsieur Yves Déloye

**Master 2 Sociologie et Institutions du politique
Université Paris 1 –Sorbonne Panthéon
Département de Science politique
Juin 2006**

Résumé

Cette étude vise à explorer les représentations et attitudes à l'égard de l'Europe ayant cours dans une population de chômeurs. Elle se fixe un triple objectif : déterminer les représentations que les enquêtés se font de l'Europe dans leurs grands traits, appréhender les attitudes des chômeurs interrogés et la distribution de celles-ci en leur sein et chercher à proposer une compréhension de ces attitudes et de leurs logiques de fonctionnement.

On présentera donc un travail de synthèse et de compréhension des représentations de l'objet européen chez les enquêtés. En outre, l'analyse des attitudes des chômeurs interrogés à l'égard de l'Europe permet deux constats. Ceux-ci préfèrent en général ne pas se positionner sur la question européenne et quand ils le font, ils se déclarent majoritairement favorables à l'U.E. Les attitudes des chômeurs interrogés semblent afficher une structuration assez parallèle à celle du reste de la population en ce qui concerne les liens des caractéristiques socio-démographiques aux attitudes européennes. Certains effets du chômage sur les positionnements européens pourront tout de même être identifiés.

On propose enfin une interprétation des logiques de structuration des attitudes à l'égard de l'Europe dans notre population qui repose sur trois principes : une logique idéologique, une logique utilitariste et un principe de projection de soi. On visera également à établir deux profils d'attitudes au travers de notre population en fonction du degré de consistance des positionnements des enquêtés à l'égard de l'union européenne.

L'université n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Je remercie Mr. Yves Deloye, mon directeur, pour la grande célérité de ses relectures et sa disponibilité. Merci à Mikael pour ses efforts pyramidaux et sa ténacité bientôt légendaire. Je remercie Patrick Reungoat pour son soutien, son précieux réseau et sa relecture. Merci à Marianne Malenfant pour son soutien et son aide et Mr. Christophe Richard pour son action décisive.

Merci également à Mathieu Rocher pour le morceau de relecture qu'il a pris le temps d'effectuer, à Annie Richard qui m'a facilité l'accès aux données Insee ainsi qu'à Mlle Mondalens pour ses doigts de fée (sous les paniers comme devant les écrans).

Merci encore à Mr. Dormagen pour sa lumineuse suggestion concernant le traitement des données du questionnaire. Enfin je tiens à remercier les trois missions locales qui ont accepté de proposer mes questionnaires à l'accueil et de les récolter. Merci donc aux agents d'accueil et aux responsables de la Mission locale du Pithiverais, de la Mission locale de Châteauroux et de la mission locale de Vendôme (Région Centre).

Merci enfin aux enquêtés qui ont bien voulu me répondre en entretien.

Je ne remercie pas les Directions régionales des Anpe Ile de France et Pays de Loire qui ont pour politique de refuser systématiquement toute étude en leur sein, les travaux de réfection au marteau-piqueur dans la rue Gambey du 2 mai au 20 Juin, qui m'ont permis de passer maître l'art des travaux publics, ainsi que mon capricieux ordinateur.

PLAN

Introduction	p. 6
I. Attitudes spontanées et représentations communes	p. 15
A. Qu'est-ce que l'U.E. ? Associations et représentations communes	p. 15
a. Les associations de mots	p. 15
b. Les thèmes associés	p. 18
c. Les autres pays d'Europe	p. 20
d. L'altérité de l'Europe	p. 24
e. La situation de l'U.E. et l'Europe dans le temps	p. 28
f. L'Europe : de quoi parle t-on ?	p. 31
B. Les critiques à l'égard de l'U.E.	p. 34
a. Une Europe économique	p. 35
b. L'Euro	p. 38
c. Les orientations et les risques de l'UE	p. 40
d. U.E. et émigration	p. 42
C. Les attitudes communes et les sources sur l'U.E.	p. 47
a. La compétence, un sujet de spécialistes et une situation d'examen	p. 47
b. Les sources déclarées des représentations	p. 51
Conclusion	p. 56
II. Trois aspects de l'Union européenne et de la structuration des représentations et attitudes	p. 57
A. Référendum, visions et pratiques politiques de l'Europe	p. 59
1) L'Europe politique et les acteurs européens	p. 59
a. Quels acteurs ?	p. 59
b. L'Europe invisible au quotidien, l'U.E. : un objet politique non identifié	p. 61
c. Politique française et Union européenne	p. 65
2) Pratique politique de l'Europe	p. 68
a. Les chômeurs et les élections européennes	p. 68
b. Le référendum sur le traité constitutionnel européen	p. 76
3) Sur une structuration politique des représentations et attitudes à l'égard de l'Europe	p. 83
a. Une grande absence de structuration politique	p. 84
b. La structuration politique des attitudes à l'égard de l'U.E.	p. 86

B. L'Europe et la France	p. 89
1) Le sentiment d'appartenance	p. 89
a. Les apports du questionnaire	p. 89
b. Les schémas de l'identification, ses modes et la culture commune européenne	p. 92
2) Union européenne et souveraineté nationale	p. 98
a. Le partage des pouvoirs	p. 98
b. Adhésion et souveraineté nationale	p. 100
c. Sur le sentiment d'appartenance national et l'attachement à la France, les logiques d'identification comme principe de structuration des attitudes.	p. 104
C. La spécificité du chômage dans les attitudes face à l'U.E.	p. 108
a. Le chômage comme variable	p. 109
b. Les effets de l'U.E. sur le travail	p. 115
c. L'exclusion et la précarité subjectives comme logiques de structuration	p. 118
Conclusion	p. 124
III. Structuration et agencement des représentations et attitudes	p. 126
A. Les difficultés et l'absence de représentations	p. 127
a. La nébuleuse de l'Europe : un objet confus	p. 128
b. L'UE dans les silences : quand l'Europe n'existe pas.	p. 131
B. Les logiques principales	p. 138
A) Une logique idéologique	p. 139
a. Une adhésion morale humaniste	p. 139
b. Un principe politique	p. 142
B) Une logique utilitariste	p. 145
a. Image du monde, image de l'U.E.	p. 145
b. Un utilitarisme stratégique	p. 149
C) Un principe de projection	p. 151
C. Des profils contrastés	p. 156
1) Les attitudes à l'égard de l'U.E : le siège de l'ambivalence	p. 156
2) Les profils des attitudes	p. 163
a. La consistance des attitudes	p. 163
b. Caractérisation des profils	p. 167
Conclusion	p. 171
Conclusion générale	p. 174
Bibliographie	p. 182
Profil des enquêtés rencontrés en entretien	p. 186
Table des Tableaux	p. 188
Annexe méthodologique et entretiens	

Introduction

L'Europe « c'est comme le chômage quoi on est né avec ! [rire] Et on va mourir avec ! ». Ces deux éléments qui marquent la réalité de manière aussi indépassable selon Laurence (35 ans, Bac+ 4, chef de projet en études de marché au chômage depuis deux ans) entretiennent-ils des relations particulières ? Plus précisément l'un a-t-il un effet sur l'autre : quel regard les chômeurs posent-ils sur la construction européenne ? C'est la question qui sera posée ici au travers de l'étude des représentations et des attitudes à l'égard de l'Union européenne dans une population de chômeurs. Un chômeur, c'est une personne qui n'a pas d'emploi et qui en recherche un, au sens de l'Insee. Or la population des chômeurs atteint 2 717 000 personnes en France en 2005, selon la même source¹, soit 9,8% de la population. Il paraît intéressant d'essayer de comprendre, dans la mesure de nos moyens, ce que contiennent les représentations de l'Europe dans cette part importante de la population française, quelles sont les attitudes adoptées à son égard et à quelles logiques ces attitudes européennes répondent. L'Union européenne, entité inédite de la sphère politique, constitue en outre un objet relativement récent. Observer les avis émis à son encontre ainsi que son degré d'intégration chez les enquêtés peut s'avérer pertinent. Le rejet massif du traité constitutionnel européen le 29 mai 2005, ne fait que renforcer l'intérêt d'une tentative de compréhension des représentations de l'Europe. L'Europe, c'est l'Union européenne tout d'abord, au sens strictement juridico-politique, regroupant les 25 pays membres actuels. Le terme comprend donc les institutions qu'il représente mais il désigne également le processus d'unification et d'intégration des différents pays dans une nouvelle entité institutionnelle commune. C'est notamment sous ces angles que l'on cherchera à comprendre comment les enquêtés se représentent l'U.E. Néanmoins, une des finalités de l'étude étant de déterminer ce à quoi correspond le terme d'Europe chez les enquêtés, son sens pourra alors également comprendre et désigner toutes les réalités que les chômeurs interrogés pourront y assimiler. En ce sens, on utilisera les deux termes d'Europe et d'Union européenne de manière équivalente, parallèlement à l'usage indifférencié qu'en font les enquêtés. C'est donc un premier but de notre étude de parvenir à comprendre ce que les chômeurs interrogés projettent derrière cette notion d'Europe. Quelles représentations se font-ils de l'U.E. et quelles attitudes adoptent-ils à son égard ? Pour comprendre la question, il est intéressant de se pencher sur la définition de ses termes. On peut définir une représentation, tout d'abord, comme la construction mentale que l'on se fait d'un objet, concret ou abstrait. Elle peut être individuelle ou collective, forgée ou héritée et revêtir des degrés de conscience divers. Le terme de représentation désigne donc deux réalités : c'est l'acte par lequel l'esprit se rend présent ses objets et c'est également l'image mentale résultant de cet acte.

Les représentations sont, dans un premier sens, des images mentales au travers desquelles la réalité est appréhendée et organisée par les individus. Elles peuvent constituer des figurations d'objets abstraits ou se composer d'agrégats d'idées et de liens logiques sans donner lieu à une concrétisation

¹ Ketty Attal-Toubert, Henri Lavergne, division Emploi, Insee, *Premiers résultats de l'Enquête emploi 2005*, n°1070, Mars 2006.

par l'image. Les représentations peuvent tout autant désigner des constructions confuses de la réalité, dont la conscience ne fait qu'affleurer et dès lors difficiles à mettre en discours, que des réalités beaucoup plus construites, conscientisées et mises en forme. Etudier ces images mentales, ces représentations, c'est essayer de saisir les différents traits et attributs sous lesquels l'Europe est appréhendée par les enquêtés, constituée comme objet et intégrée dans la construction du réel existante. C'est également s'intéresser à la signification qui est investie dans cet objet. Qu'est-ce que l'Europe évoque pour les chômeurs interrogés, comment la conçoivent-ils ? Ce sont dès lors les motifs généraux de l'image mentale de l'Europe chez les enquêtés que l'on cherchera à appréhender. Il sera intéressant de voir dans quelle mesure l'U.E est connue et au travers de quels éléments, de la place qui lui est conférée dans l'univers des représentations, et donc de l'importance qui lui est attachée par notre population. Mais il s'agit également de se pencher sur la cohérence de ces images mentales entre les chômeurs interrogés afin d'observer dans quelle mesure ces représentations pourront être communes aux différents enquêtés et constituer en ce sens des représentations collectives, autrement dit des représentations partagées au sein de notre population de chômeurs. Si la représentation sociale, comme le propose D.Jodelet « c'est une forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social² », il est intéressant d'observer dans quelle mesure les images mentales de l'Europe répondent à cette définition. Si notre étude ne vise pas à déterminer s'il existe ou non une représentation homogène de l'Europe chez les chômeurs, par delà leurs différentes caractéristiques socio-démographiques, objectif disproportionné par rapport à notre effectif d'enquêtés, il sera intéressant d'observer quels aspects des représentations de l'U.E. peuvent se révéler homogènes entre les enquêtés de notre population.

Les représentations ont une visée pratique, elles composent l'organisation du monde qui permet de se positionner et d'évoluer en son sein. Elles participent à orienter et à organiser le comportement. Or dans le cadre d'une interrogation sur l'objet européen, ce sont bien ces positionnements, les attitudes qu'il engendre tout autant que les représentations, qui nous intéressent. La construction européenne étant, en tant que production politique, une réalité polarisée que les individus peuvent approuver ou réprouver, étudier les relations que les chômeurs interrogés entretiennent avec l'objet européen, c'est dès lors également chercher à saisir leurs postures par rapport à celui-ci. On touche ici au second objectif majeur de notre étude à savoir l'analyse des attitudes des chômeurs interrogés par rapport à l'Europe. Le terme recouvre deux sens principaux : une attitude est une manière d'être et une position. C'est la façon d'agir et de réagir. C'est donc la position d'un individu ou d'un groupe à l'égard d'un objet, personne ou une idée. Mais l'attitude désigne également un comportement qui correspond à une certaine disposition psychologique par rapport à cet objet. Une attitude peut ainsi être positive ou négative, consciente ou non. Elle peut être finalisée, fruit d'un jugement et visant un but, ou de l'ordre de la réaction. Si le premier sens comporte un intérêt et

² Denise Jodelet, « Les représentations sociales, un domaine en expansion », *Les Représentations sociales*, Paris, PUF, Chapitre 1, p. 56.

l'on pourra observer les réactions que provoque le questionnement sur l'U.E. et le rapport entretenu par les enquêtés à leurs représentations, c'est surtout dans son second sens qu'on utilisera le terme ici : l'attitude à l'égard de l'Europe c'est la position adoptée par rapport à la construction européenne. L'attitude doit donc être comprise comme un ensemble de jugement, de tendances et de dispositions qui pousse à un comportement, elle sera donc synonyme de positionnement de soi par rapport à l'objet européen et ce notamment dans une alternative de soutien ou de rejet, « favorable » ou « défavorable ». Un objectif majeur de notre étude dès lors s'attachera à la saisie de ces attitudes chez les chômeurs interrogés : sont-elles homogènes entre les enquêtés, dans quel sens se polarisent-elles et à quel degré d'intensité ? On pourra également observer dans quelle mesure ces attitudes se traduisent dans une pratique politique de notre population lors des différents suffrages concernant l'Europe. Il s'agira donc d'essayer de définir ces attitudes des chômeurs interrogés mais également d'observer si elles le sont particulièrement. Enfin et c'est la dernière dimension de notre questionnement, on pourra chercher à comprendre la formation de ces attitudes.

On retrouve ici le second sens du terme de représentation, qui désigne cette fois l'action de se représenter un objet. C'est le processus par lequel les images mentales et par extension les positionnements se forment. C'est cette organisation des images mentales pour appréhender l'objet de pensée qu'est l'Europe et surtout la construction des positionnements que l'on cherchera à interroger. On parlera dès lors de structuration des attitudes européennes. Comment les attitudes, les positionnements à l'égard de l'Europe se forment-ils, quelles logiques les conduisent et quels discours les enquêtés adoptent-ils sur leurs propres positions ? Comment les attitudes à l'égard de l'objet européen s'intègrent-elles à une structuration du monde établie ? L'Europe constitue un objet relativement nouveau et on peut chercher à interroger l'autonomie des représentations et attitudes à son égard : l'U.E. constitue-t-elle un objet de représentation à part entière et relativement indépendant ou le jugement s'opère-t-il à l'aune d'autres représentations (celles de la classe politique par exemple, celles des étrangers, celles de la France...). Il sera pertinent en ce sens d'essayer de replacer la représentation de l'U.E. dans une grille de lecture et d'appréciation du réel plus large. Comment l'U.E. s'intègre-t-elle à des systèmes d'évaluation existants ? Cette donc la construction de cette polarisation des représentations au travers de l'attitude que l'on cherchera à interroger.

Pour synthétiser, on peut donc dire que l'on s'attache ici à trois objectifs principaux de questionnement. La réalité étant appréhendée par les individus aux travers de représentations, on a fait l'hypothèse qu'il existe des images mentales de l'Europe et des attitudes à son égard chez les enquêtés fonctionnant comme suit :

Représentations \Rightarrow Logiques de structuration \Rightarrow Attitudes européennes

On cherchera donc à vérifier ces hypothèses. Il s'agit dès lors tout d'abord de saisir les représentations de l'U.E. chez les chômeurs interrogés dans leurs grands traits et leurs aspects collectifs, en un mot d'en appréhender le contenu. Savoir dans quelle mesure ces représentations sont construites, ancrées et

autonomes constitue également l'une des finalités de l'enquête : les représentations de l'Europe sont-elles cohérentes ou peu élaborées, consistantes ou lâches ? Leur conceptualisation est-elle importante ? Sont-elles ancrées chez les enquêtés ou en construction, peu intégrées à l'environnement maîtrisé et connu ? On peut s'intéresser aux conditions qui fondent l'Europe comme objet de représentation. Constitue-t-elle un objet lointain et abstrait qui doit être concrétisé ou une multiplicité de phénomènes concrets s'unifiant dans un concept ? Y a-t-il une mise en relation de la situation personnelle à des effets des politiques européennes, réels ou imaginés ? On pourra viser à interroger le poids de l'environnement et les sources d'appréhension de l'U.E. Les représentations de l'Europe s'élaborent-elles au travers de logiques collectives ou individuelles ? On cherche en outre, et c'est le second point, à analyser les attitudes des enquêtés à l'égard de l'Europe afin d'identifier les positionnements des chômeurs interrogés. Le lien des représentations de l'Europe à la pratique politique et au vote constitue un point important de cette étude des attitudes. Les représentations ont-elles des applications politiques ? Comment les enquêtés ont-ils agi lors du référendum sur le traité constitutionnel et lors des élections européennes ? Quels discours tiennent-ils sur leur vote ? On s'interroge également à savoir dans quelle mesure ces attitudes à l'égard de l'U.E sont particulières à notre population. On essaiera d'observer, chez les enquêtés, l'effet éventuel ou l'absence d'effets du chômage sur les représentations et attitudes à l'égard de l'Europe. Le passage par l'Anpe semble-t-il avoir des conséquences sur les attitudes ? Les chômeurs interrogés se montrent-ils particulièrement défavorables ou enthousiastes face à l'idée de la construction européenne ? Ou semblent-ils répondre et arborer strictement les mêmes comportements que l'ensemble de la population française ? Et dès lors comment interpréter ces comportements ? Dernier point enfin, on vise à approcher une compréhension des phénomènes de structuration de ces attitudes. Comment les positions face à l'U.E. se polarisent-elles ? On peut analyser ces attitudes en cherchant à savoir comment celle-ci s'élaborent ou du moins, dans la mesure de nos moyens, essayer de déterminer quels éléments apparaissent importants dans cette construction et voir, en ce sens, comment les théories existantes se révèlent pertinentes pour expliquer les représentations et attitudes de notre population.

Pour s'atteler à ce triple objectif, deux protocoles d'enquêtes empiriques ont été mis en œuvre : un questionnaire tout d'abord, composé d'une quinzaine d'items en questions fermées pour la plupart et proposé aux chômeurs en sortie d'ANPE, et en second lieu la réalisation d'entretiens semi-directifs. Le questionnaire a été proposé à 141 personnes et on a réalisé 19 entretiens. L'intérêt du matériau fourni par le questionnaire est de permettre de réaliser nos observations sur une population importante. C'est largement sur la saisie des attitudes à l'égard de l'Europe, plus que des représentations, que sont focalisés les items du questionnaire. Si l'effectif n'est certes pas suffisant pour prétendre à une quelconque représentativité et viser une caractérisation des attitudes des chômeurs en général, il nous permet de fournir des éléments d'analyse, de proposer des tendances et d'effectuer des comparaisons avec l'ensemble de la population française. Il n'était pas possible d'atteindre une population plus importante dans le cadre de recherche qui est le nôtre et on restera

donc prudent sur les résultats obtenus : les constats établis sont valables pour l'effectif interrogé. Les interrogations proposées au sein de ce questionnaire peuvent être regroupées en quatre thèmes : l'évaluation que les enquêtés font de l'Europe (actions passées et à venir, avis global, opinion sur l'action à mener), le sentiment d'appartenance nationale, le positionnement face à l'avenir et enfin la perception et le comportement politique (vote, positionnement). Le questionnaire vise donc, dans les limites de l'effectif qui sera le sien, à interroger les attitudes des chômeurs et à comparer les divergences de positionnements en leur sein mais également à interroger les similarités ou les différences de ces attitudes par rapport à celle de la population française. On pourra comparer en ce sens, nos résultats avec les différentes études de science politique sur les attitudes face à l'Europe. Il s'agit donc, pour une part, de voir si le chômage constitue un facteur, une variable, qui pourrait jouer un rôle dans la construction de l'attitude à l'égard de l'Europe et dans quelle mesure les positionnements des enquêtés semblent correspondre aux logiques de structuration déjà établies. En outre, le questionnaire permet également d'effectuer des va-et vient entre l'analyse des attitudes de cet effectif et les discours obtenus lors des entretiens. On peut préciser tout de même que la population interrogée par questionnaire a été composée en suivant les grandes caractéristiques de la population française des chômeurs à savoir notamment une majorité de personnes peu diplômées, d'individus jeunes et plus de femmes que d'hommes. Par souci de clarté et de proportion, on ne propose ici que les traits majeurs de la méthode utilisée. Néanmoins la description précise du protocole de recherche dans sa conception, sa réalisation et la caractérisation des populations interrogées et des difficultés rencontrées a été concentrée dans une annexe méthodologique figurant à la fin de l'étude. On y trouvera également les caractéristiques de la composition du chômage en France. On peut préciser tout de même que le questionnaire constitue une excellente amorce d'entretien. Il permet non seulement d'obtenir rapidement les caractéristiques socio-démographiques des enquêtés, mais il constitue une première rencontre parfois déjà longue et un premier espace de parole sur l'Europe. Il permet une prise de contact avec une population à l'accès moins aisé que prévu et facilite l'acceptation d'un entretien et parfois son déroulement. Procéder par entretiens, justement, pour étudier les représentations à l'égard de l'Europe était le choix méthodologique le plus évident dans la mesure où c'est surtout par le discours que celles-ci peuvent être saisies. C'est donc dans un premier temps le contenu des représentations, présentes chez les enquêtés, que les entretiens visent à définir ainsi que la teneur de leurs attitudes à l'égard de l'Europe. Les entretiens permettent ensuite également l'approfondissement de la compréhension des attitudes, au travers du discours des chômeurs interrogés ainsi que par l'interprétation que ceux-ci proposent de leurs propres positionnements. On essaiera, au moyen de ces entretiens de mieux saisir les logiques qui fonctionnent dans la définition d'un avis, d'un vote et d'une attitude concernant l'Union européenne et d'établir des hypothèses de compréhension. On pourra chercher en ce sens, à partir des entretiens, à cartographier les attitudes européennes et à proposer différents profils montrés par les enquêtés. La population qui compose les entretiens a également, toute proportions gardées, été constituée selon les grandes caractéristiques déjà précisées. On a surtout

cherché à privilégier la diversité puisque c'est là une grande particularité de la réalité du chômage. Le contenu des questions et des thématiques abordées lors des entretiens figure dans l'annexe méthodologique. Notre protocole de recherche se base donc sur les déclarations des chômeurs interrogés et, on peut le rappeler, notre matériau est recueilli dans une situation sociale particulière, provoquée dans le but de recueillir ce propos. Le questionnement sur l'Europe aura pu parfois en ce sens être imposé aux enquêtés, on reviendra sur ce point au cours du développement.

L'étude des attitudes des citoyens à l'égard de l'Europe est un terrain déjà largement exploité dans les enquêtes de science politique, que ce soit au travers d'analyses de données de sondage concernant la population française ou des enquêtes, dès lors plus larges, de l'eurobaromètre. Au sein des différentes enquêtes, un fait domine, c'est l'attitude majoritairement favorable de la population à l'égard de l'Europe. Un constat commun à la plupart des études est la description d'une structuration sociale de ces attitudes qui souligne une corrélation majeure entre l'adhésion à l'U.E. et les variables d'un haut niveau de diplôme et de revenu ainsi que d'une place élevée dans la hiérarchie socioprofessionnelle. C'est notamment R.Inglehart qui met le premier en avant cette corrélation, fréquemment corroborée jusqu'à aujourd'hui. Néanmoins, si les constats sont les mêmes, les interprétations des logiques de production de ces attitudes varient. On peut en citer brièvement ici les principales dans la mesure où nous y reviendrons au cours de l'étude. R.Inglehart³ le premier propose l'explication de la « mobilisation cognitive » selon laquelle les individus disposant de capacités cognitives fortes, ce qui est notamment le cas des plus diplômés, sont plus capables de conceptualiser l'objet européen et plus à même d'adopter une « perspective cosmopolite plutôt que locale » favorisant dès lors une adhésion. L'auteur complète en outre plus tard son analyse d'une seconde approche par la distinction qu'il opère entre les individus à la recherche de valeurs matérialistes, caractérisées par une recherche de sécurité physique et matérielle, et les post-matérialistes⁴, qui affichent des besoins plus intellectuels. Ce sont les adeptes des valeurs post-matérialistes qui font preuve, par le détachement de ces sujets de l'Etat nation et leur plus fort « capital aventureux », d'une adhésion au processus de construction européenne. En ce qui concerne nos analyses, on verra que si la relation de capacités de conceptualisation fortes à un positionnement européen favorable fonctionne, de même que celui-ci peut effectivement être relié à l'adoption de valeurs post-matérialistes, les relations ne fonctionnent pas de manière exclusivement positive, et en outre, l'explication n'épuise pas les logiques d'adhésion à l'U.E. M.Gabel⁵ ensuite propose une théorie de « l'évaluation utilitaire » de l'U.E. pour interpréter les positionnements : les citoyens recevant les plus forts bénéfices de l'U.E. et ce notamment en fonction de leur position sociale sont les plus favorables. On souscrita, avec l'auteur, à la relation inverse tout en élargissant l'évaluation au delà de la sphère économique et ici encore en soulignant son

³ R.Inglehart et J.R. Rabier, "Europe Elects a Parliament : Cognitive Mobilization, Political Mobilization and Pro-European Attitudes as Influences on Voter turnout", 1970, p. 484.

⁴ R.Inglehart, "Changing values priorities and European Integration", *Journal of Common Market Studies*, 1971.

⁵ Matthew Gabel, "Public support for European integration : an empirical test of five theory", *The journal of Politics*, 60 (2), mai 1998, pp. 333-354.

association à d'autres logiques de structuration. M.Franklin, M.Marsh et L.Mc Laren⁶ établissent quant à eux une relation entre proximité partisane, évaluation des gouvernants nationaux et attitudes à l'égard de l'U.E. La faiblesse de la proximité partisane dans notre population ne nous permettra pas de nous prononcer sur ce lien, pas plus que sur le suivant qui n'apparaît pas dans les discours et n'est pas mesuré dans notre étude. G.Grunberg et E.Schweisguth⁷ établissent une relation entre adhésion à l'U.E et valeurs universalistes et lient l'anti-européanisme aux valeurs opposées d'autoritarisme et de xénophobie. Sans la remettre en cause, on soulignera l'insuffisance de cette relation à épuiser les logiques des attitudes européennes. B.Denni et B.Cautrès⁸ mettent en rapport un pessimisme socio-économique, caractérisant les perceptions négatives des individus de leur situation personnelle et de celle de la société, avec l'anti-européanisme et décrivent, à l'inverse, l'adhésion des optimistes à l'U.E. On peut relier ce constat à celui de C.Belot qui considère que les attitudes à l'égard de l'U.E engagent les « représentations de l'avenir⁹ ». On essaiera d'analyser la signification de ce lien sans doute fonctionnel d'une perception positive ou négative du réel reliée à l'U.E, en ce qui concerne notre population. Enfin, on rejoindra A.Percheron¹⁰ dans son analyse critique de la teneur de l'adhésion à l'U.E. chez la majorité des citoyens.

Si les analyses des attitudes à l'égard de l'Europe constituent un domaine fourni de la science politique, on le constate, deux points au moins particularisent notre angle d'observation. En ce qui concerne les études européennes tout d'abord, il apparaît que les approches quantitatives y sont largement dominantes et on trouve peu d'enquêtes qualitatives sur les attitudes et les représentations des populations à l'égard de l'U.E. Dans l'ensemble des théories citées, C.Belot est la seule à proposer cette approche. De plus, si l'adhésion des catégories les plus favorisées à l'Europe est largement décrite et explicitée, les logiques de fonctionnement des groupes sociaux moins instruits et favorisés par rapport à l'Europe sont peu exploités. Or ceux-ci constituent la majeure partie de notre population. En effet, les deux variables lourdes que sont le revenu et la place de la profession dans la hiérarchie socioprofessionnelle sont directement remises en cause par la situation même de chômage. Il est intéressant en ce sens de considérer la variation possible d'attitude que cela peut créer. L'étude des logiques de rejet de l'U.E. marque également un développement moindre et plus récent dans les enquêtes. En outre, celles-ci négligent souvent l'éventualité d'un lien des populations des groupes sociaux dominants au rejet de l'U.E. Or, et ce notamment depuis le refus du traité constitutionnel européen par les français, ce lien peut être intéressant à interroger. Enfin et c'est là, le second point majeur, la population que constituent les chômeurs, malgré son importance numérique en France, est

⁶ Mark Franklin, Michael Marsh et Lauren Mc Laren, "Uncording the bottle: popular opposition to European unification in the Wake of Maastricht", *Journal of Common Market Studies*, vol. 32, n°4, décembre 1994, pp. 455-472.

⁷ Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth, « La tripartition de l'espace politique », dans Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir), *Le vote de tous les refus*, Paris, Presses de Sc. Po, 2003, chapitre 13, pp. 341-362.

⁸ Bernard Denni et Bruno Cautrès : « Les attitudes des français à l'égard de l'Union européenne : les logiques du refus », dans *Les cultures politiques des français*, P. Brechon, A. Laurent et P. Perrineau (dir), Paris, Presses de Science po., 2000, pp. 323-354.

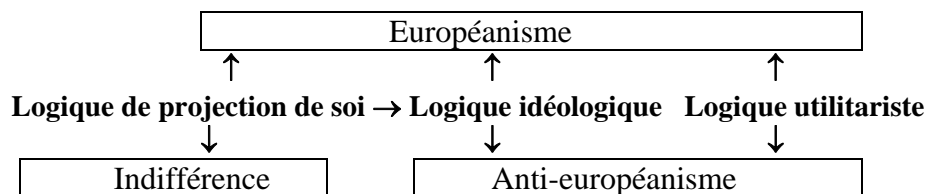
⁹ Céline Belot, « Les logiques sociologiques de soutien au processus d'intégration européenne : éléments d'interprétation », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 9, n°1, 2002, p. 24.

¹⁰ Annick Percheron, « Les français et l'Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *Revue française de Science politique*, 41, (3), 1991, pp. 382-406.

un sujet sur lequel il existe assez peu d'analyses en terme de représentations ou de comportements politiques. La mise en relation des chômeurs à l'Europe est donc tout à fait expérimentale en ce sens. Alors qu'on sait que la profession marque fortement le positionnement social et l'identification des individus, il est intéressant de se demander si la situation de chômage crée une tension particulière des points de vues et des représentations, et ce en ce qui concerne l'objet politique que constitue l'Europe, d'observer si on peut apercevoir les marques d'un comportement collectif. En outre, il n'est pas exclu que l'étude de ce groupe particulier, même au sein de l'effectif restreint constitué ici, permette de souligner ou de comprendre certains aspects des comportements du reste de la population française.

Pour explorer notre questionnement, on se propose de diviser l'étude en trois chapitres. Le **premier chapitre** (I) se donne pour objectif de déterminer le contenu des représentations de l'Europe des enquêtés au travers de ses traits majeurs et des dimensions collectives que celles-ci peuvent revêtir, ainsi que d'observer les réactions provoquées par le questionnement sur l'Europe. On analysera dès lors les images mentales qui constituent l'Europe chez les enquêtés et ce au travers des différentes thématiques que les chômeurs interrogés associent à l'U.E. et des diverses représentations qui la composent. On examinera notamment le regard posé sur les autres pays d'Europe, l'opposition d'une altérité à l'entité que constitue l'U.E, l'intégration de l'Europe dans un cadre temporel et la détermination du sens que le terme d'Union européenne revêt dans les discours. On se penchera ensuite sur les représentations critiques qui sont communes aux enquêtés et ce au travers de la vocation économique qui lui est attachée et de la mise en place de la monnaie unique, mais également en s'intéressant aux orientations de l'U.E. souhaitées et craintes par les enquêtés. Enfin on pourra analyser les attitudes, comprises comme manières d'être ici, qu'engendre le sujet de l'U.E., avant de se pencher sur les sources par lesquelles les enquêtés s'informent et construisent leurs représentations de l'Europe. Le **second chapitre** (II) propose de compléter la saisie des représentations ainsi que celle des attitudes, comprises comme des positionnements, à l'égard de l'U.E. chez les chômeurs interrogés, par l'approfondissement de trois aspects majeurs de celles-ci, qui permettront une première interrogation des logiques pouvant participer à la structuration des attitudes de notre population. Le premier aspect interroge la dimension politique de l'Europe. On s'intéresse donc aux représentations de l'U.E. comme objet politique ainsi qu'à celles des acteurs européens. Il s'agit d'analyser ensuite l'effectivité d'une pratique politique de l'Europe chez les chômeurs interrogés, dans le cadre des élections européennes et au travers du référendum sur le traité constitutionnel européen. Ces observations permettront dès lors de mettre en question l'existence d'une structuration politique des attitudes à l'égard de l'Europe. Le second aspect de ce chapitre met en relation les représentations de l'Europe à celles de la France. On s'intéresse dès lors à la distribution et à l'ancrage des sentiments d'appartenance aux deux entités chez nos enquêtés, ainsi qu'au rapport qu'entretiennent représentation de l'Union européenne et souveraineté nationale. On se penchera pour ce faire sur les représentations du partage des pouvoirs des deux institutions ayant cours chez les chômeurs interrogés, ainsi qu'à la mise en perspective de l'adhésion à l'U.E. par rapport à l'attachement des enquêtés aux attributs de la

souveraineté nationale, en vue d'analyser les éventuelles capacités structurantes de cet attachement sur les attitudes européennes. Le dernier aspect étudié enfin interroge l'existence d'une spécificité des attitudes des chômeurs à l'égard de l'U.E. On s'attachera dès lors en ce sens à considérer l'effet du chômage comme variable en comparant les attitudes des chômeurs interrogés à celles du reste de la population. On se penchera également sur le lien effectué par les enquêtés entre l'Europe et le chômage avant enfin d'envisager les dimensions au travers desquelles le ce dernier pourrait avoir un effet structurant sur les attitudes. Le **dernier chapitre** (III) enfin s'attèle pleinement à l'analyse des attitudes des chômeurs interrogés et vise à en proposer des éléments de compréhension. Pour ce faire, un premier aspect des attitudes européennes de la population pourra être analysé au travers des difficultés de représentation et de positionnement que peut engendrer l'U.E. On visera à présenter ensuite les éléments explicatifs majeurs que l'on a pu établir concernant les positionnements à l'égard de l'U.E et ce au travers de trois logiques principales de structuration des attitudes européennes : une logique idéologique, une logique utilitariste et un principe de projection de soi. On peut en proposer un schéma synthétique ici :



On proposera enfin d'analyser les tendances caractéristiques des attitudes des enquêtés, notamment dans l'étude de leurs ambivalences et de leur consistance, avant d'essayer d'établir les profils ayant pu être identifiés concernant les attitudes européennes de notre population.

CHAPITRE I. Attitudes spontanées et représentations communes

Avant de chercher à comprendre les logiques des représentations et des attitudes envers l'Union européenne, le premier objectif de notre étude, est de viser à les saisir et à en analyser le contenu. Il s'agit de déterminer ici quelles sont les attitudes et les représentations de l'U.E. qui sont présentes chez les enquêtés et dans quelle mesure elles sont homogènes. Autrement dit, que l'U.E. évoque t-elle et que provoque t-elle comme réactions si tant est qu'elle en provoque ? On cherchera à identifier les représentations présentes chez les enquêtés aux travers de leur différents aspects. On s'intéressera pour cela aux associations spontanées qui sont faites par les chômeurs interrogés avec l'objet européen, mais également à la composition de celui-ci selon les enquêtés en se focalisant sur les discours tenus à propos des pays membres. La situation de l'Europe dans une perspective temporelle sera également mise en question, de même que la signification conférée au terme d'U.E par les enquêtés. On pourra observer ensuite les dimensions négatives des représentations au travers des conceptions critiques qui sont attachées à l'U.E. Enfin on essaiera d'analyser les réactions que peut engendrer le questionnement sur l'U.E avant de se pencher sur les sources par lesquelles les enquêtés s'informent et accèdent à l'U.E. et qui participent dès lors à fonder leur représentations.

A. Qu'est-ce que l'Union européenne ? Associations et représentations communes

L'enquête auprès des chômeurs, que ce soit au moyen du questionnaire ou lors des entretiens semi-directifs, fait apparaître au travers des différentes questions et évocations une image sociale¹¹ de l'Europe, constituée des diverses représentations. Image sociale qui, si elle n'est certes pas d'une uniformité ou d'une cohérence parfaites, se constitue autour de plusieurs traits ou thèmes qui sont largement communs aux enquêtés, souvent jusque dans leur traitement. Ce sont ces différentes facettes forgeant l'idée que les chômeurs interrogés se font de l'U.E, que l'on se propose ici d'analyser.

a. Les associations de mots

Un premier outil visant à déterminer le contenu des représentations de l'U.E se constitue de l'interrogation qui ouvre notre questionnaire et invite les chômeurs à associer spontanément cinq termes avec l'Europe : « Donnez-moi les cinq premiers mots qui vous viennent à l'esprit quand vous entendez Union Européenne ou Europe ». Le classement des réponses (Tableau 1) fournit plusieurs éléments :

¹¹ Nous reprenons ici la terminologie proposée par R.Brubacker (2001).

Tableau 1. Les termes associés à ceux d'Union européenne et d'Europe.

Termes		Occurrence	
Euro	« Euro »	25	32
	« Monnaie »	7	
Noms de Pays		25	
« Union, unis, unifier, unité »		23	
« Voyages (mobilité) »		17	
Termes critiques du registre de langage familier		17	
Villes (+Maastricht)	« Bruxelles »	9	16
	« Strasbourg »	5	
« Travail, emploi »		16	
« Culture »		16	
Symboles de l'U.E: « étoiles, bleu, drapeau, hymne »		14	
« Echange(s) »		12	
« Communauté »		11	
« Economie »		11	
« Pays »		9	
« Langue(s) »		9	

Nombres : « 12, 18, 19, 25 »	8
« Libéral, libéralisme, libéralisation, libre-échange »	7
« Solidarité »	7
« Liberté »	7
« Egalité »	6
« Ouverture »	6
« Frontières »	6
« Immigration, étrangers »	6
« Diversité, pluralité »	6
« Parlement »	5
« Constitution, référendum »	5
« Elargissement, agrandissement »	5
« Continent »	5
« Avenir »	5
« Mondialisation »	5
« Politique »	5

Les termes ont été reportés dans ce tableau à partir de 5 citations, puis rangés par ordre décroissant¹².

Ce tableau est introductif et l'on reviendra sur la plupart des termes qu'il contient au fur à et mesure de notre étude. On peut néanmoins déjà proposer ici plusieurs observations. Une caractéristique dominante réside dans le choix des enquêtés pour des réalités concrètes. Le terme d'Europe ou d'Union européenne active d'abord chez eux une territorialité : des noms de pays, les termes de pays, continent, frontières¹³. Outre ces identifications géographiques, ce sont encore des termes descriptifs qu'on trouve d'abord pour caractériser l'U.E. : l'euro, les symboles de l'U.E., des nombres. Des réalités concrètes de l'U.E. donc ou des termes neutres : travail (peu surprenant pour des chômeurs devant une Anpe), voyages, langues, communauté, les termes plus connotés n'arrivent pour la plupart que dans la seconde partie du tableau. Cette évocation spontanée de l'U.E. dans les réalités concrètes qui l'incarnent ou dans des termes descriptifs peut se comprendre comme un moyen de ne pas émettre d'avis, de bilan ou de projection de valeurs. C'est une façon de ne pas émettre de jugement, une enquêtée m'ayant donné cinq noms de pays commente ainsi ses associations : « je me mouille pas ». En ce sens, les propos exprimant spontanément des jugements clairement négatifs sont, somme toute, assez minoritaires. Le tableau 2 qui propose une classification par thèmes des termes recueillis permet de le voir :

¹² Les termes entre guillemets correspondent à des termes cités, les termes sans guillemets à des regroupements, non cités comme tels. L'intitulé de la question était : « Donnez-moi les 5 premiers mots qui vous viennent à l'esprit quand vous entendez Union Européenne ou Europe ». Le nombre total de termes recueillis (y compris les termes proposant moins de 5 citations et ne figurant pas ici) est égal à 517 occurrences. (Ce total est également celui du tableau 2). La totalité et le détail des termes recueillis dans les questionnaires se trouvent en annexe.

¹³ Il faut préciser que l'importance des noms de pays, comme des noms de villes est à relativiser car ils sont souvent le fait des mêmes enquêtés citant, par exemple, plusieurs pays.

Tableau 2. Les thèmes composés par les associations de termes à l’U.E.

THEMES	Occurrence
Termes ouvertement critiques	47
Sphère économique	40
Valeurs : « solidarité, liberté, ouverture ou égalité ».	26
Rapprochement, mélange, dialogue	22
Collaboration et évolution	14

Le détail des thèmes est présenté en notes.

Il faut préciser que les occurrences critiques sont difficiles à comptabiliser dans la mesure où de nombreux termes sont associés dans une connotation qui, n’étant pas précisée, échappe à l’analyste (ainsi plusieurs termes économiques sont sans doute cités avec désapprobation¹⁴ : profit, marché... Ce peut être le cas d’autres termes, ainsi *avenir* a pu être cité avec regret : « moins d’avenir »). On donne donc ici le nombre minimum de critiques, c’est à dire les termes ouvertement critiques¹⁵. Associés aux termes critiques du registre familiers (Tableau 1 : 17 occurrences, « connerie, arnaque, bordel » etc.), on en dénombre 47. Il est à remarquer ici, par opposition, que l’on ne compte aucun terme positif familial et très peu de termes exclusivement positifs (Sept termes en tout : *bien, heureux, chance* (2) et *prospérité*(3).) Le nombre de jugements ouverts est donc (même s’il apparaît en tête) assez faible, par rapport au reste, et majoritairement négatif. Dans cette première question, on donne peu son avis ou on n’en a pas. Peut-être a-t-on ici affaire à une certaine retenue sociale en situation d’interrogation, mais on peut penser que c’est surtout le fait d’une population plus encline à la description, à exposer l’U.E. dans ses réalités concrètes, qu’à émettre des jugements sur elle. On reviendra sur ce point.

Si l’on n’est sans doute pas dans l’enthousiasme on l’a dit, on trouve néanmoins beaucoup d’associations de valeurs avec l’Europe, presque toujours positivement connotées. L’U.E. évoque nombre de termes divers et variés. On a donc essayé de les regrouper dans le tableau 2 de manière thématique¹⁶. La comparaison quantitative entre les thèmes ne fait pas grand sens, d’abord les différences d’occurrences sont assez minces, et de plus la combinaison des mots pour certains thèmes reste assez subjective et les classements pourraient changer aisément. Il s’agit surtout ici de mettre en relief les thèmes dominants auxquels les enquêtés font spontanément référence. La sphère économique apparaît immédiatement importante, le terme même d’« économie » est l’un des plus cités par les enquêtés et les associations se référant à cette sphère sont nombreuses (commerce, concurrence, marché...¹⁷). C’est une des associations principales faites par les enquêtés à l’Europe, on reviendra

¹⁴ De même la polysémie de certains termes contrarie l’analyse, ainsi le terme *échange(s)*, cité douze fois, peut tout autant prendre le sens d’échanges économiques que d’échanges de personnes ou entre personnes, ou encore d’échange de paroles, et ce avec des connotations diverses.

¹⁵ Termes ouvertement critiques : « antidémocratique, dictateur, bureaucratie, technocrates, illusion, tromperie, leurre, désorganisé, dysfonctionnement (2), confusion, non-cohésion, dépassé, compliqué (2), difficulté, démantèlement, méfiance, pensée unique, moins d’avenir, déception, problèmes, inconvénients, inégalités (2), réducteur, inutile, galéjade. On y ajoute les termes critiques familiers (apparaissant en Tableau 1) : Arnaque, catastrophe (2), connerie, belle connerie, grosse connerie, bêtise (3), bordel, la barbe, gros bides, gros, mal fichu, pagaille, nul, bonjour les dégâts ». A noter qu’ici aussi, plusieurs termes apparaissent souvent pour un même enquêté.

¹⁶ -Idée de rapprochement, mélange et dialogue: « alliance, amitié (2), cohésion (2), communication (2), comprendre, connaissance des autres, dialogue, mélange (2), métissage (2), mixage, partage(3), rencontre, découverte (2), voisins (2) ».

-Idée de collaboration, d’aide et d’évolution: « aide (2), coopération (2), consensus, construction (2), développement (4), entraide (2), évolution ».

¹⁷ Les termes de la sphère économique : « argent, commerce (2), concurrence (3), économie (11), industrie, inflation, libre-échange (3), marché (3), monnaie (7), OMC, profit, prospérité (3), richesse(s) (3). On arrive à 74 en ajoutant délocalisation (3), euro (25), libéral (-isme, -lisation) (4), mondialisation, (4), pauvreté ».

donc plus loin sur ce thème central. On trouve également comme on l'a dit, une forte association de l'Europe à des valeurs qui déclinent les idées d'ouverture, de dialogue, de coopération et d'échange au sein de l'U.E., de même que des valeurs plus communes (liberté, égalité.. et peut-être moins spécifiquement liées à l'U.E). On peut parler de valeurs humanistes ici, évoquées par l'U.E. C'est là encore une grande constante des représentations que l'on s'attachera dès lors à approfondir.

Quelques termes isolés apparaissent significatifs enfin dans ces associations de mots à l'Europe : l'Euro tout d'abord, réalité qui semble ancrée chez les enquêtés et incarner l'U.E. Son importance, réelle, doit être relativisée néanmoins, du fait qu'il est sans doute également cité, pour beaucoup, en raison de sa consonance. Souvent, et cela n'apparaît pas ici, les enquêtés donnent des mots, couplés à l'adjectif européen (pays européens, marché européen) et en ce sens, l'euro peut se présenter en tête par simple association phonétique puisque *Europe* est prononcé dans la question. Il en est de même pour le terme d'union qui apparaît lui-même dans la question et dont l'importance est sans doute due, en grande partie, à une simple reprise irréfléchie de la part des enquêtés. On peut penser alors que l'importance de ces deux termes, pour une part vide d'engagement de sens, est également une marque du peu d'expression d'opinions par rapport à l'U.E. Cette dernière apparaît donc, au travers de cette première activation des représentations, d'abord comme un assemblage d'éléments descriptifs, plutôt neutres et concrets, puis associée à la sphère économique et à des valeurs d'ouverture et de dialogue. On notera que certains thèmes n'apparaissent pas ou peu alors qu'on aurait pu les attendre. Ainsi la paix ne ressort absolument pas comme une représentation majeure des buts ou des valeurs de l'Europe et ne lui est pas spontanément associée. On y fait peu référence, que ce soit dans les associations de termes (2 occurrences sur 517) ou dans les entretiens et ce quel que soit l'âge. Les institutions sont également peu visibles dans l'image de l'U.E. dressée par les enquêtés : le parlement est cité cinq fois et la commission une fois seulement.

b. Les thèmes associés

Les entretiens sont le second outil, et sans conteste le plus riche, pour déterminer le contenu des représentations de l'Europe chez les enquêtés. On y voit se développer les thèmes qui lui sont associés pour former son contenu. Plusieurs croisent les thèmes des tableaux déjà évoqués. Ainsi la mobilité et l'association de l'Union européenne aux voyages et à la possibilité de circuler entre les pays membres se retrouve dans la grande majorité des discours des chômeurs interrogés. C'est le cas de Thierry¹⁸ par exemple, qui m'explique qu'un vrai européen doit savoir ce que sont ses voisins, or c'est quand on voyage, qu'on peut comparer. De même, à la question « Vous sentez-vous plutôt intégré ou plutôt exclu de l'U.E. », Antoine répond : « Moi en tant que moi ? Ben heu pfff, non intégré ouais. **Intégré ?**

¹⁸ Pour permettre au lecteur de se repérer rapidement, on trouvera en p.186, une liste synthétique des profils des enquêtés classés par ordre alphabétique avec leurs caractéristiques socio-démographiques majeurs. (On a précisé pour chaque enquêté l'âge, le niveau de diplôme, le niveau de revenu, la profession recherchée, la durée de chômage, le positionnement par rapport à l'U.E. et le vote au référendum). Les profils détaillés, quant à eux, sont également proposés en annexe. On peut préciser en outre que les identités des enquêtés ont été rendues anonymes.

Bah je sais que si je veux tracer demain, je trace demain¹⁹. » L'U.E. est totalement définie ici par la possibilité de se déplacer en son sein. On peut dire que l'association de l'U.E à la mobilité, comme une de ses caractéristiques ou comme une possibilité nouvelle qu'elle offre, est un élément de représentation commun aux enquêtés et on en trouve de nombreuses marques :

Marina : « Participer à l'Europe, ça voudrait dire pouvoir bouger. »

Antoine : « **Voilà, alors tu m'as dit communauté.**
Heu bah parce que c'est plusieurs pays !
[petit rire, petit rire] **ok d'accord**
Tu vois ! Ouais parce que, parce qu'on peut voyager comme ça [il claque des doigts]
Ouais !
Par exemple demain tu peux aller dans n'importe quel pays heu, t'emmènes ta carte d'identité pis c'est bon quoi.
Et ça..
Et t'as pas besoin de passeport
Ca te plait bien ?
C'est excellent ouais t'sais,[...] tu peux aller partout maintenant »
«**Ok ça roule. Heu... Alors est-ce que t'aurais de grands regrets si l'Union européenne était abandonnée ?**
Heu.. ouais pour voyager quoi »

Tiphaine : « Quand on va d'un pays à l'autre, c'est moins prise de tête. »

Karine : « **Est-ce que t'as l'impression que l'Union européenne a eu des effets heu, concrets dans ta vie quotidienne ? [...]**Est-ce que tu la remarques ou tu la remarques pas ?
Bah j'ai l'impression que je la re, je la remarque pas trop fin, pour les études oui parce que y a les séjours erasmus.
mm
Dans la, dans les voyages parce que y a des pla, des facilités de déplacement sans passeports forcément, juste une pièce d'identité »

Mme Tavol : « **Et alors qu'est-ce que l'Europe peut leur apporter heu**
Ils veulent faire un groupe, un bloc pardon excusez-moi
Ouais
pour avoir plus de possibilité à aller et venir sans contraintes »

Fanny : (A propos des gens qui sont pro-européens) : « **Alors ceux là tu penses qu'ils sont comment par rapport à l'Europe ils sont plutôt à l'inverse de ...**
Ils sont complètement je pense ouverts, au contraire, eux ils adoreraient voyager. Complètement ouverts, mais sauf que c'est, c'est souvent ces gens là qui ont le moins de moyens tu vois. »

Arnaud : « **T'as pas du tout l'impression de la ressentir ?**
Non, non, non, non.
Parce que pourtant y a l'euro.
J'avoue. Mais heu, jusque là, pour moi, l'euro a pour l'instant, du fait que je voyage pas ça reste le franc quoi. Sauf que bon. »

Dans le tableau 1 des associations de mots, les termes de voyage et de mobilité se situent dans les premiers termes cités avec 17 occurrences recueillies. L'U.E. apparaît donc clairement comme une espace de voyage et de circulation.

Un autre grand thème qui revient dans les représentations des enquêtés est l'idée de la centralité de la France dans l'Union européenne. L'idée se décline sous deux aspects : la France joue un rôle majeur dans l'union, et cela est notamment du à l'importance souvent décisive qui lui est conférée dans la construction de l'Europe. Pour Antoine, la France « c'est quand même le premier des douze quand même. » On trouve la même idée chez Marina, chez Karine qui en déduit un certain pouvoir pour la France et chez Laurence qui confond le fonctionnement de l'U.E. avec celui du conseil de sécurité de l'ONU :

²⁰Marina : « Etant donné qu'elle est à l'origine heu... Elle est à l'origine même hein. Parce qu'en fait, c'est quand même des, des **Ouais c'est vrai.**

¹⁹ En ce qui concerne les citations d'entretien, les interventions de l'enquêteur sont retranscrites en gras et celles de l'enquêté en caractères normaux. Ceci sera valable pour l'ensemble des citations proposées par la suite.

²⁰ Les citations sont présentées sous deux formats : en retrait au sein du texte ou à l'intérieur d'un encadré, il ne faut voir ici aucun sens particulier ou poids à accorder à l'une ou l'autre des présentations. Le format de présentation des citations se fonde sur le nombre de celles-ci et a été réalisé dans un simple souci de clarté.

français qui ont proposé officiellement heu cette idée. Même si les négociations étaient de part et d'autre. »

Karine : (en parlant de la France) « Elle a un certain pouvoir oui assez, assez grand.

ouais ?

On va dire puisqu'elle est, comme, comment dire, comme moteur de, de, de

ouais

l'Union européenne avec l'Allemagne. »

Laurence : « **En gros, si l'Europe, impose une loi ou décrète quelque chose, est-ce que la France peut ne pas le faire ou...**

Bah je crois ouais parce qu'elle fait partie des, y a quelques pays qui ont heu

Ouais genre les

Un droit de veto non ?

Les premiers pays ou quelque chose ?

L'Angleterre, ça doit être, l'Allemagne, l'Italie,

ceux qu'étaient heu, au début quoi.. ?

Les vainqueurs non ? Non c'est pas les vainqueurs ? »

La France est assez communément située aux origines de l'U.E. ce qui lui confère un pouvoir dans l'union aux yeux des enquêtés ainsi qu'un lien particulier avec l'U.E. Ce schème de pensée rend souvent invraisemblable dès lors, l'hypothèse d'une sortie de la construction européenne pour la France.

Arnaud : « **Et si heu la France sortait de l'Union européenne ? Et que l'Union européenne continuait ?**

Bah je trouverais ça un peu paradoxal du fait que ce soit, qui heu qui soit

S'en aille ?

Ouais. Qui soit le.. comment ça s'appelle ? A l'origine de ce projet quoi. »

Karine : « **Et heu, si la France sortait de l'Union européenne?**

Bah oui, là heu.

Egalement.

C'est inconcevable ! [rire] »

L'Allemagne peut partager le privilège de cette place de choix avec la France : (Marina) « Donc l'Allemagne heu... L'Allemagne et la France qui sont quand même les poids lourds de l'Europe. Qui sont quand même, **Mm** à l'origine de cette union européenne ». L'idée que « le couple franco-allemand, c'est ce qui fait un peu avancer [...] le schmilblik » (Karine) a parfois marqué, mais c'est la France qui est la plus présente dans les discours, faisant ainsi pour une part de l'U.E. le fruit et la continuité implicite d'une logique politique française.

c. Les autres pays d'Europe

Les autres pays ont néanmoins leur place dans les représentations des enquêtés, des places hiérarchisées dans une structuration presque parfaitement commune aux différents enquêtés. Tout d'abord les enquêtés ne se représentent pas spontanément l'U.E. au travers des pays qui la composent mais systématiquement au travers de l'Europe des douze, en particulier des pays limitrophes de la France. Ceci apparaît clairement dans le questionnaire comme dans les entretiens. Sur les 25 noms de pays cités pour les associations de mots (Tableau 1), 24 appartiennent à l'Europe des douze²¹. L'Europe est souvent associée, ou réduite, aux « grands » pays occidentaux, à l'image des propos d'Antoine: « Justement l'Europe entre autre. Quand tu pars dans une asso. Moi je l'ai jamais fait mais j'ai des collègues, ils on fait ça **Ouais ?** T'avait pleins de gens de l'Europe, toute l'Europe, que ce soit des, des anglais, des allemands.. ». Une autre réaction au questionnaire corrobore d'ailleurs cette idée :

à la question « avez-vous voyagé en Europe et si oui, dans combien de pays ? », un certain nombre d'enquêtés répondent spontanément « tous ! » ou « presque tous ! ». Or en passant au détail, les chômeurs ne citent que des pays des douze ou de la façade occidentale (on peut préciser que 6% seulement des enquêtés ont voyagé dans plus de dix pays européens) et la Suisse sera plus citée que des pays de l'Est ou du Nord, absents. L'Europe des 25 n'appartient donc pas à l'univers spontané des représentations de l'U.E. En ce sens, plusieurs enquêtés soulignent dans l'U.E. une proximité géographique, qui s'applique surtout et en premier lieu, dès lors, au pays voisins.

Lucien : (A propos de la Hollande) « Bon d'abord c'est pas loin. Pis on prends le train à la gare du Nord, on va en Allemagne hein. **Ouais c'est vrai** »

Karine : « et puis on a un rapport à l'espace qu'est de plus en plus large donc heu le pays voisin sera un peu comme une région voisine quoi
mm
de par la rapidité des échanges heu »

L'approfondissement qu'amène l'entretien active néanmoins les représentations existantes des autres pays membres et l'on voit apparaître les différences de statut qui leur sont accordées. Au sein des 12 tout d'abord, la Grande-Bretagne, souvent réduite aux « anglais », est soulignée dans sa volonté de distinction et de particularisme :

Lucien : « Même le, le les anglais heu ouais qui veulent toujours heu qui veulent marquer leurs différence ».

Laurence : « **Heu Grande-Bretagne tu m'as dit.**
Boh parce qu'ils sont jamais d'accord avec personne. »

Marina : « Et comme, comme l'Angleterre, du fait qu'elle est à l'Ouest, s'est tournée vers les Etats-Unis. Et quand même garde toujours, elle joue un peu sur tous les tableaux mais elle garde toujours, quand même, toujours, cette ligne de conduite »

Du fait de son manque de cohésion avec l'U.E., le Royaume-Uni est même rendu responsable de l'échec du référendum français par Thierry:

« Les anglais nous lâchent comme par hasard.

Mm

Bon c'est quand même un peu bizarre tu vois, je veux dire heu, ouais, ils sont quand même dans la communauté mais bon, ils sont trois quarts heu.. Ils sont heu. Qu'est-ce qu'ils font ? Ils ont toujours été comme ça, à voile et à vapeur.

Mm

Donc heu bon. C'est à dire un peu entre heu.. Non mais heu, ils donnent pas d'argent, ils nous doivent de.. Enfin je veux dire que déjà au niveau, comment ça s'est passé au niveau de, des rapports de force. Pourquoi ça n'a pas marché ? A cause des anglais, hein.

Qu'est-ce qu'a pas marché ?

Et bah le, le, le, le... Le vote pour l'adhésion de l'Europe

ok

à cause, à cause de la politique aussi des, des anglais. Tu comprends ? Parce qu'elle est trop heu..

Elle est trop..

On s'est dit : bah alors ils font quoi ceux là, ils sont, ils sont dedans ? Et ils sont de l'autre côté. C'est à dire que voilà ».

Critiqué dans son double jeu avec les Etats-Unis, voire stigmatisée parfois comme un acteur néfaste pour l'Europe, la vieille rivalité franco-anglaise est ici toujours présente et s'incarne chez Marina en créant une hétérogénéité indépassable au sein de l'U.E. : « L'Europe ne peut pas parler d'une seule voix, parce que, vous voyez, **mm mm** c'est selon qu'on a une sensibilité heu française ou anglaise, on est quand même toujours heu... On a du *mal*. » On aboutit là à une division de l'Europe où l'unité est rendue précaire. Cette image du Royaume-Uni désengagé fera même penser à Virginie et à Sylvain que « l'Angleterre » ne fait pas partie de l'Europe. Il faut préciser tout de même que cette vision

²¹ Les pays cités : Allemagne (4), Espagne (4), Italie (4), Grande-Bretagne/Angleterre (4), France (3), Portugal (2), Grèce, Luxembourg, Belgique, Roumanie.

négative du Royaume-Uni est plus présente chez les enquêtés les plus politisés et moins soulignée chez les autres.

Une nouvelle distinction au sein des pays membres est mise à jour par le discours des enquêtés, et on peut tout à fait parler de représentation collective cette fois, puisqu'elle est présente chez tous. Il s'agit de la caractérisation de ce qu'on peut regrouper sous l'appellation des pays de l'Est, comme un groupe différent, du fait de sa situation de pauvreté, de retard et de ses difficultés de développement. On trouve une grande négativité dans la représentation de ces pays chez les enquêtés :

Tiphaine : « Bah ouais, c'est surtout les pays de l'Est. Ils sont, faut pas se mentir, ils sont miséreux »

Mme Tavol : « **Et pourquoi vous pensez qu'ils sont venus dans l'Europe du coup ?**
Parce qu'ils sont malheureux. »
« **Maintenant on est, 25 et heu c'est les pays de l'Est donc c'est des pays du genre heu**
Ils sont racistes hein
Ah ça je sais pas, mais je suis pas heu, eux, eux ils sont racistes vous pensez, par rapport à nous ? [signe de tête affirmatif] »

Fanny : « Ouais, ouais, la Roumanie et tout ça, c'est un truc de ouf
Voilà ouais tu trouves que ça, il y en a vachement, enfin je veux dire maintenant euh...
Ils sont malades, ils sont complètement malades ! Regarde les roumaines et tout elles font la manche dans le marché d'Aligre et des trucs comme ça et ils ont eu des enfants en cloque et tout. Les pauvres, ils vivent dans un bidonville, qu'est-ce que tu veux qu'on leur offre ? »

Karine : « **C'est à dire être vigilant sur, vigilant sur quoi par exemple ?**
Vigilance sur la paix par exemple.
Ouais ? En, entre les Etats d'Europe ?
Ouais. Parce que finalement les Balkans c'est l'Europe. Donc heu
mm
Pis les gens on peut-être tendance à oublier. La guerre quoi. »

Jean-Marc : « **Donc du coup y en a qui, y en a qui disent que peut-être que l'Europe devrait heu tu vois heu, peut-être aider des pays défavorisés quoi**
ouais des pays d'Afrique ou
des pays de l'Est aussi ou. »
« Ils essayent un peu de se, de se moderniser. »
(A propos de l'aide européenne) « **est-ce que c'est bien heu...**
bah ouais si c'est, s'ils s'en servent bien heu...
ouais ? Parce que t'as peur qu'ils s'en servent comment ?
Parce que des fois si ça, si c'est heu... dépensé n'importe comment aussi heu [...] ouais des fois ça peut aller ouais. Plutôt que ça aille à la population ça va aux gouvernements heu »

Kaba : « **Parce qu'il y a des nouveau pays qui ont été inclus dans l'Europe, c'est des pays de l'Est genre heu la Pologne heu... Non ça te [petit rire] Ca te plairait pas ! Pourquoi ?**
C'est l'exploitation dans ces pays là.
La-bas, là bas, il sont exploités ?
Ils exploitent les gens. »

Antoine : (à propos de l'U.E.) « Mais je pense que ouais, enfin ça aide quand même des pays qui heu, mais style on parlait de la Tchécoslovaquie là, c'est quand même un pays avant qui était, c'était de la merde quoi
ouais
fin t'y allais pas comme ça non plus quoi
ouais, ouais
tu vois. Ca craignait plutôt quoi
ouais, ouais. Ca aide un peu à se développer heu. Mais
ouais voilà »

Thierry : « Regarde dans les 25 heu, bon je me rappelle plus tout, tout ce qu'il y a comme petits
mm
heu des slovènes, des machins, des trucs comme ça bon bé..
mm
Ils s'en foutent ! Eux ce qu'ils veulent c'est d'avoir le, le pognon parce que si tu veux eux ça va les enrichir.
ouais
Vraiment. Parce que si tu veux, ils sont tellement à zéro pis heu, ruinés par les russes heu, l'union soviétique, l'ex-heu union soviétique
Ouais, ouais
Et après bon c'est vrai qu'il faut les aider. Mais les aider, eux, t'inquiète pas heu ça, ça va aller par le, par le haut. Qui c'est qui
C'est à dire que aux.. ?
va toucher ? Ca, ce sera pas le peuple hein, ça sera...une petite poignée. »

Cette négativité dans leur description de la situation pourra, selon les enquêtés conduire ou non à l'idée d'une aide de l'U.E., mais également se borner à l'expression simple d'une négativité de l'apport de ces pays. Les chômeurs interrogés semblent rejoindre dans leurs discours le reste de la population française. J.Grunberg et C.Lequesne montrent, dans leur étude sur les opinions des français à l'égard de l'élargissement, qu'en 2002 ceux-ci sont majoritairement défavorables à l'éventualité d'un élargissement de l'U.E.²² et que cette réticence française est plus marquée que dans le reste des pays de l'Union. Chez certains enquêtés d'autres caractéristiques négatives attachées aux pays de l'Est s'ajoutent en ce sens, sans faire l'unanimité cette fois: la corruption parfois et chez certains chômeurs une vision concurrentielle entre ces pays et la France.

Thierry : « Et puis, je te dis inclure dans les 25, un pays comme Malte, la Slovanie, la Slo, la Slovaquie, des choses comme ça.

Mm ?

Bon, alors qu'on sait que c'est là que y a quand même beaucoup de, de, de gens qui, qui trichent.

mm

Les gens de l'Est, c'est des gros tricheurs. C'est des, c'est des gens qui

en...

qui sont prêtes à tout. Bon, on voit comment les russes heu fonctionnent maintenant. C'est un truc de gangsters Poutine tu vois. »

Antoine : « Mais après pour les agriculteurs, pour les trucs comme ça

mm

Ca, ça y avait la baise et tout aussi quoi

Ouais pis y avait heu

Ouais, c'est ça parce que les pays de l'Est et tout, ils ont des hectares et des hectares de maïs [sourire] Des trucs comme ça

Ah ouais ? Ils mettent en danger heu

Qui mettent en danger les trucs

Ah ouais, ouais »

Mme Taval : « Ils engraisent, ils engraisent, ils engraisent, ils savent que c'est pour leur pays. Ils se foutent de nous qu'on ai mangé, qu'on ai bu. »

« Mais si les gens de l'Est arrivent et demandent 500 euros, alors là ils font heu mal au pays. »

Cette vision engendre parfois un sentiment de danger. Danger qui peut se fonder sur la notion de concurrence mais qui trouve également sa racine dans un autre élément : dans une peur du rejet. Si l'expression de cette crainte peut se fonder sur une peur de l'inconnu, un manque de connaissance explicite de ces pays, on trouve également une peur véritable et très ancrée du racisme, en particulier chez les enquêtés noirs (Arnaud et Mme Taval).

Lucien : « le, la Lettonie, pis je sais pas comment ils me, ils m'appréhendent et tout hein. »

Arnaud : « **D'acc. Heu tu m'as dit quoi après ? Tu m'as dit que t'avais peur de la montée du racisme.**

Exact. [...]

C'est surtout heu, c'est surtout à l'Est ou c'est un peu partout ?

Bah.. Je pense que particulièrement à l'Est ouais. Parce que j'en entends parler quoi.

Et pourquoi t'as peur qu'y en ai plus qu'avant ? Parce que y a les autres pays qu'arrivent en fait ?

Ouais. Bah t'façons, il suffit de voir un peu heu tu sais. Tu vois, moi je, je suis pas, je suis pas raciste du tout hein

ouais

mais il suffit de voir un peu, plus tu te décales à l'Est plus

plus heu

voilà ouais [petit rire] je vois pas trop de noir là-bas. »

« **Heu est-ce que, est-ce que tu serais prêt à aller travailler dans un autre pays d'Europe ?**

Heu waouh. Non !

Non ! [rire, rire]

²² Les auteurs soulignent également le fait que cette réticence face à l'élargissement est plus prononcée dans les couches de la population les moins diplômées. Or il est certains que c'est là une caractéristique majeure de la composition du chômage. Note étude recoupe ce constat dans la mesure où les opinions négatives exprimées sur les pays de l'Est sont très présents chez les enquêtés les moins diplômés, néanmoins, on note que si elle s'exprime de manière moins virulente, l'image négative des pays de l'Est est également présente chez les enquêtés les plus instruits. Les auteurs expliquent quant à eux ce rejet français de l'élargissement par une forte réticence des élites françaises, notamment politiques, à l'entrée des Pays de l'Est et d'Europe centrale dans l'U.E. Gérard Grunberg et Christian Lequesne, « Une société méfiante, des élites sceptiques », dans J.Rupnik (dir.), *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs, enjeux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, pp. 49-64.

Hé j'ai trop peur, j'ai peur, je vais me faire fusiller ! [rire] [...] Ah je flippe grave ouais. »

Mme Tavol : « Ouais mais vous me dites, vous mes dites, les pays autour ils sont racistes donc ça veut dire

Oui !

parce que vous y alliez heu

heu les pays de l'Est même. Ah oui, oui, oui, oui, oui. Les gens à la peau mate

ouais ?

Ils veulent ni heu algériens, ni noirs

ouais

et les africains j'en parle pas. Mais nous sommes des antillais ils veulent pas de nous. »

Finalement seul un enquêté (Antoine) envisage les pays de l'Est comme une possibilité de découverte, une destination de voyages prometteuse. Il n'est pas téméraire de supposer que cette vision serait plus présente dans une population d'enquêtés différente. De même, Karine est la seule à renverser la perspective et à s'interroger sur les effets négatifs que l'adhésion pourrait engendrer là-bas : « pis qu'est-ce que c'est intégrer ? C'est heu, c'est imposer aux autres son modèle et heu, et qu'ils s'y soumettent. » Plus fortement encore que le Royaume-Uni, les pays de l'Est forment donc un bloc à part dans l'image de l'Europe qui apparaît dans le discours des chômeurs et on peut parler ici d'une représentation collective car elle est partagée et présente chez tous. Les Pays de l'Est, plus encore que la Grande-Bretagne, interrogent la définition, l'unité et l'identité de l'Europe par la part d'altérité qu'ils constituent au sein même de l'Union.

d) L'altérité de l'Europe

Un mode de construction majeur de l'identité est l'opposition. On se définit par rapport à un autre et dans une relation de différenciation ou de comparaison. Il est dès lors intéressant, dans notre visée de compréhension de ce qu'est l'Europe pour les enquêtés, de chercher à déterminer ce qui peut se poser comme son altérité. Observer à quoi ou à qui les chômeurs interrogés opposent l'U.E. éclaire le sens et les objectifs que ceux-ci peuvent lui conférer dans leurs représentations. Plusieurs questions visaient, lors des entretiens, à opérer ce genre de mise en opposition mais souvent, les expressions de l'altérité sont activées spontanément chez les enquêtés. Les discours des chômeurs interrogés font apparaître quatre dimensions d'altérité à l'U.E. La principale, et sans doute la moins surprenante, pose clairement les Etats-Unis comme un anti-modèle face auquel l'U.E. s'élève, économiquement d'abord. L'U.E. est une force qui doit permettre de s'imposer face au reste du monde et en particulier face aux Etats-Unis. C'est en tout cas souvent le but assigné au projet, un objectif originel majeur pour beaucoup d'enquêtés : l'U.E. est alors considérée comme une résistance, elle est une alternative et a pour but de constituer un contre pouvoir, le terme de « contre-poids » revient ainsi de manière significative.

Antoine : « Ouais, ouais, en gros quand même à la base l'Europe c'était pour ça : c'était pour rivaliser avec les Etats-Unis quoi. Ouais voilà non, je pense c'est plus ça, tu vois. »

Thierry : « Mais je suis quand même heu oui. Pro-européen non mais européen parce qu'on peut pas heu si tu veux se battre contre les Etats-Unis ou même contre l'Afrique du Sud

mm

qui est une grande puissance aussi »

« Ah oui il faut, faut être heu. Si on veut concurrencer heu si tu veux, les Etats-Unis »

Karine: (A propos de l'U.E.) « un bloc, constituant un bloc plus fort pour résister par rapport aux Etats-Unis heu, à l'Inde, la Chine, le Japon. »

Arnaud : « ce que ça va faire quoi peut-être, fin ce que t'espères que ça va faire quoi ?

Ouais, voilà, je pense que c'est pour concurrencer un peu les Etats-Unis qu'on fait ça. »

Fanny : « Parce qu'à la base c'était pour concurrencer les Etats-Unis. Faut pas se voiler la face.

ouais

concurrence, l'euro qui est plus fort que le dollar, des trucs comme ça. Pour faire plus d'alliés, quand y a la guerre, hein »

Laurence : « Bah je trouve que c'est bien de se regrouper

Ouais quand même

pour être plus puissants

ok

économiquement

ouais

par rapport à des grands pays comme les Etats-Unis, la Chine »

Lucien : « **Bon alors après j'ai heu, qu'est-ce que, quelles valeurs vous associeriez à l'Union européenne ?**

Bah l'Europe c'est la vieille Europe aussi, c'est, c'est le, le, c'est le, un contre-poids par rapport aux Etats-Unis. »

A la fois cause et finalité, l'opposition de l'U.E. aux Etats-Unis, est un point majeur des représentations de l'Europe chez les enquêtés. C'est une représentation collective qui se construit surtout dans des termes économiques : il s'agit de « concurrencer » et « d'être fort économiquement ».

La Turquie peut constituer un second modèle d'altérité à l'Europe. Néanmoins cette représentation est beaucoup moins affirmée que la précédente, à l'image des positions adoptées par les enquêtés au sujet de son intégration. Deux enquêtés seulement se prononcent pour son entrée dans l'U.E., de manière hésitante et beaucoup restent sans opinion. La majorité des enquêtés s'opposent tout de même, de manière plus ou moins nuancée, à l'intégration de la Turquie, la constituant ainsi comme un anti-modèle. L'hypothèse de son adhésion permet de révéler trois aspects pouvant être attachés à l'Europe selon les enquêtés : l'U.E. se base sur l'entité territoriale que constitue le continent européen (dont la Turquie est exclue ici). La Turquie incarne une différence culturelle trop forte pour être intégrée, ce qui implique une certaine unité culturelle de l'union, on approfondira cette question plus loin. Enfin, à l'image de Kaba qui justifie le rejet de la Turquie par le fait qu'elle n'est « pas assez évoluée », outre les attributs de la richesse et d'une certaine capacité économique, il peut parfois être attaché à l'U.E., sous le thème d'une différence de niveau, l'idée d'une certaine supériorité des sociétés européennes.

Marina : « si on parle de, de, d'intégrer la, la Turquie à l'Europe alors qu'il y a aucune raison géographique, enfin je veux dire, c'est bien parce que heu, ça peut permettre heu d'autres enjeux. »

Laurence : « **Alors qu'est-ce que tu penses de l'entrée de la Turquie en Europe ? Qu'est-ce que tu dirais, plutôt ?**

Bah heu non, je vois pas trop pourquoi.

Ouais, y a pas trop de raisons quoi ?

Non. [...]

Ouais, tu trouves peut-être que aussi heu culturellement ? Géographiquement ?

C'est géographiquement ouais. Pas culturellement ou heu [...] Ouais. Oui, pis non, moi je les vois pas heu comme européen, géographiquement. »

Fanny : « **Tu serais plutôt pour ou plutôt contre ?**

Moi je dis faut pas abuser quand même

[...] Et il y avait des, des, des turcs c'est pas une discrimination c'est juste que

C'est que t'en as pas connu quoi

Non ! Ils parlent pas français, ils s'intègrent pas, ils sont en groupe, ils sont fermés,

ouais

pourquoi les faire rentrer merde ?! »

Karine : « D'ici ch'ai pas, une dizaine d'année, mm peut-être, pff, à priori je... je suis pas complètement hostile à l'entrée de la Turquie

mm ?

Mais ça dépend à quel heu

conditions ?

A quelles conditions et quel niveau d'intégration c'est à dire, comment dire, y a il peut y avoir une Europe à différent

Ok ouais d'accord

Degrés d'implications heu. »

Mme Tavol : « **Qu'est-ce que vous pensez de l'entrée de la Turquie dans l'Europe ? Vous seriez pour ou pas ?**

Grave, grave, grave !

Grave, grave ! [rire]

Oh la, la, ne faites pas ce pro, ne faites pas ça, [rire] c'est un calvaire pour l'enf, pour les enfants de demain [rire].

Parce que qu'est-ce qui, qu'est-ce qui vous fait être contre ?

Je dis non.

Ouais mais pourquoi ?

Parce qu'ils sont pas cap.

Ils sont pas cap.

Non.[...]

Ok d'accord, ok.

Ils sont pas.. aptes. »

La différence de niveau économique de l'Europe face au reste du monde est également une constante assez importante de l'image de l'U.E. composée par les enquêtés. Les pays les plus pauvres, les pays en voie de développement, les pays défavorisés sont autant d'appellations d'une altérité qui impose l'Europe comme une entité caractérisée par sa richesse et sa force d'influence. Cette opposition est particulièrement présente au travers d'un objectif assez communément fixé à l'Europe par les enquêtés : celui de l'aide dans ce qu'on peut appeler une politique étrangère active. Dans cette aide posée comme un but de l'Europe, l'U.E. apporte un soutien au monde qui se décline dans une action oscillant entre l'aide économique et l'action civilisatrice, par le rayonnement culturel.

Fanny : « Ouais, voilà les dons et tout ça, ça vient de tout, pas que de la France, ça vient de tous les pays. La fin, la fin ce sera heu s'entraider mais la première motivation c'est quand même concurrencer les Etats-Unis. »

Arnaud : « Voilà et je pense que le fait qu'ils viennent dans l'Union européenne justement bah

Justement ça peut les

Ca les aidera justement à..

Ca les aidera à s'ouvrir ou à être plus riches ?

Exactement ouais. Fin plus riches, plus ouvert et heu, que la misère disparaîtra quoi »

Antoine : « Les buts de l'Union européenne ? [sourire]

Ouais, qu'est-ce que tu mettrais ?

Bah ch'ai pas. Peut-être d'aider heu les pays heu qu'essaient de

ouais

d'évoluer quoi

ouais, c'est à dire où heu les, en Europe

les pays du Maghreb, tu sais tous les pays heu, la Tchécoslovaquie

les pays en développement

voilà ouais, qu'essaient vraiment de s'en sortir quoi »

« Mais je pense que ouais, enfin ça aide quand même des pays qui heu, mais style on parlait de la Tchécoslovaquie là, c'est quand même un pays avant qui était, c'était de la merde quoi

ouais

fin t'y allais pas comme ça non plus quoi

ouais, ouais

tu vois. Ca craignait plutôt quoi

ouais, ouais.

Ca aide un peu à se développer heu. Mais ouais voilà »

Marina : « Veille parce que je pense que, que quand même, la tournure d'esprit européenne... C'est une heu... Cette façon de, de, de veiller à la fois à son propre bien être et à celui des autres, qu'on peut critiquer. Qu'on a critiqué, quand on a critiqué le, le, le colonialisme et tout ça

mm mm

Mais c'est aussi heu, ce qui maintient heu, cette façon de travailler, de, de... Bah c'est aussi ce qui maintenant d'une certaine façon un certain ordre heu dans le monde. Et que voilà, le, le, l'Europe ça représente cette espèce de, de, d'esprit de veille quoi.

D'accord ok.

Aussi bien intellectuel, que, que spirituel, que, que »

Samir : « **Après vous m'avez dit Exemple**

Exemple. Alors exemple, par rapport à ça, c'est en fait, ce que je pense et ce que pensent les grands humanistes modernes, d'aujourd'hui je dirais, contemporains, c'est qu'on puisse par là même donner un exemple aux autres pays qui se déchirent au niveau ethnique, vous voyez ce que je veux dire ? »

Thierry : « ils voient la télé, même s'ils sont pauvres. Ouais donc si tu veux heu tu vas dans le sud est asiatique, au Viêt-Nam j'y suis allé, c'est pareil

mm

heu tout le monde rêve heu d'être, de faire comme l'Europe.

Ah ouais ?

Là-bas. Toutes les femmes voudraient être heu à l'européenne [...] C'est bien parce que ça, ça les fait bouger aussi dans leur tête, c'est d'autres images.

ouais

Donc ça enlève aussi des clichés tout à fait heu

Qu'étaient pas forcément bon ?

Surannés aussi heu

ouais

sur heu les histoire entre les hommes et les femmes

ouais

dans les société donc ça a du sens ça. »

Cette opposition qui institue l'U.E. comme une entité caractérisée par sa richesse ne s'opère pas seulement face à des pays qui lui sont étrangers. C'est sensible dans les propos d'Antoine et d'Arnaud ci dessus. L'altérité que les enquêtés opposent à l'U.E contient une part d'ambiguïté du fait qu'elle est présente au sein même de l'Union, incarnée dans des pays membres. L'U.E. n'est pas conçue comme un bloc homogène par les enquêtés, on l'a déjà vu au travers du discours sur les pays de l'Est notamment, et l'Union représentée ne se superpose pas à l'Union européenne objective. Dans les discours des enquêtés, plusieurs modèles s'opposent au sein de l'union et ainsi les anglais peuvent constituer un Autre, face auquel il faut se défendre...dans l'U.E. :

Thierry : « Mais je suis quand même heu oui. Pro-européen non mais européen parce qu'on peut pas heu si tu veux se battre contre les Etats-Unis ou même contre l'Afrique du Sud

Mm

qui est une grande puissance aussi, contre heu l'An, l'Angleterre aussi quelque part, contre, contre eux aussi, tu vois, il faut aussi les canaliser par le biais de.. »

Dans les même sens, Marina opposait déjà sensibilité française et anglaise. Cette ambiguïté des altérités révèle un fait simple : pour un certain nombre d'enquêtés l'U.E. n'offre pas un contenu clair, bien déterminé et cohérent. A altérité équivoque, définition lâche. Aux modèles concurrentiels au sein même de l'U.E chez certains, font écho des délimitations géographiques extrêmement floues chez d'autres.

Antoine : « Ah c'est intéressé [rire, rire] Ok, ok. La Turquie, tu serais plutôt ok sans problèmes

Mais bien sûr, bien sûr.

Parce que genre y en a qui disent c'est pas la même religion, c'est pas la même culture

Les russes c'est pas la même culture aussi enfin

Et toi les russes tu les mettrais aussi heu ? ! [petit rire]

Mais bien sûr. [petit rire, petit rire] Mais tout le monde, non mais c'est vrai faut pas être, dans ce cas là c'est du racisme. Dire eux heu eux oui et eux non,

Et alors par exemple, ok du coup les pays du Maghreb par exemple ?

Bien sûr ouais.

Et t'irais, tu mettrais jusqu'où ? ! [petit rire]

Ben non mais c'est [sourire]

Et alors si la Chine te disait qu'elle voulait rentrer dans l'Europe tu dirais quoi ?

Je dirais oui aussi ! [rire, rire] Non mais je vois pas où tu veux en venir ! Non mais c'est vrai,

Non mais c'est pour voir

tous les pays

si tu mets une limite quelque part ou pas [rire, rire]

Non, non mais non pas du tout. A part les Etats-Unis »

Fanny : « Bah être européenne heu c'est heu. Moi je préfère par exemple être européenne et accepter des cultures et tout ce que je prends heu

Ouais, ouais

Comme je te dis on va chez le chinois le soir »

(Question sur son intégration à l'U.E.) « **Tout à fait intégrée, complètement ?**

Tout à fait intégrée. Ouais.

Sans heu, sans hésitation.

Bah non je ne me sens pas perdue heu du chinois, je sais ce que c'est heu, du heu, enfin je veux dire tout, je me sens complètement intégrée heu.... »

Marina : « Et bah l'Eurasie parce que heu... parce que justement, je crois que naturellement heu l'Europe elle est tournée vers l'Asie. Et d'abord une, une de...de se tourner vers l'Est plutôt que vers l'Ouest, je

ouais

pense que c'est une bonne chose pour l'Europe. Oui, en plus, elle, en plus une grande partie de sa culture européenne est issue de là donc vers heu !

Donc vous verriez vous, heu carrément intégrer des pays plus heu...

Bah déjà l'intégration des pays de l'Est, parce que bon elle était heu, après d'un point de vue heu légal, elle s'est pas très bien faite mais je veux dire heu, heu.. Je veux dire ce serait pas forcément idiot. Et pis heu, je veux dire parce qu'ils ont une culture heu.. En tout cas la Mittel-europa ça a existé, c'est ça qui fondait l'Europe, enfin c'était cette Europe culturelle et je pense que c'est effectivement, en se fondant sur des choses comme ça que.. »

La variabilité des frontières de l'U.E. est liée à une certaine faiblesse dans sa détermination qui va jusqu'à permettre une ouverture presque infinie à des entités perçues comme diverses. L'altérité est donc multiple ou inexistante. Cela revient bien au même : l'indéfinition du principe d'union. Les discours ne s'harmonisent que face à une réalité, les Etats-Unis, qui incarnent un modèle suffisamment connu et assez rejeté pour constituer une représentation collective de l'U.E : en opposition. En ce sens, le libéralisme qu'on aurait pu attendre comme un anti-modèle fort et cité comme tel est en fait très peu présent dans les entretiens, la grande majorité n'y faisant même pas allusion (dans le Tableau 1 des associations de termes, on n'en trouve que 7 occurrences). Il ressort donc ici que les anti-modèles de l'U.E. présents chez les enquêtés sont surtout culturels et géographiques.

d. La situation de l'U.E et l'Europe dans le temps.

Pour saisir au mieux leurs représentations, il n'est pas inutile de s'interroger sur la dimension temporelle que revêt l'U.E. chez les chômeurs interrogés. La temporalité est un aspect intéressant dans la définition de l'U.E. car elle est multiple. L'Europe est-elle une construction du futur ou une réalisation déjà expérimentée ? Elle est un mixte. Dans cette optique d'interrogation, la caractérisation de la situation présente de l'U.E. par les enquêtés est assez révélatrice de leur conception temporelle de l'objet. Que peut-on en dire ? Le premier constat est celui d'un ancrage fort de l'existence de l'U.E. Un ancrage fort, parce qu'il apparaît inexorable. A la question « auriez-vous de grands regrets si l'Europe était abandonnée » deux enquêtés seulement envisagent cette possibilité comme réelle, la plupart repoussent l'in vraisemblable idée. L'U.E. est pour beaucoup une réalité qui semble irréversible et la métaphore spatiale du chemin, de la voie dans laquelle on se serait engagé pour ne plus faire demi-tour apparaît plusieurs fois. La linéarité de cette métaphore est liée à une temporalité de l'Europe : l'Europe est ancrée dans le présent en étant un fruit du passé. Faire demi-tour, revenir en arrière serait un retour sur ce qui a déjà été accompli.

Karine : « Et heu, si la France sortait de l'Union européenne ?

Bah oui, là heu.

Egalement.

C'est inconcevable ! [rire] »

Antoine : « Et alors est-ce que heu, qu'est-ce que tu penserais si la France sortait de l'U.E., de l'Union européenne ? Ca te, tu

C'est impossible

Ce serait quoi ta réaction ?

Ouais, Ca serait chelou, ça ferait bizarre »

« Ouais, pis j'ai grandi avè l'Europe. Fin tu vois, ça me ferait trop bizarre ! ».

Lucien : « Auriez-vous de grands regrets si l'Europe était abandonnée ?

Ah ouais, ouais, ouais. Mais je crois que c'est irréversible

Et si la France sortait de l'Union européenne ?

Mais je crois, je crois que c'est pas possible.

Ah ouais ?

La preuve : même avec le non. »

« **est-ce que vous seriez favorable ou défavorable à l'Union européenne, de manière générale ?**

Favorable ! Bien sûr.

Plutôt favorable

Non mais toutes façons c'est irréversible hein ça.

Ouais ?

C'est irréversible. »

Fanny : « **Est-ce que toi heu, est-ce que t'aurais de grands regrets si l'union Européenne était abandonnée ?**

Ah ouais ! L'anarchie ! Oh l'anarchie ! »

Tiphaine : (A propos de l'U.E.) « **Ok. Si c'était un âge de la vie ?**

Un âge ?

Ouais.

150 ans.

150 ans ! [sourire]

Non mais sérieux c'est

Ca te paraît vieux ?

Ouais, c'est un truc heu, ça va durer longtemps quoi je veux dire »

Sylvain : « Maintenant on s'est engagé et que heu tous les pays européens qui se sont engagé, ont changé leur monnaie, ils vont pas revenir en arrière. J'y crois pas trop. [...] Je pense que c'est un non retour. »

Laurence : « **Et si la France sortait de l'Union européenne sans qu'elle soit abandonnée ?**

Ah bah oui. Ce serait même impossible. »

La caractérisation de l'Europe comme un état plutôt irrévocable la situe à la fois dans un lien au passé mais également dès lors à l'avenir : si elle est irréversible, c'est qu'elle va continuer et produire des effets dans le futur (pour « 150 ans » peut-être). L'U.E. en ce sens est présente dans les trois dimensions temporelles : passé, présent et avenir. Néanmoins, une fois ce tableau engagé, il convient de l'affiner. Tous les enquêtés n'investissent pas la même charge temporelle sur l'Europe. L'attachement au passé tout d'abord subit des variations de durée très importantes.

Arnaud : « Je crois que le projet de l'Europe sera

Vas-y

Chai pas. Il existe depuis 30 ans non ? Je sais pas. »

Tiphaine : « Mais chai pas parce que j'étais assez jeune heu quand ça s'est fait ça. Au départ, ça remonte à combien de temps heu, de l'Europe ?

[rire] heu !

Moi j'étais gamine quoi

Bah je dirais ouais, je dirais 20, 30 ans quoi, peut-être.

Non moins que ça !

Moins que ça ?

Non moins que ça. Ce serait vingt ou trente ans je m'en rappellerais pas.

Bon bah dix, quinze ans. Ou du coup cinq.

Parce que

Chai pas moi !

Ouais, ouais, c'est pas si vieux que ça mais c'est assez vieux quand même. »

« **En gros, depuis combien de temps l'Europe existe, tu dirais en gros ? C'est un peu ce qu'on a dit tout à l'heure quoi...**

Franchement moi je dirais ouais, heu 7 ans. »

Marina : « c'est pour ça que je disais que c'est un peu dépassé parce que l'Europe elle existait déjà au 17^{ème} et 18^{ème} heu fortement.

Ouais d'accord

C'est un peu ça. Et rêve parce que heu, bah l'Europe c'est un rêve, c'est un rêve que pleins de gens ont fait quoi. Les romains heu, Charlemagne...

C'est un vieux rêve.

Heu, qu'a, qu'a une certaine réalité et en même temps c'est très difficile de maintenir cette unité, une cohérence, avec heu une bonne administration. Ca dure heu, pas très longtemps en fait, les très bonnes administrations. »

Sandra : « **Bah depuis combien de temps tu dirais que l'Europe existe à peu près ?**

Après la guerre non.

Ouais après la dernière guerre.

C'est quoi 47 ? »

L'idée d'une Europe unie remonte ainsi, selon les enquêtés, d'une dizaine d'années à plusieurs siècles. Ce qui nous renvoie plutôt sur ce point à une forte hétérogénéité de connaissances et de conceptions entre les enquêtés. Néanmoins, l'Europe ne s'est pas faite en un jour et à partir de là, l'idée est commune qu'il faut lui laisser du temps pour qu'elle se réalise.

Antoine : « faire un truc union tout ça, nana, C'est pas en deux jours que ça va se faire. Ouais Faut vraiment beaucoup, beaucoup de temps. »

Laurence : « non on est, moi je suis optimiste.

Ouais ? Ca va.

Y a des difficultés mais c'est normal.

Ouais, voilà, c'est aussi.

C'est pas évident. »

Arnaud : « Mais en même temps, c'est, c'est le début quoi, on peut pas

ouais

A tout début y a...C'est, c'est, c'est dur quoi. »

L'U.E. existe, certes, et continuera, mais elle est une construction lourde qui demandera du temps pour s'imposer. Cet attachement à l'avenir est inégal selon les enquêtés. S'il est une donnée pour la plupart, il est la seule réalité pour une minorité. Il apparaît que moins les chômeurs interrogés ont une conception claire de ce qu'est l'U.E et un avis arrêté sur la question, plus elle devient une réalité de l'avenir, à venir car, logiquement, trop peu existante encore pour qu'un discours puisse être tenu sur elle :

Arnaud : « c'est, c'est notre, si ça se fait c'est notre futur »

Jean-Marc : « Ben, que, il faut forcément heu faire peut-être des bilans heu tous les 20 ans hein heu carrément [sourire **rire**]. Il vaut mieux faire carrément en 2020 heu en 2040

En 2020 on verra heu ouais, ouais

voire ce que ça donne.

ouais voilà si ça

La au moins on pourra peut-être quand même heu

dire se dire heu ouais c'est ça.

Parce que c'est bien de, de parler heu d'Europe mais des années plus tard

Donc genre on verra plutôt dans, dans 10 ans on pourra faire un bilan

Voir un peu ouais

Voir ce qu'ils ont fait heu...

Que ça soit, parce que heu

Parce que pour l'instant on voit pas trop heu ?

faut laisser passer les années pour un peu heu...mm »

Enfin, et cela a également pour effet de produire un avenir incertain, la caractérisation commune de l'U.E au présent la décrit dans une mauvaise situation, malgré son ancrage acquis. L'Europe est bloquée, dans un entre-deux, selon la métaphore elle n'avance plus (pour avoir voulu aller trop vite car cela est souvent lié aux élargissements récents). Ce qui ajoute à l'idée d'une attente d'évènements, de résultats, de changement et vient donc renforcer la projection de l'UE dans le futur. L'idée qu'elle est actuellement dans une situation de confusion est très partagée, on est en attente d'un nouvel avenir.

Lucien : « Oh bah déjà, pour l'instant hein, c'est heu c'est bloqué là.

Ouais ?

Ah ouais si.

La construction ? Fin le..

Ouais, c'est irréversible mais c'est bloqué quand même quoi. »

Marina : « l'Europe est à la fois déstabilisée, dans ses fondements qui sont quand même heu la tradition heu, chrétienne, de, de, [un mot] qui sont, qui sont fondés sur des valeurs européennes heu, romaines, heu, grecques et puis indo-européennes

ouais

et, et heu...[.] et bah maintenant ils se retrouvent avec un chaos qu'ils ont créé quoi, voilà. Et donc ça c'est un peu heu.. on est un peu entre les deux. »

Karine : « Je dirais que c'est trop tôt parce que heu, on est un peu trop dans la dilution. On voit bien que heu, avec le, la constitution dernièrement

mm

qu'a été votée. Alors heu, contre laquelle les français ont voté. L'intégration des 10 nouveaux ou 15 nouveaux heu plutôt

mm mm

pays d'Europe de l'Est. [...] On a des, des difficultés là, là

ouais d'accord

l'Europe est en panne. »

f. L'Europe, de quoi parle t-on ?

Si les discours des enquêtés sur l'Europe abondent ici, et c'est bien normal dans notre optique visant à saisir l'entité construite dans ces discours, il convient de s'interroger sur la signification attachée à l'emploi du terme. Que signifient les mots Europe et Union européenne dans les bouches des chômeurs interrogés ? Quel investissement de sens portent-ils ? L'observation montre dans un premier temps que les enquêtés ne font pas de distinction entre les termes d'Europe et d'Union européenne (distinction que je n'introduis pas dans les entretiens et qui nécessite sans doute un degré de réflexion, de conceptualisation voire de politisation aigu sur l'Europe et peu présent ici, tous niveaux de diplômes confondus). De plus, s'il arrive à certains d'employer le terme d'Union européenne en me reprenant, le terme d'Europe est bien celui de l'utilisation usuelle, naturelle, et il constitue sans conteste l'appellation utilisée dans la quasi-totalité des discours.

Cet usage différencié des termes n'est pas sans lien avec les sens susceptibles d'être conférés à l'Europe dans les discours. On exclura ici les charges de sens pouvant lui être attachées en rapport avec les conséquences potentielles qu'elle dessine (matrice de changement, espoir etc.). En s'attachant à la question de la réalité, de l'objet signifié que désigne l'Europe, on peut opérer une distinction simple. De quoi parlent les enquêtés ? L'Europe, en tant que résultat évolué d'une association de nations, en tant qu'organisation politique propre, en tant qu'ensemble institutionnel en un mot, est très peu présente. Ainsi Karine, interrogée sur son opinion favorable à l'U.E, ne me répond absolument pas en terme d'action commune des institutions : « Alors j'apprécie heu, j'apprécie la culture, la richesse heu **ouais ?** J'apprécie notre vieux continent pour heu ses richesses [*en souriant*] heu culturelles, heu architecturales heu ». On constate surtout que « l'Europe » désigne principalement chez les chômeurs interrogés, une association de différents membres ou, dans cette association, les différents pays eux-mêmes, leurs gouvernements ou leurs acteurs juxtaposés. La réponse d'Antoine illustre bien ce fait : les buts de l'Europe ne sont pas considérés dans l'optique d'un acteur unique que serait l'U.E., ils ne peuvent être que les efforts des différents pays.

Antoine : Les buts de l'Union européenne ? [sourire]

Ouais, qu'est-ce que tu mettrais.

Bah ch'ai pas. Peut-être d'aider heu les pays heu qu'essaient de

ouais

d'évoluer quoi

[...] **on pourrait dire un but de solidarité tout ça quoi**

ouais voilà ouais. Y font déjà pas mal de trucs au niveau humanitaire

mm

et tout quoi. Justement les pays d'Europe on a quand même pas mal d'asso, pas mal de trucs comme ça

ouais c'est vrai ouais

pour partir en Afrique ou partir heu en Chine [...] Justement l'Europe entre autre. Quand tu pars dans une asso. Moi je l'ai jamais fait mais j'ai des collègues, ils on fait ça

Ouais ?

T'avait pleins de gens de l'Europe, toute l'Europe, que ce soit des, des anglais, des allemands »

Les termes Europe, et même union européenne, ne désignent jamais spontanément un fruit détaché des corps des Etats Nations. Il me faudra activer, laborieusement parfois, cette idée pour que la représentation d'une institution européenne soit exprimée. Les enquêtés pensent donc en terme de pays pour répondre à mes interrogations sur l'Union européenne. Ainsi à la question de juger si les médias parlent assez de l'Union européenne ou non, beaucoup de réponses porteront sur le manque d'information concernant ce qui se passe dans les autres pays. Un même mécanisme de pensée fonctionne face à ma demande de comparaison entre les milieux politiques de la France et de l'Union²³ : les enquêtés comparent les dirigeants et les gouvernements des différents pays.

Thierry : « est-ce que tu trouves qu'il y a une grande différence entre les hommes politiques, les partis et l'organisation politique entre la France et l'Europe ? Enfin l'Europe entendue comme Union européenne. Entre les hommes politiques de l'Union européenne et heu les politiques français, les organisations, les partis ?

Oui ça varie

Ouais ?

Bien que bon, c'est un peu.. C'est quand même des bipartismes un peu partout quoi hein. »

Lucien : « est-ce que vous trouvez qu'y a une grande différence entre les hommes politiques heu français, les partis, l'organisation politique en France et sur l'Union européenne ?

Non, je crois que ça commence à se rejoindre.

Vous pensez que c'est un peu les mêmes gens quoi ?

Ouais, progressivement. Y a un truc là où qu'est un peu bizarre c'est l'Allemagne. C'est plus du 50/50 chez eux.

Mm ?

C'est toujours heu ouais, c'est plus du 50 ouais la preuve, c'est qu'ils ont un gouvernement mixte quoi. C'est quand même plus hein bon, mais ils ont une contre-partie c'est que leurs syndicats sont puissants. »

Une raison majeure de cette réaction est la faiblesse de conceptualisation des institutions européennes, sans doute due en grande partie à leur simple ignorance, nous y reviendrons. Les questionnaires corroborent ce constat dans la mesure où au travers des associations de mots, sur les 517 occurrences recueillies, 7 seulement associent « l'Europe ou l'Union européenne » à un des acteurs institutionnels de l'union, la commission européenne n'est citée qu'une fois²⁴.

Dans un second moment de cette réflexion sur l'objet dont les enquêtés parlent quand ils parlent de l'Europe, on peut également s'interroger sur les sphères de représentations dans lesquelles ceux-ci classent l'U.E. A quels domaines de la réalité l'Union Européenne est-elle rattachée ? C'est là sans aucun doute une question fondamentale de notre recherche, qui sera traitée tout au long de notre étude, mais on peut ici proposer une première analyse de ce qui ressort des associations opérées dans les discours. Les représentations de l'Europe chez les enquêtés s'ancrent spontanément à plusieurs domaines : l'univers politique d'abord et l'univers des actualités et de l'international ensuite, les deux domaines n'étant évidemment pas sans lien entre eux. Les représentations de l'Europe sont assimilées par les enquêtés à la sphère politique, et ce dans un sens particulier parce que cette association est souvent peut explicite. C'est d'ailleurs ce qui ressort des associations de termes (5 occurrences du terme « politique », autrement dit relativement peu). La représentation de l'U.E. en tant qu'institution, en tant qu'organisation politique autonome et susceptible de pouvoir n'a qu'une faible réalité chez les enquêtés, on vient de le voir. Mais si les chômeurs interrogés parlent peu de l'U.E comme d'un acteur

²³ La question se posait en général en ces termes : Pensez vous qu'il y a une grande différence entre les hommes politiques et les partis en France et les hommes politiques de l'Union européenne ? Y a t-il des liens entre eux ou est-ce que ça vous paraît des mondes indépendants ?

politique, ils ne la classent pas moins comme une réalité appartenant à la sphère politique. Ainsi il est courant que les enquêtés me préviennent de leurs lacunes avant l'entretien, avec des précautions comme : « moi la politique j'y connais rien ». L'U.E est considérée comme une connaissance du monde politique et elle active, en ce sens, des discours sur les hommes politiques, les gouvernements et les problèmes-sociaux économiques.

Kaba : « **Sinon heu, est-ce que toi, t'as l'impression d'avoir participé à la construction de l'Europe ? C'est à dire que l'Europe heu ça fait un peu de temps que l'Europe heu, que les pays s'assemblent... Est-ce que t'as l'impression d'avoir participé heu ?** »

J'ai l'impression, plus ça va, plus ça change heu. Avec les lois Sarkozy et tout ça.

ouais
si tout ça arrive heu... »

Ici le législatif, le monde politique français et la construction européenne se mélangent dans une représentation floue. Chez Kaba, l'Europe appartient à une nébuleuse dont les gouvernants, le pouvoir, les lois et les différents pays membres sont diverses branches. Même si c'est souvent plus délimité, l'U.E. appartient tout de même toujours à la sphère politique, parfois considérée comme compliquée et rébarbative :

Tiphaine : (A propos de l'U.E) « **Ok, même heu genre chai pas, à la télé des fois ils en parlent ou heu** »

Bah quand c'est ça, je zappe.[rire] C'est des trucs qui me saoulent quoi ! [sourire]

Remarque c'est vrai que c'est toujours un peu chiant.

La seule politique que j'ai écouté dernièrement c'était le CPE que je suivais à fond mais alors sinon »

Au contraire parfois, les enquêtés ont beaucoup à dire en ce domaine et l'interrogation sur l'Europe a une fâcheuse tendance (pour l'enquêteur) à dériver vers des discours sur la politique et ses acteurs en général ou en France : sujet appartenant à la même sphère mais mieux connu et donc tentant pour les enquêtés. Même quand le sujet politique est plutôt peu connu, le lien est présent, ainsi Jean-Marc lors des associations de mots, proposera pour premier terme « cohabitation ». L'usage est tout à fait impropre pour l'Europe et probablement erroné dans le sens qui lui est attaché. Mais c'est un terme paradigmatique du domaine politique et c'est le premier que l'U.E. active chez lui. On peut encore penser que pour sa complexité même et le manque de maîtrise que le terme incarne sans doute pour l'enquêté, tant dans son bon usage que dans la réalité qu'il désigne, son association à l'Europe loin d'être anodine, remplit pleinement son rôle.

Non sans lien avec son ancrage dans le monde politique, l'U.E. est également intégrée au thème de l'international et au paysage médiatique des actualités. Le discours sur l'U.E. active ainsi beaucoup de sujets d'envergure internationale : la francophonie, la guerre, l'Irak. La détermination des rôles et des influences entre l'U.E. et les autres grands événements peut être difficile en ce sens et l'Europe est parfois engloutie dans l'évolution du monde.

Karine : « On sait pas si c'est, voilà, c'est un peu difficile de.. »

mm
entre mondialisation heu, Europe, de savoir un peu qui est le coupable heu...

qui fait quoi heu...
économie heu. Est-ce que c'est heu »

²⁴ Détail des occurrences des termes associés aux institutions européennes : 5 parlements, 1 commission, 1 cour européenne de justice. En précisant que ces associations sont le fait de 6 enquêtés.

L'intégration de l'U.E. au paysage international est alors également une incorporation au monde transmis par les informations médiatiques. L'U.E. est une actualité et comme telle, elle peut-être associée à des réalités, parfois inattendues, de la même sphère : c'est le cas de la grippe aviaire qui revient comme un effet de l'Europe dans trois discours, ou encore par exemple des OGM, sujet d'actualité, politique et international :

Karine : « **Tu penses à des trucs précis ou... ?**

Bah.. je pense heu.. Oui bien sûr heu... Bah c'est pleins de choses heu.. Par exemple au niveau heu, au niveau des OGM, au niveau alimentaire heu »

Le lien de l'U.E aux médias est fort, on y reviendra, et il est également une autre façon de dire que l'Europe s'ancre comme une représentation appartenant à la réalité politique pour les enquêtés. Car qu'elle soit internationale ou non, c'est bien à la sphère politique qu'est rattachée l'actualité de l'Europe.

Arnaud : (A propos de l'U.E.) « **Ca t'arrive d'en parler quand ?**

Avec toi ! [rire, rire] C'est à dire heu presque jamais !

C'est à dire heu une fois par an !

Ouais.

Ok, ça t'arrive ouais jamais heu.. ?

Bah ouais, j'avoue, avec ma mère, quand je suis chez moi heu

Ca t'es déjà arrivé ?

Ouais, voilà on parle du chômage tout ça.

Ouais voilà vous parlez des problèmes heu

Devant les médias quoi

Ouais ? Quand vous regardez la télé, le journal ou des trucs comme ça ?

Ouais »

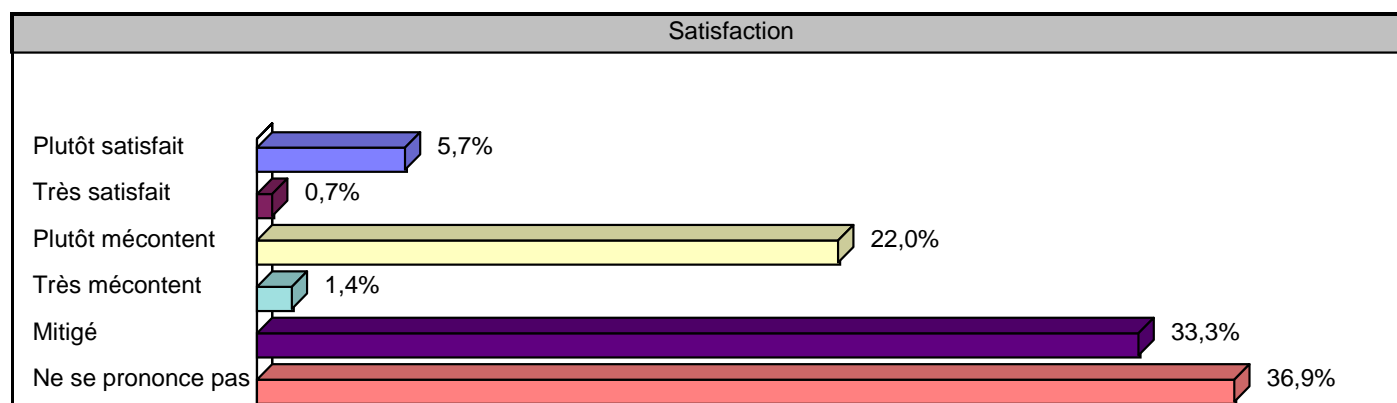
B. Les critiques à l'égard de l'U.E.

Pour continuer à esquisser l'Europe dans ce qu'elle a de commun pour les différents chômeurs interrogés et aboutir parfois à des représentations partagées au sein des enquêtés, on peut maintenant aborder la face sombre de l'Union européenne. Autrement dit, il est temps d'approcher les points où les discours se rejoignent pour révéler les représentations plus négatives, voire tout à fait critiques de l'U.E., présentes chez les chômeurs.

Une manière de déterminer ce que signifie l'Europe pour les chômeurs interrogés est de s'intéresser à l'appréciation qu'ils portent sur l'action réalisée par l'Union européenne jusqu'ici. Pour cela, on les a invités, lors du questionnaire, à se prononcer sur un bilan des actions de l'U.E., en terme de satisfaction²⁵. Le tableau 3 fait apparaître la répartition des réponses obtenues.

²⁵ L'intitulé de la question était : « Par rapport à ce qu'à fait l'Union européenne jusqu'ici, ses actions et ses politiques, diriez-vous que vous êtes : »

Tableau 3. Répartition des avis en terme de satisfaction par rapport aux actions de l'U.E.



Le premier constat qui s'impose est celui de l'importance des chômeurs interrogés préférant ne pas se prononcer ou donnant une opinion mitigée, ni globalement positive ou négative de l'action de l'Europe. On préfère donc en général, ne pas émettre d'avis, c'est là un point récurrent des attitudes sur l'Europe qui nécessitera un traitement particulier. L'importance ensuite des avis mitigés laisse à penser que nombre d'enquêtés ont des évaluations mixtes, à la fois favorables et défavorables. Mais ce qui ressort chez les enquêtés exprimant une position par rapport à l'action de l'Europe, c'est l'importance des mécontents (22%) par rapport aux satisfaits (5,7%) extrêmement peu nombreux (la proportion passe à 23,4% contre 6,4% si on ajoute les très satisfaits et les très mécontents). Les bilans sont donc nettement plus négatifs que positifs sur l'action de l'Union européenne. Celle-ci ne récolte pas les suffrages des chômeurs enquêtés, majoritairement dubitatifs ou critiques. L'Europe engendre effectivement dans les entretiens également nombre de critiques. C'est sur ce mécontentement et sur ces critiques que l'on va se pencher en s'intéressant ici aux représentations de l'Europe marquées par la négativité.

a. Une Europe économique

Une première représentation de l'Europe, plutôt négative et surtout à la fois intense et répandue, se constitue de l'association de l'Union européenne à des préoccupations économiques. Pour les enquêtés, l'U.E. est surtout une affaire d'argent. Cette affiliation est présente dès l'item des associations de mots, on l'a vu, puisque la sphère économique est un des principaux thèmes qui ressort des propositions spontanées des enquêtés : au travers du terme même d'économie ou des divers mots qui lui sont liés (inflation, marché, commerce, profit etc. cf. Tableau 1). L'entrée dans la sphère du discours, lors des entretiens, permet de saisir le caractère critique de cette association. Pour les enquêtés, l'Union européenne se préoccupe trop exclusivement d'économie et la dénonciation de cette attitude de l'Union constitue bien un trait collectif du discours sur l'Europe puisqu'elle est présente chez la quasi-totalité des enquêtés :

Marina : « Les accords ont été trop heu basés sur l'économie et, et on a pas assez favorisé l'aspect heu culturel. »

Fanny : « Heu l'Europe elle agit ouverture des frontières. Alors déjà l'Europe c'est économique en première base. Parce qu'à la base c'était pour concurrencer les Etats-Unis. Faut pas se voiler la face. »

(Sur la situation de l'U.E.) « **Non mais ouais, je vois. Tu penses qu'ils ne sont pas hyper efficaces.**

Non ils pensent qu'à l'argent, ils pensent qu'à l'argent c'est trop, y a la crise. »

Mme Taval : « **Sur quel heu, dans quels domaines elle agit, heu économique heu, politique heu, culturel. A votre avis, sur quels domaines elle agit et sur quels domaines elle agit pas ?**

C'est, je crois que depuis, que je constatais que l'Europe était en train d'agir surtout sur le côté é-co-no-mi-que [elle parle au dictaphone]

Vous dites ça comme si ça vous énervait ! [rire]

Oui ! [rire] Ils sont pour l'pognon ! »

Arnaud : « **Sur quoi, sur quels domaines tu dirais que l'Europe elle agit ? Sur quoi elle agit ? sur quoi elle agit pas ? Genre heu..**

Bah heu l'aspect financier je pense. [...]

Plus quoi. D'acc. Est-ce que t'en vois d'autres ou pas ?

Heu.. Non. Non, non.. »

Antoine : « Ouais, ouais, en gros quand même à la base l'Europe c'était pour ça : c'était pour rivaliser avec les Etats-Unis quoi.

Ouais

Dans la vie financière et tout ça. »

Thierry : « Parce que c'est ça finalement, hein, de..

Mmm

Qu'est-ce que c'est cette Union *européenne* de... la Communauté *économique* européenne ça voulait bien dire ça au départ. C'était sur le charbon au départ et la se, et la sidérurgie.

Et l'acier.

Et l'acier, donc voilà moi comme je la vois. Donc des, des, unification peut-être plus sur le plan économique. Economique, évidemment arriver en ressort social parce que heu

Ouais ?

l'homme est partout et c'est normal. »

Lucien : « **C'est quoi les domaines sur lesquels l'Europe elle agit, fin vous voyez en tant qu'Union européenne ?**

Heu bah l'eur, ça tend à.. C'est marrant que je parle comme ça ! [petit rire, rire] Ca tend à réguler le, les échanges commerciaux quoi, bon le libéralisme ouais. »

Sylvain : « Pour être une puissance plus forte économiquement parlant.

C'est vrai que c'est aussi cette nécessité là l'Europe

C'est essentiellement économique. »

Laurence : « **A ton avis c'est quoi les domaines dont l'Europe s'occupe et ceux dont elle s'occupe pas ?**

Elle s'occupe heu... de l'économie.

Ouais de l'économie surtout ?

Elle s'occupe heu ouais, de la politique économique. Des aides.

Heu des subventions ?

Ouais des subventions économiques. C'est tout hein.

Ouais c'est ça, surtout l'économie.

Pas du social, je pense pas. »

Ce lien de l'U.E. à l'économie était déjà sous-jacent dans la projection, également très répandue, d'une Europe conçue comme un contre-poids aux Etats-Unis. Cette conception commune, soulignée précédemment, impliquait déjà l'assimilation de l'U.E. à une réalisation économique car c'est en ce sens que se décline l'opposition d'une Europe forte aux USA, bien plus qu'au travers d'une alternative culturelle ou sociale. On remarque néanmoins, au sein de ce discours d'une Europe trop préoccupée d'économie, que des thèmes sont absents. Ainsi les délocalisations dont on a beaucoup parlé lors du référendum sont ici inexistantes. De même le libéralisme n'est presque jamais présenté comme anti-modèle, une altérité possible de l'U.E, on l'a déjà dit. C'est en fait toute référence à des termes très abstraits, trop scientifiques ou idéologiques (libéralisme, capitalisme, économie de marché...) qui se révèle faible dans notre population d'enquêtés. Une présence faible et différenciée : si une très grande majorité d'enquêtés critique cette préoccupation économique de l'U.E., l'intégration de cette critique dans un discours idéologique qui situe, voire condamne l'U.E. sur ce point n'est le fait que des enquêtés les plus politisés qui sont, dans notre population, en minorité nous reviendrons sur ce point.

L'association critique de l'Union européenne à l'économie n'était pas inattendue. Elle est un thème commun des discours sur l'Europe et notre population d'enquêtés n'est sans doute pas très spécifique en cela. Or cette critique d'une Europe économique a souvent, ce fut notamment le cas lors de la campagne référendaire, été associée à l'exigence d'une Europe « plus sociale ». En écho à la remarque que l'on vient de faire, on peut se demander si cette revendication d'une Europe sociale appartient aux représentations des chômeurs interrogés ? Pour répondre à cette question, l'analyse doit suivre plusieurs étapes. Un nouvel apport d'éléments peut être introduit ici : le questionnaire proposé en sortie d'Anpe offrait deux questions ouvertes invitant les enquêtés à donner un avis personnel sur les tâches et les orientations que l'U.E devrait prendre²⁶. Quelle place prenait l'exigence d'une Europe plus sociale dans les différentes demandes émises par les enquêtés ? Les réponses obtenues sur ce point sont regroupées ici :

Ce que l'U.E doit faire	Occurrence		Pourcentage	
Plus de social (littéralement ou parfois avec citation de mesures)	19	42	14%	32%
Travailler et harmoniser les règles du travail, les salaires	4		4%	
Agir sur l'emploi, le chômage.	19		14%	

Il apparaît clairement que la demande d'efforts et d'actions par l'U.E dans le domaine social est une des réponses les plus fréquentes (c'est le pourcentage le plus élevé). Ce résultat est à interpréter avec prudence. En effet, les discours sont sensiblement différents lors des entretiens. Tout d'abord, la demande d'action sociale pour l'Europe n'est pas un thème qu'on peut qualifier de collectif et sa présence n'est pas le fait de la majorité des enquêtés. En outre, il apparaît que le sujet, lorsqu'il est évoqué, ne constitue pas systématiquement un élément moteur de la représentation de l'Europe de l'enquêté, loin de là.

Samir : « C'est l'économie. Malheureusement, vous voyez ce que je veux dire. L'Europe dont je parle moi, elle est culturelle elle est sociale, elle est idéale, la mienne. »

Thierry : « L'argent heu. Donc voilà. Donc elle est plus commerciale cette Europe
ouais ?
 Elle est plus heu technique, commerciale heu d'échange d'affaires, que sociale.
ok
 Le social on l'a complètement, on, on en a pas, dit un mot. »

Arnaud : (parle des USA) « on dit qu'ils ont pas de système social et cetera quoi
Ouais c'est vrai que j'ai entendu ça
 Bah l'Europe heu j'espère que ça mènera, que ça mènera à ça quoi »

Pour Samir comme pour Thierry et Arnaud, la demande d'une Union européenne plus sociale n'ira pas plus loin et ne réapparaîtra à aucun moment du reste de l'entretien. Le sujet est souvent évoqué ainsi, ponctuellement à un moment de l'entretien, mais rarement développé. Dans le même sens Laurence exprimera le souhait d'une Europe « moins capitaliste » lors du questionnaire, cette idée ne réapparaîtra jamais dans son discours pendant l'entretien. S'il arrive que l'exigence de réalisations sociales par l'Europe soit un élément plus conséquent de la représentation de l'U.E., c'est le cas d'un

²⁶ Quelles actions et politiques l'Union Européenne pourrait-elle faire pour que vous ayez un avis plus favorable ? Et au contraire, qu'est-ce

petit nombre d'enquêtés, elle est plus souvent présente de manière implicite, dans des remarques sur le travail ou la situation actuelle. Elle est donc peu conceptualisée comme telle. (On trouve très peu de revendications d'un RMI européen par exemple). En ce sens, on a intégré dans tableau ci-dessus, les réponses concernant une action sur l'emploi et le chômage car elles s'inscrivent objectivement dans une demande d'action de l'Europe dans le domaine social. Mais on peut se demander si c'est là une demande qui est spécifiquement rattachée à l'Europe, en particulier du fait que cette demande est bien une préoccupation majeure de notre population de chômeurs, qui aurait donc peut-être été exprimée face à toute question de société ou assimilée au domaine politique. On peut poser l'hypothèse ici que, si certaines demandes d'Europe sociale sont fortes et conceptualisées comme telles, une part des réponses peut être désengagée et produite ici à défaut d'une autre sur un sujet peu inspirant. Car lors des entretiens, il apparaît que l'Europe sociale est tout simplement dans la grande majorité des cas, absolument absente des discours. On peut se demander dès lors si l'importance des évocations du sujet lors du questionnaire n'est pas la marque d'un certain conformisme social, qui ferait de l'Europe sociale un passage obligé du discours sur l'Union européenne ou tout du moins, un lieu commun entendu et répété en situation d'interrogation.

b. L'Euro

Un second élément marquant des représentations de l'Europe chez les chômeurs interrogés, du fait de sa forte présence ainsi que de son aspect négatif est l'Euro, la monnaie unique européenne. Récurrent dans les discours, l'Euro est d'abord un symbole fort de l'U.E. La quotidienneté de son usage le place comme une des marques les plus visibles de l'U.E., si ce n'est la principale, pour les enquêtés. L'Euro et la monnaie tiennent les premières places dans les associations de mots du tableau 1. Il en est de même dans les entretiens réalisés :

Antoine : « **Après tu m'as dit monnaie.**

Ouais parce que l'Europe heu voilà, c'est les même sous ! [petit rire]

Parce que quoi ?

C'est les mêmes sous pareil, dans tous les pays

Ok parce que l'euro quoi en gros

Ouais voilà l'euro quoi »

Laurence : « **Alors, est-ce que tu dirais que l'Union européenne a des effets dans ta vie quotidienne heu pour tes proches ?**

Est-ce que t'as l'impression que, on sent qu'elle change un peu la vie quoi, qu'elle...

Non. C'est juste l'euro qu'a un peu changé la vie.

Ouais ?

Parce que on a l'impression que tout a augmenté. »

Néanmoins, comme le souligne l'intervention de Laurence, l'euro a un revers, présent chez tous, et exprimé avec force et véhémence par beaucoup d'enquêtés : la hausse du coût de la vie que son introduction a entraîné. Pour les chômeurs interrogés, dont les revenus n'excèdent pas mille euros par mois pour une très grande majorité et se situent même souvent très en dessous, le passage à la monnaie unique a été fortement ressenti et pèse encore de son coût sur le pouvoir d'achat. Il ressort nettement des discours que les prix ont augmentés et que le train de vie, déjà peu fastueux, s'est encore restreint.

que l'Union européenne pourrait faire pour que vous soyez moins favorable ? (Qu'est-ce vous ne voudriez surtout pas qu'elle fasse ?).

Antoine : Genre deux euros, donc ça fait cher tu vois ! [**rire**] Ca fait 12 euros, tu vois le verre, même un café tu vois, un café, 1 euros, 1 euros 20, tu vois. Ca fait 10 francs, le café tu vois

Bah ouais, non mais voilà. Mais en euros, ça paraît moins quoi.

Mais ouais, grave tu vois. Donc la vie à augmenté aussi avec l'Euro ! [sourire]

Les petits coquins ! [sourire]

Voilà. [rire] Ils nous ont bien entubés. [rire]

Tout le monde en a profité. [rire]

Grave ! [sourire]

Sylvain : « Bah c'est vrai que ça vide nos portes-monnaie mais bon » Mais heu le fait que de nombreux pays soient passé à l'euro.. Ça a fait dégringoler un peu tout le monde. Y a des pays où la vie a doublée. »

Tiphaine : « **Ouais, et dans l'idée heu de ce que fait l'Europe dans la vie quotidienne, toi l'euro t'as trouvé ça plutôt bien ou plutôt heu ?**

Bah c'est bien dans le sens, qu'on peut partir n'importe où avec la même monnaie, ça c'est cool.

Par contre, ça a augmenté les prix heu

Mais ouais, ça a grave augmenté, faut pas se foutre de nous.

C'est vrai qu'on a pris heu

Rien que les paquets de clopes heu

Ouais carrément...

C'est quand tu transformes, en fait c'est quand tu transformes le prix en franc, tu te rends bien compte. »

« L'euro ils nous font chier avec ! [**rire**] »

Fanny : « **Ok, bon j'ai plus trop, de questions. Est-ce que t'aurais des trucs à dire des commentaires des machins heu ?**

Bah je voulais dire que l'euro c'était de la grosse merde !

[**rire**] **Ouais c'est vrai que je suis pas revenue là-dessus.**

L'euro ça nous a ruiné, ça a ruiné la France ! La France entière quoi. Je veux dire nous on dépense, mais y a un trou aussi, je veux dire les services qui nous aident, ils payent en euro aussi. Tu vois ce que je veux dire ?

Mm mm. C'est pareil pour l'Etat.

Avant mon patron pour faire ses achats, il faisait 1500F d'achats, ils remplissaient son camion. Maintenant il fait 1500 d'euros, il remplit un quart ! »

« Mais l'Euro heu... [**rire**] Je te le dirai quand tu me diras est-ce que t'aimes pas l'euro ? Je te dirais ouais. Ouais ! Avec un regard fusilleur comme ça [**rire**] je regarderai ma monnaie de merde là, avec le prix du café et tout je dirai ouais. »

Lucien : « c'est ... le prix, les prix ils les ont tous arrondis au, au cran supérieur et puis les gens heu... »

Mme Tavol : « J'ai senti un changement, j'ai trouvé que la vie a été devenue, enfin disons était un peu, ça avait

ouais

donc heu j'ai

C'est à dire que c'est plus cher ou c'était mieux ?

C'est plus cher.

Ouais.

C'est plus cher avant.

Avec l'euro heu ?

Avec l'euro. C'est plus cher aujourd'hui.

Mm mm

Tandis que, qu'avant je ne voyais pas la dégradation du franc.

mm

Mais avec l'euro, j'en suis consciente. »

Mais si peu d'enquêtés soulignent la réussite de l'euro, la monnaie unique reste un symbole et peut constituer une réalisation forte aux yeux de certains, ainsi Lucien : « C'est irréversible. L'euro vous vous rendez compte l'euro, les italiens qu'ont renoncé à leur lire. Eux aussi c'était pareil, c'était c'est complètement délirant, heu c'était.. ! ». Enfin et c'est un point décisif, malgré l'omniprésence des critiques, l'euro n'est pas remis en cause. Au même titre que l'U.E., il constitue un acquis, certes critiqué dans ses effets, mais qui reste considéré comme une avancée nécessaire ou, tout du moins, intégrée. En ce sens, et la différenciation est faite par certains : ce n'est pas le principe d'union monétaire en tant que tel qui est critiqué mais ses effets conjoncturels de perte du pouvoir d'achat.

Fanny : « Ouais, ouais, virer l'euro direct quoi. Moi je m'en fous de leur échange que c'est la monnaie qu'est plus facile et tout c'est bon.

Il faut revenir aux prix d'avant quoi.

Ah complètement, sinon ils nous baissent la valeur et c'est tout. »

c. Les orientations et les risques de l'UE

Pour continuer à explorer les critiques faites à l'U.E. et en particulier pour comprendre le mécontentement exprimé lors du questionnaire, sur les actions de l'U.E. (23,4%) on l'a vu, on peut s'intéresser aux réponses fournies par ces mêmes enquêtés en ce qui concerne les orientations qu'ils souhaitent voir adopter ou éviter par l'Europe²⁷ (on a déjà fait référence à cet item sur la question de l'Europe sociale). Les tableaux 4 et 5 proposent ces orientations regroupées par thèmes :

Tableau 4. Les orientations souhaitées pour l'U.E par les chômeurs interrogés²⁸

Ce que l'U.E. doit faire	Occurrence		Pourcentage	
Plus de social (littéralement ou avec citation de mesures)	19	42	14%	32%
Travailler et harmoniser les règles du travail, les salaires	4		4%	
Agir sur l'emploi, le chômage.	19		14%	
Plus de coordination, coopération, harmoniser les règles et les lois. Que ce soit pareil pour tous.	10		8%	
Plus d'égalité (des chances), ne pas défavoriser les plus pauvres et autres valeurs : liberté, fraternité.	9		7%	
Faire des choses pour les jeunes, du travail.	9		7%	
Plus de démocratie, participation des citoyens, (être plus à l'écoute des gens)	8		6%	
Défendre les intérêts de la France et de chaque pays (d'abord) et préserver les particularités	8		6%	
Plus de communication, d'informations sur les actions et ce que c'est. Plus de transparence, être plus accessible.	7		5%	
Se différencier des USA et ne pas en être dépendant	7		5%	
Penser d'abord aux européens, limiter l'immigration, que les étrangers rentrent chez eux.	5		4%	
Divers : réponses inclassables, à peu d'occurrences ou faisant référence à une situation exclusivement personnelle.	27		20%	
Total ²⁹	132		100%	

Tableau 5. Les orientations vers lesquelles l'U.E. ne devrait pas se tourner selon les enquêtés³⁰.

Ce que l'U.E. ne doit pas faire	Occurrence		Pourcentage	
Ne s'occuper que de l'économie (une Europe de marché), que de l'argent, encore plus de libéral.	12	24	16%	32%
Ne s'occuper que des intérêts des entreprises, des grands groupes, du capital. Ne travailler que pour les bénéficiaires des actionnaires ou des lobby.	12		16%	
Repli identitaire, nationalisme, se fermer (les frontières), limiter l'émigration ou arrêter les élargissements.	16		21%	
Continuer sur la même voie, persister dans son fonctionnement et ses actions.	10		13%	
Intégrer la Turquie, faire de nouveaux élargissements. Ou ouvrir les frontières, que les étrangers viennent encore plus.	7		9%	
Favoriser un pays plus que les autres. Inégalité entre pays.	5		7%	
Faire de l'élitisme, de la technocratie. Ne pas écouter.	5		7%	
Divers : réponses inclassables, à peu d'occurrences ou faisant référence à une situation exclusivement personnelle.	9		11%	
Total	76		100%	

²⁷ Les réponses fournies à cet item n'épuisent certes pas la compréhension de l'insatisfaction. Néanmoins, les taux de réponse des enquêtés mécontents ou très mécontents aux deux questions concernant les orientations de l'U.E. sont forts : 75,8% pour la première question et 60,6% pour la seconde. Ils sont supérieurs aux taux de réponses de la population totale (68, 8% et 53, 9%).

²⁸ L'intitulé de la question était : « Quelles actions et politiques l'Union Européenne pourrait-elle faire pour que vous ayez un avis plus favorable ? »

²⁹ Les deux totaux exprimés dans les tableaux 4 et 5 ne correspondent pas au nombre d'enquêtés ayant répondu à la question posée mais au nombre de réponses données divisées par thèmes, plusieurs réponses étant possibles pour chaque enquêté.

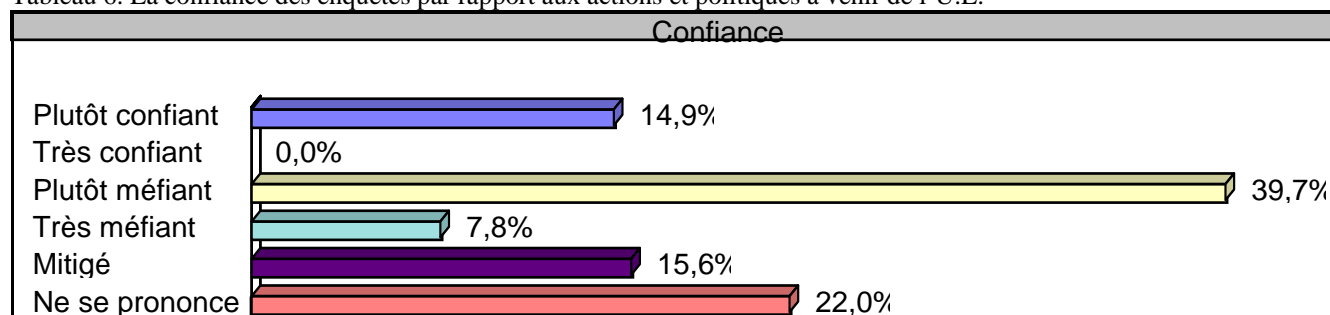
³⁰ L'intitulé de la question était : « Et au contraire qu'est-ce que l'Union européenne pourrait faire pour que vous soyez moins favorable ? (Qu'est-ce vous ne voudriez surtout pas qu'elle fasse ?) »

Que ressort-il de ces deux tableaux ? En premier lieu, c'est le manque de dimension sociale et l'exclusivité des préoccupations économiques qui sont ici reprochées à l'Europe. Deux thèmes de mécontentement dont on a déjà souligné l'importance précédemment (nuancée pour l'Europe sociale). A ceci près qu'ici, on note une exigence d'égalité plus ciblée dans la critique de la priorité économique : ne pas favoriser les grands groupes, les actionnaires, les lobby, les catégories de populations caractérisées par leur richesse donc. L'égalité est également explicitement promue, dans le tableau 4, comme valeur et comme demande de « ne pas défavoriser les plus pauvres ». On trouve donc chez certains enquêtés une critique des bénéfices inégaux fournis par l'Europe, au travers d'une division économique de la population. Les enquêtés demandent que l'on s'occupe d'eux et craignent, pour certains, une division sociale des préoccupations et avantages de l'U.E en leur défaveur. On trouve également une demande importante de participation à l'Europe et de communication sur ses réalisations. Le manque de démocratie de l'U.E. est critiqué, tout comme son obscurité et le manque d'accessibilité et d'informations autour d'elle. Encore une fois, il lui est reproché de ne pas être à la portée des enquêtés, tant au niveau de la participation que de sa présentation. La fermeture que montre l'U.E. est dénoncée (demande d'être plus à l'écoute, de ne pas faire d'élitisme). Les autres aspirations et craintes qui apparaissent dans les tableaux expriment des mécontentements et des volontés contradictoires entre les enquêtés. C'est le cas sur deux points : on trouve d'abord une exigence de plus d'harmonisation des lois et de collaboration (même si cela peut parfois traduire une peur d'être désavantagé par rapport à un autre pays, c'est une demande de plus d'Europe et d'égalité) avec, en asymétrie, une demande de protection des intérêts français et donc d'inégalité de traitement. En outre, et c'est un thème qui revient également dans les entretiens, on va le voir, on trouve à la fois des peurs d'une trop grande ouverture à l'immigration, des demandes de fermeture des frontières et d'arrêt des élargissements, qui s'opposent aux demandes inverses exprimant la crainte de repli et de fermeture de l'Europe aux étrangers. Les motifs d'insatisfaction sont donc multiples et parfois contradictoires et la diversité des orientations reflète dans une certaine mesure celle des enquêtés. Ce que l'on observe tout de même ici, c'est que les enquêtés demandent à l'U.E. de défendre leurs intérêts, à l'image des neuf demandes de « Faire des choses pour les jeunes », émanant de neuf chômeurs de...18 à 24 ans. Face à l'Europe, on est donc en présence de critiques et de peurs d'inégalités d'ordres très différents: allant du reproche d'une Union européenne aux préoccupations catégorielles, à une peur d'être défavorisés au sein de l'U.E. ou à une peur d'y produire des inégalités. On a donc ici un premier aperçu des ambivalences et des différences de discours que peut activer l'Europe chez les enquêtés.

Il est d'autant plus intéressant d'essayer de comprendre ces critiques, peurs et mécontentements exprimés que, si comme on l'a vu une part conséquente des enquêtés ne donne pas son avis sur la question de la satisfaction de l'action accomplie, une autre question souligne toute l'importance de la négativité qui peut être associée à l'Europe. C'est sur sa potentialité d'action cette

fois que l'appréciation de l'U.E se fait négative, puisqu'il s'agit d'une interrogation sur la confiance portée par les enquêtés à l'Union européenne³¹ :

Tableau 6. La confiance des enquêtés par rapport aux actions et politiques à venir de l'U.E.



Le tableau 6 montre bien que dans leur grande majorité, les chômeurs interrogés n'accordent pas leur confiance à l'Europe et se montrent au contraire méfiants quant à ses actions futures, la part des « très méfiant » et « plutôt méfiant » s'élevant à 47,5%. L'évolution de l'U.E. est donc clairement identifiée comme un risque et les orientations souhaitées ci-dessus n'en prennent que plus d'importance. L'évolution de l'U.E. apparaît périlleuse aux enquêtés et on a vu que les entretiens exprimaient également l'idée d'une Europe bloquée, à l'avenir incertain. Cette méfiance envers ce que l'Union européenne pourra réaliser est une caractéristique de la population et ce au travers de ses disparités puisque la méfiance est la première réponse donnée quel que soit le niveau de diplôme, de revenu, le sexe, l'âge ou la durée du chômage des enquêtés. De plus, il faut tout de même souligner qu'aucun chômeur interrogé sur l'effectif de 141 enquêtés ne s'est dit « très confiant » de l'action à venir de l'Europe. Chez nos enquêtés, l'Union européenne n'incarne pas une promesse d'amélioration de la vie. Elle est plus spontanément investie d'inquiétudes que de grandes espérances.

d. U.E. et émigration

Un dernier aspect des représentations de l'Union européenne semble important à analyser par la récurrence qu'il présente dans les discours. Il s'agit de la mise en relation de l'Europe avec l'immigration. On ne parlera pas ici de représentations collectives dans la mesure où ce lien n'est pas univoque. Les mises en relation de l'Union européenne à l'immigration ne sont en effet pas homogènes entre les enquêtés, elles présentent au contraire des ambivalences. Les différents propos qu'on peut distinguer sont tout à fait ceux qui apparaissent dans les orientations proposées pour l'Europe dans les tableaux 4 et 5, on les reprend ici :

Ce que l'U.E. doit faire	Occurrence	Pourcentage
Penser d'abord aux européens, limiter l'immigration, que les étrangers rentrent chez eux.	5	4%
Ce que l'U.E. ne doit pas faire	Occurrence	Pourcentage
Repli identitaire, nationalisme, se fermer (les frontières), limiter l'émigration ou arrêter les élargissements.	16	21%

³¹ L'intitulé de la question était : « A l'avenir, par rapport aux actions et politiques que l'U.E. mettra en place, êtes-vous : »

Intégrer la Turquie, faire de nouveaux élargissements. Ou ouvrir les frontières, que les étrangers viennent encore plus.	7	9%
--	---	----

Le thème de l'immigration est important : il apparaît spontanément au travers du questionnaire et dans les discours. A l'image des propositions ci-dessus, il draine deux postures : la peur du repli de l'Europe, du rejet de l'étranger, de la montée du racisme et d'un enfermement de l'U.E. sur elle-même est la première. La peur de l'étranger, d'une augmentation de l'immigration, d'un dépassement des capacités d'accueil de la France (car c'est la situation dont parlent les enquêtés) constitue le second discours. On les présente identifiés et différenciés ici mais ils sont, la plupart du temps, entremêlés dans les positions des enquêtés. En effet, tous les enquêtés (à une exception prêt) se déclarent ouverts et favorable aux émigrés, une seule enquêtée affiche ouvertement une forte xénophobie :

Mme Tavoil : (sur les émigrés africains) « Mais qu'ils ferment leur, excusez moi le terme et l'expression
mm
je suis par moment assez
je vous en prie
pet-sec, qu'ils ferment leur gueule hein [**rire**] Parce qu'on leur fait du rentre dedans hein, parce que moi, je vais pas en Afrique.
Parce que vous trouvez qu'ils prennent trop de place ?
Oh la la ! [**rire**] Envahissant hein !
Ouais, ouais, ouais.
Oh comme les cafards. »

Le discours sur l'immigration est donc souvent prudent et le poids de la censure sociale sur les positions xénophobes se fait sentir :

Tiphaine : (A propos des effets de l'U.E.) « fin je vois pas beaucoup de différences en fait.
Ouais c'est vrai. L'euro heu plutôt une bonne chose ?
Si ça, ça apporte plus d'immigrés c'est sur. Je suis pas raciste hein. Je dis pas que je suis raciste.
Bah non mais en même temps »

Fanny : « **Du coup ça te fait peur que qu'il y ait plus d'émigrés qu'arrivent avec l'Europe ? Est –ce que ça rajoute encore des gens qu'arrivent ou heu...**
Ah ça va rajouter des problèmes hein
Ouais c'est ça
Je veux dire. C'est pas à la base heu, moi je suis pour heu que les immigrés rentrent.
mm
Mais heu, pour l'instant ils sont en train de venir sans bases, je suis pas tout coup d'accord
Ouais, c'est ça.
Sans bases, je suis pas d'accord. Ils parlent pas le français, ils ont pas de maîtrise, ils sont perdus en France, ils font la manche dès qu'ils arrivent
Mm mm ouais,
je veux dire ils connaissent que, c'est une situation de merde ! La merde qu'ils avaient dans leur pays. Je comprends pas pourquoi ça vient encore plus ici merde !
En plus ici heu c'est un peu le bordel
Ah ici ça fout le bordel ! Heu c'est, je veux dire nous on est perdu et puis les gens ils sont plus restreint à l'Europe, ils comprennent pas tu vois »

Le discours de Fanny est paradigmatique du discours sur l'immigration : la position d'ouverture est contrebalancée chez la plupart des enquêtés par l'identification d'un problème quant à l'immigration, exprimé avec une véhémence et une tonalité critique très variable selon les enquêtés. L'idée selon laquelle la construction européenne risque d'engendrer un regain d'immigration est présente. Elle s'affirme de diverses manières, souvent par une déploration déclarée de la situation que ces émigrés rencontreront en arrivant : une situation de pauvreté et un manque d'intégration. Situation qui risque d'engendrer dans la population (chez les autres) des réactions de rejets et de racisme. Cette prévision d'une immigration renforcée par l'Europe et des problèmes qu'elle contient fait naître chez beaucoup une exigence de fermeture des frontières de l'U.E. mais aussi parfois des frontières intérieures. La

solution la plus communément apparue est l'idée d'aider les immigrés chez eux, c'est à dire dans leur pays, pour qu'ils n'émigrent plus.

Marina : « **Avez-vous peur qu'avec l'Europe y ait une augmentation du nombre d'émigrés ?**
Moi j'ai peur qu'il y ait une augmentation du nombre de racistes heu vraiment face à l'immigration
ouais
C'est à dire que c'est mathématique, ça a été calculé, ça s'appelle heu.. la surface vitale. Malheureusement le terme [*un mot*], c'était le fameux lebensraum de, d'Hitler.
ouais
Mais quand les gens n'ont plus leur surface vitale. Quand ils sortent, s'ils voient heu, enfin s'ils sont blancs, qu'ils voient heu que [*deux trois mots*] sont noirs. Ils vont forcément développer, la plupart heu un phénomène de racisme, de rejet, ils vont finir par inverser un certain nombre de choses. Ils vont finir forcément par les rendre boucs émissaires de, de, des choses
ouais
Et je pense que limiter l'immigration, actuellement, c'est limiter une certaine prolifération du racisme. Je pense que l'ouverture heu, comme ça, sans conditions de l'Europe, c'est une, un peu une hérésie. »

Mme Taval : « **Mm mm. J'ai une question là-dessus, c'est heu est-ce que vous avez peur qu'avec justement le la construction européenne, y ait plus d'émigrés qui viennent ?**
J'ai dis j'en veux pas, j'en veux pas, j'en veux pas.
Bah ouais c'est ça. Mais vous pensez que l'Europe ça risque d'en apporter plus que...
Oh ! Quelque part oui hein, je vous disais tout à l'heure qu'il faille qu'on ferme les frontières
Ouais, voilà c'est ça que vous m'avez dit
Oui. Parce que y en a trop. On est, ouh ! Je vous ai dis qu'y en avait ras-le-cul hein. [rire] Oh oui ! On est heu ouh ! Envahi quoi. Oh trop, trop trop. Y en a trop, y en a trop ! »

Thierry : « **Tu penses que le fait que l'Union Européenne se construise ça va apporter encore plus d'immigration ?**
Oui !
Ca te fait peur ou pas ?
Moi, ça me fait, ça me fait pas peur, mais si tu veux normalement on aurait du les aider davantage. »

Tiphaine : « Ils, ils croient, les gens qui viennent ici, ils pensent que quand ils vont arriver ici c'est le paradis. En fin de compte c'est pas leur rendre service de les amener ici et de les aider. Au final, ils vont être dans la merde.
Ouais pis ils peuvent arriver ouais voilà dans une situation qu'est
Ouais voilà. C'est pas le paradis. On ne peut pas les aider. Donc il faut fermer les frontières un petit peu plus quoi chais pas faut faire quelque chose.
Et tu penses que faudrait fermer les frontières heu
Faire plus de contrôle.
tu vois genre autour de l'Europe heu, mais
plus de contrôle. Mais même à l'intérieur de l'Europe !
ouais même à l'intérieur de l'Europe. »

Karine : « **Heu pensez-vous qu'y a trop d'immigrés en France ?**
Mm pff. A priori non.
Et à posteriori ? [en souriant]
Non, plutôt non hein. Plutôt non mais après heu... Trop de misère. Après heu
ok
les immigrés en sont plus facilement victimes mais heu
c'est pas parce qu'ils sont émigrés.
Bah souvent ils émigrent parce qu'ils sont, si, ils ont des conditions
ouais
difficile mais heu. Non pas seulement non.
Ok. Avez-vous peur qu'avec heu l'Europe, il y ait une augmentation du nombre des immigrés ?
Mmm non, ça me fait pas peur.
Non ? Est-ce que tu penses que ça arrivera ?
Bah pff, on est dans l'Europe heu, on a déjà pleins de pro, heu enfin de problèmes liés à l'immigration bon heu
mm
C'est plutôt dans les pays qu'il faudrait aller solutionner heu, les problèmes quoi. »

Fanny : « Ah moi je trouve que non, faudrait arrêter que les, les immigrés rentrent
mm
et faudrait nous heu pouvoir heu sortir tu vois. Qui fassent développer alors, au lieu de les faire rentrer. Si t'as de l'argent pour les faire rentrer c'est que tu as de l'argent pour t'en occuper.
Ouais, en fait faire rentrer que si tu peux heu...
Non mais franchement, faut pas faire les choses comme un connard quand même.
ouais
Si tu les fait rentrer c'est que tu as de l'argent pour t'en occuper, on est d'accord ? »

Ces idées de fermeture à l'immigration se justifient donc par des positions diverses parfois d'un humanisme et d'un degré de préoccupation de la situation des populations certain et parfois par une peur de la dégradation de sa propre situation. Ces discours s'entremêlent souvent. Toujours est-il que l'immigration est considérée comme un problème qui fait parfois peur et il est certain que l'Union

européenne n'est absolument pas conçue comme une terre d'asile et d'accueil des populations en détresse par nos enquêtés. Pour beaucoup d'entre eux, l'immigration est un phénomène très concret dans la mesure où ils côtoient depuis longtemps dans leur vie quotidienne des émigrés. La peur de l'étranger comme tel n'est donc pas présente, pas plus que n'apparaissent des conceptions hiérarchisées des peuples (sauf pour Mme Taval). Ce sont bien plus des craintes de dégradation de la situation économique, pour soi et pour les émigrés, et des relations de cohésion des populations qui sont en jeu.

Dans quelle mesure la question de l'émigration est-elle reliée à l'U.E chez les enquêtés ? Selon G.Grunberg et E. Schweisguth les attitudes face à l'émigration participent au façonnement des positionnements par rapport à l'U.E. Dans leur théorie d'une tripartition de l'espace politique³², les auteurs développent l'idée d'une corrélation entre xénophobie, autoritarisme et anti-européanisme. Dans le cadre de notre enquête, on peut faire deux constats par rapport à cette théorie : tout d'abord l'apparition de ces attitudes est très faible, et leur corrélation apparaît peu. En outre, leur faculté explicative ne peut résoudre les attitudes anti-européanistes de notre population. Les questions considérées par les auteurs comme représentatives de ces trois attitudes ont été posées lors de chaque entretien³³. Il apparaît que, dans l'ensemble des enquêtés se déclarant défavorables à l'U.E., seuls deux

³² Selon les auteurs, le paysage idéologique français se divise en deux clivages : un clivage droite/gauche (basé sur la religion, le rôle de l'Etat et les attitudes envers le patronat, le capitalisme et le libéralisme économiques, la tradition, l'autorité, la sécurité et la nation) et un clivage gauche/droite/extrême-droite basé sur une opposition de valeurs universalistes pour les premiers et anti-universalistes pour l'extrême droite. Les valeurs universalistes, ou humanistes, « posent le développement et l'épanouissement de l'individu humain comme valeur suprême » (p.346), avant la tradition et le groupe d'appartenance et prônent des valeurs d'égalité des individus. Trois attitudes corrélées fondent l'anti-universalisme : l'anti-européanisme, la xénophobie et l'autoritarisme. Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth, « La tripartition de l'espace politique », dans Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir), *Le vote de tous les refus*, Presses de Science Po, 2003, chapitre 13, pp. 341-362.

³³ Dans leur démonstration, les auteurs mettent en relation les réponses suivantes, données à trois questions :

-« n'aurait pas de grands regrets si l'Union européenne était abandonnée » pour la mesure de l'europhobie,

-« il faudrait rétablir la peine de mort » pour la mesure de l'autoritarisme,

-« il y a trop d'émigrés en France » pour la mesure de la xénophobie.

On a donc posé ces questions à chaque entretien en ajoutant deux items : « seriez-vous favorable à ce que la France sorte de l'U.E. ? » pour l'europhobie et « avez-vous peur qu'avec l'Union européenne, il y ait une augmentation du nombre des émigrés » pour la xénophobie. On regroupe ici les réponses à ces différentes questions des chômeurs s'étant prononcés, lors du questionnaire, défavorables ou mitigés par rapport à l'Union européenne, et donc les plus susceptibles d'anti-europhobie.

Enquêté	Anti-europhobie		autoritarisme	xénophobie		corrélation
	Aurait de grands regrets si l'U.E était abandonnée	la France sortait de l'UE.	Il faudrait rétablir la peine de mort	Peur de l'augmentation des émigrés avec l'UE	Il y a trop d'émigrés en France	
Mme Taval	NON	?	OUI	OUI	OUI	X
Fanny	oui	oui	non	OUI	OUI	-
Tiphaine	NON	NON	non	non	OUI	-
Kaba	NON	NON	OUI	non	OUI	x
Marina	oui	?	non	?	non	-
Sylvain	NON	?	non	non	non	-
Virginie	oui	oui	non	OUI	non	-
Thierry	oui	?	non	OUI	non	-
Sandra	oui	oui	non	non	non	-
Jean-Marc	?	oui	non	?	non	-

On a retranscrit en majuscules les réponses correspondant au schéma des auteurs, on peut observer que celles-ci semblent peu liées les unes aux autres chez nos enquêtés. En outre, il apparaît que la première question est insuffisante à définir une position sur l'Europe, en tout cas elle est loin d'être cohérente avec le positionnement déclaré de nos enquêtés par rapport à l'Europe (les enquêtés « défavorables » ne se prononcent pas nécessairement pour un abandon de l'U.E.). De même, dans les discours, l'approbation au fait qu'il y a trop d'émigrés peut être justifiée pour une part par des éléments universalistes (mauvaises conditions de vie des émigrés à leur arrivée) et ne s'accompagne pas systématiquement de propos autoritaristes ni anti-europhobes (plusieurs enquêtés sont pro-européens et considèrent qu'il y a trop d'émigrés). Les entretiens révèlent en fait la complexité des attitudes sur l'U.E, difficilement réductibles à un paramètre.

enquêtés développent des positions xénophobes et autoritaristes, l'une clairement (Mme Taval³⁴), l'autre de manière beaucoup plus nuancée (Kaba). On ne prétend pas refaire ici l'enquête proposée par les auteurs : la corrélation avec des attitudes xénophobes et autoritaristes peut peut-être expliquer une part des attitudes anti-européanistes, et l'on ne remet pas en cause le lien établi, il est possible que l'anti-européanisme soit plus présent chez les personnes xénophobes et autoritaristes que dans le reste de la population. En outre, la corrélation entre universalistes et européanistes à une grande capacité explicative, nous y reviendrons. Mais ce tableau proposé vise à illustrer le constat établi lors des entretiens, qui souligne la part illusoire que cette théorie peut tendre à imposer. La relation qu'elle établit est insuffisamment explicative et ce, particulièrement pour ce qui concerne le phénomène de l'anti-européanisme. La majeure partie de nos enquêtés défavorables à l'Europe ne développent pas de points de vue xénophobes et autoritaristes. La division opérée par les auteurs se révèle trop simple. Selon eux, « Etre favorable à l'union européenne, c'est considérer que les habitants des autres pays européens n'appartiennent pas à une humanité différente de la notre³⁵ ». Sans doute, mais cela n'est pas le caractère du seul européanisme. De même les caractéristiques des anti-universalistes selon lesquels « les étrangers sont conçus comme appartenant à une humanité différente [...]. Les autres européens sont conçus comme tellement différents des français [...] que l'on ne se sent pas prêt à former avec eux une communauté solidaire. On les suspecte de vouloir faire passer leurs intérêts avant les nôtres et de porter atteinte à notre identité en introduisant chez nous de nouvelles règles et de nouvelles mœurs³⁶ » n'épuisent pas les attitudes défavorables à l'U.E. Ce qui ressort surtout de l'étude qualitative, c'est donc que cette théorie semble insuffisante à expliquer l'ensemble des attitudes défavorables, marquées dans notre population par une absence de lien à des attitudes xénophobes et autoritaristes. Si une à deux positions comprennent effectivement ces trois thèmes, diversement affirmés, de nombreuses enquêtés défavorables à l'U.E. développent d'autres attitudes et représentations.

Pour finir, on peut souligner que si le problème de l'immigration s'active dans le discours sur l'Europe comme on l'a vu, c'est sans doute aussi en grande partie parce qu'il est considéré comme un problème de société. Au même titre que le chômage par exemple, il s'activerait peut-être également sur tout discours ayant un objet considéré comme politique. Il est donc certes lié à l'Europe, mais l'U.E. n'en est pas l'agent emblématique. La peur de l'immigration et sa considération comme un problème est présente et traverse les différentes attitudes face à U.E. Mais si on parle de fermeture de ses frontières, on ne met pas nécessairement en cause une responsabilité de l'Europe dans le phénomène d'immigration. En outre, il apparaît ici que l'immigration intérieure (des pays de l'Est par exemple) est finalement assez peu évoquée. Même si on a vu qu'il y avait une différenciation, voire

³⁴ Mme Taval souhaite notamment : « Qu'on nous nettoie la racaille » et « qu'on sert les joints. [...]. Y a trop de laisser-aller. Bah avec l'armée, ça marchera droit. [...] **Ouais, c'est ça un peu plus heu cadrer les choses heu.** Oui, oui, oui, oui. Fermé ! »

³⁵ G.Grunberg et E. Schweisguth, « La tripartition de l'espace politique », *art. cit.*, p. 353.

³⁶ *Ibid.*, pp. 353-354.

une méfiance vis à vis de ces populations parfois, pour la plupart des enquêtés, l'Union européenne n'est pas en cela conçue comme une menace pour la France.

C. Les attitudes communes et les sources sur l'Union européenne

Une fois l'image de l'Europe éclaircie au travers des principaux éléments qui la constituent aux yeux des enquêtés, clarifiée dans la détermination des représentations collectives qu'elle active chez les chômeurs que nous avons interrogés, il s'agit de se pencher sur les réactions engendrées par l'interrogation sur l'Europe. Autrement dit, une fois exposé ce que l'U.E évoque, voyons ce qu'elle provoque. On s'intéresse donc ici aux attitudes, en termes de réactions, que produit l'U.E. sur les enquêtés. Quel sont les effets qui se créent communément chez les chômeurs interrogés quand on aborde le thème de l'Union européenne ?

a. La compétence, un sujet de spécialistes et une situation d'examen

Le questionnement sur l'Union européenne active plusieurs réactions qu'on retrouve quels que soient les enquêtés. C'est tout d'abord l'attachement du sujet à une compétence que les enquêtés s'attribuent peu. Pour parler de l'Union européenne, il est nécessaire d'avoir des connaissances particulières (aux niveaux scientifiques, économiques ou politiques) et pointues. L'U.E. est un sujet de spécialistes et tous les enquêtés mettent en doute, et se dénie même pour certain, la compétence nécessaire pour en parler ou pouvoir s'en faire une opinion. C'est sa capacité et parfois même sa propre légitimité à parler de l'U.E. qui sont mises en doute. C'est en ce sens qu'au premier item du questionnaire, beaucoup d'enquêtés hésitent longuement avant de me proposer les cinq associations de mots demandées, un certain nombre ne répond pas. La peur de commettre une erreur est une des explications de ces attitudes. Dans le cas de Jean-Marc, cette question des associations de mots à l'U.E. a été réitérée lors de l'entretien, sa réponse illustre parfaitement l'attitude décrite :

Jean-Marc : « est-ce que tu peux m'en redire cinq comme ça ?

Oh c'était..

Parce que fallait dire 5 mots tu sais comme ça heu

Des fois ça change un peu aussi

ouais

Enfin heu...

C'est pas grave à la rigueur t'as qu'à m'en redire 5 comme ça, genre les premiers mots qui te viennent quoi.

Alors heu..

[petit rire] Y a pas grand chose qui vient en général !

Des fois c'est, c'est pas évident parce que

C'est clair. [...]

Ben c'est, c'est un sujet heu, que, c'est, ça me.. Je connais pas assez en fait. »

Cette expression du doute quant à la qualité, l'intérêt ou la légitimité de sa propre opinion est également récurrente au moment où je dévoile le sujet de mon questionnaire aux chômeurs abordés, quand je leur propose l'entretien, ainsi qu'en début d'entretien, en manière de précaution. Lucien déclare ainsi dès l'ouverture de l'entretien : « Et pis heu comme c'est assez pointu vot truc là quand même ? Bon ben moi.. **Vous me direz..** Moi j'ai à peu près dit, j'ai à peu près dit l'essentiel [petit rire] ». Même pendant l'entretien, les enquêtés préfèrent de temps à autre se refuser la compétence de répondre :

Mme Tavol : (à la question de savoir si elle est favorable ou défavorable à l'Europe) « Je, j'ai simplement dit heu, y a un certain moment où j'ai dis, je préfère pas y répondre

Mm

parce que je connaissais pas le sujet. »

(la suite de son discours montrera qu'elle est en fait très défavorable à l'U.E.)

Antoine : « Après je pense qu'ils essaient de faire heu politiquement un pays heu, bah l'Europe c'est...

Quand même essayer de rassembler les trucs, ouais

Voilà ouais c'est ça, je pense qu'ils essayent de faire mais après, je suis vraiment pas trop calé

ouais, ouais non mais

Je suis pas le truc à fond quoi.. »

Jean-Marc : (A propos de élections européennes) « ..on sait pas trop pourquoi... pourquoi on vote...

ouais, vachement, faut être vachement impliqué pis heu, pis heu être pointu là-dessus. »

Virginie : « Voilà. Je pense pas grand chose de très intéressant mais ».

Lucien (m'expliquant qu'il a eu peur que je ne vienne pas par désintéret pour son discours) « Ah ou alors je me suis dis parce que peut-être qu'après c'est peut-être un peu complexe heu. Parce que bon heu

Ouais ?

Bon bah je suis, je suis, j'ai des connaissances mais bon heu je suis informé quand même dans la limite de... »

L'U.E. est donc posée par les enquêtés comme un sujet peu ouvert aux profanes, et ce, quelque soit leur niveau d'étude : même si la réticence à répondre semble baisser avec les diplômés, le discours reste prudent et s'autocensure souvent sur ce point. Marina, Laurence et Karine, bac + 2 et bac + 4, en sont la marque, c'est particulièrement notable dans le cas de Karine puisqu'elle a passé son diplôme en études européennes :

Marina : « Donc c'est vrai que, que faire des alliances avec l'Inde c'est plus intelligent que de... de enfin, c'est, c'est, c'est, c'est une option in, intelligente oui, économiquement. Même si j'y connais rien économiquement »

Laurence « Ca a été quand même heu, mais je suis vraiment pas super au courant hein de l'union européenne.

Non mais heu

Mes réponses elles sont un peu plates. »

Karine : « **Ouais, pis sur fin, tu dois, disons que tu dois avoir un certain bagage culturel là-dessus qui fait que tu peux plus comparer ou.. ?**

Heu.. Oui en même temps on est jamais heu, à fond heu au courant parce que y a tellement de pays... Et tellement de cas précis.

Pis y a tellement de choses.

C'est pointu hein ouais. »

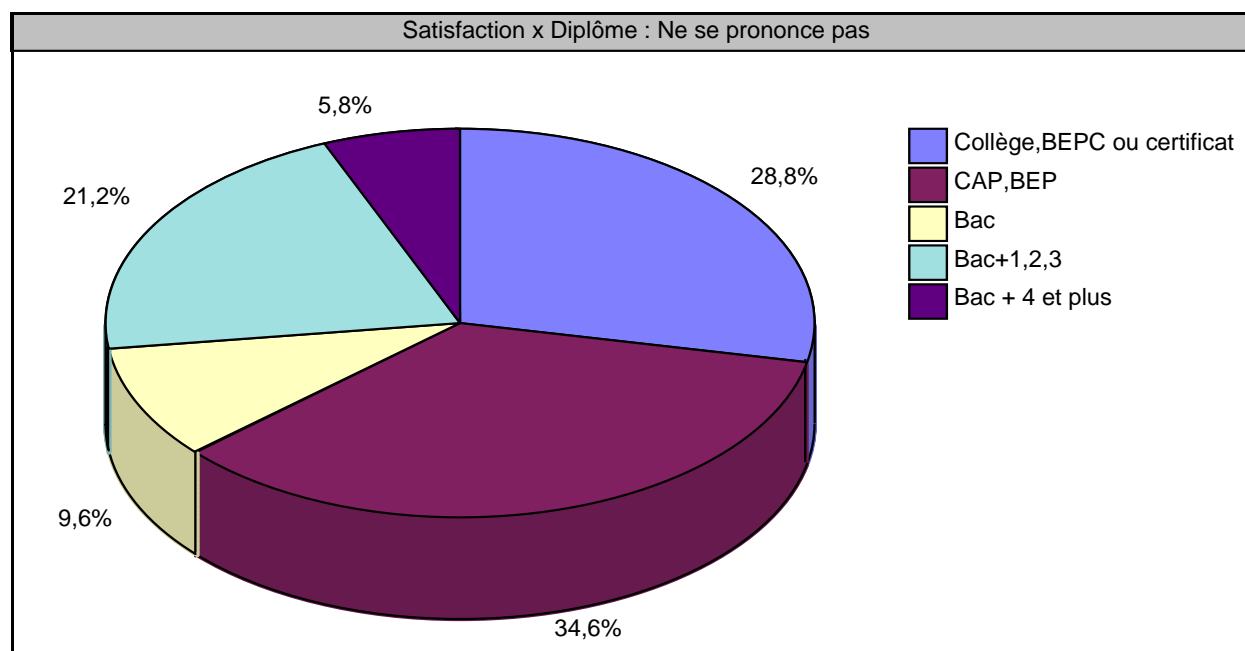
Ce refus de se conférer une compétence aboutit dès lors souvent à des non-évaluations. Il est ainsi un grand moteur des réponses « Mitigé » et « Ne se prononce pas » au questionnaire lorsqu'il faut évaluer l'U.E. ou juger son action. C'est bien par cette attitude de déni de compétence qu'on peut éclairer un résultat à priori intrigant du questionnaire: la différence importante de réponses exprimées entre les deux interrogations concernant la satisfaction et la confiance. La question de la satisfaction, on l'a déjà vu, invite les enquêtés à émettre un jugement de bilan sur les actions de l'Europe³⁷, la réponse la plus fréquente est l'abstention : 36,9% des enquêtés ne se prononcent pas (et 33,3% se disent mitigés, on ne fait que reprendre ici les chiffres du tableau 3).

Satisfaction	Nb. cit.	Fréq.
Plutôt satisfait, Très satisfait	9	6,4%
Plutôt mécontent, Très mécontent	33	23,4%
Mitigé	47	33,3%
Ne se prononce pas	52	36,9%
TOTAL CIT.	141	100%

³⁷ « Par rapport à ce qu'à fait l'U.E jusqu'ici, ses actions et ses politiques, diriez-vous que vous êtes : 1. Plutôt satisfait, 2. très satisfait, 3. plutôt mécontent, 4. Très mécontent, 5. Mitigé, 6. Ne se prononce pas. »

La question concerne en effet une réalité objective : les actions ayant été réalisées par l'U.E. et les enquêtés, se considérant profanes en la matière, ne s'autorisent pas à répondre. L'interrogation est considérée comme une question de connaissance plus que d'opinion, le sentiment d'une compétence de discours sur l'Europe est alors nécessaire à la réponse. En ce sens, le pourcentage des refus de se prononcer baisse de manière tout à fait significative avec l'augmentation du niveau de diplôme. Ainsi si 54,5% des enquêtés ayant un Bep ou un Cap et 39,5% des enquêtés ayant un BEPC ou sans diplôme ne se prononcent pas, le pourcentage tombe à 11,5% chez les enquêtés à Bac + 4 et plus. Le sentiment de compétence sur l'Europe augmente avec les diplômes. Comme le montre le tableau 7, la réponse « ne se prononce pas » est majoritairement le fait des enquêtés les moins diplômés (34,6% d'enquêtés ayant un Cap ou un Bep et 28,8% pour les enquêtés disposant du BEPC ou et sans diplômes).

Tableau 7. Répartition par niveau de diplôme des enquêtés ne s'étant pas prononcé quant à leur satisfaction ou mécontentement par rapport aux actions et aux politiques de l'U.E.



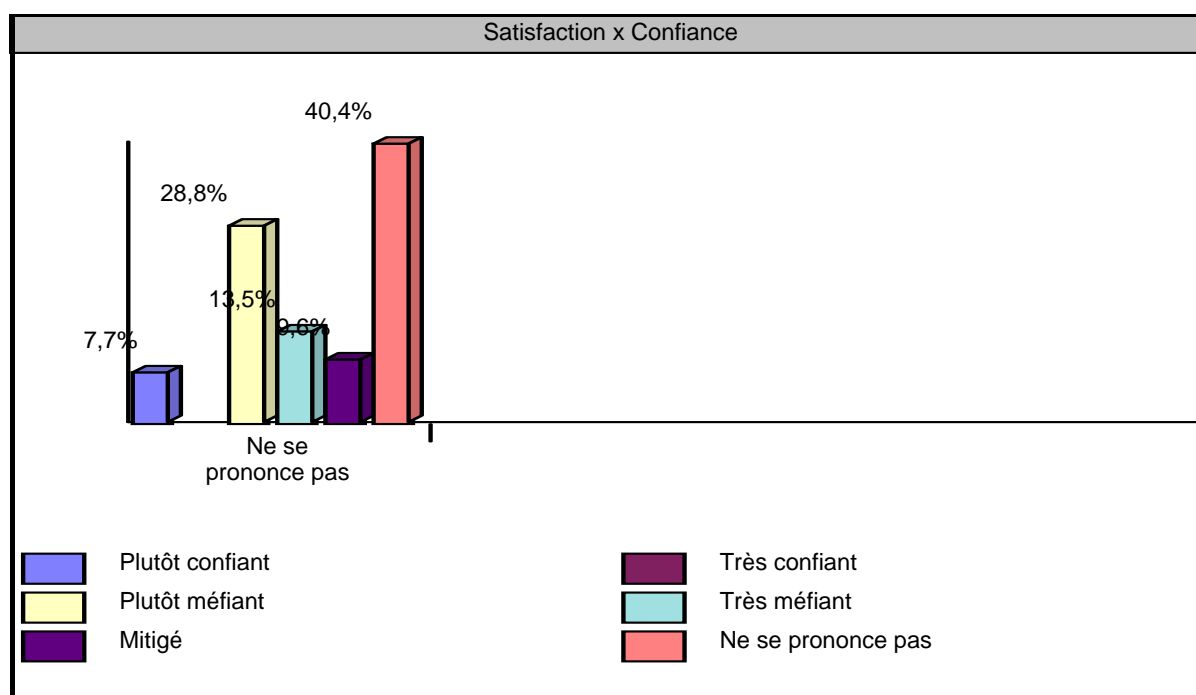
La question suivante dans l'ordre du questionnaire, interrogeant les enquêtés sur leur confiance dans les actions et les politiques futures de l'U.E.³⁸ peut sembler du même ordre, pourtant le pourcentage de refus de se prononcer chute à 22 % (15,6% pour les mitigés). La question, qui pouvait paraître redondante, ne fournit pas du tout les mêmes résultats (on reprend ici les chiffres du tableau 6).

³⁸ « A l'avenir, par rapport aux actions et politiques que l'U.E. mettra en place, êtes-vous : 1. Plutôt confiant, 2. Très confiant, 3. Plutôt méfiant, 4. Très méfiant, 5. Mitigé, 6. Ne se prononce pas. »

Confiance	Nb. cit.	Fréq.
Plutôt confiant, Très confiant	21	14,9%
Mitigé	22	15,6%
Ne se prononce pas	31	22,0%
Plutôt méfiant, Très méfiant	67	47,5%
TOTAL CIT.	141	100%

C'est bien par le sentiment de compétence qu'on peut comprendre cette différence. La question de la confiance porte sur les actions futures de l'Union, sur une réalité à venir dont personne ne peut donc s'arroger la connaissance. La réponse est cette fois plus ouverte et plus intime dans la mesure où elle fait plus directement appel à un sentiment personnel (la sensation de sérénité ou de peur pleinement subjective), elle contient donc une part minime de référence à une réalité objective. Dire si on a confiance ou non dans l'U.E. demande une connaissance, une préoccupation et un engagement moindre que d'exprimer un jugement de satisfaction ou de mécontentement. L'exigence d'une compétence étant donc moins ressentie dans la question de la confiance, on comprend que le pourcentage de réponses exprimant une opinion soit plus élevé. Or, le tableau 8 montre bien que la différence entre les deux pourcentages de « ne se prononce pas », est bien le fait d'un changement d'attitude des mêmes enquêtés qui passent de l'abstention à l'expression. En effet, on observe que sur la totalité des enquêtés ayant choisi de ne pas se prononcer sur la question de la satisfaction, 59,6%, soit une importante majorité, expriment une opinion concernant la confiance, opinion plutôt négative pour la plupart (28,8%). On note que le taux de « mitigés » est, en outre, faible (9,6%).

Tableau 8. Répartition des réponses des enquêtés ne s'étant pas prononcé concernant leur satisfaction par rapport à l'Europe, à la question de la confiance quant aux actions à venir de l'U.E.



L'Europe se pose donc, en général, comme un sujet qui nécessite pour s'exprimer légitimement à son propos, un certain niveau de connaissances ou d'information. Elle met clairement en jeu aux yeux des enquêtés leur propre compétence. Les attitudes des chômeurs interrogés montrent une tendance à considérer l'U.E. comme un objet d'initiés qui les amène à poser des réticences de discours à son égard.

En ce sens, l'interrogation sur l'Europe crée chez beaucoup d'enquêtés une sorte de situation d'examen. Ainsi il est courant qu'en début d'entretien, les enquêtés fassent des références à leurs connaissances et à leur culture, parfois absolument hors contexte, pour me montrer leur niveau, pour se rassurer sans doute également ou pour essayer de baser leur discours sur des éléments tangibles et mieux assurer leur jugement. Ces mises en scène de connaissance sont variées, Mme Taval commence ainsi par énumérer les pays européens, plusieurs, comme Antoine, font rapidement référence aux nouveaux pays entrants, Marina opère un rappel historique des racines de l'Europe, d'autres également mettent en avant leur culture sur l'histoire de l'Europe. Le sujet de l'U.E. active également des attitudes visant à montrer qu'on « est au courant », au travers d'un suivi des actualités médiatiques et politiques, plusieurs références sont donc également faites en ce sens. Les citations qui suivent apparaissent toutes en début d'entretien :

Antoine : « C'est excellent ouais t'sais, tu peux aller en Tchécoslovaquie, tu peux aller partout maintenant

D'accord.

Mais c'est vrai tu vois. C'est les nouveaux pays qui viennent d'entrer dans l'Europe »

Marina : « Je prends le, heu Madame Mitterrand disait hier j'écoutais, que la bataille de l'eau était commencée. Moi j'ai fait une longue enquête sur l'eau en tant que journaliste, assez dangereuse d'ailleurs et heu, je peux dire que heu, c'est vrai. »

Thierry : « **Et le premier mot que tu m'as dit, c'est quoi ? C'est construction. Alors heu**

Oui, oui, parce que je

pourquoi, qu'est ce qui t'as fait penser à...?

Bah c'est à dire, moi je trouve que après la guerre, de 45, la seconde guerre mondiale

mm

Heu si tu veux on a été dépendant des américains avec le plan Marshall, c'est à dire que les américains heu nous ont aidés pour heu... pour nous sauver de ce désastre heu...»

b. Les sources déclarées des représentations

Pour terminer ce premier panorama des représentations et attitudes communes provoquées par l'Europe, il est intéressant d'évoquer les sources par lesquelles les enquêtés ont accès à l'U.E. et se forgent leurs représentations. On les a donc interrogés sur les interlocuteurs et les situations qui les faisaient aborder le sujet de l'U.E. Le premier constat est recueilli à l'unanimité : l'Europe n'est pas un sujet de discussion des enquêtés, qui n'en parlent jamais ou très peu. L'U.E. ne préoccupe absolument pas les chômeurs interrogés. L'environnement immédiat des enquêtés semble donc jouer un rôle relativement faible dans la construction de leurs représentations puisqu'ils n'abordent pas le sujet. La question « avec qui parlez-vous de l'U.E. ? » provoque ainsi souvent le rire ou semble incongrue.

Antoine : « **ouais avec qui tu parles de l'Europe, quand tu parles de l'Europe en général ?** Franchement avec toi, pis c'est tout ! [rire, rire] »

Tiphaine : « **Ok, alors est-ce que ça t'arrive de parler de l'Europe et quand ça t'arrive avec qui ?**

Jamais.

Jamais ? Même pas avec tes mecs qui parlent vachement politique au foyer et tout ?

Bah, non.

Avec moi quoi ? [sourire]

Ouais ! Sinon jamais »

Arnaud : « **Ca t'arrive d'en parler quand ?**

Avec toi ! [rire, rire] C'est à dire heu presque jamais ! »

Marina : « **Quand est-ce que vous parlez de l'Europe ? Par exemple est-ce que vous en parlez souvent heu..**

Avec mes enfants ?

Par exemple ouais.

ou en général ? J'en parle avec mes enfants...

Vous en parlez avec vos enfants par exemple ?

Ca fait parti de leur apprentissage scolaire. Donc on essaie d'apprendre »

Thierry : « **Est-ce que t'en, t'en c'est un sujet qui se trouve souvent dans tes conversations ou pas ?**

Hum pas trop. »

[...] **Mais par contre tu dirais pas que t'en parles particulièrement, j'en sais rien en famille ou heu... Ou heu...**

Oh pff, heu, j'évite par ce que c'est, c'est, c'est conflictuel parce que si tu veux »

Jean-Marc : « **Est-ce que heu tu parles souvent de l'Europe, est-ce que c'est un sujet qui te..**

non

pas particulièrement hein

pas tellement non

est-ce que c'est un sujet qui te, qui te saoule ! [rire]

ça me passionne pas... des masses. »

Karine : « **par contre de l'Union Européenne en soi, fin en tant qu'Union européenne un peu moins quoi.**

non

Même pas du tout ? fin pas particulièrement ?

Quasiment pas. »

Un autre élément qui peut contribuer au faible rôle de l'environnement dans la construction des représentations se constitue du fait que certains chômeurs, par leur situation, se retrouvent assez isolés en termes de relations sociales :

Marina : « Parce que bon c'est un peu le problème de quand on est au chômage. On voit pas énormément de monde.

Bah oui, j'imagine.

Hein heu. On avait essayé de garder un peu des liens même heu les candidats à un stage qu'on avait fait, mais c'est un peu difficile heu.. »

De même les divers positionnements des hommes politiques sont peu vecteurs de réflexion sur l'Europe, ni pris comme sources d'information. Seuls les enquêtés les plus politisés connaissent quelques positions d'hommes politiques ou de partis sur l'U.E. et cela n'est pas présenté comme décisif dans leur discours. Quand on interroge les enquêtés sur leur propre perceptions de la formation de leur opinion, beaucoup répondent en invoquant leur expérience, leurs attitudes sont ressenties comme le fruit de leur vécu personnel.

Lucien : « Ouais je discute un peu mais heu, mais non mais ce qu'est bizarre, je sais pas moi heu.. Ffff c'est des acquis moi des fois je suis un peu »

« Non, non, mais non mais non mais y a l'âge hein, moi je commence à avoir des connaissances hein »

« Mais je lisais un peu Libé, mais, y, y a plus grand monde qui m'apporte grand chose je veux dire.»

Karine : « **Ok et est-ce que tu penses que heu ça influence beaucoup ta position les discussions que t'as avec les gens ?**

Si ça influence quoi ?

Ben ton opinion sur l'Union européenne, entre autre.

Heu.. légèrement, je dirais que c'est plus mon vécu personnel heu

D'accord

Dans un autre pays de l'Europe »

En outre, deux enquêtés seulement montrent une volonté ou un effort d'information sur l'Europe allant jusqu'à la recherche autonome de documentation ou la participation à des conférences sur le sujet. D'ailleurs, la plupart des enquêtés consomment peu de médias écrits, à l'image de Laurence: « Le journal c'est heu trop grand là, [elle mime un journal. C'est une femme très petite] y a plein de pages, j'aime pas, heu non, non ». Les principaux, pour ne pas dire uniques, vecteurs de connaissance et

d'information sur l'Union européenne pour les chômeurs interrogés sont les médias et en particulier la télévision. Les sources semblent évoluer avec le niveau de diplôme et d'intérêt pour la politique, vers la radio et journaux, considérés comme plus savants et plus fiables par les enquêtés. Mais la majeure partie de notre population a pour source principale de connaissance et d'accès de l'U.E. la télévision. Le discours tenu à son égard est ambivalent. Elle est prise comme une référence, ainsi pour me parler de la situation économique Kaba commencera sa phrase ainsi : « à la télé, ils disent que.. ». La télévision est bien la source principale :

Fanny : « **Y a d'autres trucs, genre t'écoutes la radio ou pas plus que ça ? C'est surtout la télé ?**
Alors c'est surtout la télé parce que la radio heu, je peux pas du tout parce que j'ai pas d'image, j'ai pas... Et pis blablabla c'est monotone et tout, à force t'as un fond sonore
Ouais, ouais
Et pis tu changes, tu mets NRJ quoi.
Tu mets la musique quoi
Alors que la télé, c'est physique t'as des débats, t'as des échanges
[...] **Bon alors la télé, la radio, heu les journaux, les journaux qui sont dans le métro, tu les lis ?**
Ah non, non, non.
Pas du tout ?
Non, non parce que la télé j'enregistre vachement. Ce que je lis heu pff.
Ouais,
Ca rentre pas. »

Jean-Marc : « **chai pas heu le matin, les mecs quand ils se rasent heu ils écoutent la radio. Non toi tu fais pas ça ?**
Non la Tv, la Tv ça fait office de radio.

Tiphaine : « **« Et sinon bah tu regardes la télé, qu'est-ce que tu regardes comme média en gros, la télé, t'écoutes les radios ?**
Ouais j'écoute la radio heu la télé.. Si y en a un qui parle des fois de politique, c'est Fogiel je crois.
Ouais, ouais
J'aime bien regarder son émission.
Ouais carrément.
Donc y a que lui que j'écoute qui parle de politique.
Et heu les journaux dans le métro par exemple ? Trucs comme ça ?
Franchement, ça me saoule. Moi je prends mon livre et heu
Ouais
Mon livre et ça me suffit. »

Karine : « **Qui tu penses en France est favorable à l'Europe, qui sont les, les personnes les moins favorables ?**
Alors on a bien vu, fin, moi j'ai été informée par rapport aux statistiques.
ouais
Ils avaient l'air de dire heu, les médias, que, d'ailleurs assez méprisants, que c'était des gens de couches plutôt défavorisées, milieux ouvriers qui avaient voté non à la constitution. Donc des gens frileux. Et que les couches, ouais, aisées bon avaient
mm
davantage voté oui. »

Thierry (A propos du référendum) : « **Non mais d'accord, mais je veux dire sur celui de, de 2005 là, t'as vu, t'as voté non ?**
Oui, j'ai voté non. Parce que par rapport à tout, tout ce qui s'est passé dans la presse ! Dans, dans la, à la télé, les médias tu vois »

Arnaud : « **Qu'est-ce que tu penses de l'entrée de la Turquie en Europe ? est-ce que t'es pour ou contre ?**
Heu
Est-ce que t'as un avis quoi ?
Ouais, bah en fait, on est plutôt heu dirigé par les médias
Ouais ?
Par ce qu'ils nous racontent un peu et des fois.
Bah ouais, par ce que la Turquie sinon on peut pas trop savoir
Bah ouais, y a que ça, voilà. On peut pas trop savoir. Moi j'ai jamais été en Turquie, je sais pas ce que c'est et... »

Antoine : « **et du coup ouais, c'est comme ça que tu te repères heu. Genre chai pas, tu regardes la télé heu**
Ouais, je regarde les infos, ha ouais c'est aux infos heu. C'est clair c'est ça
Non mais carrément.
C'est clair c'est ça. Y a que comme ça de toutes façons que tu peux voir ce qu'ils disent heu »

La télévision tient souvent une place ambivalente dans les discours, prise comme référence, elle est également l'objet d'une méfiance et d'un discours critique collectif. Critiquer son contenu, sa faculté de mettre en scène et parfois ses journalistes manipulés, est un lieu commun du discours chez les enquêtés.

Fanny : « **Et comment tu faisais, tu regardais la télé du coup ? Tu regardais quoi ?**

Ouais, je regardais beaucoup la deux et tout. Beaucoup les parlements. Heu ils passent dans plusieurs chaînes. En plus la télé tu vois. Moi j'adore la télé, mais attention, toujours au second degré.

mm

Heu si c'est au premier degré, c'est les reportages heu zone interdite, capital. Qui sont très, très intéressante, enrichissante »

Thierry : « Avec ces journalistes qui lèchent le cul, qui sont même plus des journalistes. Les trois quarts. »

« Parce que la télé quand même elle diffuse son venin tous les jours. »

« Mais.. La radio c'est pareil !

Ouais ?

Tout le monde couche avec tout le monde donc heu voilà, je veux dire, c'est ça le truc. »

Virginie : « A la télé bof... c'est pas la réalité la télé [...] Vous parlez cinq minutes avec un étranger le soir du nouvel an dans un café, ça vous apporte plus que de regarder pendant six mois la télé.

Lucien : « Mais même les heu genre les journalistes, y a beaucoup de journalistes dont c'est le métier de, d'être en prise directe sur le truc **ouais**

et qui heu. pfff on peut se contredire une fois, même une fois s'être gouré pis, bon y a la fierté. Mais c'est 15 fois qu'ils se sont

qu'ils se sont gourés

qu'ils se sont reniés et cetera et tout [...] non mais je veux dire ça doit être des baltringues ! [rire] »

Arnaud : « Je trouve que c'est un peu eux qui dirigent, heu qui dirigent, les médias, c'est..

Ils dirigent ce que les gens pensent et tout ça ?

Ouais, exactement. Des fois on se demande pas, on se demande si c'est pas manipulé [petit rire]

[...] Alors là heu, chai pas si t'as lu heu, Deception point. De Dan Brown ?

[...] si tu le lis, tu comprendras très vite heu la manipulation du gouvernement.

Ah ouais ?

Même si c'est un roman quoi, ça traite très bien

Manipulé, le gouvernement manipulé par les médias ?

Heu non, non pas par les médias, mais comment le gouvernement manipule le peuple. »

Marina : « **Vous trouvez que les infos sont en général, ouais.**

Elle est forcément biaisée. Parce que y a forcément un choix. Et des fois, il dépend forcément d'implications heu. Ou d'une auto, parce que je vous dis, il y a quand même une forte auto-censure, ça c'est vrai. Et puis heu, et puis voilà heu »

Les médias avec la télévision à leur tête apparaissent donc comme la source principale de connaissance de l'U.E. pour les enquêtés. Considèrent-ils alors que le sujet est traité de manière satisfaisante ? Pour les chômeurs interrogés, les médias parlent peu de l'Union européenne et celle-ci y apparaît simplement comme une actualité parmi d'autres, traitée selon la conjoncture et les événements du moment³⁹.

Fanny : « **Est-ce que tu trouves qu'à la télé ils parlent assez de l'Europe ou qu'ils devraient en parler plus ?**

Ils en parlent pas du tout »

Antoine : (A propos du discours des médias sur l'U.E.) « Bah ils en parlent quoi. Mais ils en parlent pas plus heu comme, comme des guerres, comme du CPE, comme heu tout ça

Ouais d'accord, ils en parlent heu comme d'un sujet parmi d'autres.

Voilà ouais.

En fait ils en parlent peut-être aussi heu peut-être que ça dépend aussi heu

De ce qu'il y a à la, fin tu vois s'il se passe une loi qui va être votée pour l'Europe

Ouais, carrément

Voilà ils vont en parler pendant deux, trois semaines heu »

Tiphaine : « **. Est-ce que t'as l'impression qu'on parle beaucoup de l'Europe en général, à la télé, ou les hommes politiques ?**

Alors là, je sais pas ou alors c'est moi qu'à un problème mais..

Non mais c'est vrai que

Je le trouve pas. »

Thierry : (A propos de l'U.E.) « Parce que on en parle pas beaucoup en France quand même hein. »

On a alors demandé aux enquêtés si les médias informaient assez sur l'Europe. Il apparaît assez vite que les discours tendent à reprocher aux médias un manque d'informations : il faudrait parler plus de l'Europe.

Karine : « donc après on entend moins parler d'eux parce que justement on parle un peu trop en France à mon goût de.. des affaires franco-françaises que voilà.

[...] **D'accord. Et tu disais, tu trouves, tu trouves qu'on parle trop de, d'affaires franco-française et pas assez d'affaire européennes heu..**

Ouais voilà. »

« La radio aussi à mon avis. Même heu si j'aime beaucoup France Inter et tout ça, je trouve que c'est beaucoup trop franco-français. »

« y a que Arte qui a vraiment un journal heu européen quoi. »

Arnaud : « Heu bah, c'est plutôt mitigé parce que bon, je trouve qu'on est pas assez informé en fait »

« **Et heu, ouais tu trouves que les médias ils en parlent beaucoup de l'Europe ou pas ? Je sais plus ce que tu m'a dit ?**

Heu ouais, j'ai dis ouais.

Ouais, pas mal. Tu trouves qu'ils en parlent assez ou pas ?

Mmm bah non pas assez parce que... »

Laurence : (En réponse à une question sur les effets de l'U.E) : « Non. Je trouve que on en parle pas assez heu. Non, c'est pas, dans les médias, c'est non. »

« Mais quand heu des fois je regarde, je suis heu terrifiée de voir que l'actualité internationale arrive à la fin du journal quoi.

Ouais, ouais, ouais

C'est terrible hein, c'est terrible.

Ils préfèrent des sujets de, des faits divers heu

Bah oui, y a que ça jusqu'à huit heures vingt, huit heures vingt-cinq et pis après heu, on passe rapidement à l'international. L'Europe c'est une actualité heu »

Marina : « Je trouve qu'on est pas assez informés sur l'Europe.

ouais ?

Mais bon c'est à chacun de nous de s'in., de s'informer c'est vrai [...] Donc heu voilà quand il se passe quelque chose, on nous dit à en Suède heu c'est comme ça. Mais si on a pas les moyens d'aller en Suède. Enfin de temps en temps y a un petit dossier, un petit aperçu heu par ci par là.

mmm

Mais je trouve qu'un journal heu. Il manque en France par exemple un journal européen heu continue, heu bien documenté »

Mais cette injonction faite aux médias ne revêt pas chez tous le même degré d'investissement. Si chez certains le souci de l'Europe est réel, beaucoup d'enquêtés expriment sans doute là une demande désinvestie, qui semble plus devoir être mise en rapport avec un conformisme social et l'intégration d'un devoir citoyen « de s'informer » (Marina), que d'aspirations réelles à entendre parler de l'U.E. A l'image de Kaba qui après m'avoir affirmé plusieurs fois « qu'il faudrait en parler plus », convient en fin d'entretien qu'en vérité, le sujet ne l'intéresse pas du tout : « franchement ça me saoule trop ! ».

Antoine s'exprime dans le même sens :

Antoine « Mais maintenant je pense que, ils devraient en parler plus mais dire des choses bien. Fin plus expliquer genre une émission sur l'Europe à la rigueur

En même temps est-ce que les gens regarderaient quoi peut-être que

C'est ça quoi

Peut-être que c'est un peu chiant heu ? [sourire]

C'est ça aussi, non c'est vrai. »

Les sources des enquêtés, en terme d'informations et de connaissance sur l'U.E. sont donc principalement médiatiques. Il est frappant en ce sens de voir que, ponctuellement, les discours sont marqués par un vocabulaire caractéristique de cette sphère qu'on peut qualifier de médiatico-politique.

Karine : « On a des, des difficultés là, là

ouais d'accord

l'Europe est en panne. Donc je me dis est-ce que c'est pas le moment d'aller s'élargir si faut déjà renforcer le noyau heu »

Marina : « C'est ça heu ce monde à plusieurs vitesses ! Y a des gens pour qui l'Europe existe, elle a une réalité à la fois économique, culturelle heu...et cetera. Et ça se passe bien. Mais heu.... »

Mme Taval : « Ils veulent faire un groupe, un bloc pardon excusez-moi

Ouais

pour avoir plus de possibilité à aller et venir sans contraintes »

³⁹ On peut renvoyer ici aux travaux de D.Marchetti sur le sujet. D.Marchetti, *En quête d'Europe*, Rennes, PUR, 2004.

Les expressions d'une « Europe en panne », comme l'idée d'une Europe « à plusieurs vitesses », celles de « mobilité » ou du « couple » franco-allemand qui reviennent également ainsi que la « liberté de circulation » qui est citée lors des questionnaires ne sont pas des expressions naturelles du discours mais appartiennent bien à l'univers du vocabulaire et des métaphores journalistiques. On trouve donc ponctuellement des grilles de lecture directement héritées du monde politico-médiatique. Un certain passage obligé par l'expression « d'Europe sociale » en était également la marque, et de même, on le verra, la plupart des enquêtés associent Bruxelles à l'Europe sans lui donner de sens précis. Or c'est bien là l'héritage d'une métonymie journalistique utilisant le siège de la commission européenne pour désigner le pouvoir européen, mais qui aboutit ici à un terme dont on a perdu la charge de sens figuré. On peut dire que des grilles de lecture et propos du monde médiatique participent à la construction des schèmes de pensée des enquêtés, en prenant parfois la forme d'injonctions intégrées (ainsi pour une part, la nécessité de s'unir pour être plus forts face aux Etats-Unis). Néanmoins, s'il existe une relation, les propos ne revêtent pas la même significations pour les enquêtés qui les intègrent dans une structuration personnelle des représentations de l'U.E. En ce sens, si on peut percevoir une certaine évolution des sources médiatiques selon le niveau de diplôme et l'intérêt politique des enquêtés, on ne peut établir de lien cohérent entre l'attitude, le positionnement par rapport à l'U.E. et les différentes sources d'information affectionnées par les chômeurs interrogés, si ce n'est que les enquêtés qui s'informent le moins sont souvent les plus mitigés, observation peu surprenante.

Conclusion

La mise en commun des résultats et des discours obtenus entre les questionnaires et les entretiens permet de construire les grands traits de l'objet que constitue l'Union européenne chez les chômeurs interrogés et d'identifier plusieurs représentations collectives de notre population. L'U.E., perçue à la fois comme un acteur essentiellement économique et comme un objet susceptible de projections de valeurs, est une réalité aux caractéristiques multiples. Si son passé est incertain et mal connu, son ancrage est conçu comme définitif malgré une situation peu brillante. Bloquée, l'U.E., loin d'être identifiée comme une institution autonome, est une association de pays en devenir qui, si elle ouvre dans ses principes au voyage et à la mobilité, n'est pas encore une réalité bien déterminée dans son essence. Réalité assimilée au monde politique, comme à l'actualité et aux questions internationales, le statut de l'U.E est incertain. Il n'est pas accordé à tous ses membres la même place par les enquêtés puisque l'U.E. est d'abord une continuité de l'Europe des douze, dans laquelle la France à un rôle majeur alors que les nouveaux arrivants des pays de l'Est arborent une mauvaise image, provoquant parfois même de l'appréhension. L'Union européenne ne constitue pas, dans l'esprit des chômeurs interrogés, un bloc homogène et ses frontières même sont parfois floues. En ce sens, sa mise en opposition avec les Etats-Unis et sa caractérisation par la richesse et une tâche civilisatrice sont le moyen de lui donner du sens et de la cohérence. L'U.E. constitue ainsi un objet que beaucoup d'enquêtés se sont peu approprié, ils demeurent prudents et plus prompts à associer l'U.E à

des réalités concrètes qu'à proposer un jugement. On ne s'autorise pas de suite tous les discours et l'Europe est marquée, au premier abord, par une barrière de la compétence, qui n'est pas sans lien avec la peur exprimée d'une inégalité des bénéfices et préoccupations de l'UE, prémices d'une Europe réservée. On trouve donc bien, au travers de ce que l'U.E. évoque et provoque, des représentations collectives. Représentations plus ou moins attendues selon les thèmes, elles sont sans doute pour certaines partagées par le reste de la population. Néanmoins il reste intéressant de les définir afin de déterminer justement lesquels de ces lieux communs se sont intégrés dans notre population de chômeurs. En ce sens, la critique d'une Europe libérale est très peu présente et l'on pourra chercher à comprendre pourquoi. Les représentations négatives et critiques de l'U.E. (au travers de l'euro, des pays de l'est, de l'économie) ne conduisent pas nécessairement les enquêtés à une attitude défavorable envers l'U.E., à un anti-européanisme. Il apparaît également au travers de ce tableau des représentations que l'Europe est matrice de peur. Les questions notamment de la satisfaction et surtout de la confiance, révèlent que l'U.E. est souvent plus moteur d'inquiétude qu'espoir de changement. « On n'a pas connu avant. Donc on sait pas, on a peur » nous dit Mme Tavoil. Peur de l'inconnu, peur du changement, peur de la dégradation, certes la peur peut se constituer comme un moteur des attitudes. Mais la peur de l'autre est peu présente, on l'a vu et l'attitude face à l'immigration est insuffisante à expliquer les positionnements face à l'Europe de notre population. La peur joue un rôle, certes, tout dépend de ce que l'on projette dans l'Union européenne, de l'évaluation qu'on en fait. La peur n'est pas exclusivement le fait des enquêtés les moins diplômés ou les moins informés, on peut également craindre ce qu'on connaît. La peur est un effet de la position adoptée sur l'Europe plus qu'un moteur. Ce sont donc ces attitudes, ces positionnements qui demeurent à comprendre dans leur logique de structuration, en continuant à explorer leurs contenus et les diverses représentations que les chômeurs se font de l'Union européenne.

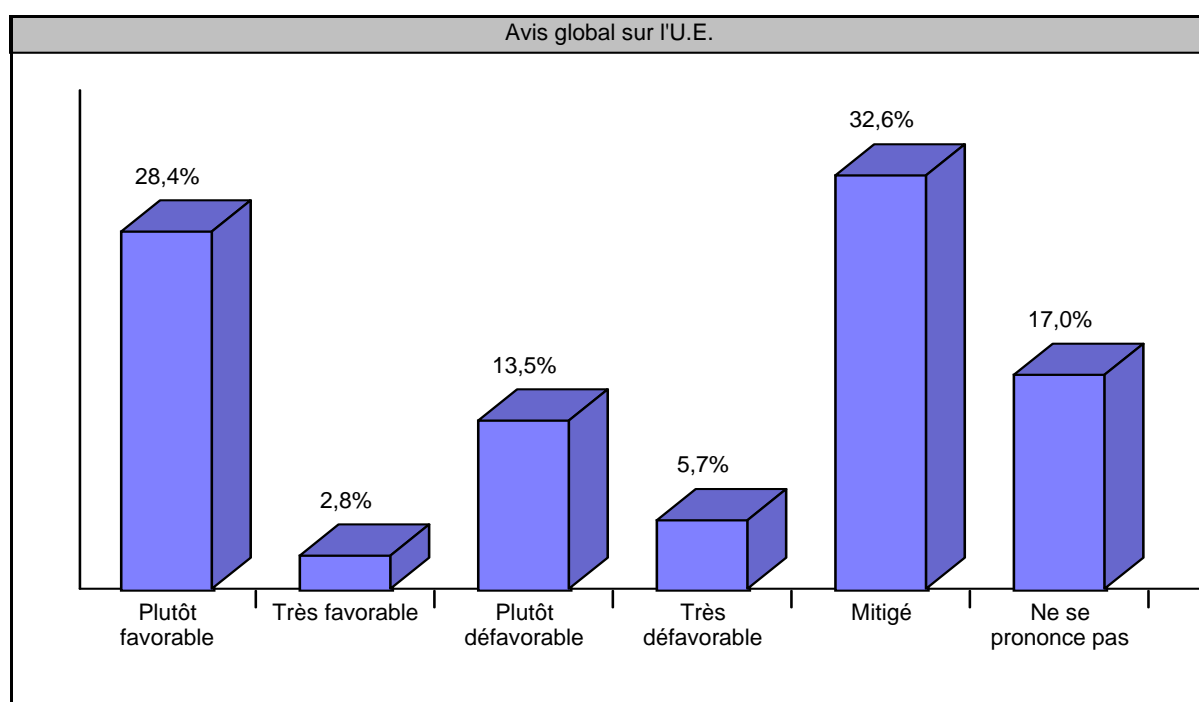
CHAPITRE II. Trois Aspects de l'Union européenne et de la structuration des Représentations et attitudes

On a cherché à établir jusqu'ici les grands traits des représentations de l'U.E., telles qu'elles apparaissent dans les discours des chômeurs interrogés. On peut chercher à approfondir leur compréhension. Trois aspects des attitudes à l'égard de l'U.E. paraissent intéressants à interroger, pour le sens qu'ils apportent à la saisie des représentations mais également par les capacités explicatives des positionnements des enquêtés qu'ils revêtent. Ce sont donc ces attitudes des enquêtés par rapport à l'Union européenne que l'on vise à définir et on retrouve le second objectif majeur de notre étude. Tout en poursuivant la détermination du cœur des représentations que les chômeurs interrogés se font de l'Europe, il s'agit maintenant d'analyser les attitudes des enquêtés à son égard afin d'en déterminer la répartition mais également d'observer dans quelle mesure ces attitudes constituent ou non une

particularité de notre population par rapport au reste de la population. En outre, pour comprendre ces positionnements, un questionnaire sur les logiques de structuration des attitudes, favorables et défavorables à l'égard de l'U.E., peut être amorcé.

Un premier constat est à souligner ici, c'est celui qu'apporte le questionnaire. Quelles attitudes les chômeurs interrogés adoptent-ils face à l'U.E ? Dès ce stade, la réponse à donner requiert de la prudence. En effet, à la question de leur positionnement favorable ou défavorable par rapport à l'Union européenne⁴⁰, les réponses des chômeurs, proposées dans le tableau 9, sont d'abord « mitigé » (32,6%) ou favorables (31,2% en ajoutant les « plutôt » et les « très favorable »), les réponses défavorables n'arrivant qu'ensuite (19,1% pour les « plutôt » et « très défavorable »).

Tableau 9. L'avis global des chômeurs interrogés sur l'U.E.



Faut-il pour autant considérer que la population des chômeurs interrogée est pro-européenne ? Le nombre de « mitigé » et de non réponses (17%) ne vont pas en ce sens, mais surtout les résultats précédemment observés ne tendaient pas à le faire croire : les chômeurs se prononçaient plutôt mécontents (tableau 3)⁴¹ et dans leur majorité plutôt méfiants envers l'action de l'Europe (tableau 6)⁴². Les attitudes des enquêtés peuvent paraître de premier abord ambiguës. Comment comprendre ces résultats et savoir quelle question définit le mieux une attitude face à l'U.E. ? C'est en approfondissant le sens de ce que signifie l'Europe pour les enquêtés qu'on peut essayer d'approcher une compréhension de leur attitudes. Attitudes qui apparaissent en premier lieu ici mais qu'on s'attachera plus fortement à saisir dans leurs expressions au travers des discours des chômeurs. Pour ce faire, on s'intéressera successivement à trois aspects des représentations et attitudes des enquêtés : leurs visions

⁴⁰ L'intitulé de la question était : « Finalement, votre avis global sur l'Union européenne est-il : »

⁴¹ 23,4% de « mécontents » (plutôt et très mécontents), cf. Tableau 3 p. 35.

et pratiques politiques de l'U.E, les rapports établis entre l'Union et la France en terme de sentiment d'identification et de souveraineté nationale, ainsi que la spécificité que révèle ou non la population de chômeurs dans ses attitudes face à l'Europe.

A. Référendum, visions et pratiques politiques de l'Europe

L'Union européenne est une institution politique et l'on a vu qu'elle était catégorisée comme un objet appartenant à la sphère politique par les enquêtés. Mais jusqu'à quel point les chômeurs interrogés considèrent l'Europe comme une entité politique ? Y a-t-il une conception, une pratique et une structuration politique de l'U.E. chez les enquêtés ? C'est ce qu'il faut chercher à saisir au travers des divers aspects pouvant composer une représentation politique de l'U.E., et notamment au travers du vote et du référendum sur la constitution européenne de 2005 qui constitue un moment d'expression des attitudes par rapport à l'Europe. Quelle place les chômeurs interrogés réservent-ils à une Union Européenne politique ?

1) L'Europe politique et les acteurs européens

a. Quels acteurs ?

La conception que les chômeurs interrogés se font des acteurs de l'Union européenne, de ses dirigeants, constitue un premier aspect de l'analyse de la représentation d'une Europe politique. Plusieurs caractéristiques leurs sont attachées pour former une image exclusivement négative des décideurs européens. Il est frappant de voir que tous les enquêtés exprimant un avis font une description critique du pouvoir européen. C'est tout d'abord l'idée d'une mauvaise gestion qui apparaît. Plusieurs traits en forgent le contenu selon les enquêtés: les décisions européennes sont confuses, inefficaces, elles sont mal adaptées, parfois néfastes et, selon Marina, imposées de manière autoritaires :

Fanny : « Bah c'est pour le parlement européen, pour élire le parlement européen. Mais bon c'est vrai que Pour les entendre faire « pia pia pia, Ha ! Ha ! Ha ! ». Faire les clowns, c'est bon quoi, faut arrêter. »

Antoine : « Alors les inconvénients d'abord. Est-ce que tu vois des inconvénients ?

Dans l'Europe et tout ?

Ouais dans l'Europe telle qu'elle est quoi. Dans le fait que ça existe quoi

Bah ouais, si, qu'ils s'emmêlent les pinceaux quand même.

C'est le bordel, tu trouves ? [sourire]

C'est le bordel bah oui écoute ! [rire, rire] »

Marina : « Et ça je pense que heu, finalement, on a pas forcément à se *résigner* parce qu'on doit [un mot] à des fonctionnaires très puissants qui sont loin, qu'on peut pas atteindre et...et cetera. Heu.. et ben heu.. Voilà. Je pense que c'est pas...heu..

C'est en voyant ce genre de choses heu..

Oui, c'est en voyant ce genre de choses que je me dis qu'on était pas obligé de dire oui, amen à tout ce que fait l'Europe même quand on est pas d'accord avec les résultats »

« Parce qu'on a appelé tout d'un coup, heu, abusivement des gens, des fonctionnaires qui avaient pas une bonne heu, utilisé un bon [un mot] dossier,

mmm

qu'avaient pas une bonne connaissance des, des situations, de supprimer ça, faire du porc. Enfin moi, j'ai, j'ai été confrontée à des paysans, [...] Franchement on leur disait : « Bah non maintenant, vous arrêtez de faire du porc » alors heu, voilà ils avaient tous des enfin, des monocultures et des mono...élevages alors qu'ils avaient des, des choses assez diversifiées mais des petites exploitations. »

⁴² 47, 5% de « méfiants » (plutôt et très méfiants), cf. Tableau 6, p. 42.

La critique de l'éloignement des instances dirigeantes est également présente dans les discours recueillis. Les acteurs européens sont enfermés à « l'intérieur de forteresses » (Marina) et connaissent mal les réalités auxquelles ils appliquent leurs décisions :

Marina : « **Les gens qui sont sur place et..**

Et leurs problèmes et heu, tout ça et les gens sur place. Y a des gens plus loin qui sont dans les instances heu dirigeantes et qui sont censés heu prendre des décisions qui tiennent compte de la réalité et en fait heu...imposent des diktats qui paraissent souvent un peu aberrants. Voilà

Ouais ok.

Economique heu aussi bien heu culturellement qu'économiquement. »

Karine : « En même temps je suis quand même assez critique sur le fonctionnement des institutions,

ouais ?

le manque de démocratie heu, le fait que...

ouais, tu trouves que

ils soient éloignés quoi, ils sont un peu dans leur

ouais

dans leur tour là heu, enfin isolés à Bruxelles

mm

ils prennent les décisions et quel lien heu... »

On retrouve ici également la dénonciation d'un manque de démocratie, reproche déjà présent dans les réponses au questionnaire⁴³. Un second point majeur des critiques est le soupçon et parfois l'accusation de corruption qui marquent les représentations des acteurs de l'U.E., ainsi que celles du monde politique en général. Des associations avec la fraude financière et les conflits d'intérêts apparaissent, ainsi selon Thierry : « Y a trop d'intérêt en jeu pour que l'Europe, voilà.. **mette des règles là dessus ?** Bien sûr. Bah ils ont pris la facilité ! C'est, c'est les lobbies, ils ont pris, heu voilà. » Il apparaît clairement que le manque de confiance règne chez les enquêtés, quant aux actions des décideurs européens.

Mme Taval : « Ils sont pour l'pognon !

Vous parlez de qui quand vous dites ça ?

Bah, ce, l'Europe !

L'Europe, les dirigeants heu européens, c'est ça ?

Voilà. Ils s'en mettent plein les fouilles ! »

Tiphaine : « **Ma question c'est est-ce que t'as plus confiance heu dans l'Europe ou dans la France quoi, dans le gouvernement de l'Europe ou dans le gouvernement de la France ? Tu dirais quoi ?**

Aucun des deux parce que ils sont, toute façons la politique c'est un monde véreux donc heu »

Antoine : « Bah c'est les mêmes mecs.

Tu crois que c'est les mêmes ?

Ouais carrément !

Genre qui se connaissent et tout ?

Ouais, je te jure [petit rire, **petit rire**] qui grappillent un petit peu d'argent !

Ah ouais, tu pense que, ils grappillent un petit peu heu...[rire, rire]

Beaucoup même ! [rire, **rire**]

Ah ouais ?

Je pense bien. [rire, **rire**] »

On remarque que la critique des dirigeants européens s'assimile ici, et c'est souvent le cas, à la critique des dirigeants français. La différenciation et l'identification d'acteurs de l'Union européenne n'est pas faite par tous. En outre, il apparaît que pour beaucoup d'enquêtés l'idée d'acteurs européens ne désigne pas autre chose que les dirigeants des différents pays membres. C'est naturellement à eux que se réfèrent des enquêtés concevant plus l'U.E. comme une association de pays que comme entité propre.

Thierry : « De ces dirigeants ouais tout ça
Européens ?
Type Berlusco, européens ouais, tout ça.
Ouais, ouais
Ils piquent dans le pot et pis c'est tout »

On peut dire en ce sens que, comme l'identification des acteurs, certaines critiques et notamment celle du manque de démocratie et de la volonté de « maîtriser en tant que citoyen les décisions » (Karine) est le fait des enquêtés les plus érudits, souvent diplômés ou politisés. L'accusation d'un manque de démocratie demande un niveau de conceptualisation de l'U.E. et de pratique politique que beaucoup d'enquêtés ne possèdent pas.

Si on trouve donc des représentations des acteurs européens très négatives chez un certain nombre d'enquêtés, on est plutôt face à une absence de représentation chez les autres. En ce sens, les acteurs européens en tant que tels sont peu visibles et peu considérés, c'est ainsi presque systématiquement l'enquêteur qui les fait apparaître au cours de l'entretien. Les acteurs de l'U.E. sont parfois parfaitement ignorés, réalités inexistantes des discours et des représentations de l'Europe, et ce logiquement quand l'U.E. est réduite à une association de pays sans institutions propres. On observe également un mélange des sphères de représentations des mondes politiques de la France et de l'U.E. parfois, notamment chez les enquêtés ayant le moins de connaissance de l'U.E., les moins diplômés ou politisés. C'est pourquoi un thème comme la corruption sera plus présent chez ces enquêtés, dans la mesure où il constitue une caractéristique de la classe politique, à laquelle les acteurs européens se trouvent dès lors assimilés. On constate en effet que c'est l'ensemble des acteurs politiques qui souffre d'une très mauvaise image chez les chômeurs interrogés. Il est ainsi courant dans les discours de retrouver les thèmes de la corruption, d'une « rivalité stérile » (Lucien), d'une politique spectacle ou de la crispation autour du pouvoir.

b. L'Europe invisible au quotidien, l'U.E : un objet politique non identifié

Si les acteurs politiques en tant que tels sont déconsidérés ou peu conceptualisés parce que peu connus, on peut se demander si l'U.E, comme entité, est conçue comme une réalité forte et agissante dans la vie des enquêtés. L'Europe a-t-elle des effets ? On comprend assez rapidement que ce n'est pas le cas : l'U.E est un objet lointain et sans grandes conséquences pour beaucoup de chômeurs interrogés, l'Europe n'a pas changé la vie. Si des points d'actions ayant produits des effets concrets sont parfois isolés (Antoine parlera par exemple, sans la nommer, des effets de la PAC dans les Landes, son département d'origine), c'est ponctuel et rarement en référence à une transformation ayant trait à la vie personnelle de l'enquêté. Malgré l'impact réel de l'U.E et de ses politiques, les perceptions subjectives des enquêtés restent faibles et liées à des réalités très circonscrites. Une différenciation se fait néanmoins ici avec les chômeurs les plus politisés qui, eux, opèrent des évaluations des actions de l'Europe, on y reviendra. Mais pour la plupart, l'U.E. est peu perçue comme

⁴³ Cf. les tableaux 4 et 5, p. 40. Les orientations « Plus de démocratie, participation des citoyens, (être plus à l'écoute des gens) » et ne pas « Faire de l'élitisme, de la technocratie. Ne pas écouter. » étaient exprimées.

une réalité agissante et elle n'a pratiquement aucun effet identifié. On rejoint ici les souhaits exprimés dans les tableaux 4 et 5 de « plus de communication » sur les actions de l'Europe. Il y a chez beaucoup de chômeurs interrogés peu de mise en rapport entre des transformations de la vie sociale ou économique et une action directe de l'Europe et même si l'euro est parfois cité, peu d'enquêtés identifient explicitement des effets de l'U.E. quand la question est posée :

Antoine : « Heu... Est-ce que t'as l'impression que l'Union européenne à eu des effets dans ta vie quotidienne, heu.. Dans ta vie de tous les jours, pour toi, pour tes proches.
Prrrr, que dal.
T'as pas remarqué, tu trouves pas particulièrement que genre on sent les lois, on sent les lois européennes ou
Non. »

Jean-Marc : « T'as l'impression par exemple de recevoir des avantages de
Oh !
l'Union européenne ?
Non.
Pas particulièrement ! [rire]
Non, non. [petit rire] Ah non, non parce que là !
Et t'as l'impression d'avoir des inconvénients, plutôt ? [sourire]
Heu.. non plus non en fait.
T'as l'impression de pas avoir grand chose quoi heu
Non, non c'est heu... »

Tiphaine : « Ouais, ils se prennent toujours la tête. Tu sais ils font pas grand chose hein. C'est juste histoire de dire qu'ils ont fait quelque chose mais depuis on en entend pas beaucoup parler hein.
Ouais c'est vrai que d'toutes façons heu
Depuis le super drapeau et les douze étoiles !
Ouais voilà c'est ça ! On, sait qu'il y a eu ça et puis heu
Depuis y a pas grand chose hein. »
« Bon alors après, est-ce qu'il y a d'autres trucs que tu pourrais reprocher à l'Europe. [...] Ou des avantages à la rigueur ?
Non. Des avantages j'en vois pas, franchement heu.
[petit rire] zéro ?
Non je vois pas. »

Arnaud : est-ce que t'as l'impression que l'Europe, l'Union européenne, elle à des effets dans ta vie heu quotidienne quoi, de tous les jours
heu
parmi tes proches machin est-ce que
non, non
T'as pas du tout l'impression de la ressentir
Non, non, non, non.
Parce que pourtant y a l'euro.
J'avoue. Mais heu, jusque là, pour moi, l'euro à pour l'instant, du fait que je voyage pas ça reste le franc quoi »

Sandra : « Est-ce que vous avez l'impression que l'Union Européenne a des effets dans votre vie quotidienne ?
Aucune.
Rien du tout ? Invisible ?
Absolument rien du tout. »

On trouve sans doute ici une première explication de l'importance des chômeurs ayant donné la réponse « mitigé » ou « ne se prononce » pas à la question de la satisfaction par rapport à l'action accomplie de l'U.E. (70,2% pour les deux réponses accumulées⁴⁴). S'il n'y a pas d'actions accomplies ou de politiques identifiées, comment se prononcer ? L'U.E. a donc des effets minimes voire nuls dans l'univers de beaucoup d'enquêtés. Ainsi peu se considèrent comme des acteurs de l'Europe, et ce quel que soit leurs positionnements. Ainsi Laurence qui est fortement européeniste ne projette dans l'Europe qu'une réalité avec laquelle elle n'a pas de contacts. C'est le cas de beaucoup de nos enquêtés :

Laurence : « après est-ce que t'as l'impression d'avoir participé ou de participer à la construction de l'Europe ou pas trop ?
Non.

⁴⁴ Cf. Tableau 3, p. 35.

Pas particulièrement ? C'est quand même quelque chose qu'est assez heu
C'est lointain. »

Arnaud : « **Heu est-ce que t'as l'impression d'avoir participé à la construction de l'Europe ou pas ?**

Moi ? [rire]

Ouais toi ! [rire] C'est ma question écoute heu [sourire]

Un rire « ah ! ah ! ah ! » [il s'adresse au dictaphone]

[rire] **Je note : « rire ».**

[rire] Ouais, vas-y c'est comme ça qu'ils font dans les journaux !

Ouais, c'est vrai ! [rire, rire] Alors je mets « grand rire »

Ouais, « grand rire commun ». [rire] Heu bah non, je pense pas non. »

On trouve alors logiquement dans les discours peu de références à l'expérience pour justifier ses positionnements sur l'Europe. On notera tout de même ici que quelques enquêtés pro-européens affichent volontairement l'idée qu'ils évoluent dans un monde déjà européen. Mais les références à des effets concrets ou précisément identifiés de l'U.E restent faibles :

Fanny : « **Genre qu'elle est invisible ou t'as l'impression heu, genre quand elle fait des lois, t'as l'impression heu**

Mais non ! On le vit au quotidien. Si y avait pas l'Europe, on ne serait pas mélangé, on aurait pas toutes ces cultures

Ouais d'accord ok.

on apprendrait pas à connaître les gens.

Ouais, t'as l'impression qu'elle est vivante et qu'elle est ?

Oui, voilà elle est tout autour de nous quoi. Complètement. »

L'Europe est donc peu visible dans l'existence des enquêtés et ses effets peu présents à leurs esprits. Hélène résume la situation : l'Europe est « à l'écart des gens ». Les enquêtés ne se considèrent pas acteurs de l'Europe et ses politiques sont peu connues. On a sur l'ensemble des enquêtés une seule référence à la PAC et une autre seulement aux délocalisations potentielles et à la directive Bolkenstein qui a pourtant fait couler beaucoup d'encre et qui concerne d'assez près notre population.

L'analyse des entretiens permet de constater que l'Union européenne à, en outre, peu de saillance politique chez les enquêtés. Qu'est-ce que cela signifie ? L'Europe est peu conçue comme une institution autonome, on l'a déjà dit, les enquêtés lui accordent en outre peu de conséquences mais de plus, si ceux-ci identifient l'U.E. comme un objet appartenant à la sphère politique, ils la projettent peu comme une entité politique avec les prérogatives qui lui sont rattachées. En ce sens, l'U.E n'est pas l'objet de revendications fortes de la part des enquêtés et on lui associe spontanément plus volontiers des valeurs ou des termes concrets d'identification⁴⁵. Les chômeurs interrogés lui accordent en fait peu de responsabilité de transformation et peu de pouvoir, peu de capacité d'action politique donc :

Thierry : « hein on va pas tout casser ou tout remettre en cause et qu'y ait un truc, heu, un truc unique »

Jean-Marc : « **Mais tu crois que l'Europe ça peut servir à ça ou, fin tu crois que ça sert à ça ou pas du tout ?**

Bah..

Ça pourrait

Pas vraiment non, ça [un mot] un peu [rire] C'est, hein c'est pas tellement la grande révolution non plus ! »

Fanny : « **mais au niveau des richesses genre on galère un peu pour la tune quoi. Pour trouver du boulot et tout pour heu tu vois ce que je veux dire ?**

Ah ouais mais ça c'est pas l'Europe en elle-même je pense. »

Tiphaine : « D'toutes façons ça à changé quoi dans notre vie ?? Sincèrement à part l'euro [que j'ai introduit]

Ouais bah ouais c'est clair. C'est une de mes questions. Est-ce que t'as l'impression que ça a ouais, changé la vie, eu un effet dans ta vie heu ?

Bah ça à changé quoi ? A part l'Euro, pas grand chose. »

Laurence : « Bah moi heu... Oui c'est en moi donc heu, mais bon heu, je pense que y aurait pas l'Europe, je serais dans la même situation »

⁴⁵ Cf. Tableau 1, p. 16, concernant les associations spontanées de termes à l'U.E.

En ce sens, les enquêtés lui accorde peu leur confiance, l'U.E. n'est pas considérée comme une entité politique capable de transformer la situation socio-économique dans l'avenir :

Arnaud : « Ah c'est dur hein, c'est dur. Déjà c'est dur d'avoir confiance dans un chef d'Etat de son propre pays, **ouais** donc heu **donc heu ce serait encore plus dur heu** ouais, ouais »

Mme Tavol : « **Heu est-ce que vous diriez que vous avez plus confiance dans heu l'Union européenne pour régler les problèmes, ou dans le gouvernement français ?** Gouvernement français ! **Ouais ? Sans hésitation ? Vous avez pas trop confiance dans l'Union européenne pour régler les problèmes heu ?** Je connais pas ! [rire] **Ouais. Vous, [rire] on sait pas trop [rire] on, sait pas assez ce qu'ils font quoi** Ah ! Je ne sais pas ce que je boufferai ! [grand rire] »

Thierry : « **Ma question suivante c'est est-ce que t'au, t'as confiance dans l'union européenne pour régler les problèmes politiques, économiques et sociaux ?** Bah c'est à dire pour l'instant j'ai voté non. C'est clair que... **Mm ?** Pour l'instant non. Y a pas de, de... On a un gouvernement fantoche qui.. pense qu'au fric. »

Antoine : « Rien qu'à voir le référendum tout ça quoi, ils sont pas tous pareil **Faire un quoi ? J'ai pas compris.** Le référendum, tu sais, le non tout ça, tout se qui s'est passé. **Ah oui, oui** C'est un truc de ouf, t'as deux pays qui sont pas d'accord, et vas-y. La loi elle passe pas. **Ouais, ouais, c'est pas facile aussi** Ouais c'est ça, c'est carrément le bordel. »

Jean-Marc : « Ben, que, il faut forcément heu faire peut-être des bilans heu tous les 20 ans hein heu carrément [sourire, rire]. Il vaut mieux faire carrément en 2020 heu en 2040 **En 2020 on verra heu ouais, ouais** voire ce que ça donne. »

Pour beaucoup, à l'image de Laurence, le pouvoir et la faible capacité d'action de l'U.E. ne permettent pas de projeter en elle une alternative politique. Les Etats demeurent les acteurs politiques réels et on leur accorde souvent plus de pouvoir, on y reviendra.

Laurence : « **Si je mets en concurrence est-ce que t'aurais plus confiance heu dans l'Union européenne que dans le gouvernement français heu ?** Bah pareil ! [grand rire] **Pareil ! Sans problème quoi.** Ils y arrivent pas heu, l'Europe, l'Union européenne devrait pas y arriver non plus mais bon ! [rire] faut garder l'espoir, faut garder l'espoir. »

En ce sens, l'U.E n'est pas porteuse d'espoir de changement et aucun discours d'utopie politique n'y est rattaché. Pour un certain nombre de chômeurs interrogés, l'Union européenne n'est pas conçue comme un moteur d'actions et de réalisations sur lesquels on peut la juger, à l'image d'un gouvernement national. En ce sens, et cela rejoint l'absence d'identification d'acteurs politiques, peu de noms de politiciens sont spontanément associés à l'U.E. (on en trouve 3 occurrences⁴⁶). On projette peu dans l'U.E. des positionnements, des projets et des clivages politiques possibles. Ainsi certains chômeurs, ne conceptualisent pas un niveau d'action européen. Ce sont encore les Etats qui décident. A l'image de Lucien qui, malgré mes toutes mes relances, ne considèrera jamais la possibilité d'une réponse politique de l'Union européenne qui aurait pu être produite lors de la guerre en Irak. Il ne raisonne qu'en terme de pays et de peuples :

⁴⁶ F. Mitterrand, J. Delors et S. Berlusconi, lors des associations de termes. Les enquêtés n'associent pas l'U.E. à des réalisations politiques d'hommes, ni à des politiciens particulièrement marquants.

Lucien : « **Justement par exemple par rapport à l'Europe, vous trouvez que l'Europe aurait pu faire quelque chose ?**

Ouais, c'est un contre, c'est un contre-poids mais bon

Mais par rapport à la guerre en Irak je veux dire Parce que y a eu heu, y a pas eu d'action commune quoi. Y a des pays qu'ont été d'accord, des pays qu'on dit non

Ouais pis ils ont été vachement conditionnés. Y a un terrorisme intellectuel hein de, de la part de la droite. Je vois un pays comme le Portugal

mm

L'Espagne par exemple on les culpabilisait heu comme quoi ils étaient pas solidaires heu que peut-être quand on vous dit que le mec là il a des armes de destruction massive, qu'il va tout faire péter. Qu'on le présente comme un comment, qu'il à commis des génocides et cetera

Ouais, ouais, ouais

Pff, c'est

C'est vrai que là-dessus, il y aurait, y aurait pu avoir une réponse commune quoi. Mais là y pas eu.

Ouais mais faut, bon, y a, soutien, y a un mouvement populaire comme heu le, le, bon. C'est pas vérifiable ça. C'est pas vérifiable.

De quoi, de, ce que pensent les gens ?

Non c'est pas vérifiable heu le, le, le, le lambda qui va bosser tous les matins

Ouais ?

comment il peut, comment ça serait vérifiable si Saddam Hussein il à fait ci ou pas

ouais. Mais même de la part des pays y a pas eu de réponse collective.

Voilà bon voilà. Chirac il a dit non après heu trois jours de ter, tergiversations. Heu y en a qui attribuent heu, je vous disais que si j'avais voté non pour l'Europe c'est pour pas lui attribuer le, le...»

En outre, certains enquêtés me parlent presque exclusivement, pendant ces entretiens sur l'U.E, de la situation française. On peut noter d'ailleurs que si j'utilise le terme d'Union européen, peu d'enquêtés le feront. Ainsi même si l'association de l'Europe à une réalité de l'univers politique est tout à fait ancrée et présente, l'U.E. reste un objet politique sans contenu et sans pouvoir. Laurence en confondant l'ONU et l'UE dans son propos illustre ce fait : ce sont deux organisations politiques et supranationales considérées comme importantes mais aucune ne produit d'effets concrets identifiés par l'enquêtée lui permettant d'investir, au travers de capacités de réformes par exemple, un sens personnel dans l'institution. On trouve peu de représentations d'une Europe politique chez les enquêtés. Encore une fois néanmoins, une distinction est nécessaire entre eux. En opposition à ce qui précède, un certain nombre identifient clairement des orientations politiques de l'Europe et relie la situation socio-économique à un effet de l'Union. Nous reviendrons longuement plus loin sur l'importance de l'Europe politique pour cette sous-population, toutefois minoritaire dans notre effectif d'entretiens et caractérisée notamment par son niveau de politisation.

c. Politique française et Union européenne

Il n'est pas anodin que la France et la situation française soient très présentes dans le discours de certains enquêtés. En effet, on trouve plusieurs points de jonction des sphères de représentations de la situation politique française et de celle de l'U.E., voire des mélanges parfois et jusqu'à des confusions chez certains enquêtés. C'est le cas, extrême, de Kaba (il est sans doute celui dont la représentation de l'U.E. et du monde politique est la moins claire) qui répond ici à une interrogation sur son sentiment de participation à l'U.E : « J'ai l'impression, plus ça va, plus ça change heu. Avec les lois Sarkozy et tout ça. » Chez lui, la représentation du monde politique est tellement peu structurée que les sphères, les institutions et les acteurs des pouvoirs français et européens, tout comme leur actions, appartiennent à un même domaine de représentation indifférencié. C'est parfois le cas, dans de moindres mesures chez d'autres enquêtés où l'on trouve des mélanges de représentations entre les univers politiques français et européen. Ainsi Fanny confond les deux niveaux politiques et

institutionnels en faisant référence au Parlement français vu à la télévision, pour parler du Parlement européen :

Fanny : « alors j'ai dit « parlement » parce que justement en ce moment, quand tu m'as dit ça, en regardant la télé, y a beaucoup de tout ce qui est parlement, ça parle beaucoup de, de l'Europe heu

Ouais tu m'avais dit que tu regardais ...

Ouais, ouais, bah en ce moment ils, ils, passent que ça quoi sur la 2, sur la 3, ça, ça piapiate beaucoup

Chai pas moi j'ai pas, tu trouves qu'ils parlent beaucoup de l'Europe en ce moment ?

Ah ouais, ouais. Enormément quoi, surtout qu'il va y avoir les élections l'an prochain donc tout ça, ça joue. »

Si elle désigne ici l'Europe comme un enjeu électoral, c'est plutôt parce qu'elle englobe dans sa représentation du domaine politique de nombreux éléments plutôt confus où parce qu'elle cherche à souligner sa connaissance des échéances électorales. En effet, elle niera quelques lignes plus bas, l'importance politique de la question de l'Europe dans le débat français. Néanmoins, à l'image de Fanny, pour beaucoup d'enquêtés l'univers politique européen est lié à la représentation du monde politique français. C'est souvent d'ailleurs, on l'a vu plus haut, dans une représentation collective assez négative des politiciens. En ce sens, on avait déjà dit que le fait de conférer à la France un rôle originel et central en son sein faisait de l'U.E. une continuité politique de la France et cela contribue donc à mêler les deux représentations. Interrogés sur les liens entre les deux sphères politiques, les enquêtés répondent pour la plupart que les milieux politiques français et européens sont comparables ou liés. La perméabilité entre les deux milieux politiques en termes de sièges électoraux est soulevé par Karine (on remarque qu'un poste européen est moins valorisé qu'une charge française), Thierry dénonce même des pratiques de « copinage » pour dessiner une classe politique englobant les milieux français et européens, reprise sur le même ton dénonciateur par Arnaud :

Karine : « Je vois des différences, mais je vois que c'est les mêmes gens aussi. C'est à dire que

mm

En français, heu, une partie des politiques heu qui ont pas été retenus dans le gouvernement heu

ouais

enfin voilà postulent à un

à un poste européen

voilà de député européen

d'accord

donc après on entend moins parler d'eux parce que justement on parle un peu trop en France à mon goût de.. des affaires franco-françaises que voila.

D'accord

Donc c'est un peu les même heu. Je parle en français de ce que je sais.

Ca peut être une porte heu. Un peu une porte de sortie quand t'as pas eu de

Voilà et pis ça reste prestigieux, c'est une porte de sortie, ça doit être bien rémunéré, on peut [rire] on peut heu ouais »

Thierry : (A propos des milieux politiques français et européens) « Non, ils sont pas indépendants, ils sont liés c'est évident.

mm

Ils se ressemblent je veux dire que c'est, c'est. C'est comme un syndicat hein finalement. C'est toujours les mêmes têtes heu.

mm

Regarde quand on vire quelqu'un par la fenêtre heu et cetera, bon ben tu le retrouves heu détaché auprès du président de..

ouais

regarde Toubon l'autre jour je le, je vois sa gueule »

Arnaud : « Et est-ce que tu trouves que y a un grande différence entre les hommes politiques du gouvernement français en gros et ceux qui font heu ceux qui décident pour l'Europe tu vois, les hommes politiques européens. Est-ce que tu crois que c'est des gens différents ou que c'est le même milieu et qu'ils se connaissent..

C'est le même milieu

A ton avis ouais ?

Ah je pense. Ouais. C'est le même.

Les mêmes sphères, les même gens qui...

Exactement.

Genre ils se connaissent et pis heu

Les mêmes tireurs de ficelle. [rire, rire]

Les même tireurs de ficelle.

Tout d'façons tout le monde sait donc heu. »

On ne rencontre jamais dans notre population l'idée reçue d'un renvoi des responsabilités fâcheuses ou des décisions impopulaires à l'U.E. par les politiciens français (est-ce dû à une faible politisation ?), il est plutôt souligné l'absence de l'U.E. dans les discours politiques en France. Les enquêtés ne construisent pas l'U.E. comme un enjeu politique majeur pour la France et on a vu que les positionnements des politiciens autour de l'U.E. étaient peu connus ou considérés. La remarque de Fanny montre bien combien l'U.E. n'est pas tenue comme un enjeu politique décisif : « il faut pas s'éparpiller », l'UE n'est pas un sujet central des débats politiques. Préoccupation auxiliaire, l'U.E. n'est donc pas au faîte de la hiérarchie des enjeux électoraux et des priorités politiques en France.

Fanny : « **Tu trouves qu'ils en parlent beaucoup d'abord ou pas ?**

De, Europe lui-même ? Non en ce moment, c'est plus la France. En ce moment, c'est stratégie.

Ouais, c'est pour les élections machin

Ils vont pas trop s'éparpiller sur l'Europe. S'ils s'éparpillent, ils savent qu'ils vont éparpiller les français. Donc ils préfèrent avoir déjà des bases sur la France que sur l'Europe tu vois [...] Mais à la base heu là c'est l'élection française tu vois donc heu faut pas rigoler avec ça, faut pas s'éparpiller quoi. »

On trouve également soulevé dans les discours un usage particulier de l'U.E. par les politiciens français. C'est leur opportunisme qui est ici désigné par les enquêtés. L'Europe, toujours considéré dès lors comme un objet secondaire, est un enjeu auquel on fait appel quand on en a besoin. Il y a une utilisation stratégique de l'U.E. chez les hommes politiques français qu'on retrouve dans les discours de plusieurs chômeurs interrogés.

Thierry : « **les hommes politique en parlent pas beaucoup ?**

De l'Europe ?

Ouais de l'Europe ouais, de l'Union européenne.

Bah écoute ils en ont parlé, ils en parlent juste quand il y a des élections pour heu

mm

mettre leur petits copains et cetera. Donc des fois c'est juste un mois avant

mm

parce que l'Europe, ça prouve que, alors que l'Europe on devrait en parler toute la.. Assez, régulièrement quoi. »

Lucien : (a propos de J. Chirac) « C'est une manipulation

Ouais.

C'est un type qui encore, je me souviens à l'époque de Pasqua, il parlait du souverainisme. Il était contre l'Europe

Ouais, ouais, ouais.

Il a pris l'Europe

En fait, vous avez, il fait ça pour son intérêt

Bah c'est un type, c'est opportuniste ! »

« Heu moi j'ai, curieux que, que Fabius il appelle à voter non

Ah bon ?

Bien sûr, j'ai voté, j'ai voté

Parce que ?

Parce que je trouve qu'il a, c'était un peu heu égocentrique ce qu'il a fait, que c'est un peu narcissique. »

Laurence : « **Et heu est-ce que t'as l'impression que les hommes politiques en parlent beaucoup ?**

Bah quand ça les arrange.

Ouais ! [rire] Quand ça peut leur servir.

Bah oui. »

Si les niveaux de mise en relation divergent, et on peu parler de confusion pour quelques enquêtés, tous les enquêtés se représentent un lien existant entre l'univers politique français et européen. A travers les hommes d'abord et en premier lieu mais également de manière plus large. C'est à partir de la réalité française, première et parfois unique réalité politique connue, que l'U.E. peut être conceptualisée comme un objet politique et en ce sens, même les enquêtés politisés construisent leurs représentations de l'Europe à partir d'une structuration idéologique acquise par rapport à l'univers politique français. Une question est soulevée par ces observations. A partir du constat d'un lien établi

par les enquêtes, de manière explicite ou implicite, entre les réalités politiques françaises et européennes, on peut se demander si une part de l'évaluation de l'U.E. et donc de la structuration des attitudes se fait chez les chômeurs interrogés par rapport à la vie politique française et ce notamment, lors des votes concernant l'Europe.

2) Pratique politique de l'Europe

Un moyen important de mesurer l'attitude de nos enquêtés par rapport à l'Europe réside dans l'analyse de leur pratique politique déclarée en lien avec l'U.E., autrement, dit de leur participation et de leurs représentations des élections européennes ainsi que du référendum sur le traité constitutionnel européen du 29 mai 2005.

a. Les chômeurs et les élections européennes

En interrogeant les chômeurs, lors du questionnaire, sur leur participation aux élections européennes de juin 2004, on obtient la répartition proposée dans le Tableau 10 :

Tableau 10. La participation des chômeurs aux élections européennes.

Vote aux élections européennes	Nb. cit.	Fréq.
a voté	28	19,9%
n'a pas voté	98	69,5%
ne se souvient pas	15	10,6%
TOTAL CIT.	141	100%

Il ressort nettement que les chômeurs interrogés se sont largement abstenus de participer aux élections européennes. C'est là, il est vrai, une attitude commune au reste de la population française, mais notre population se différencie ici par l'importance de son taux d'abstention : 69,5%, par rapport aux 57,2% de la population française, soit 12 points de plus et ce sans comptabiliser les enquêtés qui ne se souviennent pas avoir voté ou non. Les chômeurs interrogés ont donc massivement peu voté et il est alors intéressant de chercher à comprendre pourquoi et ce qui différencie les votants des abstentionnistes. Plusieurs variables se détachent pour répondre à cette dernière question. Tout d'abord un parallélisme apparaît clairement entre le vote aux élections européennes et le niveau de diplômes des enquêtés. Le tableau 11 montre que les enquêtés diplômés du supérieur (Bac +1 à Bac +5) votent proportionnellement plus que les chômeurs interrogés ayant un niveau de diplômes inférieur au bac. Les taux d'abstention pour ces catégories les moins diplômées s'élèvent ainsi jusqu'à 81,6% pour les enquêtés de niveau collège, BEPC ou certificat d'étude et 87,9% pour ceux qui détiennent un Bep ou Cap. (Les enquêtés de niveau bac se situent entre les deux catégories, avec une forte proportion de non votants).

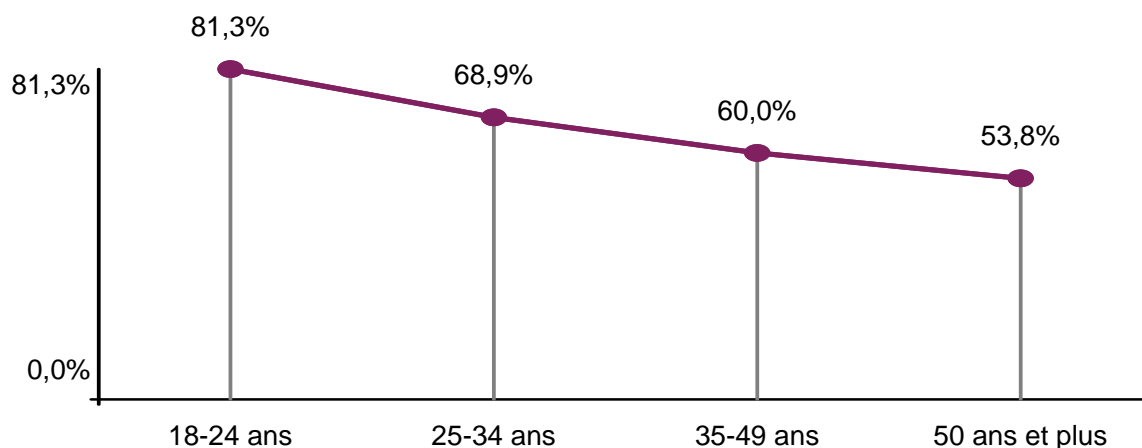
Tableau 11. Croisement du vote aux élections européennes et du niveau de diplôme.

Diplôme	Collège,B EPC ou c ertificat	CAP,BEP	Bac	Bac+1,2, 3	Bac + 4 et plus	TOTAL
Vote aux européennes						
a voté	10,5%	6,1%	25,0%	32,1%	34,6%	19,9%
n'a pas voté	81,6%	87,9%	68,8%	50,0%	50,0%	69,5%
ne se souvient pas	7,9%	6,1%	6,3%	17,9%	15,4%	10,6%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Si ce lien du niveau de diplôme à l'abstention aux élections européennes n'est pas une caractéristique réservée à notre population de chômeurs, comme le soulignent B.Cautrès et V.Tiberj dans leur étude des élections européennes⁴⁷, il y est plus particulièrement prononcé chez les peu diplômés. Le niveau de diplôme est donc un élément significatif et dans notre population les chômeurs les plus diplômés font preuve d'une plus forte pratique du vote européen. Une autre variable paraît importante dans la caractérisation des abstentionnistes et des votants de notre population de chômeurs : c'est l'âge. En effet, une grande disparité de l'abstention apparaît quand on divise la population par tranches d'âge. Le graphique 1, qui propose cette répartition, montre que l'abstention décline avec les années. Ce qu'il faut surtout souligner ici, c'est l'importance de l'abstention des jeunes qui s'élève à 81,3 %. Ainsi 8,3% seulement des chômeurs de 18-24 ans interrogés déclarent avoir voté aux élections européennes. Les travaux d'A.Muxel soulignent que cette abstention forte des classes d'âge les plus jeunes constitue un phénomène général, en France comme dans le reste de l'Europe⁴⁸.

⁴⁷ Bruno Cautrès et Vincent Tiberj soulignent l'effet du niveau de diplôme dans la participation aux élections européennes « plus haut le diplôme, plus forte la propension de vote exprimés ». En ce sens, notre taux d'abstention en ce qui concerne les chômeurs diplômés diffère peu du chiffre proposé par les auteurs pour l'ensemble de la population française diplômée: 52 % pour les diplômés du supérieur, contre 50% dans notre population. Dans notre population de chômeurs se sont les enquêtés les moins diplômés qui semblent s'abstenir plus que dans le reste de la population française (68% pour les sans-diplôme, 48% pour les études primaires et 60% pour les secondaires selon les mêmes auteurs). Bruno Cautrès et Vincent Tiberj, *Une sanction du gouvernement mais pas de l'Europe. Les élections européennes de 2004*, Les Cahiers du Cévipof, Paris, n°41, mai 2005, p. 165. L'ouvrage se base sur les sondages du PEF, Panel électoral français et des EES, European Elections Studies.

⁴⁸ A.Muxel relie cette abstention à trois motifs : un effet d'âge tout d'abord au travers de l'existence d'un « moratoire électoral des années de jeunesse » qui décrit une période plus ou moins longue et prononcée de « mise en éclipse » de la participation. Un effet de période ensuite : l'abstention des jeunes s'inscrit dans une désaffection générale des élections européennes. Un effet de génération enfin : l'auteur observe que les jeunes générations développent « autre type de rapport politique à l'Europe. Le vote n'est plus l'outil par excellence de l'expression démocratique et les jeunes ont à son égard une relation plus ténue que leurs aînés. » La participation protestataire acquiert ainsi chez eux une légitimité et une place plus importante qu'elle ne recouvre chez leurs aînés. Anne Muxel, « Les jeunes et les élections européennes : un paradoxe démocratique ? », dans Pascal Delwit et Philippe Poirier (dir.), *Parlement puissant, électeurs absents ? Les élections européennes de juin 2004*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2005, p. 207 et 213.



Graphique 1. La proportion d'abstention aux élections européennes selon les tranches d'âge.

Si cette abstention des jeunes participe là encore d'un phénomène commun à l'ensemble de la population française, il s'accroît tout à fait dans notre population puisque la même mesure de l'abstention sur l'ensemble des jeunes français lors des élections européennes de juin 2004 est de 62%, soit presque 20 points de moins⁴⁹. L'âge et le niveau de diplôme apparaissent comme les deux variables donnant le plus de sens à cette répartition de l'abstention chez nos enquêtés⁵⁰. Il n'en demeure pas moins que la majorité des enquêtés, et ce toutes catégories confondues, n'a pas voté et affiche un taux d'abstention supérieur ou avoisinant les 50%, révélant une pratique politique très faible en ce qui concerne les questions européennes.

Pour essayer de caractériser ces votes et abstentions et d'approcher leur compréhension, on peut se pencher sur les discours des enquêtés concernant leur pratique du vote européen et leur représentation des élections européennes. Une grande convergence de discours et d'attitudes apparaît quand on interroge les chômeurs ayant voté sur le sens de leur vote aux élections européennes :

Marina : « J, je.. J'arrive pas plus à me souvenir justement là, c'est quand même grave.

mm

Mais enfin c'était une période un peu bousculée de ma vie. J'arrive plus à me souvenir si heu. Si j'ai voté pour la liste de Chevènement ou pour une autre. Je sais plus s'il avait une liste ou pas. Parce que c'est lui qui représentait heu on va dire heu la position que je trouvais la plus heu »

Lucien : « Ouais vous vous me par, m'avez demandé, je m'en rappelle ça m'avait frappé, si j'avais voté pour la députation européenne.

ouais

Et vous ai dis non mais j'en suis pas sûr, je me rappelle pas. »

Mme Tavoil : « **Heu pour les élections européennes vous m'avez dit que vous alliez pas voter. Si que vous aviez voté mais que vous vous souvenez plus ce que vous avez voté.**

Je me souviens,

Pour les élections heu

je me souviens plus. »

⁴⁹ 62% des français de 18-24 ans se sont abstenus aux élections européennes de juin 2004. Chiffre tiré de l'ouvrage de Bruno Cautrès et Vincent Tiberj cité ci-dessus, *ibid.*

⁵⁰ On peut ajouter que chacune des deux variables à son importance propre puisque l'effectif de diplômés du supérieur dans notre population d'enquêtés est à peu près équivalent entre les tranches d'âge des 18-24 ans : 20,9% et celles de 50 ans et plus, les moins abstentionnistes, qui comportent 23,1% de diplômés du supérieur. La différence de participation entre les tranches d'âge ne se réduit donc pas à une différence de niveau de diplômes. On ajoute ici que la reconnaissance partisane réduit également l'abstention : 50% des enquêtés qui déclarent se reconnaître dans un parti ou dans un leader politique s'abstiennent contre 75,2% pour ceux qui ne se reconnaissent pas. Les autres variables observées (niveau de revenu, durée du chômage etc..) semblent peu explicatives.

Laurence : « **Alors est-ce que t'as voté aux élections européennes de mai 2004, je sais plus ce que tu m'as dit ?**

Certainement ouais.

Sûrement mais ouais voilà, sûrement mais tu sais plus trop heu...

Non c'était quoi, y avait des ?

C'était, en fait c'est des élections je crois qui sont par listes. En fait tu votes pas pour des gens, tu votes pour une liste heu.

Ouais, je m'en souviens pas heu »

Tout d'abord il est courant que les enquêtés ai oublié leur vote c'est à dire le choix qu'ils avaient fait⁵¹, mais également le fait d'avoir effectivement voté ou non. On a pu voir dans les résultats du questionnaire que c'était le cas d'une part des enquêtés : 10% « ne se souvient pas » avoir voté ou non (il faut préciser que cette éventualité de réponse n'était pas proposée pour une part importante des questionnaires). Si l'éloignement du scrutin dans le temps joue un rôle, l'élection remonte effectivement à deux ans, cette forte régularité de l'oubli est tout de même significative du peu de considération accordé à l'élection européenne. En ce sens, aucun des enquêtés interrogés ne propose un discours clair et argumenté de son option de vote lors du scrutin européen alors que c'est une attitude récurrente concernant l'élection présidentielle de 2002 par exemple. En outre, comme le laisse entendre Laurence ici, la totalité des enquêtés interrogés ne connaît pas le fonctionnement des élections européennes. Le constat établi lors des entretiens est clair, on a affaire ici à un vote complètement « désinvesti » de la part des enquêtés, au sens où l'entend Daniel Gaxie⁵². Le vote aux élections européennes s'inscrit dans une routine électorale ancienne et s'explique ainsi. Autrement dit, on vote aux élections européennes par habitude et pour l'accomplissement d'un acte plus que dans un but électoral. En ce sens, l'inclusion du vote européen dans une pratique régulière du vote est explicite chez plusieurs enquêtés et utilisée parfois comme une explication.

Thierry : « **Et heu, tu, tu votes aux élections européennes heu**

Ouais, je vote à toutes les élections.

toutes les élections.

Cantonales, municipales.

Tu te souviens heu de ce que t'as voté aux dernières européennes par exemple ?

Bah les européennes c'était.

C'était en 2004, c'était en y a 2 ans.

J'avais voté PS

Ouais ? D'accord.

Parce que les, les bon je veux dire

Mais, mais, est-ce que c'est par une habitude de voter PS ou est-ce que c'est aussi sur le candidat, sur la liste qu'il y avait à ce moment là ?

C'était par rapport à la liste ! Par rapport à ce qui me paraissait bien. Mais bon déjà avec heu quelques, beaucoup de doutes aussi mais »

Marina : « je me souviens que j'ai voté à gauche, parce que toutes façons heu..

C'est heu ce que vous faites..

Voilà, je me souviens, j'ai voté à gauche aussi pour les, pour les municipales là à Paris. Alors qu'en fait j'étais assez. Oui, y a pas eu la heu... Je, je connaissais pas Delanœ et sa personnalité ne me plaisait pas du tout.

Vous avez quand même voté à gauche ? »

Sandra : « **D'ailleurs avez-vous voté aux élections européennes ?**

Oui ! j'ai voté Non.

Non mais aux élections pour élire les députés européens ? C'était il y a deux ans, en juin 2004 ?

Alors .. à oui....

Non mais c'est quelque chose on s'en souvient pas en général.

J'avais du faire blanc.

Ah oui ?

Ah oui-oui.

D'accord.

J'ai du mettre une enveloppe vide en fait.

⁵¹ Dans la population des enquêtés ayant déclaré avoir voté, les proportions de votants se souvenant de leur option de vote et celle des votants affirmant avoir voté, sans se souvenir précisément de leur choix sont à peu près équivalentes.

⁵² Daniel Gaxie, « Le vote désinvesti : quelques éléments d'analyse des rapports au vote », *Politix*, 22, 1993.

Ouais-ouais-ouais

Mais qu'est ce que vous voulez ? Quand on est devant quelque chose qu'on connaît pas..

C'est vrai que c'est quelque chose qu'on connaît pas. On ne sait pas trop.

Je veux pas faire une connerie. Donc je ne sais pas. Moi je vote parce que j'estime que c'est mon devoir. Mais quand je ne sais pas je mets blanc, c'est tout. »

Les enquêtés associent ici leur vote européen à une pratique usuelle de l'acte électoral et la question apparaît à Marina sans intérêt, elle enchaînera à mon interrogation sur les élections européennes un long discours concernant son vote aux élections municipales parisiennes, en détaillant cette fois les enjeux, les candidats et son questionnement intime. Cet engagement n'est jamais présent en ce qui concerne le vote européen chez les enquêtés rencontrés et l'on peut dire qu'il est vote désinvesti d'abord dans la mesure où il ne s'attache pas aux fins objectives qui lui sont assignées : l'élection des députés européens. Les enjeux européens sont absolument absents des discours des enquêtés concernant leur vote et aucun lien n'est établi à d'éventuelles orientations de l'U.E. ou à des thèmes proprement européens. En réalité, on est confronté à une absence générale d'engagement de sens dans ce vote.

Laurence : « Bah j'ai voté. Mais, je sais même pas s'il a gagné, fin si la liste pour laquelle j'ai voté

Ouais. Mais voilà toutes façons on sait pas trop heu qui est au parlement européen.

Non on sait pas du tout.

Mais donc t'as voté, tu voteras sûrement aux prochaines en fait ?

Oui, oui, je vote.

Ouais, tu votes en général.

Ouais. »

De même, la réponse de Karine est paradigmatique des attitudes des enquêtés ayant voté : elle ne maîtrise pas bien le fonctionnement des élections, elle ne se souvient pas de l'événement, ne sait plus vraiment si elle a voté ou non mais m'affirme avec une certitude sincère qu'elle votera aux prochaines élections européennes. Le fait de n'avoir pas voté aux dernières n'entame d'ailleurs nullement, du fait de leur faible importance, la pratique de vote constante qu'elle s'attribue.

Karine : « Ben c'est à dire que c'était quoi heu ?

C'était, fallait élire les députés européens donc c'était, en France c'était des listes je crois.

C'était des listes régionales ou...

Des listes d'un parti

Non ou, députés européens ?

Je crois que c'est, c'est une liste heu

Non j'ai pas voté.

Je pense que c'est des listes de partis nationaux.

Je, je crois pas que j'ai voté.[...]

mm. D'accord. Tu penses que tu voteras aux prochaines ou ?

Oui je vote toujours. »

La représentation est clairement commune à tous les enquêtés, les élections européennes sont peu considérées, méconnues dans leur fonctionnement et dans leur but, et peu visibles. Pour les chômeurs interrogés, votants comme abstentionnistes, elles se résument en réalité à un non-événement.

Antoine : « **Est-ce que toi t'as voté aux élections européennes heu**

Chai pas, je trouve qu'ils en ont pas trop, trop parlé quoi. Fin ça m'a pas marqué plus que ça.

Ouais, bah ouais, c'est ça.

C'est ça tu vois.

Ca marque pas trop.

Peut-être que tout le monde s'en fou, comme heu même les médias et tout ça

Bah peut-être. Peut-être que ouais, c'est moins excitant que quand c'est la France quoi

Mm, c'est vrai.»

Virginie : « **Et pour les élections européennes, ... vous avez voté aux dernières élections européennes ?non ? Vous votez pas en général pour les élections européennes ?**

Ben non, je ne sais même pas qu'elle était la question. »

On retrouve ici une partie des caractéristiques du modèle d'une élection de second ordre, dans ses dimensions « peu mobilisatrice » et « suscitant un intérêt de façade chez les électeurs » décrite ici par B.Cautrès et V.Tiberj⁵³ à partir de la théorie originelle de K. Reif et H. Schmitt⁵⁴, deux dimensions qui sont présentes chez nos enquêtés. On ne dira rien ici des autres caractéristiques concernant les résultats électoraux des partis aux pouvoirs et le faible investissement des partis politiques. Mais on peut souligner, à l'image de la dernière réplique d'Antoine que la perception d'un faible investissement politique et médiatique de ces élections est commune aux enquêtés, qui identifient très peu de positionnements des politiciens sur l'U.E on l'a déjà dit. Les discours des enquêtés convergent donc vers une catégorisation des élections européennes comme des élections de second ordre et l'on remarque en ce sens que les chômeurs interrogés opère un rapprochement explicite du vote européen avec d'autres élections à l'impact restreint que constituent les élections municipales et régionales, et ce malgré l'envergure internationale du scrutin européen.

Le vote européen se caractérise donc dans notre population par un faible investissement de sens et un ancrage dans la pratique, dans un comportement usuel de vote. C'est également un constat largement établi par les questionnaires. Le vote aux élections européennes se décline tout à fait par rapport aux différentes fréquences de vote des enquêtés : plus on vote en général et plus on vote aux élections européennes et inversement. Le tableau 12 montre que les chômeurs interrogés votant peu (jamais ou de temps en temps) n'ont absolument pas voté aux élections européennes (1 enquêté sur 141 en tout et pour tout !). Ils constituent bien le gros des abstentionnistes. Au contraire, les enquêtés déclarant voter *souvent* et *toujours* ont des taux d'abstention beaucoup plus faibles. La comparaison des deux catégories est d'ailleurs intéressante dans la mesure où elle illustre pleinement la différenciation de participation aux élections européennes par la pratique du vote. En effet, aux enquêtés déclarant voter « souvent » correspond un taux de participation assez faible aux élections européennes: 15% et ils constituent le plus grand nombre d'enquêtés ne se souvenant pas avoir voté ou non (27,5%). Ces votants affirmés mais non constants accordent une importance moindre, secondaire, aux élections européennes puisqu'ils ne les incluent pas ou peu dans leur pratique de vote et ne les catégorisent pas comme un scrutin important les ayant marqué. Au contraire, ce sont bien les enquêtés ayant une pratique constante du vote qui formeront la partie la plus importante des votant lors du scrutin européen.

⁵³ B.Cautrès et V.Tiberj, *Une sanction du gouvernement mais pas de l'Europe. Les élections européennes de 2004*, op. cit., p. 8.

⁵⁴ Karlheinz Reif et Hermann Schmitt, "Nine second order national elections, A conceptual framework for the analysis of European election results", *European Journal of Political Research*, 8, 1980, pp.3-44.

Tableau 12. Croisement du vote aux élections européennes avec la pratique du vote⁵⁵.

Vote	Souvent	De temps en temps	Jamais	Toujours	TOTAL
Vote aux européennes					
a voté	15,0%	3,1%	0,0%	65,6%	19,9%
n'a pas voté	57,5%	93,8%	94,6%	31,3%	69,5%
ne se souvient pas	27,5%	3,1%	5,4%	3,1%	10,6%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

On vote donc ici encore par habitude, conformisme ou devoir républicain. En ce sens, les formules affirmées de l'accomplissement de ce devoir civique, telles que « je vote, je suis un bon citoyen » (Samir) ou de l'usage nécessaire d'un droit précieux, sont monnaie courante dans les réactions des enquêtés par rapport à leur vote. Les résultats du questionnaire corroborent également l'idée d'un vote désinvesti. Le tableau 13 révèle que l'attitude affichée à l'égard de l'Europe à peu d'effet sur la participation.

Tableau 13. Croisement du vote aux élections européennes avec l'avis global sur l'U.E⁵⁶.

Vote aux européennes	a voté	n'a pas voté	ne se souvient pas	TOTAL
Avis global				
Plutôt et très favorable	20,5%	63,6%	15,9%	100%
Plutôt et très défavorable	22,2%	70,4%	7,4%	100%
Mitigé	21,7%	73,9%	4,3%	100%
Ne se prononce pas	12,5%	70,8%	16,7%	100%
TOTAL	19,9%	69,5%	10,6%	100%

La participation des chômeurs interrogés est assez similaire selon les positionnements et même moindre chez les enquêtés favorables que chez les enquêtés défavorables. Se déclarer européeniste ne correspond absolument pas chez les chômeurs interrogés à une traduction de l'attitude en pratique de vote. En outre, les résultats de l'enquête par questionnaire soulignent encore, comme dans les entretiens, l'idée que les élections européennes ne sont pas reliées à un enjeu politique. On cherche peu à y imposer des orientations politiques ou à peser sur l'action de l'U.E. Les enquêtés ne mettent

⁵⁵ L'intitulé des deux questions posées étaient : « -Avez-vous voté aux élections européennes de juin 2004 (pour élire les députés européens) Oui Non Ne se souvient pas Et si oui, pour qui : .»
-« Votez vous: 1. Souvent 2. De temps en temps 3. Jamais 4. Toujours ». On peut faire le lien avec les premières observations puisque la pratique du vote est plus ancrée chez les plus diplômés et peu chez les jeunes.

⁵⁶ L'intitulé de la question était « Finalement votre avis global sur l'Union européenne est-il : 1. Plutôt favorable. 2. Très favorable. 3. Plutôt défavorable. 4. Très défavorable. 5. Mitigé. 6. Ne se prononce pas. »

pas en relation leur représentation de l'U.E avec leur éventuelle capacité politique d'action sur elle dans le vote, avec une pratique politique européenne donc⁵⁷.

L'interrogation concernant le sens du vote européen aboutit à des résultats qui se corroborent entre les entretiens et les questionnaires. Elle permet de proposer une interprétation de l'abstention : ceux qui ne votent pas aux élections européennes sont ceux qui font preuve d'une pratique de vote irrégulière voire faible ou nulle. Ce sont les chômeurs qui votent plutôt peu ou pas du tout. Les entretiens sur ce point font apparaître chez les jeunes chômeurs interrogés, l'importance d'un abstentionnisme « hors jeu » selon la classification proposée par Anne Muxel⁵⁸. C'est à dire un abstentionnisme qui s'inscrit dans une désaffection de la vie civique et de l'acte électoral en général. La grande majorité des jeunes chômeurs interrogés ne votent jamais. Plusieurs prémisses d'explication peuvent être mises en avant. Leur méconnaissance du monde politique est d'abord soulignée par les enquêtés, le sentiment ensuite d'une pression sociale existant sur le vote, qui fera exprimer à plusieurs une peur de faire une bêtise ou la nécessité de ne pas se tromper, alliés enfin à une impression d'incompétence, trois caractéristiques rencontrés lors des entretiens qui constituent autant de voies vers l'abstention.

Arnaud : « Et heu donc ouais, pour les élections européennes par contre, ça t'intéresse pas du tout heu ?

Les élections européennes heu ?

Ouais. Pour élire les députés européens. Les députés européens c'est les mecs, comme en France qui se réunissent au parlement européen et pis heu

Ouais. Bah je les connais même pas il faudrait que

Non mais

Il faudrait que je vois leur programme heu... »

Fanny : « Et est-ce que heu les élections européennes ça t'intéresserait d'aller voter ou pas plus que ça ?

Non parce qu'alors là je suis complètement perdue. Là je peux pas

Ouais en même temps c'est le bordel. Parce que là les gens, ont les connaît pas.

Bah oui, je connais pas du tout quoi, je sais même pas qu'est ce c'est et à quoi ça sert une élections européenne. »

« **Mais tu me dis, t'en as discuté heu avec des gens ou des truc comme ça ou...**

Bah oui parce que souvent on te dit est-ce que tu as voté ?

Ah ouais ?

Souvent voilà, chaque fois qu'il va y avoir le vote, je suis sûre qu'ils vont me sortir, est-ce que t'as voté machin, tu vois

ok

Donc si je m'intéresse toujours mais... »

Tiphaine : « **Tout à l'heure tu m'as dit que tu votais pas par ce que ch'ai pu, que ça t'intéressait pas.**

C'est pas ça, c'est que j'y connais rien. Comme j'y connais rien,

Ouais tu veux pas voter n'importe quoi tu m'as dit.

Sincèrement j'y connais rien, je trouve que mon vote il serait stupide. Voter blanc ce serait aussi stupide. Quand on dit ouais, allez au moins voter blanc, je vois pas trop ce que ça va changer.

Ouais, ouais. Autant avoir heu, tant qu'à faire autant savoir

J'y connais rien, c'est ce que je disais à ma mère la dernière fois.

mmm

J'ai dis heu, écoute je vote pas mais heu je trouverais ça stupide de ma part de voter parce que heu j'ai aucun avis sur la question »

Les élections européennes demeurent finalement un objet complexe et lointain pour la plupart des chômeurs interrogés qui y participent très peu, on l'a vu, et y engagent peu de sens, à l'image de Jean-

⁵⁷ La mise en relation des réponses à la question « pensez-vous que l'U.E jouera un grand rôle dans votre avenir » avec le vote aux européennes montre que les chômeurs accordant à l'U.E. un rôle important ne votent pour ainsi dire pas plus que les chômeurs qui ne lui en accordent aucun (21,3% contre 18,2% de participation). Il n'y a pas de volonté d'influencer politiquement l'U.E. ou en tout cas pas de traduction de cette volonté dans une pratique de vote. Dans le même sens, les chômeurs ayant émis un souhait d'orientation pour l'U.E affichent un taux d'abstention assez proche de la moyenne générale 64,9% (pour 69,5%) pour ceux ayant émis un souhait à la première question (ce que l'Europe devrait faire) et 63,2% pour la deuxième (ce que l'Europe ne devrait pas faire).

⁵⁸ L'abstentionnisme *hors jeu* « est associée à un retranchement total ou partiel de la vie civique », il s'oppose à l'abstentionnisme *dans le jeu* qui correspond « à cette part des abstentionnistes qui restent en dehors de l'acte électoral tout en étant fondamentalement impliqués dans la

Marc qui, lui, n'a voté qu'aux élections présidentielles, enfin pas les dernières mais sûrement les prochaines.

Jean-Marc : (A propos des élections européennes)
 « ça c'est des trucs qui marquent moins hein.[...]]
les élections européennes, on se dit heu... fin bon
 ouais
on sait pas trop pourquoi... pourquoi on vote...
 ouais, vachement, faut être vachement impliqué pis heu, pis heu être pointu là-dessus. »

b. Le référendum sur le traité constitutionnel européen

Le second moment phare et récent de mise en pratique politique de l'Europe et révélateur des positionnements à son égard se constitue, en France, du référendum sur le traité constitutionnel européen, qui proposait aux français, le 29 mai 2005, de voter pour ou contre le texte donnant une constitution à l'U.E. Le tableau 14 propose la répartition des réponses de notre population d'enquêtés, récoltées par questionnaire à la question « Qu'avez-vous voté au référendum sur la constitution européenne en mai 2005 ? ».

Tableau 14. Le vote au référendum sur le traité constitutionnel européen du 29 mai 2005.

vote référendum	Nb. cit.	Fréq.
oui	25	17,7%
non	50	35,5%
N'a pas voté	57	40,4%
A voté mais ne veut pas dire	9	6,4%
TOTAL CIT.	141	100%

En ce sens, le détail du vote laisse apparaître les variables qui semblent les plus liées au vote Non dans notre population : le niveau de diplôme, la profession recherchée, et l'augmentation de la durée de chômage. Ainsi l'abaissement du niveau de diplômes, la descente dans la hiérarchie sociale des professions et l'augmentation de la durée du chômage accompagnent une augmentation du vote Non⁵⁹. Les variables les plus importantes sont assez similaires en ce qui concerne l'abstentionnisme : l'augmentation de la participation est parallèle à la hausse du niveau de diplôme et à la montée dans la hiérarchie socioprofessionnelle. S'y ajoutent d'autres caractéristiques : la variation de l'abstention concorde à celle de la pratique du vote en général, elle est également plus importante chez les jeunes et correspond aux niveaux de revenus les plus faibles⁶⁰. On retrouve donc ici les éléments qui

vie sociale et politique. » Anne Muxel, « La poussée des abstentions : protestation, malaise, sanction », dans P.Perrineau et C.Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus*, Paris, Presse de Sc. Po, 2003, p. 130.

⁵⁹ Les variables qui semblent intéressantes dans la répartition du vote NON au référendum sont les suivantes : les Catégories socioprofessionnelles montrent un déclin croissant: ouvrier /employé : 74,4%, professions intermédiaires : 61,9% et cadre 45,5%. Même parallélisme pour le niveau d'instruction : collège, BEPC et Certificat d'études : 81,8%, Bep et Cap : 86,7%, on note que la totalité de nos bacheliers ont voté non : 100% (soit 10 enquêtés), Bac +1 à 3 : 47,4% et Bac +4 et plus : 45%. On a également une ligne de déclin du vote oui avec l'augmentation de la durée du chômage : - d'1 mois et de 1 à 3 mois : 40% et 41,7%, de 4 à 11 mois et de 1 à 3 ans : 32,1% et 33,3%, + de 3 ans et plus de 6 ans : 25% et 0%. En outre, les hommes votent plus majoritairement non que les femmes : respectivement 76,5% contre 58,5% chez les femmes.

⁶⁰ On propose ici les détails chiffrés du taux d'abstention selon les critères retenus :

-niveau diplôme : collège, BEPC et Certificat d'études : 63,2%, Bep et Cap : 51,5%, bacheliers : 25%, Bac +1 à 3 : 21,4% et Bac+4 et plus : 23,1%.

-pratique du vote : jamais 91,9%, de temps en temps 56,3%, souvent 10 %, toujours 3,1%.

composaient déjà l'abstention aux élections européennes pour dessiner une population d'abstentionnistes chez des chômeurs interrogés appartenant plutôt aux classes populaires de la société : peu diplômées, disposant de faibles revenus et visant les professions les moins qualifiées, une population ayant une faible pratique du vote en général et donc également jeune pour une grande part.

Comment notre population d'enquêtés analyse-t-elle, pour sa part, ce vote au référendum ? On a essayé d'aborder la question, au travers des différents entretiens en demandant aux chômeurs interrogés de positionner la population française par rapport à l'Europe. Deux divisions majeures ressortent des représentations que les enquêtés se font des attitudes françaises face à l'U.E. Tout d'abord une division générationnelle. L'idée est ainsi courante chez les chômeurs interrogés que la jeune génération est pro-européenne et les anciens plus réticents face à la nouveauté qu'incarne l'U.E. (ce que ne confirment pas les chiffres) :

Sylvain : « T'as pas mal de, de vieux qu'ont voté non parce que ils ont peur de, de
Peur du changement quoi
Ouais peur du changement.
Ouais carrément.
Les jeunes l'euro ils auront connu que ça. »

Thierry : « Ouais mais tu, tu t'as des, on, je pense que dans votre génération ça pose pas de problèmes, non ? »

Lucien : « Ah pis y a ceux qui, qui serait à deux doigts de voter mais qu'on à, qu'on à récupéré ou qu'on à détourné. Chez qui on à crée le doute heu. Heu, les personnes
Le doute de voter quoi, de voter heu
Les personnes âgées par exemple
ouais
A qui on a, à qui on a fait peur quoi, pour le, le la transgression de la monnaie ça leur à fait peur. Y en a beaucoup on leur à dit, vous allez vous faire arnaquer et cetera
donc qu'ont voté non quoi ?
Bah ouais pis, ouais, ouais, ouais »
« **la dernière là dessus c'est est-ce que vous seriez d'accord que vos petits-enfants ou vos arrières petites enfants**
mm
se considèrent comme plus européens que français ?
Ouais mais c'est déjà le cas hein.
Ah ouais, vous trouvez ?
Ouais un peu ouais, ouais. »

Fanny : (a propos des pro-européens) : « Deuxième catégorie, c'est notre génération. Pas l'ancienne parce que l'ancienne, elle est très heu très compliquée. » (Fanny a 21 ans)

La seconde division établie, qui est la plus présente chez les enquêtés est une catégorisation économique et sociale du vote. Elle repose sur deux critères majeurs. Le premier est le niveau d'éducation ou de diplôme, il s'incarne dans le discours de Mme Taval :

Mme Taval : « **Vous pensez que c'est plutôt qui, qui à voté quoi ?**
Heu ceux qui ont voté non, ce sont les gens populaires
Mm mm
Ceux qui ont voté oui ce sont les gens heu qui comprennent mieux que nous.
Ah ouais c'est à dire plus heu genre qu'on fait plus d'études ou ?
Quelque part !
Ah ouais.
Parce que bon vous comprenez mieux que nous. »

Il y a une division sociale du vote ici qui différencie les classes populaires peu instruites des classes plus aisées. L'enquêtée sous-entend également que le vote non est un vote d'incompréhension : quand on comprend, on vote oui. Vote d'incompréhension et peut-être de rejet, au travers du projet

-Age : 18-24 ans : 60,4 ; 25-34 ans : 44,4% ; 35-49 ans : 20% ; 50 ans et plus : 7,7%.
-Niveau de revenu : aucun revenu : 48,4% ; de 1 à 500 € : 43,5% ; de 501 à 1000 € : 44% ; de 1001 à 1500 € : 15% ; plus de 1500 € : 27,3%
-CSP : ouvriers /employés : 49%, professions intermédiaires : 21,4% et cadres 15,4%.

incompréhensible associé aux classes aisées, de ces classes elles-mêmes. L'explication de Mme Tivol n'est-elle pas ici la réplique à peine ironique d'une assimilation du vote non aux français peu instruits, qui a pu, un certain moment, largement parcourir les médias ? La compréhension est en tout cas une façon d'appartenir à un groupe social et l'attitude par rapport à l'Europe est un moyen, un critère de classification des individus et du monde. L'U.E. a ici été intégrée à une structuration de l'environnement existante, même si elle n'est pas explicitement définie comme telle : les différentes classes sociales. On peut ajouter que ce principe d'interprétation du vote fonctionne dans les deux sens chez les enquêtés : si l'idée d'une compréhension est toujours liée au vote oui, elle peut également l'être dans un discours valorisant de ce vote et donc critique du vote inverse. Ainsi pour Thierry le vote non est le fait des « ignares, qui regardent que la télé ». Tiphaine propose, dans une certaine mesure, la même analyse en offrant un point de vue différent :

Tiphaine : (A propos du texte du traité constitutionnel)

« **Ouais voilà parce que personne ne comprend rien quoi**

D'toutes façons c'est très. Comme quoi c'est quand même les bourgeois toujours qui sont heu, qui comprennent quoi je veux dire [...] Pis y en a plein qui l'ont pas lu quoi. Ils ont vu le truc ils ont dit oh la ! »

Le niveau d'instruction ou de diplôme est donc le premier élément de cette division économique et sociale des votants, très présente dans les discours des enquêtés. Le second élément de cette catégorisation, on s'en doute, est économique, à l'image de l'interprétation de Laurence :

Laurence : « **en terme de gens par exemple qui c'est qu'à voté non, qui à voté oui quoi ?**

Je pense que les gens heu.. qui sont en difficulté économique ont plus voté non.

ouais

[Un temps. Elle s'allume une cigarette.] **Et ceux qu'on voté oui ce serait plus l'inverse ?**

Ouais »

Beaucoup de chômeurs interrogés scindent donc le vote au référendum au moyen de critères économiques ou d'éducation qui aboutissent à une division de la population en deux groupes sociaux : la population aisée, instruite et la population des « classes populaires », caractérisée par un niveau économique et d'instruction faibles auxquels certains ajoutent l'appartenance aux catégories socioprofessionnelles des ouvriers et employés. On peut remarquer que les enquêtés s'inscrivent toujours implicitement dans l'une ou l'autre des catégories sociales qu'ils établissent et proposent donc cette structuration des votes par rapport à leur propre attitude électorale.

Fanny : « **Bon alors sinon qui c'est à ton avis les français qui sont plus pour et les français qui sont plus contre l'Europe ? [...]**

Je vais te dire. Le français qui est pur français

ouais

c'est celui là qui a de l'argent. Celui-là qu'a une famille,

ouais

tu vois. Qui a un métier avec un avenir, qui touche heu bien ou pas bien sa retraite mais qui a une structure à la base française. Né en France heu, mais une super structure

Alors lui qu'est-ce qu'il pense de l'Europe ?

Il pense que l'Europe heu quelque part [*prend un accent bourgeois*] c'est super génial au niveau économique, tu vois. [*voix normale*] Des échanges et tout ça, c'est super génial, mais au niveau européen, humainement, c'est de la grosse daube. Eux ils aiment pas ça [...] ils veulent pas faire rentrer les immigrés. C'est au niveau de ça. C'est surtout pour ça, parce pour l'économique, ça, ils sont beaucoup dans l'argent, fiscalité tout ça.

Ouais, voilà

Ils aiment beaucoup, ils regardent beaucoup et eux ils comprennent mieux les mots que nous on comprend pas toujours à la télé. [...] Deuxième catégorie, c'est notre génération. Pas l'ancienne parce que l'ancienne, elle est très heu très compliquée. C'est des heu c'est gens, des gens qui ont rencontré des difficultés... »

Karine : « **Qui tu penses en France est favorable à l'Europe, qui sont les, les personnes les moins favorables ?**

Alors on a bien vu, fin, moi j'ai été informée par rapport aux statistiques.

ouais

Ils avaient l'air de dire heu, les médias, que, d'ailleurs assez méprisants, que c'était des gens de couches plutôt défavorisées, milieux ouvriers qui avaient voté non à la constitution. Donc des gens frileux. Et que les couches, ouais, aisées bon avaient

mm

d'avantage voté oui.

Ouais d'accord.

Voilà les gens heu aisés ou alors plutôt éduqués dans le sens heu niveau heu d'études supérieures ou

ouais études

Ou catégories socio-professionnelles supérieures »

Sylvain : « Qui c'est qu'est pour l'Europe et qui c'est qu'est plutôt contre en France ?

Je pense que le patronat est plus pour l'Europe que, que les, les employés.

Ouais voilà que les travailleurs heu

les travailleurs heu. »

Sandra : « Qui est le plus favorable ? Qui est le moins favorable ?

Peut-être euh...alors défavorable, je parlerais plutôt de la masse populaire ou ouvrière qu'on a un peu pris légèrement pour des débiles [rire, rire] Si parce que j'en ai un peu entendu parler dans les débats. Ce qui est assez incroyable parce qu'à mon avis. Ils ont l'analyse, ils ont la faculté de penser aussi

Je me demande ça parce que dans les médias, il y a eut des amalgames pas toujours euh...

Pas sympa, pas sympa du tout. Et peut-être au niveau des avis favorables, plus les personnes grands patrons, cadres. »

La conceptualisation d'une structuration sociale du vote correspond en général à une pratique du vote. Si quelques enquêtés n'ayant pas voté présentent une interprétation des attitudes de la population française par rapport à l'Europe, la plupart ne conçoivent aucune structuration du vote et des positions de la population à l'égard de l'Europe et sont incapables d'en proposer une analyse. La réponse d'Antoine incarne bien ce groupe d'enquêtés :

Antoine : « A ton avis, c'était qui les français qu'étaient plutôt pour et les français qu'étaient plutôt contre ? Tu dirais quoi ?

Heu ch'ai pas ! C'est une bonne question

Ah ouais !

Qui c'est qu'était pour, qui c'est qu'était contre ?

Qui c'est qu'aurait voté oui, qui c'est qu'aurait voté non à ton avis ?

Et bah franchement, je sais pas, y a pas de parti..

Tout à l'heure tu m'as dit que

Ouais, ouais

Que t'avais des potes de gauche qu'étaient plutôt pour, ch'ai pas est-ce que tu, tu mettrais la limite là ou heu...

Bah non parce que en fait, c'est con. Mais heu ch'ai pas. Peut-être ouais, ceux de droite ils sont plus, ouais ch'ai pas. Franchement, non.

C'est pas sûr hein

Non, c'est ça, c'est pas sûr, c'est un, non ch'ai pas. Vraiment là c'est une question piège. »

Les enquêtés n'ayant pas d'opinion sur la répartition du vote sont également ceux qui n'ont pas voté lors du référendum. Les raisons de l'abstention sont sans doute multiples, on observe que pour la plupart de nos enquêtés abstentionnistes on a surtout affaire une indifférence. La question européenne n'est absolument pas considérée comme un enjeu et le sentiment d'un vote hors de portée ou qui ne les concernait pas est partagé. Plusieurs ainsi se souviennent mal du vote, ce qui souligne bien le peu d'importance et de considération accordé à un événement sans intérêt pour certains :

Kaba : « ça t'intéressait pas ou..

non, non

pourquoi t'as pas voté ?

J'avais pas le temps. »

Arnaud : « Et alors tu coup, du coup pourquoi t'as pas voté, t'avais pas le temps ou...

Ouais, j'ai..

T'a eu la flemme ? [sourire]

Ouais p'têtre bien. Je me souviens plus trop p't'être que j'ai eu un gros coup de barre ! [rire, rire] »

Sylvain : « Non t'as pas voté. Ca te, tu mettais pas en relation heu justement le fait de dire non à l'Europe et de voter ?

Je crois pas, je crois pas sur d'avoir voté en fait. [...] Le dernier vote que j'ai fais c'était les élections présidentielles.

Parce que fin ch'ai pas c'était. Ca pouvait être pris comme une occasion de dire non à l'Europe.

Ouais mais c'est parce que, je me sentais pas concerné.

Ah ouais. Ok. T'as l'impression que ça pouvait rien changer quoi.

Un peu ouais.

Ouais, ouais.

C'est toujours une certaine élite qui fait les lois.

Donc le vote sert pas forcément à...

Et c'est le peuple qui subit. »

Tiphaine : « Mais c'est pas trop mon élément dans la vie quoi

Et du coup ça t'a, qu'est-ce t'en as pensée. Du coup t'as pas voté toi tu m'as dit ?

Parce que j'ai rien compris. C'est pas mon problème quoi. »

Antoine : « Est-ce que tu connais un peu les positionnements des hommes politiques sur l'Europe ? Genre qui c'est qu'était pour, qui c'est qu'était contre ou pas du tout ?

Non, pas du tout.

Ca t'as pas, fin par exemple pour le référendum, t'as pas trop regardé heu ce que disait heu

Non vraiment pas

Ca t'as pas intéressé plus que ça quoi

Mm mm mm. Carrément pas. »

Jean-Marc : « **Je sais pu ce que tu m'as dit, t'as voté toi au referendum ou pas ?**

Non.

Non, t'as pas voté, ok. Ca te.. branchait pas plus que ça ?

ah

ouais

pas vraiment non. [rire] C'est un peu dans le vide heu cette histoire

ouais on savait pas trop heu... à quoi

non

à qui ça menait heu et c'est ça ouais

ouais voilà ouais. »

Fanny : « J'avais le temps de m'intéresser. Pour voter, heu je pense que, si je me rappelle, je crois que je voulais mettre oui et en fait il y a tellement de gens qui te pètent le cerveau et que y a tellement de mots que tu ne comprends pas que un jour ça va être non, un jour.. »

Une attitude et une représentation communes apparaissent tout de même chez les chômeurs interrogés, qu'ils soient votant ou abstentionnistes, c'est d'abord le fait d'avoir essayé de s'atteler au texte du traité constitutionnel, on peut souligner chez les chômeurs interrogés une volonté de compréhension⁶¹, souvent traduite ensuite par l'expression de la trop grande complexité du texte et un abandon.

Antoine : « **Et toi, alors vous étiez allé voir sur Internet heu ?**

Ouais, ouais, carrément, au bout de deux pages, t'en peux plus, t'as les yeux qui sortent comme ça ! Et la tête qui explose [rire] »

Thierry : « **Qu'est-ce que tu connais heu du fonctionnement des institutions heu tout ça ? [...]**

Je peux pas te dire que j'ai une bonne connaissance. J'ai récupéré le texte juste avant... J'ai lu, j'ai lu le truc.

Sur la.. constitution ?

Il l'avait envoyé.

Tu l'as lu ?

Ouais, ouais. »

Samir : « J'ai écouté les débats, les partis, les personnes. J'ai pris la constitution. Je l'ai lu moi-même. Du mieux que j'ai pu. »

Mme Tavol : « J'ai dis non heu,

D'accord

Je ne comprenais rien. Bon bah j'ai dis qu'est-ce que c'est encore ce bara, ce baragouin heu

Ouais, ouais, ouais, je comprends bien !

Non ! Voilà. »

Marina : « ...comment peut-on voter pour une constitution que nous ne connaissons pas. Et alors que nul n'est censé ignorer la loi et que de cette constitution vont découler un certain nombre de, de mesures prises. J'ai acheté la constitution publiée par Le Monde dès 2003 et j'ai commencé à la lire. »

Virginie : « **Et vous avez eut du mal à vous décider ou pas, ou ça a été tout de suite?**

Non j'ai quand même lu le texte »

« **C'était chaud. Moi je l'ai eu chez moi, c'était compliqué**

Je l'ai pas tout lu. J'ai lu ce que je pouvais.

Ouais ouais.

Ce que je pouvais comprendre. Parce que il y avait plein de chose que je comprenais pas. »

Sandra : « et puis je vais vous dire honnêtement, l'espèce de...[rire] , comment dirais-je, de carnet de bord qu'on a eu , je l'ai pas épluché

Le carnet de bord ?

Non, je parle de la Constitution Européenne

⁶¹ Les déclarations des enquêtés sur ce point m'apparaissent sincères. Plusieurs raisons, outre l'idée d'un devoir citoyen, peuvent pousser les enquêtés à s'intéresser au texte, l'une d'entre elle, présente dans les propos de Tiphaine, est la volonté de se montrer capable de le comprendre.

Ah ouuuuais [rires partagés]

je l'ai pas du tout lu entièrement. Ce n'était pas mon livre de chevet

En même temps, il fallait s'accrocher pour le lire entièrement, je ne sais pas si cela a été .

Ben ouais, c'est à dire que moi j'ai essayé de récupérer des tracts, parce que au niveau des termes, on noie un petit peu le poisson »

Tiphaine : « Mais heu par contre l'an dernier y a eu un vote quand même. C'était heu, ils voulaient, ils ont proposé un texte pour faire une constitution à l'Europe.

Si je m'en rappelle de ça ouais.

Et donc fallait dire oui ou non à

On recevait tous un espèce de cahier heu

Oui, voilà on à reçu ça carrément.

Tu sais que je l'ai lu hein, mais pas jusqu'au bout.

En même temps, c'est vachement intéressant ! [rire]

Bah je l'ai lu heu, je voulais pas être bête quoi.

Ouais, ouais. En même temps c'était un peu incompréhensible comme truc, non t'as pas trouvé ?

C'était super long à lire avec beaucoup d'articles de merde. Je me suis pris la...

Ouais pis des termes de droit, fin chai pas moi j'ai trouvé ça vachement compliqué.

Ouais mais bon j'essaie de lire quand même pour dire que je sache et cetera »

Jean-Marc : « Et chai pas si t'as, t'as essayé de le regarder le machin ? Tu te souviens ou pas ?

C'est rébarbatif hein [...] On n'a pas envie de lire curieusement. [...] Pis en même temps c'est un peu heu disais, c'est un peu dans l'abstrait en fait chai pas »

Ces constats effectués, comment peut-on comprendre maintenant l'investissement de sens des votants cette fois, au référendum de 2005 ? Dans beaucoup de discours, le choix du vote référendaire apparaît comme une évidence, récit reconstruit ou conviction ancrée, le positionnement adopté par les enquêtés sur leur vote est en tout cas fortement affirmé, et sous tend souvent une position voulue claire sur l'Europe. On peut souligner d'abord la faible présence du vote sanction chez les chômeurs interrogés. Seul Lucien développe clairement un vote Non exclusivement tourné vers la situation politique française, allié en outre à une position très favorable à l'Europe absolument pas remise en cause, dans sa conception, par son vote.

Lucien « Voilà bon voilà. Chirac il a dit non après heu trois jours de ter, tergiversations. Heu y en a qui attribuent heu, je vous disais que si j'avais voté non pour l'Europe c'est pour pas lui attribuer le, le

Ouais vous m'avez dit ça ouais.

Le crédit du, parce que je

de la victoire du oui.

Parce que pour moi c'est, c'est un, c'est non seulement un truant économiquement mais c'est un, c'est un malfrat. C'est un mec qu'embrouille les gens en permanence quoi.

Et en même temps du coup en ayant fait ça, c'est contre l'Europe que vous avez dit non quand même quoi.

[petit temps] Non parce qu'on à dit non à Chirac, heu c'est

ouais ?

ce que disent les gens de gauche. On a pas dit non à l'Europe ».

« Mais en même temps, la question, bien que ce soit Chirac qui l'ai présentée et cetera, c'est , c'était sur l'Europe. Donc heu ça peut aussi être interprété comme ça par les autres pays par exemple ou par heu chai pas.

Je crois qu'ils l'ont, ils l'ont compris hein. »

Marina y fera également référence néanmoins, la présence du vote sanction au référendum, autrement dit d'un vote utilisé pour protester contre le gouvernement français plus que pour exprimer une position sur l'U.E. reste donc faible dans notre population d'enquêtés. La mise en parallèle du vote au référendum et des avis émis sur l'U.E lors du questionnaire vont en ce sens. On peut voir en effet, dans le tableau 15 que la correspondance est totale entre les avis « plutôt » et « très défavorable » à l'U.E et le vote « non » au référendum. Ce qui laisse à penser, malgré la faiblesse des effectifs ici (75 votants) que le vote « non » de notre population se fait bien en référence à un enjeu européen⁶².

⁶² Le croisement du vote au référendum avec la question de la satisfaction quant à l'action de l'U.E va dans le même sens : 75% des *plutôt satisfait* et 100% des *très satisfait* ont voté oui, alors que 78,9% des *plutôt mécontents* et 100% des *très mécontents* ont voté non. Ceci dit avec les mêmes réserves que précédemment en ce qui concerne les effectifs.

Tableau 15. Croisement du vote au référendum et de l'avis global sur l'U.E

Avis global	Plutôt favorable	Très favorable	Plutôt défavorable	Très défavorable	Mitigé	Ne se prononce pas	TOTAL
vote référendum							
oui	62,1%	100%	0,0%	0,0%	9,5%	27,3%	33,3%
non	37,9%	0,0%	100%	100%	90,5%	72,7%	66,7%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Les discours des auteurs du « non » se recoupent à deux exceptions près. En effet Lucien, on l'a vu n'a visé dans son vote qu'un rejet pur et simple du président français. On a également Mme Taval qui, si on peut sans doute également inscrire son vote dans un rejet du principe d'Union européenne, s'explique quant à elle par le refus d'un texte incompréhensible : un *baragouin*, autrement dit un langage différent du sien, inadapté aboutissant au rejet d'une proposition qu'on a pas fait l'effort de mettre à sa portée.

Mme Taval : « Heu j'ai pas hésité, j'ai dis non car, catégorique

Tout de suite quoi,

Voilà catégorique

Vous vous êtes tout de suite dit que vous alliez voter

Non mais je, j'ai dis non parce

mm

que bon je n'ai pas eu quelqu'un qui puisse me faire comprendre qu'est-ce que ça voulait dire oui.

Tout à fait. D'accord. C'est à dire qu'est-ce que c'était heu

Ca à pas été assez ouvert, assez discuté

ouais

J'ai dis non heu,

D'accord

Je ne comprenais rien. Bon bah j'ai dis qu'est-ce que c'est encore ce bara, ce baragouin heu »

Pour le reste des chômeurs interrogés ayant opté pour le vote non, les discours sont assez cohérents entre eux. Ils décrivent un investissement de sens visant l'Europe et produit par une évaluation politique de l'U.E, à l'image de Thierry qui dénonce, sans la nommer, la directive Bolkenstein. Le rejet dont ils font preuve s'attache à une critique politique de la réalité européenne et constitue bien cette fois, même s'ils sont minoritaires dans notre groupe d'enquêtés, une visée d'action et de transformation de l'U.E. et donc une pratique politique de l'Europe.

Marina : « **Du coup, pour en revenir au vote, au niveau du vote pour le référendum de l'année dernière là, sur la constitution européenne. Comment est-ce que vous avez fait ? Vous avez eu du mal à vous décider**

Ah non, non.

ou vous avez été tout de suite heu.. ?

C'était vraiment

Tout de suite très sûre ouais ?

J'étais déjà scandalisée qu'on ai accepté certaines choses à Nice...

ouais

Donc heu.. Je trouvais que fallait vraiment arrêter le..., il fallait vraiment arrêter le, le.. Et aussi marquer le gouvernement heu actuel. Que on, en dépit de ses promesses... Il avait promis d'attaquer enfin, je veux dire quand même heu, Chirac avait quand même que le mot printemps social à la bouche. Il s'est pas vraiment occupé. »

Thierry : « **t'as voté non parce que heu, parce que t'avais l'impression que c'était déjà, que les gens considéraient que la victoire était déjà acquise ?**

Ah non, non, non pas pour ça. C'est par rapport aux réflexions.

D'accord

C'est à dire le sens que quand j'ai appris heu bah je te dis heu l'histoire ça, ça m'a révolté heu.. Imagine ! T'as signé un contrat, hein,

mm

un contrat, on est tous là dedans [*démonstration spatiale simultanée*] toi t'es là, t'as le contrat là. Alors on se dit voilà, je suis anglais ou je suis chai pas, je viens

mm ?

je heu je crée ma boîte ici. Même si je suis, heu, loin mais on a bien signé les mêmes contrats au départ. On a, on s'est bien entendu sur le même texte, de loi. Et t'apprends que le mec qu'est là,
Néanmoins les règles sont pas les mêmes
qu'est en Pologne, il va imposer au travailleur là, le prix
local
en Pologne. Non, c'est pas possible.
Ouais, ouais, ouais
Je peux pas admettre ça. Je suis peut-être têtue ou borné mais je vois pas le rapport là. »

Sandra: « **Alors, ensuite, j'ai euh... oui. Est-ce que en général, votre opinion est plutôt favorable ou défavorable à l'Union Européenne ?**
[hésitation] Moi à l'époque ... Moi j'ai dit non, parce que moi j'avais vraiment l'impression que tout n'était pas transparent
Au référendum vous voulez dire
Oui parce que je pense que tout le monde attendait autre chose. Plus de transparence. On a l'impression qu'on nous imposait des choses comme ça, sans expliquer clairement.
C'est à dire qu'en gros, ça manquait d'information.
Voilà, et puis on voyait aussi..., ben moi je parle de ma vie, mais je veux dire... quand je parle de main d'œuvre pas chère
Voilà-voilà
toujours la capitalisme, ça me laisse pessimiste. »
« **Du coup, si vous avez voté non, c'était plutôt parce que il n'y avait pas assez d'information, on ne savait pas assez ce qu'il faisait ou parce que quand même il y avait aussi des politiques comme vous dites vous étiez contre**
Voilà, le manque de social. Plus de capitalisme que de social. On s'occupait plus à la limite du côté économique que de tout ce qui concerne l'humain. »

Le vote « oui » est encore plus homogène : il s'inscrit ainsi dans une posture favorable à l'Europe et surtout au projet d'union en général. On remarque donc que dans les deux attitudes de vote, le projet de constitution est peu pris en compte et le référendum est instrumentalisé comme un moyen d'expression sur l'Union européenne. En ce sens, le vote oui est souvent expliqué dans les discours par un attachement profond au projet européen, par un ancrage intime. Le vote est donc également chez les chômeurs interrogés la traduction de leur représentation de l'U.E. dans une pratique politique.

Samir : « **Et alors vous avez hésité longtemps ? Comment vous avez pris position ? Comment vous avez pesé le pour et le contre ?**
Comment je me suis posé la question ? J'étais pour l'Europe déjà. Je ne connaissais pas la constitution. J'ai écouté les débats. »

Karine : « Cela dit, je venais de passer quatre ans en Allemagne donc j'avais un regard extérieur.
ouais
Et donc une conscience européenne plus forte
ouais
Donc pour moi c'était évident de voter oui à la constitution »

Laurence : « Si un moment j'ai été perturbée parce que heu un amie à moi me disait que c'était pas si évident que ça et..
Ah bah voilà, moi j'ai eu des déchirures dans mon entourage ! [rire]
Non moi je... ça m'a un petit peu perturbé donc heu, du coup j'ai un petit plus écouté les débats mais au fond de moi j'étais heu
ouais, t'étais quand même sûre que fin disons
ouais, ouais.
[...]**Tu t'en ai servi un peu des positions des hommes politiques, ou pas trop ? Fin tu connaissais heu... ?**
Heu oui, je les connaissait mais au fond de moi, je savais que j'allais voter oui quoi

3) Sur une structuration politique des représentations et attitudes à l'égard de l'Europe

On a cherché jusqu'ici à observer l'aspect politique des représentations et attitudes des enquêtés et ce en interrogeant l'existence d'une dimension politique de l'Union européenne dans leurs représentations et leur mise en relation de l'Europe avec une pratique politique lors des élections européennes et du référendum. Il est tant maintenant d'envisager le terrain politique sous l'angle d'une éventuelle force motrice des représentations et attitudes. C'est bien là le second objectif de notre étude, outre la détermination et l'examen des représentations et attitudes, de proposer des hypothèses de compréhension de leur organisation, des logiques de structuration de ces attitudes et positionnements à l'égard de l'U.E. L'idée d'une structuration politique des attitudes est intéressante en ce sens et son

étude montre qu'elle détient une forte valeur explicative mais ciblée. Son principe s'applique effectivement de manière différenciée sur notre population d'enquêtés.

a. Une grande absence de structuration politique

En effet, pour la majeure partie des chômeurs interrogés, le principe d'une structuration politique des attitudes ne fonctionne pas. On en a déjà soulevé quelques éléments précédemment : chez ces chômeurs, l'U.E. n'est pas conçue comme un objet politique à part entière. Si elle est assimilée au domaine politique, il n'est pas accordé à l'U.E. de capacités de transformations de la réalité économique et sociale, elle n'est alors pas évaluée à cette aune. Les chômeurs sont abstentionnistes dans leur grande majorité aux élections européennes, traduisant ainsi l'inexistence d'une pratique politique de l'Europe et les votants accomplissent un acte électoral désinvesti. On ne projette pas en général d'enjeux européens, ni de revendications politiques concernant le devenir de l'U.E. Celle-ci n'est pas intégrée dans un paysage politique polarisé et jugée dans ce cadre. Quelle est la population qui répond à cette description ? Pour leur grande majorité, ces chômeurs interrogés qui ne projettent dans l'Europe aucun contenu politique susceptible de composer leurs attitudes à l'égard de l'U.E. sont eux-mêmes peu politisés. On a déjà pu entrevoir dans plusieurs discours, notamment ceux des jeunes chômeurs et des abstentionnistes interrogés, une indifférence quant au politique ainsi qu'une incompetence politique explicite ou implicite caractérisée par une incapacité à positionner les différents clivages idéologiques du paysage politique ainsi qu'à se situer par rapport à eux, à l'image de Kaba pour qui « la politique c'est incompréhensible » ou de Fanny :

« Et du coup toi t'arrives à te positionner quoi, toute seule ou ça reste encore heu
Bah moi je suis plus heu, on va dire, heu,
Tu te mettrais par où ?
entre mi-gauche heu mi-droite. Entre un Jack Lang
ouais
et la fille de, de Le Pen. »

Si la plupart des chômeurs interrogés ignorent les positionnements des politiciens par rapport à l'Europe, on peut également dire que beaucoup, à l'image de Jean-Marc ici, ne conceptualisent pas les clivages politiques que peut créer l'U.E.

Jean-Marc : « Dans la population française, qui c'est qu'est pour et qui c'est qu'est contre heu l'Europe ?
Mm !
Est-ce que tu crois qu'y a des... chais pas que, à ton avis, qui est –ce qu'est plus heu...
Ah là ! [un temps] Non chais pas non.
Ah c'est pas facile hein comme question! [petit rire]
C'est, la c'est trompeur »

En effet, même si de nombreux enquêtés décrivent une structuration sociale et économique du vote au référendum, et peuvent révéler en cela une conception des attitudes par rapport à l'U.E. socialement catégorisée, cela ne signifie pas une conception politique des attitudes. Si cette structuration du monde social dans laquelle les enquêtés s'incluent est mise en relation avec l'U.E., ce lien est d'abord souvent latent et activé par la question. Il peut peut-être être conçu comme une prémisse d'interprétation politique du monde mais on demeure encore dans une simple division sociale, dans la description d'un état de fait sans ancrage dans un positionnement idéologique. Le lien établi ne garantit en rien une

conception politique de cette division sociale du monde qui constituerait cette dernière comme un effet, susceptible d'être transformé par une action réformatrice de la réalité sociale et économique, par une action politique donc. En ce sens, Tiphaine, qui proposait cette division, fait preuve d'une absence totale de structuration politique non seulement dans sa représentation de l'Europe mais également dans sa conception de la réalité en général, le chômage par exemple est alors renvoyé à une fatalité du destin et au monde comme il va : « c'est la vie ».

Tiphaine : « **Alors après bon y a beaucoup de chômage est-ce que tu penses que l'Europe elle est un peu responsable du fait qu'il y a beaucoup de chômage ? Ou pas du tout ?**

Sincèrement, c'est pas l'Europe, ch'ai pas c'est les gens en fait. Y a pas assez d'emploi, les gens ils ferment les magasins parce que, ch'ai pas, ch'ai pas comment expliquer ça mais

ouais

Ca c'est la vie, ça a rien à voir je veux dire. Plus y a de gens aussi pis plus heu.. »

On trouve donc dans notre population une grande partie de chômeurs pour qui l'Europe politique n'existe pas et n'endosse en ce sens aucun rôle dans la structuration de leurs attitudes. Le fait que cette population est marquée par une faible politisation⁶³ se révèle dans les discours mais également dans les questionnaires. On rejoint ici nos caractérisations déjà effectuées : la plus grande partie des chômeurs interrogés sont abstentionnistes en ce qui concerne les scrutins européens et même en restant prudent sur l'interprétation de cette abstention, il apparaît que la plupart de ces abstentionnistes révèlent une faible pratique du vote en général. Quelques chiffres peuvent venir caractériser un peu la politisation de notre population : 18,4% des chômeurs interrogés se reconnaissent dans un parti, 37,6% ne pensent pas que la politique est un moyen efficace de faire changer les choses 44,7% ne se positionnent pas sur l'axe politique proposé, 48,9% ne votent *jamais* ou *de temps en temps* (et on peut supposer ici un peu de sur-déclaration du vote) et 56,7% des chômeurs interrogés ne s'intéressent *peu* ou *pas du tout* à la politique⁶⁴. On dira donc qu'une partie assez conséquente de notre population affiche une relation plutôt faible au monde et à la pratique politique et c'est sans doute là une des raisons de la faible structuration politique des représentations de l'U.E. Néanmoins les chômeurs peu politisés n'épuisent pas l'explication de l'absence de structuration politique des attitudes à l'égard de l'Europe, conséquente dans notre population. En effet, une part des enquêtés faisant preuve d'une connaissance du monde politique et d'une organisation du réel intégrant les clivages politiques, qu'on peut donc qualifier de plus politisés en ce sens, révèlent dans leurs discours une absence totale d'intégration de l'Europe dans cette évaluation politique du monde. L'incorporation de l'U.E à une

⁶³ On considère ici que le terme de politisation renvoie à la fois à un intérêt pour la chose politique et à une certaine capacité de connaissance. On peut se référer aux définitions proposées par Jacques Lagroye, Bastien François et Frédéric Sawicki qui considèrent la politisation des individus « comme l'ensemble des pratiques et des discours qui tendent à donner une signification politique aux actions et aux comportements, à entretenir un intérêt pratique pour la participation politique, et à diffuser la croyance en la nécessité et en la dignité suprême de l'organisation politique des sociétés ». Quant à la compétence politique, elle se définit comme l'« aptitude, plus ou moins mesurable, des individus à reconnaître les différences entre les prises de position des hommes politiques et des candidats de diverses tendances, ou entre les partis politiques, leur capacité à se situer et à justifier leurs préférences par rapport à ces prises de position et tout autant la croyance qu'ils ont en l'importance de ces débats et des actes assurant l'arbitrage entre « programmes » politiques ». J.Lagroye, avec B.François et F.Sawicki, *Sociologie politique*, 4^e édition, Presse de Science Po et Dalloz, 2002, p. 310-311 et p. 341.

⁶⁴ Les intitulés des questions dont on présente ici les résultats sont les suivantes :

« Pensez-vous que la politique est un moyen efficace de faire changer les choses ?

-Vous reconnaissez-vous dans un parti ou dans un leader politique ? (lequel)

-Votez vous : 1. Souvent. 2. De temps en temps. 3. Jamais. 4. Toujours

-Vous situez-vous sur 1 ligne : Extrême Gauche – Gauche – Droite – Extrême Droite

-Vous intéressez-vous à la politique : 1. Pas du tout 2. peu 3. assez 4. beaucoup » (pour cette dernière question l'effectif interrogé est de 83).

structuration politique pré-existante du monde n'est pas le principe moteur des attitudes de ces enquêtés, comme des précédents. La logique de structuration politique des attitudes envers l'U.E. ne recoupe donc pas nécessairement la politisation. Comment s'applique ce principe alors et à quels enquêtés ?

b. La structuration politique des attitudes à l'égard de l'U.E.

Si l'Union européenne semble avoir peu d'effet, peu de pouvoir et n'est intégrée ni à une pratique, ni à une évaluation politique pour la plupart des chômeurs interrogés, un certain nombre d'enquêtés font preuve de l'attitude exactement inverse. Pour une part des chômeurs interrogés lors de nos entretiens, certes restreinte mais existante (5 à 6 enquêtés), la structuration politique se révèle un principe explicatif assez dominant dans leur attitude à l'égard de l'U.E. Qu'est-ce que cela signifie ? Chez ces chômeurs, plutôt plus âgés et surtout politisés, l'Union européenne est pleinement conçue comme un objet politique, avec des conséquences dans la réalité économique et sociale et une intégration dans les clivages idéologiques. L'Europe est ici conçue comme une entité, sinon une institution à part entière, détenant des pouvoirs, une capacité d'action sur le monde et surtout, dès lors, une responsabilité de la situation et de l'état du monde. Une mécanique de jugement s'enclenche donc qui engagera sans doute, pour une part, l'attitude et conditionnera certaines représentations par rapport à l'U.E. Celle-ci est alors jugée à l'aune de ses réalisations, de ses conséquences, voire de son idéologie. Ce système de construction des attitudes et représentations se fonde alors sur une connaissance du réel, une analyse de l'environnement politique, social, et économique, il demande des capacités analytiques et en ce sens, on le comprend mieux, un certain niveau de politisation. La structuration politique aboutit, pour tous les chômeurs chez qui elle semble prégnante, à des attitudes défavorables à l'U.E. On trouve chez ces enquêtés plusieurs marques d'une évaluation de l'action politique de l'U.E et d'une perception négative de ses conséquences :

Marina : « C'est ça, ce droit là, il est, il vous semble, il est... »

Ben il est en train d'être démantelé avec tout ce qui ce passe là. Dans la mesure où on...supprime le service public parce qu'il y a pas droit à tous les services hein, y a pas de [mot]. A la demande de l'Europe. C'est l'Europe qui demande cette normalisation de, de, de la disparition des services publics en France. Autant que dans d'autres pays

ouais

qui demande de se, de s'aligner sur la libéralisation mondiale. Puisque, hein, puisque c'est le, le camp libéral qui a gagné. Donc on s'aligne heu.. Et on.. Et bé...Et bé tout ce qui maintenant cette espèce de cohésion heu, dite nationale va disparaître. Au profit de...be, ça va être des alliances heu qu'on connaît pas toujours. »

« heu voilà. Avec des inconvénients, vous voyez, la France heu...se retrouve heu par exemple heu vraiment heu [fort bruit de fond]

se retrouve ? J'ai pas compris ? se retrouve?

Et bah avec une politique agricole

ouais

que moi je trouve heu dramatiquement dangereuse. Parce que vous avez des, des régions entières où y a plus [un mot], plus un producteur, plus rien et tout et des paysages qui sont en jachère. On leur, on leur interdit de cultiver ci de cultiver ça pour l'acheter moins cher, c'est vrai, à des pays heu partenaires »

Thierry : (A propos de son vote non au référendum) « Je te dis après y a, y a ça. Mais après, je te dis EDF prends des, prends des intérimaires dans certaines régions pour foutre des pylônes et cetera. Elle passe par une boîte comme ça elle est couverte, elle dit, c'est pas nous [...] Mais ils vont travailler en France. 3 millions de chômeurs et avec tout ça.

Avec un salaire différent

Ouais alors là tu comprends, je suis quand même heu solidaire. »

Sylvain : (A propos de l'U.E) « Nous on est entre deux, on a connu le avant, et heu on est en train de vivre le pendant là. Et le pendant c'est pas le top, top,

ouais

Tu discutes avec des gens, tout le monde est d'accord sur la même chose. Le plus gros problème c'est les salaires, c'est surtout ça. Le coût de la vie par rapport aux salaires.

ouais. Et l'Europe là dedans fait pas particulièrement d'efforts heu
non je pense pas, je pense pas. »

Sandra: « Vous avez noté « emploi stable », ça vous a fait penser à « emploi stable » l'Europe.

J'avais noté ça ?

Ouais. C'était le premier.. [petit rire] donc c'était peut-être euh..... [...]

Ah oui, ah ça m'étonne.

Ouais

Parce que non... euh, je suis pas convaincu

Ouais c'était peut-être plus en opposition

Oui. Ça serait plutôt ça oui.

D'accord. Plus l'idée que justement euh... Ce n'est pas forcément ce qu'elle apporte, quoi ?

Voilà, bah c'est à dire que nous sur le bassin nazairien, on voit ce que ça donne au niveau des chantiers navals.

Oui il y a eut des effets directs ?

Tout à fait, voilà, c'est beaucoup d'euh... comment dirais-je...de main d'œuvre peu qualifiée

Ah ouais.

Avec des taux horaires inférieurs, largement inférieurs à ce qui se passe dans le coin

C'est à dire que ces gens qui viennent d'autres pays européens

Voilà, de l'Est.

De l'Est. Ok, d'accord. Sur le chantier, ça se voit, je veux dire, c'est déjà le cas ?

C'est flagrant.

Ah ouais ?

Ah oui. Je connais quelques personnes qui y travaillent euh...je veux dire tout le monde gagne son pain. C'est normal. Mais enfin, je veux dire, les patrons en profitent amplement.

Ouais, ouais, et il y en a beaucoup ? Enfin je veux dire euh..., il y a eut vraiment beaucoup de gens d'employés ?

Beaucoup de gens d'employés, et à des tarifs heu... »

On a bien affaire ici à des jugements sur l'U.E. à partir des analyses de son action dans les sphères sociales et économiques (service public, politique agricole, taux horaire différent, concurrence entre les travailleurs) et donc de ses choix politiques. L'U.E. est également critiquée en ce sens : elle est catégorisée et intégrée dans une structuration politique de la réalité et dans les clivages qui la compose.

Marina : « y avait Chirac et y avait Mitterrand [...] Et y avait tous les représentants des pays européens de l'époque,

ouais

l'union européenne. Et les Etats-Unis. Et donc à l'issue de cette première guerre du golfe en 91

mmm ?

Ils ont décrété un nouvel ordre mondial. Et ils ont décrété que ça leur coûtait *moins* cher de mettre des gens sur la touche en leur donnant des minimas sociaux, RMI. Et Monsieur Mitterrand

ouais

est venu le *dire* à la télévision [...] Parce que je voulais dire que.. quand même quand les gens aujourd'hui qu'ils veulent pas leur donner ces minimas sociaux,

mmm

qu'ils refusent de les donner, c'est *eux* qui ont fait ce *choix*. Ce n'est *pas* un accident de parcours. Je veux dire ce choix il a été fait en 91

C'est un choix politique

C'est un choix politique. Donc les gens, heu on a décidé que ça coûterait *moins* cher de les mettre sur la touche avec des minimas sociaux que de leur donner un *boulot*. Et pendant ce temps les entreprises pourraient faire des, des, des bénéfices. C'est exactement ce qui se passe depuis ces dix dernières années. Même quinze maintenant. Et maintenant heu, ça, ça, ça génère des problèmes qu'ils avaient pas prévu »

Sylvain : « Heu après tu m'as dit libre-échange monétaire.

Libre-échange monétaire ? Bah c'est, c'est parce que c'était, ça à été heu crée pour ça à la base.

ouais

c'est à dire pour que les grosses entreprises puissent heu faire de échanges heu européens, sans, sans avoir

ouais sans changer leur heu

voilà.

Donc heu à la base c'est plus une création heu... pour heu

Bah c'est une création pour, une création pour les gens qu'on veut beaucoup d'argent. Ou pour que les entreprises, les entreprises puissent vivre plus facilement on va dire. »

« Toutes manières le, l'Europe à la base c'est quand même une question d'intérêts, c'est pas pour heu, pour heu, pour le petit salarié de base ou heu.. Sinon heu Sinon, notre, la vie de tous les jours pour la plupart des gens serait meilleure. »

Sandra : « Oui parce que je pense que tout le monde attendait autre chose [...] toujours le capitalisme, ça me laisse pessimiste. Maintenant on attend, on a l'impression qu'ils n'avancent pas. Quand vont-ils nous proposer autre chose ? »

L'établissement d'un lien de l'U.E aux grandes entreprises (également présent dans les questionnaires) en opposition au reste de la population et, en particulier, aux catégories les plus populaires ainsi qu'aux « travailleurs », aux ouvriers et aux employés est très présent. Le clivage dans lequel s'inscrit

l'Europe laisse apparaître des intérêts économiques et politiques opposés. Il est intéressant de remarquer que ce clivage dans lequel s'inscrit la représentation de l'U.E., quand il se décrit en termes idéologiques fait plutôt référence, à l'image de Sandra, à une opposition au libéralisme ou à une inscription de l'U.E. dans une logique capitaliste. L'inscription de l'U.E dans un clivage droite/gauche est à peu près inexistante. Ce qui est persistant néanmoins c'est l'aboutissement de cette structuration politique de l'attitude à une critique de l'U.E et à une dimension d'anti-européanisme.

Sandra : « (En expliquant son vote non au référendum) « Voilà, le manque de social. Plus de capitalisme que de social. On s'occupait plus à la limite du côté économique que de tout ce qui concerne l'humain. »

Marina : « Et ça je pense que heu, finalement, on a pas forcément à se *résigner* parce qu'on doit [*un mot*] a des fonctionnaires très puissants qui sont loin, qu'on peut pas atteindre et...et cetera. Heu.. et ben heu.. Voilà. Je pense que c'est pas...heu..

C'est en voyant ce genre de choses heu..

Oui, c'est en voyant ce genre de choses que je me dis qu'on était pas obligé de dire oui, amen à tout ce que fait l'Europe même quand on est pas d'accord avec les résultats »

On peut préciser ici que pour certains il y a eu une évolution de l'attitude par rapport à l'U.E et ce par le biais d'une évaluation justement. Plusieurs enquêtés étaient ainsi favorables à l'U.E lors du référendum de Maastricht. L'analyse politique des actions et résultats de l'Europe a pu les conduire à un repositionnement idéologique de l'U.E. et à un changement d'attitude. C'est le cas de Thierry ici :

« J'avais voté oui jusqu'à présent tu vois.

Mais au référendum est-ce que t'as..[...]

De Maastricht

[...] **Maastricht heu t'as voté oui, c'est ça ?**

oui, oui. »

L'enquête aborde ensuite son comportement lors du référendum du 29 mai 2005 et explique le sens du vote non qu'il a effectué par une description, sur un ton scandalisé, de la directive Bolkenstein. Il décrit alors un certain recadrage politique de sa représentation de l'U.E et un retournement de son attitude :

« Parce que sans ça on est irresponsable à ce moment là. Tu vois moi, même si j'étais capitaliste, si j'avais du fric, tu vois j'aurais du mal à, à fonctionner comme ça.

Ouais [petit rire]

Alors peut-être qu'y a des groupes de pression que je sais pas au niveau de l'argent, c'est peut-être vrai aussi hein.

ouais

ou heu bon heu finalement, on embobine. Mais bon heu il faut avoir des couilles aussi une fois, il faut heu savoir ce que tu veux quoi.

mm

T'es pas obligé de, de dire amen heu

mm

Et être un béni-oui-oui quoi. »

Cette structuration politique des attitudes à l'égard de l'U.E. décrit donc un mouvement dans lequel l'U.E est intégrée à des structures de représentations et à une organisation de l'environnement déjà existantes et déterminées par un positionnement politique. C'est ce qui contribue alors à forger une attitude à son égard. Néanmoins ce positionnement politique de l'Europe arbore des limites floues et relativement instables chez plusieurs d'enquêtés, on y reviendra. La structuration politique apparaît donc comme un mécanisme possible de constitution des attitudes à l'égard de l'Europe. Il ne peut s'appliquer, on le comprend, qu'aux chômeurs qu'on peut qualifier de politisés dans la mesure où ils montrent une capacité d'analyse et de catégorisation politique de la réalité. On n'entrera pas plus avant dans la détermination de critères pouvant caractériser cette politisation des chômeurs chez lesquels une structuration politique fonctionnerait puisqu'on n'en pas ici les moyens. On peut simplement constater

qu'on ne trouve pas de correspondance chez nos enquêtés avec le niveau d'étude, et l'on se contentera de supposer que c'est plus ici une question de milieu. En outre, la structuration politique des attitudes n'épuise pas notre population d'enquêtés politisés, on l'a dit, il faut donc chercher d'autres logiques de structuration. La logique dégagée ici reste importante néanmoins dans la mesure où, même si elle n'est pas la plus répandue dans notre population, elle semble, sans épuiser bien sûr l'explication des attitudes, jouer un rôle majeur quand elle apparaît. En outre, on ne trouve pas de structuration politique forte en lien à une attitude favorable chez les chômeurs interrogés, il n'y a pas chez nos enquêtés d'adhésion politique à l'Europe, on pourra essayer plus loin d'approfondir l'explication de cette négativité de la structuration politique.

B. L'Europe et la France

Il est intéressant d'approfondir un second aspect des représentations afin de chercher à comprendre la structuration des attitudes des chômeurs à l'égard de l'Union européenne. C'est celui des rapports entre l'U.E. et la France établis par les enquêtés. Ces relations de la France à l'Europe peuvent être interrogées au travers de deux aspects principaux. Le premier s'attache à la question du sentiment d'appartenance des enquêtés concernant les deux entités : y a-t-il chez les chômeurs interrogés un sentiment d'être européen ? Sur quels modes les identifications à la France et à l'Europe se déclinent-elles : sont-elles exclusives, additives ou même transitives de l'une vers l'autre ? Dans quelle mesure les enquêtés conçoivent-ils l'existence d'une culture européenne ? Le second aspect de la mise en relation de l'U.E. à la France se focalise sur le partage du pouvoir établi par les enquêtés entre les deux institutions, sur la mise en parallèle de leur attachement à la souveraineté nationale et de leur lien à l'U.E. et enfin sur la réalité d'une éventuelle menace incarnée l'U.E. pour la France, tout ceci en vue d'observer dans quelle mesure les relations entre les deux entités peuvent peser sur les attitudes européennes des enquêtés.

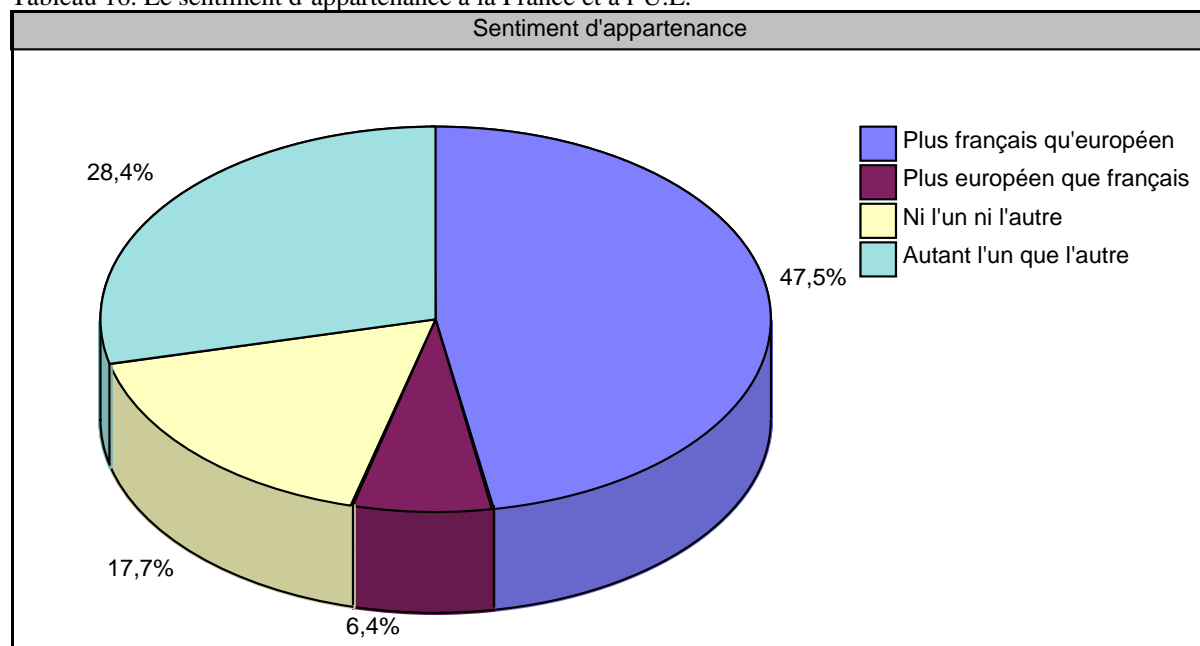
1) Le sentiment d'appartenance

a. Les apports du questionnaire

Le premier outil permettant de se pencher sur l'orientation du sentiment d'appartenance de notre population se constitue des résultats du questionnaire. La question qui leur a été posée proposait deux alternatives dominantes, une équivalence et un rejet des deux sentiments d'appartenance, elle était stipulée en ces termes : « Diriez-vous que vous êtes : 1. Plus français qu'europpéen, 2. plus europpéen que français, 3. Ni l'un ni l'autre, 4. autant l'un que l'autre. » L'étude de la répartition des réponses, proposée dans le tableau 16, fait apparaître plusieurs constats : le premier d'entre eux est un ancrage fort de sentiment d'appartenance à la France chez les enquêtés. En effet, 47,5% optent pour l'option d'une appartenance française dominante par rapport à l'idée d'appartenance à l'Europe. Cette caractéristique néanmoins n'est pas propre à notre population et, en comparant nos résultats à ceux de

l'eurobaromètre⁶⁵, il apparaît que les chômeurs interrogés n'affectent pas un sentiment d'appartenance plus prononcé dans l'un ou l'autre sens que le reste de la population française puisque si 54% des français se voient « français et européens » dans un avenir proche, 8% se voient « européen et français ». La question recoupe dans une certaine mesure notre alternative et la répartition de notre population ne montre pas une grande différenciation ici puisque 6,4% des enquêtés se déclarent « plus européen que français ». L'écart entre les deux appartenances dominantes est à peu de choses près similaire.

Tableau 16. Le sentiment d'appartenance à la France et à l'U.E.



On observe donc que le sentiment d'appartenance à l'Europe est assez peu ancré et très peu dominant dans la population. L'importance des enquêtés optant pour une équivalence dans l'appartenance peut tout de même être soulignée : 28,4% des chômeurs interrogés mettent leurs appartenances à la France et à l'U.E. sur un pied d'égalité, on trouve chez ces chômeurs une intégration de l'appartenance européenne. On peut s'intéresser alors aux caractéristiques qui différencient les chômeurs se déclarant *plus français qu'européens*, de ces enquêtés qui mettent leur double appartenance sur un pied d'égalité. Quelles sont les variables les plus marquantes de cette différenciation ? Il apparaît tout d'abord, et c'est remarquable, que le niveau de diplôme joue peu dans le sentiment d'appartenance ici, les proportions de deux appartenances sont en effet à peu près équivalentes entre les différents niveaux d'instruction⁶⁶. De même le revenu et la durée du chômage se montrent peu liés à l'appartenance. Ce n'est pas le cas du sexe, en effet il apparaît que les femmes montrent un sentiment d'appartenance à la France largement plus prononcé que les hommes (56,1% contre 35,6%) qui eux font preuve d'une plus

⁶⁵ L'intitulé de la question de l'eurobaromètre est le suivant : « Dans un avenir proche, vous voyez-vous.. ? Français et européens, Français uniquement, Européens et français, Européen uniquement ». Eurobaromètre 64, Automne 2005, Rapport national France, p. 15.

⁶⁶ 50 % des enquêtes de niveau collèges, BEPC et certificat d'études, 50% des Bac+1-3 et 53,8% des bac+4 et plus se déclarent plus français qu'européens. On peut souligner ici le fait que les enquêtés se déclarant plus européens que français appartiennent très majoritairement aux niveaux de diplômes les plus bas, mais la faiblesse des effectifs ne permet pas de rendre ce résultat très significatif. C'est pourquoi on ne s'intéressera pas à décrypter plus avant cette catégorie de réponse (9 enquêtés).

grande part d'enquêtés « autant européens que français » (35,6% contre 23,2% chez les femmes). C'est également le cas des chômeurs recherchant un emploi de cadre qui montrent une proportion plus importante d'enquêtés déclarant une équivalence dans leur sentiment d'appartenance que les autres catégories (38,5% pour les cadres, 28,6% pour les professions intermédiaires et 27% chez les ouvriers et employés). Néanmoins, la relation ne fonctionne pas en sens inverse puisque les proportions d'enquêtés se déclarant *plus français* sont équivalentes entre les cadres et les ouvriers et employés. Les catégories socioprofessionnelles n'apparaissent pas liées, chez les chômeurs interrogés, à un attachement particulier à une appartenance française. La variable de l'âge en revanche est la plus parlante, on constate en effet que l'appartenance à la France est un sentiment très faiblement présent chez les plus jeunes : 35,4% chez les 18-24 ans, par rapport aux autres catégories (51,1% pour les 25-34 ans ; 51,4% chez les 35-49 ans et 69,2% chez les 50 ans et plus qui apparaissent les plus attachés à leur appartenance française.) Mais les jeunes chômeurs ne se retrouvent pas plus dans l'Europe que leur aînés, il apparaît surtout que les 18-24 ans offrent plus que les autres un refus ou une absence d'identification aux deux entités proposées (33,3% répondent « ni l'un ni l'autre »⁶⁷). On peut sans doute lier ces réponses à deux attitudes, la première attachée à une volonté d'ouverture et liée en ce sens à un rejet de l'appartenance nationale et même européenne, on se dit « citoyen du monde ». La seconde pourrait plutôt être considérée comme une absence de sentiment d'appartenance français qui n'est pas palliée par une appartenance européenne. Pour certains jeunes, l'Europe pas plus que la France ne constituent des entités dans lesquelles ils peuvent se retrouver, on y reviendra. On peut donc constater que dans notre population, le sentiment d'appartenance à l'Europe ou la mise en équivalence des deux appartenances n'est pas le fait d'un groupe d'enquêtés privilégiés de la hiérarchie sociale, alliant diplômés et haut revenu, même si chômeurs cherchant un emploi de cadre déclarent une mise en équivalence des appartenances plus prononcée.

Un second point majeur reste à observer, c'est la question de la mise en relation de ce sentiment d'appartenance avec l'attitude par rapport à l'U.E. Les questionnaires font-ils apparaître des corrélations qui font sens ? L'intensité du sentiment d'appartenance à l'U.E est-elle liée à une attitude favorable à son égard ? On pourrait proposer ici une réponse un brin normande : dans un sens oui, mais pas dans l'autre. Cela s'illustre dans le tableau 17. Le lien fonctionne effectivement en ce qui concerne les enquêtés mettant en équivalence leur appartenance à l'U.E. et à la France : la proportion d'avis favorables à l'U.E. est majoritaire en leur sein (47,5%) et plus importante que dans les autres catégories et l'on note que la proportion d'avis défavorable y est également très faible. En outre, ces enquêtés s'abstiennent moins que les autres lors du référendum (17,5%) et s'ils votent tout de même non pour la plupart, ils le font dans une proportion moins forte que les autres (53,8%). En revanche, le sentiment d'une appartenance française dominante sur l'appartenance européenne ne conduit pas nécessairement à une attitude défavorable à l'Europe, on observe en effet que les attitudes favorables

⁶⁷ C'est la proportion la plus forte puisque les enquêtés ne se déclarant ni français, ni européens s'élève à 11,1% chez les 25-34 ans ; 11,4% chez les 35-49 ans et 0% chez les 50 ans et plus qui optent tous pour un sentiment d'appartenance français ou équivalent entre les deux

et défavorables dans cette catégorie offrent des pourcentages assez proches et plutôt à l'avantage des attitudes favorables. Le sentiment d'appartenance à la France ne semble pas constituer un frein à l'europhobie dans notre population. On peut rappeler en outre, au vu de la faiblesse d'un sentiment d'appartenance européen dominant, que les enquêtés plutôt favorables à l'Europe ne se sentent absolument pas plus européens que français dans leur majorité (ces derniers représentent en effet 7,5% des enquêtés favorables seulement).

Tableau 17. Croisement du sentiment d'appartenance et de l'avis global par rapport à l'U.E.

Avis global	Plutôt et très favorable	Plutôt et très défavorable	Mitigé	Ne se prononce pas	TOTAL
Sentiment d'appartenance					
Plus français qu'europhobe	28,4%	22,4%	32,8%	16,4%	100%
Plus europhobe que français	33,3%	0,0%	55,6%	11,1%	100%
Ni l'un ni l'autre	12,0%	36,0%	36,0%	16,0%	100%
Autant l'un que l'autre	47,5%	7,5%	25,0%	20,0%	100%
TOTAL	31,2%	19,1%	32,6%	17,0%	100%

Il apparaît encore vrai ici, et on l'a déjà dit, qu'il est difficile d'établir les marques et les questions les plus révélatrices, chez les chômeurs interrogés, de l'attitude à l'égard de l'U.E. En ce sens, on observe que toutes ces catégories de sentiment d'appartenance votent majoritairement non au référendum, se déclarent plus mécontentes que satisfaites et plus méfiantes que confiantes quant aux actions de l'U.E.

b. Les schémas de l'identification, ses modes et la culture commune européenne

Les entretiens permettent une entrée plus profonde dans les conceptions que se font les chômeurs interrogés de leur sentiment d'appartenance. Une remarque méthodologique s'impose tout d'abord concernant la terminologie utilisée, on visera autant que faire se peut à limiter ou éviter l'usage du terme d'identité, en suivant les réticences exprimées par R.Brubaker dans sa critique de l'équivocité contre-productive du terme⁶⁸. On parlera donc de sentiment d'appartenance des enquêtés à la France et à l'Europe ou d'identification, comprise dès lors comme un processus de rattachement et d'assimilation de soi, par des critères de similitude, à un groupe européen ou français. On cherche donc à savoir à quel collectif s'assimilent les individus, sans présumer de la similitude effective de ses membres, et dans quelle mesure cette assimilation à une communauté française ou européenne est liée à l'attitude envers l'U.E. Qu'observe-t-on dans les entretiens ? Tout d'abord il apparaît, comme dans

entités.

⁶⁸ R. Brubaker critique l'équivocité du terme d'identité et les confusions qu'il génère notamment au travers de sa double utilisation comme « catégorie d'analyse » du langage scientifique et « catégorie pratique » du langage courant, de son effet réifiant et de la multiplicité des utilisations dont il fait l'usage. L'auteur en distingue cinq principales : le terme d'identité est utilisé 1. comme « fondement de l'action sociale » en opposition à l'intérêt, 2. comme « phénomène spécifiquement collectif » dénotant « une similitude fondamentale entre les membres d'un groupe », 3. comme « aspect central de l'individualité » ou « condition centrale de l'être social », 4. comme « produit de l'action sociale et politique » soulignant ainsi un « développement progressif et interactif d'un certain type d'autocompréhension collective », 5. comme « produit évanescant de discours multiples et concurrents » l'identité désigne alors une « nature instable et multiple » des individus. Rogers Brubaker, « Au delà de l'identité », *Actes de la recherche en science sociales*, septembre 2001, p. 71 et 72.

les questionnaires, qu'une identification à l'Europe avant la France ou un sentiment d'appartenance équivalent sont les réalités les moins présentes. La plupart des enquêtés se disent plus français qu'européens et font preuve d'une identification assez faible à l'union européenne. En outre, l'identification à une communauté des européens, quand elle est présente, revêt des significations et des engagements très différents selon les enquêtés. En ce qui concerne cette identification à l'Europe, on peut dire tout d'abord à l'encontre d'une représentation commune des enquêtés qu'elle n'est pas le fait des plus jeunes dans notre population. On l'a vu dans les questionnaires et c'est également ce qui ressort des entretiens. En ce sens, l'évidence de l'existence de l'U.E et la représentation de son irréversibilité qui sont peut-être plus présentes dans la jeune génération (ce qui resterait encore à prouver, ce n'est pas évident chez les jeunes chômeurs) ne créent pas de liens privilégiés avec un sentiment d'appartenance européen. C'est le cas d'Antoine, puisque si la disparition de l'U.E ou la scission de la France semblent des éventualités fantaisistes dans son discours : « Ouais, pis j'ai grandi avè l'Europe. Fin tu vois, ça me ferait trop bizarre ! », il n'envisage pas l'existence d'une culture commune et ne montre aucun sentiment d'appartenance particulier à l'Europe, il ne se dira pas « plus français » d'ailleurs. Le fait que l'U.E. soit une réalité acquise ne crée donc pas d'identification particulière, c'est là un aspect commun aux différents enquêtés. En outre comme Antoine et à l'image des résultats des questionnaires, une partie des jeunes enquêtés exprime plutôt une absence de sentiment d'appartenance qu'une préférence française, ni la France ni l'U.E. ne se montrent des réalités desquelles ils peuvent se rapprocher :

Tiphaine : « Et pareil pour heu est-ce que tu trouves qu'il y a en gros une identité commune, une culture commune qu'est genre
Non !
Tu te sens pas du tout heu européenne quoi ?
Non »
« J'ai une copine heu, à chaque fois, je suis française mais je me sens pas 100% française non plus quoi, tu vois ce que je veux dire, j'ai pas la même culture, j'ai pas les même
Ouais, ouais, ouais.
Et ma copine elle est souvent vexée par ça. Que je dise ce genre de choses. »

En ce sens, l'identification à l'Europe peut être une identification désinvestie. C'est le cas de Fanny qui, dans l'expression de son appartenance à l'Europe, révèle une impossibilité de s'identifier en tant que française, plutôt qu'une reconnaissance de soi dans une communauté d'européens :

Fanny : « moi je me dis européenne au moins je suis ouverte à tout et au moins y a pas de qui-proquo l'a dessus tu vois.
Ouais d'accord je vois ce que tu veux dire.
Ouais, voilà, je trouve ça, c'est comme heu. Moi, dire, je me sens français et que je profite de, de, de toutes ces richesses que, que les autres cultures apportent, c'est comme si quelque part j'allais en vacances dans mon propre pays tu vois, [petit rire] genre d'aller au kébab et tout heu
Ouais, ouais, ouais
truc musulman tu vois [elle imite une voix pompeuse] Mais je suis française heu on va manger du kébab heu [petit rire] [voix normale] tu vois des choses comme ça heu...
ouais carrément. Tu préfères considérer que..
[voix pompeuse] Du sushi oh la la c'est chinois, ça se mange comment ? Avec des baguettes et tout oh la la [rire] c'est difficile, moi je suis française, c'est la fourchette ! [voix normale] Non je peux pas tu vois c'est pour ça européenne c'est plus.. »
« **tu pense que c'est..**
y a pas d'identité propre.
Ok.
Pour moi, y en a pas. Y a des crises de partout [petit rire], y a des guerres de partout depuis que je suis née, alors que j'ai grandi, il y a toujours des blabla et blablabla. Y a pas d'identité. Pour personne.
ok
Non, tu vois, je me sens
Tu te sens pas heu
Je me sens, heu comme j'ai dit, plus européenne que française. Pourquoi ? Parce que j'ai pas mon identité. »

Si la première partie de son discours peut faire penser que Fanny s'identifie à un groupe européen en y associant une caractéristique d'ouverture, on comprend finalement que c'est surtout une identification par défaut, en opposition à une identification française qu'elle ne peut pas endosser. Le sentiment d'appartenance à l'Europe n'est pas considéré comme une identité à part entière et c'est en ce sens qu'on peut parler d'une identification désinvestie : Fanny se dit plus européenne que française parce qu'elle n'a « pas [son] identité ». Le même schéma d'identification européenne par défaut s'appliquera à Kaba, dont l'entretien révèle rapidement qu'il se sera dit « plus européen » pour me donner une réponse et par hasard plus que par conviction. On retrouve chez Samir qui se déclare « plus européen que français » lors du questionnaire et européeniste enthousiaste, une identification qu'on pourrait qualifier « de remplacement », qui traduit surtout un rapport très ambivalent à l'identité française du fait de ses origines tunisiennes et des marques de racisme qu'il a pu subir :

Samir : « Est-ce que vous vous sentez plutôt intégré ou plutôt exclu dans la société française ?

[il attend un peu] Là j'ai beaucoup à dire. Là, la déception est énorme.

[...]C'est la désillusion ?

Très bon mot. Désillusion.. ouais. Depuis un longtemps déjà.

Sur quel point?

Euh... la mentalité. La mentalité des français.

Est-ce que vous attendiez à ça ?

Je m'attendais à..

Ben parce que vous êtes né en France, vous m'avez dit.

Je suis né en France, oui. J'ai vécu en fait 13 ans en Tunisie. J'ai vécu de 0 à 7 en France. Quand je suis revenu à l'âge de vingt ans..

Là du coup...

Mais moi j'avais pas de problème, moi je suis français dans ma tête. Vous savez, pour ça il n'y a pas de problème, ma mère aussi.. j'ai vécu euh... mais c'était vraiment le regard de l'autre [...] Je voyais la méfiance. Les petites mentalité, l'égoïsme. C'est horrible, horrible. Ça m'a...

je ne sais plus mais vous m'avez dit que vous étiez plus français qu'européen, non plus européen que français ?

C'est pour ça... maintenant pour moi, la France ça ne veut plus rien dire.

Ouais d'accord.

Ce n'est pas humain... français, je le suis bien sûr. Je me sens plus français qu'un français.. parce que des français j'en ai vu qui sont partis de la France en disant « j'emmerde la France ! j'aime pas la France » ! Y'en a plein qui parle comme ça. Style « moi je ne suis pas français, de toute façon, j'aime pas la mentalité. » J'en ai vu plein comme ça qui ont quitté... Je me sens plus français qu'un français. Ca c'est clair là-dessus mais je ne m'identifie plus aux français. Je m'identifie plutôt à une citoyenneté mondiale.»

On comprend dès lors que l'identification à l'U.E. peut revêtir des sens différents selon les enquêtés et parfois, dans une certaine mesure, des non-sens. Néanmoins, l'identification à l'Europe ne suit pas ce seul schéma et peut également être tout à fait investie et alors pleinement reliée à un attachement au groupe des européens en tant que tel :

Karine : « Toi par exemple tu te considères comme une citoyenne européenne ?

Oui !

Autant

Oui.

Autant que française quoi. Je, d'ailleurs je te l'ai posée comme question

Oui j'ai du dire autant

Je sais plus ce que tu m'as dit.

J'ai du dire autant que française. Ben du fait que je sois franco-allemande heu. »

« j'ai donc, j'ai toujours ce lien entre deux pays. [La serveuse apporte les consommations] C'est d'ailleurs pourquoi je, je me sens autant française qu'européenne.»

Lucien : « On peut parler de culture européenne, d'identité européenne ou pas ?

Ouais, ouais, ouais, ouais. C'est vieux hein, c'est vieux hein. C'est vieux hein »

« Est-ce que vous avez l'impression d'être citoyen européen ?

Ouais bien sûr ouais

Même heu avant l'Union européenne j'imagine.

Ouais, ouais, je vais pas vous dire heu citoyen du monde heu genre heu.. Moi j'essaie de me réconcilier avec heu les Etats-Unis mais... »

Néanmoins cette identification affirmée à une communauté des européens en tant que telle demeure très faiblement présente dans notre population. En ce sens, ces enquêtés font partie des principaux défenseurs de l'existence d'une culture européenne qui serait commune aux différents Etats membres.

La proximité des peuples constitue alors une similitude suffisante à leurs yeux pour s'identifier.

Karine : « enfin qu'y a, qu'on peut parler d'une culture européenne heu, d'une identité européenne heu ?

oui

vraie quoi ?

oui, oui, oui. Faudrait plus la mettre en avant. »

Lucien : « **On peut parler de culture européenne, d'identité européenne ou pas ?**

Ouais, ouais, ouais, ouais. C'est vieux hein, c'est vieux hein. C'est vieux hein »

Même le, le les anglais heu

ouais

qui veulent toujours heu qui veulent marquer leurs différence

ouais

Le peuple anglais heu il se rapproche vachement. »

On constate rapidement que c'est là un discours très isolé. En effet, à l'interrogation sur l'existence d'une culture européenne les chômeurs interrogés répondent, à une écrasante majorité, par la négative. La représentation qui consacrerait un mode de vie commun ou une similitude culturelle européenne, en différenciation du reste du monde, n'est pas présente chez les chômeurs interrogés. Ceux-ci soulignent, au contraire, les disparités existantes entre les peuples, une hétérogénéité européenne et l'importance des identités nationales.

Mme Tavol : « Ca l'est y a heu y a la culture française, la culture machin et on voudrait que ça, qu'il y ait une culture européenne. Mais qu'elle l'est pas encore. Non, je ne le ressens pas. »

Sylvain : « **Alors ça veut dire plutôt oui, y a quelque chose quand même de commun par rapport au reste du monde ?**

Bah sur le, sur le fond monétaire oui

Oui mais sur l'identité ?

Bah..

Tu te sens proche d'un allemand, ou d'un hollandais ?

Non. Non, je pense qu'il y a trop de différences de culture »

« Tous les pays européens ont envie de garder leur identité.

C'est ça aussi.

Y a trop de différences entre les peuples pour heu... »

Tiphaine : « **Bon alors la suite est-ce que, est-ce que tu trouves qu'on peut dire que en gros y a un modèle de société européen. En gros les gens ils ont un mode de vie qu'est pareil dans toute l'Europe, différent du reste du monde ?**

Non.

Non ? Plutôt différent entre chaque pays.

Ouais, chacun est différent !

Ouais, chaque pays d'Europe quoi, genre entre les français, les allemands tout ça ?

mm

Et pareil pour heu est-ce que tu trouves qu'il y a en gros une identité commune, une culture commune qu'est genre..

Non ! »

Jean-Marc : « **Y a des gens qui me, fin des fois quand je pose cette question là y a des gens qui me disent que genre les européens ils se ressemblent plus que par exemple j'en sais rien heu, l'Asie ou tu vois ce que je veux dire ?**

Bah ouais mais, mais y a quand même des différences entre un anglais et un français hein. C'est pas heu...

Ouais. C'est vrai c'est pas

Si hein moi, j'ai ressenti ça. »

Marina : (A propos de L'Europe) « cette culture des, des, des... des différents »

Laurence : « **Ouais. Alors même question, est-ce que t'as l'impression que, qu'on pourrait parler d'une identité européenne quoi, d'une culture européenne, ou pas trop ?**

Bah...non.

Non pas particulièrement, tu te sens pas forcément heu hyper proche de [sourire]

Bah non heu »

Arnaud : « **Alors j'ai une question sur, est-ce que tu dirais que heu y a une identité européenne, une culture européenne qu'est commune à tous les pays ou pas trop ?**

Heu pour l'instant je la vois pas. »

Cette absence de culture est une représentation qui ressort très fortement des discours des enquêtés. On peut noter également ici la faiblesse des références à un patrimoine culturel commun de l'U.E., qui ne sera soulevé que par deux enquêtés. Il y a peu de communauté de mode de vie, de mentalité ou de modèle de société perçues et les chômeurs projettent peu en ce sens les européens comme des semblables à qui s'identifier. Plusieurs discours sur cette absence de culture commune se prolongent d'ailleurs en opposition à l'éventualité d'une harmonisation culturelle :

Thierry : « Ouais pour, ouais voilà. C'est valable aussi à la rigueur, bon en Allemagne y a le, voilà ils ont quand même chacun son entité, c'est ce qu'est bien d'ailleurs. Le, l'Europe va pas, heu rouler les, les. Toutes façons y a des, des entités locales aussi en France. C'est pareil chez eux hein.

Ouais vous pensez que l'Europe risque pas là-dessus de...

Les, les gens qui. Ouais elle va pas niveler les, les, les identités heu, bon les basques ils seront toujours basques. »

Laurence : « est-ce que t'as l'impression qu'il y aurait un modèle européen, un mode de vie européen quoi tu vois, qui serait un peu différent du reste du monde... ou pas, qu'il y a plutôt différents modes de vie dans chaque européen ?

Ah oui, y a différents modes de vie dans chaque pays européen.

Ouais plutôt. Tu vois pas trop de..

Ah bah non

De ressemblance heu

Non. Et heureusement, j'espère que non.

Ouais, t'as pas trop envie que

C'est sympa aussi.

Faut que chacun garde un peu ses...

Ouais ses particularités

ses qualités, particularités. »

Un certain nombre de chômeurs exprime le souhait de préserver les « particularités » françaises et l'Europe peut constituer en ce sens une menace, on y reviendra sous peu. En ce sens, la demande d'un effort dans la coopération culturelle ou d'approfondissement en ce sens est peu présente chez les chômeurs et on a pu voir également dans les questionnaires que la demande d'action culturelle ne faisait pas partie des orientations recueillies. Ceci dit, l'absence de considération d'une culture commune par les enquêtés ne signifie aucunement un rejet de l'idée d'union. A l'image de Sandra, l'inexistence d'une culture européenne n'est pas reliée à une attitude défavorable à l'U.E chez les enquêtés :

Sandra : « Je pense que chaque nationalité a ses particularités, sa culture, son histoire, son vécu.

Plus que quelque chose de commun à l'Europe ?

Oui.

Ce serait des liens plus forts, chacun sa culture forte, plus confirmée qu'une culture commune ?

Voilà. Mais bon quand même avec une volonté de se mélanger, comment dirais-je d'apprendre de l'autre, de s'intégrer comme quand on va dans un pays étranger. »

Cette absence de perception d'une culture commune et donc de similitude dans lesquelles se projeter explique sans doute en grande partie la faiblesse des identifications à l'Europe dans notre population. En outre, il apparaît que d'autres caractéristiques comme la connaissance des institutions qui, même si elle est faible, est disparate dans notre population ou le niveau de diplômes ne corroborent pas les divergences d'identification. En effet, les chômeurs interrogés s'identifient d'abord à la France, sur le mode de l'évidence dans leur grande majorité. Mais si l'appartenance française est plus évidente, cela en fait-il un obstacle à une identification européenne ? Sur quels modes se conjuguent ces sentiments d'appartenance ? Si certains discours divergents, la plupart des chômeurs envisagent l'identification à la France et l'identification à l'Europe sous des modalités additives voire inclusives à l'image de

Fanny ou de Laurence qui propose ici sa vision du modèle de l'intégration européenne : la France peut s'y assimiler sans perdre son identité profonde.

Fanny : « **Après tu m'as dit « français »** »

Bah.. Parce que on fait parti de l'Europe quoi. Parce que ça, ça parle beaucoup quoi.

Ouais, ouais

Européen, la France quoi. »

Laurence : « Bah oui, mais comme, comme un être humain, même s'il se fonde dans la société, il reste lui.

ouais ? Voilà ouais. Bon alors après j'ai..

Ca me fait pas peur. Fin j'ai pas peur qu'on perde...

Ouais, ça t'effraie pas du tout ?

Non. »

Dans le même sens Virginie qui, tout en se déclarant plus française qu'européenne considère que « y a déjà un sentiment d'identité européenne qui existe ». Pour la majorité des chômeurs interrogés, les deux identifications ne sont pas antinomiques et cela signifie que la faiblesse du sentiment d'appartenance à l'Europe est sans doute due à une invisibilité de l'U.E plus qu'à un rejet de celle-ci. On rejoint ici pour une part la thèse de S.Duschene et d'A.P.Frognier selon laquelle l'identification à la France ne constitue pas « un frein [...] au développement d'un sentiment d'appartenance à l'Europe »⁶⁹. On ne trouve, chez les chômeurs interrogés, qu'une occurrence d'une conception pleinement exclusive des deux identifications, c'est Mme Taval qui porte son identité, française, « comme un.. flambeau. Bleu, blanc, rouge. » Si l'identification à la France est dominante quand on les met en concurrence, les sentiments d'appartenance à la France et à l'U.E. peuvent tout à fait être couplés aux yeux des enquêtés. Une identification implicite à l'Europe apparaît même parfois, ainsi, si l'existence d'une culture européenne est niée, le rejet d'une Turquie trop différente peut conférer à celle-ci une existence implicite. On peut se demander en ce sens, si les deux identifications à la France et à l'Europe font référence à un même degré d'appartenance. Certains discours montrent des incohérences dans leurs conceptions qui peuvent faire penser à un manque de consistance de celles-ci. C'est le cas de Jean-Marc qui fait montre dans un premier temps d'une conception exclusive des identifications françaises et européennes (basées selon lui non sur la subjectivité mais sur une appartenance objective).

Jean-Marc : « **Chai plus trop ce que tu m'as dit.** »

Bah c'est à dire que, bah en fait je suis plus..

Plus français non ?

Plus français ouais.

Il me semble que t'avais dit ça.

Oui en fait ouais.

Tu te sens pas particulièrement européen quoi ?

Bah parce que ça dépend des, des origines

Ouais.

Alors en fait heu..

Toi t'es français heu...

Ouais français des deux côtés en fait heu »

⁶⁹ Sophie Duchesne et André-Paul Frognier, « Sur les dynamiques sociologiques et politiques d'identification à l'Europe », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°4, août 2002, p. 8. Les auteurs soutiennent en outre que « l'identité nationale [...] constitue [...] une disposition favorable au développement d'un sentiment d'appartenance à l'Europe ». Nos observations ne permettent pas d'apprécier cette seconde partie de thèse.

Pourtant, plus loin dans l'entretien, le même enquêté semble proposer spontanément une conception inclusive des deux identifications :

« **T'es pas particulièrement attaché aux, à, être français, être fier d'être français ou heu.**

Non parce que, non parce que.. souvent même on disait heu

mm

je suis européen heu,

avant de..

je suis français. Enfin on disait, on dit ça souvent »

On trouve plusieurs occurrences d'un changement de statut de l'identification européenne dans les discours, Laurence parle en ce sens d'une identification sporadique : « Je pense qu'il y a un sentiment quand même heu sur certains sujets, y a un sentiment d'appartenance à la même communauté, mais sinon c'est chacun pour soi. ». On peut émettre l'hypothèse en cela que le sentiment d'appartenance à l'Europe arbore chez beaucoup d'enquêtés un statut distinct de l'identification à la France, dans une différence de nature plus que de degré dans la mesure où elle fait preuve d'une volatilité et d'un ancrage apparemment plus superficiel. Mais ceci reste une hypothèse et les identifications à l'Europe ne constituant pas un point central approfondi de nos entretiens, on n'aura donc pas les moyens d'aller plus loin dans l'interrogation.

2. Union européenne et souveraineté nationale

a. Le partage des pouvoirs

Qu'en est-il maintenant des liens de l'U.E à la France, non plus au travers de sentiments d'appartenances en tant que tels mais dans les représentations que se font les enquêtés des rapports entre les deux entités ? On peut s'intéresser d'abord à la question du partage des pouvoirs : les relations entre les deux institutions sont-elles conçues en terme de collaboration ou de concurrence, sont-elles hiérarchisées ? Une conception de ces relations domine ici clairement les discours des enquêtés. Pour la comprendre, il faut reprendre quelques constats déjà établis : pour beaucoup de chômeurs interrogés, l'Union européenne n'a pas de réalité en tant qu'objet politique, en ce sens il lui est conféré peu de pouvoir. On a également dit que la représentation de l'U.E en tant qu'institution autonome et puissante était faible et que l'Europe signifie plus souvent chez les enquêtés une association de gouvernements décidant de concert. Ces deux éléments fondent la représentation des relations de pouvoir entre la France et l'Europe de la plupart des enquêtés. L'institution européenne à peu de réalité et elle est peu conçue comme une entité pouvant imposer des décisions à la France :

Lucien : « **Alors j'ai une , une question heu à votre avis, c'est quoi le pouvoir de la France par rapport à, aux décisions européenne sont prises ?**

Bah c'est, c'est assez costaud quand même hein.

Vous pensez qu'elle peut, qu'elle est obligée de suivre ou qu'elle peut heu

Non elle peut même elle fait, c'est même une des locomot, enfin ça devrait.

Karine : (A propos de la France) « **Quelle liberté elle peut prendre ?**

Bah je pense que comme

Plus grande ?

Elle était pas.. Elle avait un certain pouvoir oui assez, assez grand.

ouais ?

On va dire puisqu'elle est, comme, comment dire, comme moteur de, de, de

ouais

l'Union européenne avec l'Allemagne. Maintenant je pense qu'elle est plutôt en retrait du fait de la constitution. Voilà.

mm. Mais tu penses qu'elle peut refuser par exemple des décisions heu ? Fin de l'Union ou heu

Je crois que c'est arrivé déjà hein.

ouais

Ou qu'elle s'engage et après qu'elle respecte pas les règles, oui, c'est arrivé. »

Il n'y a pas de supériorité hiérarchique de l'U.E et c'est bien la France qui détient le pouvoir d'action le plus important :

Fanny : « heu l'Europe, je verrais pas pourquoi elle viendrait nous aider sinon ça aurait déjà changé depuis longtemps. Et je pense qu'à la base déjà c'est le gouvernement français parce que si le gouvernement français doit se faire aider par l'Europe !

Ouais alors là !

C'est grave. Franchement c'est grave. »

Lucien : (A propos de l'U.E) « Les, les gens qui. Ouais elle va pas niveler les, les, les identités heu, bon les basques ils seront toujours basques.

Mm mm [rire]

Même en France déjà ils ont du mal à les mater alors c'est pas le, c'est pas, c'est pas comment là Bruxelles qui va

Qui va réussir ! [rire] »

En outre la considération d'un rôle central de la France lui confère un poids fort et peut également renverser la relation hiérarchique. La représentation d'une U.E conçue comme une continuité de la France affleure ou s'impose chez plusieurs enquêtés. L'U.E. ne concurrence alors pas la France, elle la suit. La France devient un modèle pour les autres pays et c'est sur l'exemple français que ces enquêtés voient l'Europe s'unir. La représentation de la France est donc la base de plusieurs représentations de l'U.E (notamment en ce qui concerne son modèle social). Karine opère ainsi une assimilation en ramenant la question d'un modèle européen (opposé aux Etats-Unis) au modèle français :

Karine : « qu'est-ce qui représenterait pour toi le contraire de heu du modèle européen, par exemple ?

[petit temps] Que, alors..

que d'autres modèles ou heu...

Mais

Un modèle, c'est, c'est peut-être quelque chose qui peut être heu enfermé mais heu

Oui, je connais pas très bien les systèmes heu. Bah déjà le système très libéral des Etats-Unis

mm

ou y a, ou y a pas de, de couverture sociale comme en France [...] enfin je vois ça en fait heu les anti-mod, enfin anti-modèles européens ou français se serait heu, des modèles beaucoup plus libéraux peut-être. »

Arnaud : « **Bon alors après j'ai, ouais, quelles valeurs tu dirais que l'Europe elle doit, elle défend ou elle doit défendre ?**

Bah heu.. Les valeurs que défend actuellement la France.

ouais

Parce que je trouve ça bien.

Donc ouais, les mêmes quoi.

ouais

Genre liberté, égalité, fraternité.

Exactement, je me base sur la France parce que c'est ce que je connais mais.

ouais

je suppose que

ouais pis c'est aussi des valeurs qui te sont heu peut-être proches.

j'aimerais qu'elles soient universelles. »

Marina : (Sur la façon dont l'U.E devrait intervenir auprès des PVD) « d'une certaine aussi façon *française* aussi d'envisager heu, les influences on va dire pour pas parler de colonialisme, heu les aides

mm mm

et les échanges. »

Sylvain : « Peut-être des valeurs aussi sociales parce que y a de plus en plus de pays européens heu prennent des exemples sur la France par rapport à tout ce qu'est social. Sur heu la sécurité sociale.. »

« je pense que les, les, y a beaucoup de pays qui prennent des exemples sur la France par rapport à ce qui à été fait

Ouais t'as l'impression que la France ça à été un modèle un peu

Je pense que ça à été un modèle sur pas mal de trucs heu sociaux. »

On trouve donc l'idée ici d'une diffusion, dans l'Europe, du modèle français et ce qu'on veut pour l'U.E. est parfois une projection de la France (les valeurs françaises pour Arnaud). A côté de cela, et malgré le peu d'importance et de pouvoir accordé à l'U.E en tant qu'institution, il reste une mise en

concurrence possible qui vient alors perturber, chez certains enquêtés le tableau d'une France parfaitement libre de ses choix. Comment ? Puisque l'U.E est conçue la plupart du temps comme une réunion de gouvernements nationaux, c'est la règle de la majorité qui peut s'imposer à la France et dès lors, obliger l'application de certaines décisions. Ce n'est donc pas nécessairement l'imposition de directives de Bruxelles qui est perçue mais le risque d'une mise en minorité de la France dans les choix communs.

Marina : « Par exemple quand on impose heu, je sais pas moi, bah heu les français doivent se battre pour avoir un camembert heu fabriqué, pas un camembert pasteurisé qu'a plus de goût, heu des choses comme ça. Bon bah, tout d'un coup, ça, il suffit heu qu'il y ait une majorité qui gagne et hop ça y est, c'est imposé. Tout un truc disparaît un pan d'une économie heu. »

Fanny : « Alors, imagine, ils sont douze d'accord, y en 7 qui ont dit oui la France elle dit non. On fait quoi, les autres ils font oui non moi non plus je veux plus, voilà. A la base c'est ça ils ont construit ça, donc qu'ils le fassent.

Ouais voila, sinon ça sert à rien qu'ils le fassent
Sinon ça sert à rien de discuter, chacun fait sa loi »

On retrouve dans les derniers propos de Fanny un idéal de collaboration qui est souhaité par beaucoup. Il n'y a pas, dans cette optique, de vision concurrentielle mais c'est également souvent un vœu qui prend la forme d'une déclaration de principe engageant peu les enquêtés et prenant des allures un peu naïves: « Moi je me dis qu'il faudrait que tous les pays acceptent les lois en même temps » (Virginie). On a donc pas affaire chez la plupart des enquêtés à une mise en concurrence des institutions de l'U.E et de la France. L'homogénéité des conceptions du partage du pouvoir n'est pas totale néanmoins et quelques enquêtés conçoivent une mise en concurrence, c'est le cas de Mme Taval qui offre un point de vue parfaitement concurrentiel des deux pouvoirs et critique le pouvoir européen :

Mme Taval : « **quand y a une décision, quand l'Europe heu fait une loi ou choisit une décision, est-ce que vous pensez que la France peut heu peut plus ou moins, vous voyez, refuser ou heu, ou est-ce qu'elle est obligée de l'appliquer complètement heu...** Ah non ! Ah non ! Non ? Ah non, non, non, non, non. Non, non. Non, non. C'est pas parce que il y a A, qu'on dise A.

Ouais

On peut ne pas être d'accord, ça se discute. »

« On était déjà très bien comme on était auparavant. Ouais Heu.. on nous à imposé certaines règles.

Vous trouvez que l'Europe à été imposée un peu trop heu...

Je pense que oui. On nous l'a imposé. Oui. »

En outre, les enquêtés qui font preuve d'une conception de l'Europe en tant qu'objet politique conçoivent logiquement dans l'U.E une entité capable d'imposer des décisions à la France et une vision hiérarchique à l'avantage de l'U.E est plus présente, à l'image des propos de Sylvain : « Ca va pas très bien parce que le siège de l'union européenne, il rappelle toujours certains pays à l'ordre parce qu'il font pas les choses correctement ou des choses comme ça. Dont la France. » On peut donc constater que les chômeurs interrogés conçoivent plutôt les relations de pouvoirs de la France à l'Europe basées sur une grande latitude d'action de la France, contrebalancée dans une certaine mesure par la possibilité d'une mise en minorité au sein de l'union ou par la conception, dès lors politique, d'une institution forte.

b. Adhésion et souveraineté nationale

Pour approfondir cette question du partage du pouvoir et de la relation décrite d'intégration et d'indépendance de la France à l'U.E, on s'est intéressé à l'attachement des enquêtés à la souveraineté française. Pour ce faire, on s'est focalisé lors des entretiens sur deux éventualités en les considérant

comme des attributs forts de la souveraineté nationale, celle d'un pouvoir exécutif commun et celle d'une défense commune. Il apparaît alors de manière assez dominante que le niveau d'intégration souhaité par les enquêtés est limité et ce quelles que soient les caractéristiques des enquêtés et notamment le niveau de diplôme. La plupart des chômeurs interrogés sont réticents à l'idée d'un transfert des pouvoirs de la France à l'U.E., notamment en ce qui concerne le pouvoir exécutif, présenté sous l'éventualité d'une « chef d'état européen ».

Tiphaine : « Alors petite série de questions, est-ce que tu serais d'accord pour que petit à petit y ait plus de président français de heu, et que à la place y ait que un président européen ?

Non.

Non ?

Imagine, déjà avec un président français c'est la merde alors heu !

[rire] ouais ! Ca te ferait, ça te ferait peur ? fin tu te dirais que ce serait

Ouais non parce que, ce serait la même loi partout, ce serait vraiment horrible. Ce serait non. Faut que chacun garde sa culture quand même.

Ouais voilà. C'est ça, ça pourrait faire que tout le monde devienne pareil aussi peut-être et pis heu

Je trouve ça sympa que chacun ai sa culture, chacun ses.. ses petits points

Ses particularités et tout ?

C'est clair ce serait n'importe quoi. Déjà que la France c'est déjà grand alors imagine ! »

Mme Taval : « Vous préférez que la France garde heu

Je préférerais que la France heu garde heu...sa tête de pipe ! Si je puis m'exprimer ainsi [rire] car je comprendrais mieux. »

« Et du coup, ça vous fait pas peur ? Vous avez pas peur que l'Europe engloutisse la France ou heu ?

Et comment mon enfant ! [...]. Le jour où il y aura plus de gouvernement français, le jour où le gouvernement sera [un mot]

sera ?

Je sais pas comment vous vivrez. Celui qui va venir, qui va mettre la main sur le.. comment je lui ai dis ça ? qui prendra le gouvernement française. Aïe ! Aïe ! Aïe ! Je lui ai dis ça, ça fait deux, trois jours. »

Jean-Marc : « Autre question : est-ce que tu serais d'accord pour que petit à petit y ait plus de pouvoir français, de présidence

Mm !

Mais un chef d'Etat, un président et des députés européens heu

Bah

Alors, la c'est pas pareil.

C'est, c'est pas la même culture non plus heu

Ouais. Donc la, la peut-être plus heu tu serais plus heu tu serais plus pour qu'on garde heu

Bah c'est mieux de garder, fin ouais de garder heu.. Heu la politique française comme elle est m'enfin [...].Mais heu comment, un chef de l'Etat européen heu alors là heu... Ca serait peut-être un peu trop heu...

Ouais. Ouais un peut aller trop vite quoi

Ce serait unifier aussi

Ouais. Bah ouais, c'est clair.

Ca c'est pas terrible.»

Fanny : « Qu'est-ce t'en penses ?

Non, non.

Tu préférerais quand même...

Quand même parce que si du jour au lendemain on se tape un gouvernement européen heu j'ai peur qu'on soit complètement paumés quoi. »

Virginie, elle, explique même en ce sens une partie de son vote « non » au référendum : l'idée d'une centralisation des banques et de la justice que proposait le texte à ses yeux constitue un transfert de pouvoir auquel elle s'oppose :

Virginie : « En fait ma question c'est un peu pourquoi ? les inconvénients, les défauts, qu'est-ce qui est bien, qu'est-ce qui vous déplaît ?

Et ben je m'y connais pas assez mais ce qui me déplairait [...] que les banques soient pas trop centralisées. Et le système judiciaire non plus.

C'est à dire pas trop centralisées avec l'Europe, pas trop que toutes les décisions se prennent là-bas ?

Non-non, c'est pas ça, c'est que tous les pays soient rassemblés, qu'il y ait une immense banque centrale, qui aillent jusqu'à toucher dans leur gestion, ... dans leur fonctionnement les petites banques

Donc que tout ne soit pas géré

Et pareil pour le judiciaire

Ouais d'accord ok. Que tout ne soit pas géré d'un seul endroit pour tout le reste du monde.

Voilà. C'est même pas qu'il y aurait un endroit, ouais en fait c'est bien situé quelque part, mais c'est pas qu'il y aurait une instance quoi.

Ouais c'est plutôt l'idée.

D'ailleurs c'est pour ça que j'ai voté non, pour vous dire la vraie raison.

ouais ?

c'est parce que ça m'a pas plu dans le texte c'est chose là. [...]

Parce que c'était trop

Ben ouais, ça disait, c'était clair hein, ça disait que il y aurait une banque européenne qui regrouperait euh...

Ouais exact

Ça existe peut-être déjà, mais enfin c'était beaucoup plus accentué

Ça devait être plus, plus...

J'y connais rien mais ça m'a pas plu comme idée et pareil pour la justice »

Les enquêtés préfèrent donc dans leur grande majorité préserver la distribution des pouvoirs actuelle et l'autonomie de la France. Il se montrent peu enclins à une accélération de l'intégration dans un système européen renforcé. Le concept d'une armée européenne, même si on remarque qu'il est moins largement rejeté, demeure également peu plébiscité :

Tiphaine : « **Bon alors après, heu est-ce que tu serais d'accord pour que y ai plus d'armée dans chaque pays mais une armée européenne heu ?**

Non. Pareil.

Pareil ?

Bah parce que, bé la France aurait ses choix. Après si y en avait qu'un oui. Mais la France elle peut pas avoir ses choix de pas s'incruster dans telle ou telle l'histoire. »

Jean-Marc : « **Ah ouais. Est-ce que tu trouves que ce serait bien que l'Europe fasse heu toute sa défense heu ensemble, c'est à dire que y ait plus une armée dans chaque pays**

Ah !

et que y ai

ouh la ! Ah chais pas.

que une armée européenne. Attention hein, c'est une grande question ! Tu trouves que ce serait trop heu trop dangereux ?

Ah une armée commune européenne mm !

Ouais.

Ouais, chais pas, p't'être pas non.

Ce serait difficile hein.

P't'être pas quand même parce que.

Ouais ce serait mieux de garder heu

Boh ça risque de dérapier heu parce que...

C'est possible ! [rire]

J'aimerais pas [petit rire] Parce que c'est quand même un aut truc, c'est un aut monde aussi hein »

Arnaud : (A propos d'une armée commune)

« **Alors qu'est-ce que tu dirais ? C'est chaud hein comme question !**

Ouais, c'est chaud. Non, je préférerais qu'elle reste indépendante quand même. »

On peut rappeler ici qu'une demande, certes assez faible mais spontanée, de préservation de la souveraineté nationale s'exprimait déjà lors des questionnaires au travers souhaits et craintes concernant les orientations de l'U.E⁷⁰. Ici le refus d'abandonner la souveraineté nationale s'explique de deux manières : en premier lieu par une crainte, plus ou moins explicite, selon les enquêtés. Il y a sans doute une crainte d'être noyé dans une entité trop grande (« ce serait n'importe quoi. Déjà que la France c'est déjà grand alors imagine » nous dit Tiphaine), mais il y a également une peur du changement et un attachement à la situation telle qu'elle est, déjà identifiée et plus accessible qu'une intégration dans une entité européenne aux fonctionnements flous. C'est bien le sens du commentaires de Fanny : « si du jour au lendemain on se tape un gouvernement européen heu j'ai peur qu'on soit complètement paumés quoi » et de celui d'Arnaud : « Parce que moi la politique française, pour l'instant, je, j'aime bien quoi, je la trouve pas trop difficile mais heu... ». Pour une part des enquêtés peu politisés et maîtrisant mal les fonctionnements institutionnels français, un transfert vers l'Europe apparaît comme une promesse d'incompréhension, d'inaccessibilité voire de chaos. Le second constat majeur de cette interrogation sur la souveraineté nationale, outre l'importance des résistances, réside dans l'ambivalence des réponses qu'elle fait apparaître. Ainsi beaucoup d'enquêtés ne rejettent pas de front l'éventualité d'un transfert de ces pouvoirs à l'Union mais la repousse dans un temps lointain.

C'est là une autre manière d'exprimer sa réticence, tout en proclamant un attachement au projet européen. Les réponses développant l'idée que ce sera possible plus tard et la justification selon laquelle « on n'est pas prêt » (Thierry) sont récurrentes. Ne faut-il pas comprendre ici que ce sont également les enquêtés qui ne sont pas prêts à ce transfert de souveraineté nationale ?

Thierry : (A propos d'une armée commune) « Oui, mais pas, pas, pas maintenant c'est pas, c'est pas possible »

Virginie : « Est-ce que vous seriez d'accord pour que petit à petit il n'y est plus de pouvoir français, plus de président mais un président européen à la place, ou pas ?

Ouais dans 20 ans 3 0ans

Ouais donc pas tout de suite quoi ?

Je serai déjà plus là, je crois.

Ouais c'est ça. »

Sandra : « D'accord. Est-ce que vous seriez d'accord pour que petit à petit sur la relation France – Europe, il n'y ait plus de pouvoir français, mais un chef d'Etat Européen et d, que des députés européens ou pas ?

Pour l'instant non parce que c'est..., je garde peut-être une certaine souveraineté, c'est peut-être du conservatisme comme je le disais tout à l'heure, mais tant que ce sera pas clair...il faut toujours attendre l'évolution.

Pour l'instant, l'Europe ne serait pas capable ?

Je crois qu'on est pas prêt, non.

Mais plus tard, dans l'absolu, vous n'êtes pas contre

non.

Ah ouais ?

Non-non-non.

D'accord, ok.

Selon l'évolution, non. »

Néanmoins, et même s'ils sont en minorité, un certain nombre d'enquêtés se montrent ouverts à un abandon de la souveraineté nationale et une intégration pleine de la France à l'U.E.

Antoine : « Ouais, tu serais d'accord. Ca te ferait pas, ça te ferait pas chier que y ait plus de président français ? Bah non, ça veut dire que, que l'Europe ça ferait un seul pays quoi. Fin tu vois ? »

Sylvain : Est-ce que tu serais d'accord pour que petit à petit y ait plus de président français ni de députés, mais un chef d'Etat européen ?

Ouais.

Ouais tu serais pour ça ? ok. Ca te ferait pas peur que heu.. ?

Non, comme ça les français seraient obligés de s'aligner et pas heu rester dans leur heu conservatisme...c'est pas très ouvert par rapport aux autre pays »

« J'ai la même question est-ce que tu serais d'accord pour que petit à petit y ait une armée heu européenne qui remplace toutes les armées nationales ou pas ?

Je pense que...quelque part ce srait une bonne chose.

Ah ouais ?

Ouais. »

Laurence : « est-ce que tu serais d'accord pour que petit à petit y ait plus de pouvoir français, plus de président, de premier ministre et tout mais un chef d'Etat européen ?

Oh bah oui.

Ouais ? Tu serais plutôt heu pour que ça ailler vers ça quoi ?

mm. Fin heu.. Oui.

Ouais ? Parce que ça veut dire aussi plus de décisions françaises heu

Ouais.

Ok. Alors même question pour l'armée. Est-ce que tu serais d'accord pour que petit à petit y ait plus d'armées nationales mais

Oh bah oui.

Mais une armée européenne. Aussi ouais

Oui »

Lucien : « Est-ce que vous seriez d'accord pour que petit à petit y ait plus de pouvoir français mais un chef d'Etat européen et des députés européens ?

Ouais, ouais

ouais

Bah c'est ce qui va prendre progressivement heu..»

« J'en ai un autre heu qu'est un peu dans le même sens c'est est-ce que vous seriez d'accord pour que y ait une défense commue et une armée européenne qui remplacerait les armées nationales ou pas ?

Bah ouais »

⁷⁰ Il s'agissait de « Défendre les intérêts de la France et de chaque pays (d'abord) et préserver les particularités », orientation présente dans le tableau 4 et émise par 8 enquêtés (6%).

Comment comprendre ces divergences d'attitudes, quels enquêtés sont les plus attachés à la souveraineté nationale et quel rapport cet attachement entretient-il avec européanisme et anti-européanisme ?

c. Sur le sentiment d'appartenance nationale et l'attachement à la France, les logiques d'identification comme principe de structuration des attitudes

En cherchant à comprendre les logiques de constitution des attitudes envers l'U.E, l'hypothèse d'une structuration identitaire, à partir des sentiments d'appartenance et de l'attachement à la souveraineté nationale (la strate « nationale » de l'habitus social selon N.Elias⁷¹) semble intéressante à étudier. Fonctionne-t-elle ? Autrement-dit y a-t-il une action structurante de l'identification de soi à la France ou à l'U.E et de la conception des relations entre les deux entités, notamment en terme de souveraineté nationale, sur les attitudes envers l'U.E ? On a pu voir, en observant les déclarations concernant le sentiment d'appartenance, faites lors du questionnaire, que les niveaux de diplômes et de revenus jouaient peu sur l'identification à la France ou à l'U.E. dans notre population. Le sentiment d'appartenance apparaît plutôt ici comme une variable individuelle plus que dans un lien fort à une appartenance sociale. Les entretiens montrent que le sentiment d'appartenance ne recoupe pas pleinement les attitudes par rapport à l'Europe : en effet, si les quelques enquêtés faisant preuve d'une forte identification à l'Europe sont également européanistes, beaucoup d'enquêtés s'identifiant d'abord à la France le sont également. Les propos de Sandra résument bien la situation :

Sandra : « **Ma question suivantes : Est-ce que vous avez l'impression d'être citoyenne européenne ou pas trop ?**

C'est à dire que je me sens pas impliqué plus que ça, donc je ne suis pas une anti-Europe mais je n'ai pas beaucoup d'occasion de me dire que je suis une citoyenne européenne à part entière. J'accepte tout à fait la qualification d'européenne mais...

D'ailleurs sur la nationalité, j'avais une question, est-ce que vous vous sentez plus française qu'européenne, vous m'aviez mis, autant l'un que l'autre

Ouais enfin dans le terme sans implication vraiment...

Concrète ?

C'est plus un accord de principe. »

L'identification de soi à l'Europe n'est pas structurante de l'attitude ici car elle se fait en référence à « un accord de principe ». On comprend dès lors que la relation est inverse : c'est parce qu'on est favorable à l'Europe que l'on essaiera de se dire européen et l'identification semble plus constituer un effet de l'attitude et des représentations de l'U.E. C'est sans doute ainsi que l'on peut comprendre le lien des enquêtés déclarant une équivalence des deux identités à une attitude favorable. Le fait que plusieurs identifications à l'Europe soient désinvesties et peu portées comme des sentiments d'appartenance véritables par les enquêtés ne fait que renforcer cette faiblesse de la capacité structurante de l'attitude. En ce qui concerne les quelques enquêtés chez qui le sentiment d'appartenance à l'Europe semble plus fort, un attachement de principe domine donc l'identification, c'est ce que font apparaître les entretiens. Il nous faudra approfondir cet attachement plus longuement. De la même façon, le sentiment d'appartenance à la France ne contrarie pas l'attitude européaniste. On l'a vu, la grande majorité des enquêtés conçoivent cette identification sur un mode additif et le

⁷¹N. Elias, La société des individus, Paris, Fayard, 1991 [1987].

sentiment d'appartenance à l'Europe est sans doute peu présent du simple fait de l'éloignement de la réalité européenne pour beaucoup d'enquêtés. En effet, les représentations de l'Europe comme un objet peu visible et peu associé à des effets, très présentes dans notre population on l'a dit, offrent peu de préhension à des sentiments d'appartenance forts et moteurs. L'identification à l'U.E., faible chez les enquêtés, ne semble donc pas jouer un rôle majeur dans la structuration des attitudes et ce n'est pas en puisant dans une similitude au groupe des européens que l'europhobie des chômeurs interrogés se construit. Une exception est notable ici, c'est celle de Mme Taval pour qui l'anti-europhobie prend sans doute une part de sa source dans son identification forte à la France qu'elle conçoit comme exclusive. L'Europe devient dès lors une altérité dangereuse dont il faut rejeter l'emprise :

Mme Taval : « on sait pas trop [rire] on, sait pas assez ce qu'ils font quoi Ah ! Je ne sais pas ce que je boufferai ! [grand rire] »
« Ils nous font chier ! » « Parce que, excusez-moi, je vais être mal polie, ils nous ont mis le doigt dans le cul maintenant on l'a.[rire]
On le sent que ça fait mal. [grand rire] Ils veulent nous enfoncer le bras ! »

Ce discours reste néanmoins tout à fait isolé. Par ailleurs, on peut souligner que transparaît ici au travers des discours des enquêtés, la faible institutionnalisation de l'Europe, au sens proprement sociologique du terme, c'est à dire de l'U.E comprise comme une entreprises collective produisant des effets et organisant la réalité sociale. En ce sens, elle concurrence peu, dans les représentations qui apparaissent dans notre population, l'institution que peut constituer la France. Elle est peu visible, sans effets véritables et on lui confère peu de pouvoirs. C'est encore particulièrement visible ici. L'identification est un élément important de la capacité d'allocation des ressources qui fonde une institution comme telle et constitue donc un terrain concurrentiel entre les diverses institutions. On a vu ici que l'U.E. est loin, chez nos enquêtés, d'investir fortement ce terrain identitaire.

L'attachement à la souveraineté nationale offre t-il un terrain plus propice à la structuration des attitudes ? Les discours des enquêtés tendent à faire croire que ce n'est pas le cas. Tout d'abord on constate que l'ancrage des positions affectées par rapport à la souveraineté nationale est faible et il semble que pour beaucoup, celles-ci se constituent lors de l'entretien. C'est également le cas des conceptions sur les relations de pouvoir entre la France et l'Europe. Il apparaît que dans la plupart des cas, les questions sont parfaitement imposées au sens où elles se révèlent neuves pour les enquêtés.

Virginie : « **Même question par rapport à l'armée, pour qu'il n'y est plus d'armée dans chaque pays mais une armée européenne ?** »

Ça je sais pas, j'y ai jamais pensé. C'est peut-être une bonne idée. Plutôt d'accord, ouais. »

Arnaud : « **Alors après, qu'est-ce que j'ai ? Alors ! Une petite série de questions est-ce que tu serais d'accord pour que petit à petit y ait une armée commune qui remplace toutes les armées nationales ?** »

Oh ! Waouh ! Alors là j'avais jamais envisagé ça. [sourire]

Non hein je sais, c'est une question, je me suis creusée pour la trouver, attends ! [petit rire]

J'imagine hein waouh. »

Ainsi beaucoup d'enquêtés proposent sans doute une opinion à brûle-pourpoint. Ceci explique les nombreuses ambivalences que soulèvent les opinions sur la souveraineté nationale et le partage des pouvoirs. A l'image du discours de Sandra, les réponses paraissent parfois mal assurées et peu ancrées :

Sandra : « **Alors j'avais également la question, est-ce que vous seriez d'accord pour qu'il y ait une défense commune, c'est à dire qu'il n'y ait plus une armée dans chaque pays, mais une armée européenne ou pas ?** »

Bah oui. La défense, on se protège. Euh oui-oui.

Plutôt oui, pour qu'il y ait une armée européenne ?

Plutôt oui.

Parce que par exemple, je pense au conflit en Irak, si il y avait une armée européenne, en fait il y a eut plein de réponses en Europe, différentes, et c'est vrai qu'il n'y a pas eut de voix commune, ils ont pas réussi à se mettre d'accord et si ça avait été le cas, on sait pas trop si ça aurait été dans le sens de la France. Donc c'est peut-être une chose à accepter mais il y a un risque.

Oui. Mais moi j'entends au sens des 25. Si un pays allié est attaqué, on intervient

Tout le monde le défend.

Là dans le cas de l'Irak, on a pris une position complètement différentes et critiquée, là par contre ça peut être...

Ça serait l'idée d'avoir une diplomatie commune. Est-ce que l'Europe serait capable de parler d'une seule voix ? ?

Ça non..

Est-ce que serait bien ?

A voir. C'est nuancé. »

On recueille donc ici souvent des conceptions spontanées et immédiates des enquêtés, au sens où elles sont peu mûries. Ainsi une grande partie des enquêtés se montrant attachés à l'intégration européenne expriment également des peurs de perdre les particularités nationales et ne sont pas toujours cohérents. En ce sens, et c'est là un constat assez omniprésent, on est plus aisément favorable à l'Europe ou à un abandon de souveraineté nationale dans la mesure où l'on se sent moins concerné. C'est en ce sens que le thème d'une armée européenne est chez certains moins rejetée à l'image des propos de Karine qui avait longuement hésité sur l'éventualité d'un président européen :

« Serais-tu d'accord ou pas, pour que petit à petit y ai une défense commune, une armée européenne qui remplacerait les armées nationales, ou pas ?

Oui, bon disons que ça, ça me touche heu. De heu, de moins près donc heu. [petit rire, **petit rire**] je pense que ça serait.. plus judicieux.

T'es moins touchée par.. ! [ton de la plaisanterie] [petit rire, **petit rire]**

Je suis moins conc, je me sens moins concernée. »

La volonté de préservation de la souveraineté nationale dont fait preuve la majorité des enquêtés est donc souvent la marque spontanée d'un attachement à la France, ou à une situation considérée comme stable. Mais cet attachement n'engage pas de conséquences anti-européanistes. En ce sens, si la plupart des enquêtés ne transfèreraient pas les compétences proposées à l'U.E, aucun d'entre eux ne soutiendrait une sortie de l'Union pour la France et si plusieurs sont mitigés, beaucoup se déclarent favorables à l'U.E. L'attachement à la souveraineté nationale apporte tout de même du sens aux représentations. Il faut alors souligner ici comment l'importance accordée par les enquêtés à la peur d'une perte des particularités culturelles et leur attachement à souveraineté nationale permettent de mieux caractériser l'eupéanisme de beaucoup. On peut donner quelques marques tout d'abord de ce refus de la perte des particularités nationales qui est très présent dans les discours.

Jean-Marc : « Ce serait unifier aussi Ouais.

Bah ouais, c'est clair.

Ca c'est pas terrible.

Pis ce serait peut-être aussi, du coup, un petit peu moins de pouvoir pour les fin, vu que y a tous les pays qui voteraient heu

Fin c'est bien quand même d'avoir un peu des différences quand même

Ouais, ouais, ouais.

mm

c'est vrai, c'est ce qu'on disait tout à l'heure quoi, pour garder sa, ses particularités

ouais parce qu'autrement ça, ça va devenir trop.. Trop ouais trop unifié quoi.

Ouais, trop pareil quoi.

Ca c'est pas, c'est pas terrible. »

Virginie. « Et ben différence c'est pour euh... ça serait pour garder les différence propre à l'histoire passée de chaque pays

Que chacun préserve un peu sa propre culture

Ouais qu'on soit pas noyé dans une grande U.S.A où un truc comme ça quoi. »

Thierry : « Mais d'unifier dans le sens avoir des règles communes

entre les pays heu.

Que, que chacun ait sa propre heu, hein on va pas tout casser ou tout remettre en cause

ouais

et qu'y ait un truc, heu, un truc unique »

Mais à l'image du propos de Thierry, le refus de cette intégration identitaire est prospectif chez les enquêtés. Il est activé par les questions de l'enquêteur mais il n'est pas, dans la majorité des cas, associé à la perception d'une capacité de nuisance effective et actuelle de l'U.E. C'est en ce sens qu'il ne va pas à l'encontre d'une attitude favorable à l'Europe. On comprend alors que l'attachement à la culture française, à un mode de vie, à une auto-compréhension (et peut-être à une certaine peur du changement) composent ici un européenisme soutenant le principe d'une intégration limitée (on retrouve chez plusieurs enquêtés l'idée d'une fédération) et une représentation de l'Europe comme une association d'Etats-nations. C'est en ce sens que plusieurs enquêtés formulent un accord relégué dans le temps à la perte de souveraineté nationale: à l'image de Virginie, on peut y être d'accord mais quand on ne sera « déjà plus là ». Dans le même sens Fanny se déclare une européenne farouche mais n'envisage aucunement le fait que cette position puisse exiger un quelconque partage des pouvoirs ou un transfert de souveraineté à l'U.E. On rejette donc, chez nos enquêtés, la perte des particularités comme une orientation que l'U.E ne devrait pas prendre sans considérer que c'est là une entreprise éventuellement entamée. Il y a donc une importance de l'attachement à la souveraineté nationale dans la représentation de l'Europe. Mais cet attachement n'est pas forcément structurant d'une attitude, parce que l'U.E est peu conçue comme pouvant effectivement concurrencer la France et sa culture. Le pouvoir de structuration de l'attachement à la souveraineté nationale semble donc faible puisqu'il ne guide les attitudes ni dans un sens ni dans l'autre. Néanmoins, on peut se demander si cette capacité de structuration ne pourrait être appelée à gagner en puissance. Car si cet attachement fort à la France venait à rencontrer l'évaluation d'une perte de culture ou d'une trop forte (ou trop rapide) intégration, il pourrait peut-être participer à un retournement d'attitude contre l'U.E. On reste ici néanmoins dans la conjecture. C'est néanmoins ce qui semble être le cas, déjà décrit, de Virginie qui, tout en professant une position européenne, justifie son vote « non » au référendum par un rejet d'une banque et d'une justice commune. (Sa position est néanmoins peu claire puisqu'elle se dit favorable aux autres attributs proposés pour l'abandon de la souveraineté nationale).

On trouve également des réponses prônant un détachement de la souveraineté nationale chez un petit nombre d'enquêtés, qui correspond à une volonté d'intégration forte et pour la plupart à un européenisme élevé. Doit-on voir ici un capacité de structuration des attitudes au travers d'un rejet des identités nationales ? Ce rejet n'est d'abord pas dominant et la plupart des enquêtés favorables à un abandon des attributs de la souveraineté nationale émettent également par ailleurs des volontés de préserver les particularités françaises (et proposent dès lors parfois des positions ambiguës). Ainsi Lucien et Laurence, tout en s'étant déclarés favorables aux transferts de souveraineté proposés se montrent attachés à leur identité nationale.

Laurence: « Ah oui, y a différents modes de vie dans chaque pays européen.

Ouais plutôt. Tu vois pas trop de..

Ah bah non

De ressemblance heu

Non. Et heureusement, j'espère que non.

Ouais, t'as pas trop envie que

C'est sympa aussi.

Faut que chacun garde un peu ses...

Ouais ses particularités »

Lucien : « bon en Allemagne y a le, voilà ils ont quand même chacun son entité, c'est ce qu'est bien d'ailleurs. Le, l'Europe va pas, heu rouler les, les. Toutes façons y a des, des entités locales, aussi en France. C'est pareil chez eux hein. »

Karine : « **serais-tu d'accord pour que petit à petit il y ait plus de pouvoir français mais un chef d'Etat européen et des députés européens ?**

Alors bah ce serait, oui ce serait la formule fédération d'Etats heu

mm. Ce serait beaucoup plus de pouvoirs heu...

Bah je suis d'accord pour qu'il y ait plus de pouvoir mais je suis également partagée par ma crainte de... quel heu.. pour quel type de pouvoir c'est à dire heu

[...]

Oui, je crois, sur le principe je suis ok. Je trouve ça bien

Sur le principe ouais ?

Oui fin je suis d'accord ouais, plutôt d'accord.

[...] Oui après en même temps il faut. Je pense qu'il faut pas transférer tous les..

ouais

pouvoirs non plus heu

ouais

et pour les grandes décisions heu.. C'est, c'est pareil, c'est délicat hein. »

C'est ici encore une fois plus vraisemblablement l'inscription dans une volonté d'ouverture et un attachement à des principes, de rejet des nationalismes notamment, qui créent chez les enquêtés un rejet des attributs identifiés de la souveraineté nationale. Mais en ce sens c'est bien l'adhésion de principe qui est structurante. En outre, ce rejet de la souveraineté nationale ne conduit pas nécessairement à une attitude fortement européeniste, c'est ainsi parfois l'idée d'une unité plus large qui est souhaitée.

Lucien : « **Est-ce que vous seriez d'accord pour que petit à petit y ait plus de pouvoir français mais un chef d'Etat européen et des députés européens ?**

Ouais, ouais

ouais

Bah c'est ce qui va prendre progressivement heu, enfin pas seulement français, européen, qu'il y ait plus heu »

Antoine : « Ca serait plus l'Europe, ça serait la terre entière quoi !

Bah ouais, mais alors c'est pour ça que je te demande

Ouais c'est vrai c'est pas con. Ca pourrait pas être con. En même temps, ça pourrait être bien aussi tu vois.

Ouais ?

Qu'il y ait une seule monnaie sur toute la terre, que

Ouais qu'il y ait une seule

qu'il y ait plus de frontières quoi, fin tu vois ce que je veux dire ? »

En outre, chez Sylvain par exemple, le détachement de la souveraineté nationale est lié à une position opposée à l'Europe conçue comme objet politique. Le rejet de la souveraineté nationale apparaît donc, ici encore plutôt constituer une effet des attitudes et des positions de principe plutôt qu'une logique constitutive de ceux-ci. On constate donc que l'attachement à la souveraineté française s'il est sans doute révélateur de la profondeur ou de la nature de l'attitude européeniste semble avoir une faible puissance de structuration des attitudes dans un sens comme dans l'autre chez les chômeurs interrogés.

C. La spécificité du chômage dans les attitudes face à l'U.E.

Pour essayer de comprendre les attitudes des chômeurs interrogés face à l'Europe, un dernier aspect essentiel doit être approfondi et interrogé dans sa capacité de structuration : c'est la caractéristique même qui définit notre population, à savoir la situation de chômage. Le chômage a-t-il un impact sur les représentations et attitudes par rapport à l'Europe ? C'est bien là une des interrogations théoriques

principales de notre recherche. Pour l'appréhender, la question se pose d'abord de savoir si le chômage peut constituer une variable de l'attitude à l'égard de l'U.E., au même titre que la catégorie socioprofessionnelle par exemple ou d'autres caractéristiques socio-démographiques. C'est alors dans la comparaison des résultats de notre enquête par questionnaire aux études déjà établies sur l'ensemble de la population française que nous pourrions essayer de jauger l'impact du chômage sur les attitudes européennes. Au-delà de ce résultat, on pourra ensuite interroger les discours des enquêtés en vue de tenter de déterminer dans quelle mesure leur situation de chômage peut influencer sur leurs attitudes à l'égard de l'U.E et définir en cela un comportement collectif.

a. Le chômage comme variable

Pour tenter d'observer si l'on peut mettre en avant un effet du chômage dans les attitudes de notre population à l'égard de l'Europe, il nous faut alors les comparer aux attitudes que montre la population française dans son ensemble face à l'U.E. C'est donc une mise en parallèle des chiffres de notre enquête aux études menées sur le reste de la population et aux variables explicatives ayant été établies dans ce cadre que nous proposons ici. Une remarque préliminaire doit être faite. L'effectif sur lequel notre enquête a été réalisée est trop faible pour pouvoir permettre de produire des conclusions véritablement appuyées sur les positions des chômeurs sur l'Europe. On précise donc ici que ce que l'on cherchera à dégager ce sont bien plutôt des tendances provisoires, et ce n'est qu'en ce sens que devront être considérées les comparaisons réalisées avec les études existantes.

Avant de s'intéresser aux variables qui apparaissent les plus liées aux attitudes, on peut essayer de comparer les réponses des chômeurs interrogés avec celles de la population française. Que peut-on dire du comportement des français ? Les études montrent avec une certaine constance qu'ils sont, de longue date, majoritairement favorables au processus d'intégration européenne. Même lorsque les questions diffèrent, c'est là un phénomène encore commun aux études récentes. Comme le soulignent B.Cautrès et C.Belot à propos des attitudes des français, « les opinions générales à l'égard de l'Europe [se montrent] globalement très positives, et ce sur le long terme⁷² ». Leur étude, datée de 2002, révèle ainsi que 13,5% seulement des français « éprouveraient un vif soulagement si l'U.E était abandonnée » et 5% déclarent que l'appartenance de la France à l'Union européenne est « une mauvaise chose ». Si les chiffres sont plus pondérés, B.Cautrès et V.Tiberj corroborent cette analyse dans leur étude des élections européennes de juin 2004⁷³. Les auteurs affirment en effet que les résultats « semblent [...] indiquer que le soutien à l'Europe en France est relativement fort. » Dans cette enquête, 53% de la population déclare que la participation de la France à l'U.E est une bonne chose. Les données les plus récentes que l'on ait à disposition enfin, sont celles de l'eurobaromètre 64,

⁷² Céline Bélot et Bruno Cautrès, « L'Europe invisible mais omniprésente », *Le nouveau désordre électoral, leçon du 21 avril 2002*, B. Cautrès et N. Mayer (dir.), Paris, Presses de Sciences po., 2004, p. 125. L'étude est basée sur l'enquête du PEF, Panel électoral français, réalisé par sondage en 2002. Un chiffre assez proche (19%) apparaît pour la même question dans l'étude de Bernard Denni et Bruno Cautrès : « Les attitudes des français à l'égard de l'Union européenne : les logiques du refus », *art. cit.*, p. 326.

⁷³ B.Cautrès et V.Tiberj, *Une sanction du gouvernement mais pas de l'Europe. Les élections européennes de 2004*, *op. cit.*, p. 20. L'étude se base ici sur les chiffres de « European election studies », enquête réalisée par sondage par l'institut Ifop du 14 au 19 juin 2004.

daté de l'automne 2005. Elles confirment ces résultats puisque 46% des français déclarent que « l'appartenance de la France à l'U.E est une bonne chose » (avec une baisse de 5 points par rapport au précédent), contre 15% d'avis défavorables⁷⁴. Si les chiffres et les questions diffèrent, on retrouve toujours néanmoins une majorité d'avis favorables à l'intégration européenne. Que montre la comparaison avec les réponses des chômeurs interrogés ? On en a déjà donné les chiffres dans le tableau 9 (cf. p. 53), si les enquêtés se déclarent également plus favorables qu'opposés à l'union européenne (31,2% de « plutôt » et « très favorables » contre 19,1% de « plutôt » et « très défavorables ») c'est l'absence de positionnement qui domine largement les réponses des enquêtés. Ainsi 32,6% se déclarent « mitigés » et 17% préfèrent ne pas se prononcer, ce qui produit un chiffre de 49,6% quand on regroupe ces deux réponses, sans doute hétérogènes mais affichant un commun refus de prendre position. Certes la question n'est pas formulée de la même façon et les réponses neutres étaient ici proposées, on restera donc prudent, néanmoins, la comparaison montre donc que si les avis défavorables ne sont pas plus importants chez les chômeurs interrogés, les avis favorables ne sont pas dominants dans les réponses et apparaissent ici plus faibles que dans les études concernant la population française. C'est bien l'absence ou le refus de positionnement qui semble constituer un phénomène particulièrement marquant chez nos enquêtés. En outre, on peut insister ici sur l'importance de la variation des points de vues exprimés sur l'Europe selon les différentes questions proposées aux enquêtés. Ce n'est pas là un phénomène spécifique aux chômeurs interrogés et B.Cautrès et V.Tiberj soulignent que « les opinions positives varient d'une question à l'autre » et expliquent cela par le fait que « les questions qui impliquent le répondant en faisant référence à des enjeux ou à des intérêts qui le concernent directement, suscitent des réponses plus nuancées que les questions générales ou abstraites⁷⁵ ». Cette description d'une variation due à engagement différencié dans les réponses s'applique parfaitement à notre population. On l'avait déjà souligné, les différentes questions ne proposent pas des résultats absolument homogènes, ainsi une majorité de chômeurs interrogés (23,4%) se déclarent mécontents de l'action de l'Europe et à la question de la confiance, la plus grande part de la population répond par la négative : 47,5% des enquêtés sont « plutôt » ou « très méfiant » de l'action de l'U.E. Ici les enquêtés apparaissent plus réticents que leurs concitoyens qui se déclarent, dans l'Eurobaromètre 64, que l'Europe leur inspire un sentiment d'espoir à 44% et de méfiance à 34%. La même source montre également que 41% des français déclarent avoir « plutôt confiance » dans l'Union européenne⁷⁶, alors que c'est le cas de 14,9% des enquêtés seulement. Les chômeurs interrogés semblent donc marquer une volatilité plus grande quant à leur positionnements au travers des différentes questions et une confiance beaucoup plus faible envers l'Europe que le reste de la population. Une autre comparaison peut être effectuée en ce sens, puisque si l'enquête de B.Cautrès et V.Tiberj montre que 40% des français interrogés déclarent avoir « confiance dans le fait que les

⁷⁴ Eurobaromètre 64, Automne 2005, Rapport national France, p. 18.

⁷⁵ B.Cautrès et V.Tiberj, *op. cit.*, p. 19.

⁷⁶ Eurobaromètre 64, *op. cit.*, p. 24 et 28.

décisions prises par l'U.E sont prises dans l'intérêt des gens⁷⁷ », une question à peu de choses près similaire posée à nos enquêtés (« Est-ce que vous trouvez que l'Union européenne défend les intérêts des gens et des populations européennes ? ») fait apparaître, dans le tableau 18, une évaluation beaucoup plus négative :

Tableau 18. La défense de l'intérêt des gens et des populations européennes par l'U.E.

Intérêt des gens	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	23	16,3%
oui	44	31,2%
non	74	52,5%
TOTAL CIT.	141	100%

Les enquêtés considèrent dans une assez grande majorité (52,5%) que l'Europe ne défend pas les intérêts des gens et l'on peut constater que quand les questions sont amenées sur des points plus concrets et précis concernant l'U.E. que sur des positionnements abstraits, les évaluations se font nettement plus négatives chez les enquêtés et cela semble plus aigu chez les chômeurs interrogés que dans le reste de la population.

Cette description réalisée, on peut maintenant chercher à comparer la structuration des attitudes des deux populations aux travers de différentes variables. Les diverses études concernant les positionnements des français face à l'U.E concordent sur plusieurs constats majeurs quant aux variables considérées comme les plus significatives. En premier lieu, l'adhésion est l'Europe procède d'une « soutien élitaire », comme l'affirme Céline Belot : « plus les individus sont diplômés, plus ils possèdent de hauts revenus et plus leur position est élevée dans la hiérarchie socioprofessionnelle, plus ils ont de chance d'être très favorables au processus d'intégration⁷⁸ ». Ce constat n'est pas neuf, et l'importance du niveau d'instruction a notamment été mis en évidence à l'origine par R.Inglehart⁷⁹. Mais comme le souligne avec raison C.Belot « ces logiques de production des attitudes à l'égard de l'Europe, mises en évidence dès les années soixante, paraissent toujours bien fonctionner aujourd'hui⁸⁰ ». C'est en effet un constat partagé dans la plupart des études, à l'image de celle de B.Cautrès et V.Tiberj déjà mentionnée, pour qui « le niveau de diplôme constitue bien, avec la position sociale, une « variable lourde » explicative des attitudes européennes en France⁸¹ ». Ces corrélations fonctionnent-elle chez les chômeurs interrogés ?

⁷⁷ B.Cautrès et V.Tiberj, *op. cit.*, p. 21.

⁷⁸ Céline Belot, « Les logiques sociologiques de soutien au processus d'intégration européenne : éléments d'interprétation », *art. cit.*, p. 15.

⁷⁹ R. Inglehart souligne le rôle décisif du niveau d'instruction dans la structuration des attitudes dans son article « Cognitive mobilization and European integration », *Comparative Politics*, vol. 3, n°1, 1970.

⁸⁰ Céline Belot, *art. cit.*, p. 15.

⁸¹ B.Cautrès et V.Tiberj, *op. cit.*, p. 32.

Tableau 19. Le positionnement face à l'Europe en fonction du niveau de diplôme.

Diplôme	Collège, B EPC ou c ertificat	CAP, BEP	Bac	Bac+1, 2, 3	Bac + 4 et plus	TOTAL
Avis global						
Plutôt et très favorable	26,3%	15,2%	18,8%	50,0%	46,2%	31,2%
Plutôt et très défavorable	18,4%	30,3%	25,0%	7,1%	15,4%	19,1%
Mitigé	31,6%	33,3%	37,5%	32,1%	30,8%	32,6%
Ne se prononce pas	23,7%	21,2%	18,8%	10,7%	7,7%	17,0%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Effectivement les avis favorables à l'U.E apparaissent, chez les enquêtés, proportionnellement plus importants chez les diplômés de niveau Bac+1 à Bac+4, que chez les chômeurs interrogés de niveau d'instruction plus faible et si les « mitigé » sont en proportions équivalentes, on se prononce moins parmi les niveaux de diplômes les plus bas. Que peut-on dire de la catégorie socioprofessionnelle ? La variable pose problème pour notre population dans la mesure où il est difficile de lui trouver une correspondance objective. Pour la mesurer, on a opéré une classification des enquêtés selon la profession recherchée. Il apparaît (Tableau 20) que la relation semble tout à fait fonctionner dans notre population.

Tableau 20. Le positionnement face à l'Europe en fonction de la profession recherchée.

CSP	ouvrier et employé	professi on interm édiaire	cadre	TOTAL
Avis global				
Plutôt et très favorable	27,0%	32,1%	61,5%	31,2%
Plutôt et très défavorable	20,0%	21,4%	7,7%	19,1%
Mitigé	32,0%	35,7%	30,8%	32,6%
Ne se prononce pas	21,0%	10,7%	0,0%	17,0%
TOTAL	100%	100%	100%	100%

La relation est identique à celle observée dans le niveau de diplôme et cela s'explique logiquement dans la mesure où le niveau d'instruction se superpose presque parfaitement, dans notre population d'enquêtés, à la profession recherchée⁸². En revanche, si la relation fonctionne toujours, elle est moins flagrante en ce qui concerne le niveau de revenu et ce logiquement. Ceci s'explique sans doute par le fait que, tous niveaux de diplômes et de CSP confondus, la situation de chômage tend à uniformiser les niveaux de revenu. Les écarts perdent un peu d'acuité, tout en subsistant (tableau 21).

⁸² 76,9% des chômeurs interrogés cherchant un emploi de cadre disposent d'un Bac +4 (contre 2% des enquêtés cherchant un emploi d'ouvrier ou employé). 38% des enquêtés cherchant une profession d'ouvrier ou d'employé sont de niveau collège, Bepc ou certificat d'études (contre 0% pour les enquêtés recherchant un emploi de cadre).

Tableau 21. Le positionnement face à l'Europe en fonction du niveau de revenu.

Revenu	0	1 à 500 euros	501 à 1000 euros	1001 à 1500 euros	+ de 1500 euros	TOTAL
Avis global						
Plutôt et très favorable	29,0%	26,1%	30,0%	45,0%	45,5%	31,2%
Plutôt et très défavorable	16,1%	21,7%	20,0%	25,0%	18,2%	19,1%
Mitigé	29,0%	26,1%	40,0%	20,0%	27,3%	32,6%
Ne se prononce pas	25,8%	26,1%	10,0%	10,0%	9,1%	17,0%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%

On peut souligner ici que la faiblesse du niveau de diplôme, du niveau de revenu et une appartenance à la catégorie socioprofessionnelle des ouvriers et employés semblent positivement liées au fait de ne pas se prononcer, à l'absence ou au refus d'un positionnement donc. Là encore, les chômeurs interrogés peuvent être rapprochés du reste de la population au sein de laquelle, C.Belot le souligne, les individus répondant à ces trois variables « ne sont pas pour autant plus défavorables à l'Europe, ils sont par contre sur-représentés parmi les individus qui expriment leur incapacité à formuler des opinions⁸³. » Néanmoins une différence se fait jour ici dès lors, puisque dans les tableaux précédents il apparaît au contraire que l'accumulation d'un niveau de diplôme faible et d'une appartenance aux catégories socioprofessionnelles des ouvriers et des employés semble liée à un positionnement plus négatif par rapport à l'U.E.

Que peut-on dire des autres variables, moins « lourdes », mais également explicatives des attitudes des français à l'égard de l'Europe ? On peut essayer de proposer un rapide panorama comparatif de ces variables par rapport à notre population d'enquêtés. Tout d'abord, comme le souligne l'étude de M. Deflem et F.C. Pampel⁸⁴, corroborés par les enquêtes de B.Denni et B.Cautrès et de B.Cautrès avec V.Tiberj, les attitudes par rapport à l'Europe se divisent au sein d'un « gender gap » où les femmes sont plus enclines à faire preuve d'attitudes négatives que les hommes. Cette relation est peu prononcée dans notre population puisque 33,9% des hommes contre 29,3% des femmes se déclarent favorable à l'U.E⁸⁵. Le lien au milieu ouvrier ensuite est également décrit par B.Cautrès et B.Denni⁸⁶, comme une variable fortement explicative de l'attitude européenne. Cette relation ne semble pas fonctionner dans notre population puisque 19,2% des enquêtés déclarant avoir un ou plusieurs parents ou conjoints dans le monde ouvrier se montrent défavorables à l'Europe, contre 19% de ceux qui ne déclarent aucun lien. (On peut préciser ici que les liens déclarés au monde

⁸³ C. Belot, *art. cit.*, p. 15.

⁸⁴ Mathieu Deflem et Fred C. Pampel, « The Myth of Postnational identity : Popular Support for European Unification », *Social Forces*, 75 (2), décembre 1996, pp. 119-143.

⁸⁵ Mais il faut sans doute plutôt voir ici un effet de la composition de notre effectif puisque 43,9% des femmes y disposent d'un Bac + 1 à 4 contre 30,5 % des hommes. Le gender gap pourrait alors être masqué par les effets du niveau de diplôme.

⁸⁶ Les auteurs soutiennent que « la différence d'attitude selon les positions sociales, ou les milieux sociaux, s'illustre de façon encore plus nette en prenant en compte l'intensité des liens objectifs avec le monde ouvrier [...] plus l'appartenance au monde ouvrier est marquée, plus les critiques à l'égard de l'Europe sont fréquentes ». Bernard Denni et Bruno Cautrès : « Les attitudes des français à l'égard de l'Union européenne : les logiques du refus », *art. cit.*, p. 328.

ouvrier, qu'on peut considérer comme une appartenance subjective, sont assez faibles : 55,3%, pour une population composée à 70,9% d'ouvrier et d'employés mais également vraisemblablement avec une bien plus grande présence de ces derniers). La politisation enfin est une variable soulevée dans les études déjà citées. Elle est déclinée par deux questions, la première mesure l'intérêt politique des enquêtés et la seconde leur proximité partisane déclarée. « Une forte politisation accroît les réponses favorables à l'Europe, alors que l'attitude opposée augmente les opinions critiques⁸⁷ » soutiennent B.Denni et B.Cautrès, qui ajoutent que la politisation ne s'épuise pas dans le niveau d'instruction mais constituent bien une variable à part entière. Effectivement dans notre population également, la proximité partisane semble jouer dans une certaine mesure puisque les avis favorables s'élèvent à 42,3% chez les enquêtés déclarant se reconnaître dans un parti ou un leader politique, contre 28,3% chez ceux n'exprimant aucune reconnaissance. Néanmoins, la relation est moins présente dans l'autre sens (concernant les avis défavorables), l'écart n'y étant que de 5 points. La relation apparaît encore moins claire en ce qui concerne l'intérêt politique : si 33,3% des enquêtés se déclarant très intéressés par la politique sont également favorables à l'Europe alors que ce n'est le cas d'aucun de ceux qui ne se déclarent « pas du tout » intéressés, 37,2% de ceux qui s'y intéressent « peu » sont tout aussi favorables. En outre, la différence entre les enquêtés se déclarant à la fois « défavorables » et « pas du tout » intéressés par la politique et les « défavorables » très intéressés n'est que de 5 points (à l'avantage des premiers) et reste donc très faible. Les opinions critiques ne semblent pas plus présentes chez les enquêtés les moins intéressés par la politique et la politisation ne propose donc pas de lien très fort et constant à l'adhésion dans notre population⁸⁸.

Qu'est-ce qui caractérise finalement la population des chômeurs interrogés ? Ces multiples observations et comparaisons semblent conduire au constat d'une singularité assez faible et circonscrite de notre population. Les clivages établis au sein de la population française pour expliquer les attitudes par rapport à l'Europe semblent largement traverser la population des chômeurs. C'est surtout valable pour les variables les plus lourdes, à savoir le niveau de diplôme, de revenu et la catégorie socioprofessionnelle. Les logiques d'une formation socialement différenciée des avis sur l'U.E. apparaissent assez persistantes dans la structuration des opinions au sein des chômeurs interrogés. On peut rappeler en ce sens que l'on a déjà constaté que les caractéristiques de l'abstention chez les enquêtés, en ce qui concerne les élections européennes, correspondent également à celles du reste de la population (faible niveau de diplômes et de revenus, catégories socioprofessionnelles basses, population jeunes et surtout faible pratique du vote). Ces observations tendent à montrer que l'éventuelle singularité des attitudes européennes dans le groupe construit des chômeurs tiendrait plutôt à la composition de celui-ci, où les classes disposant d'un capital social et économique faible sont les plus présentes.

⁸⁷ Bernard Denni et Bruno Cautrès, *art. cit.*, p. 335.

⁸⁸ Les mêmes auteurs soutiennent en outre l'existence de logiques politiques de constitution des attitudes en se basant sur les positionnements politiques des enquêtés. Nous ne dirons rien ici du rôle du positionnement, notre population étant trop réduite pour proposer des effectifs suffisants à chaque position politique (10 enquêtés se déclarent à droite et 1 seul à l'extrême droite).

Quelques attitudes sont néanmoins apparues plus particulièrement marquées au sein des chômeurs interrogés que dans l'ensemble des français. Rappelons-les rapidement : il s'agit de l'importance de l'absence ou du refus de positionnement sur l'U.E (« mitigé » et « ne se prononce pas ») qui rejoint le taux d'abstention particulièrement conséquent des chômeurs interrogés lors des élections européennes ainsi que lors du référendum. En outre, si la part des chômeurs interrogés se déclarant favorables à l'U.E est moins importante que dans le reste de la population, ceux-ci ne sont pas plus défavorables sur leur avis global. Néanmoins, une autre particularité de la population interrogée réside dans l'importance plus prononcée des opinions négatives sur l'U.E. quand les questions se font moins abstraites et engagent plus les enquêtés (« satisfaction », « confiance », « intérêt des gens ») et donc également dans une volatilité plus forte des attitudes dans la population interrogée. Ces particularités qui apparaissent dans notre population peuvent-elles également être expliquées par ses caractéristiques de composition ? Celles-ci comportent probablement une grande part explicative. Néanmoins on peut se demander si la situation de chômage n'accentue pas certains comportements, notamment la faiblesse des positionnements, plus marquée chez nos enquêtés. On a également pu constater par exemple que les électeurs les moins diplômés et les plus jeunes de notre population votent moins aux élections européennes que les mêmes groupes d'actifs⁸⁹. On peut donc chercher à approfondir la question d'une particularité de notre population en plongeant dans les discours des enquêtés pour essayer d'observer dans quelle mesure la situation de chômage peut influencer sur ces opinions et attitudes.

b. Les effets de l'U.E. sur le travail

En premier lieu, on peut penser que le thème le plus à même de refléter une tension particulière dans les représentations des enquêtés est celui du travail. Il est intéressant d'observer dans quelle mesure les enquêtés peuvent opérer une liaison explicite du problème du chômage avec l'Europe. Or deux dimensions principales apparaissent au travers desquelles le chômage pourrait être mis en relation avec l'U.E et influencer en cela les attitudes : tout d'abord et simplement la question de la responsabilité de l'U.E dans la situation de chômage, puis également le thème de l'ouverture à l'immigration intérieure qu'institue l'U.E, et notamment des pays de l'Est, comme menace potentielle de concurrence et de difficulté pour les demandeurs d'emplois.

Les réponses à la première question sont tout à fait homogènes au travers des divers entretiens. Les chômeurs ne relient pas la situation actuelle de chômage massif avec la construction européenne et ne mettent absolument pas en cause une responsabilité de l'U.E. dans l'importance des difficultés

⁸⁹ Une comparaison de notre enquête et des chiffres des études déjà présentées de Tiberj et Cautrès (2005) et de Denni et Cautrès (2000), entre les avis défavorables des populations les moins diplômées dans la population française et chez nos enquêtés, montre une différence d'environ 15 points, les chômeurs interrogés émettant moins de positions défavorables. Pour la même question, la différence est à peu près équivalente et fonctionne dans le même sens en ce qui concerne les employés et les ouvriers actifs et les chômeurs de ces domaines de profession interrogés. Néanmoins ces chiffres restent relativement peu significatifs d'une part parce que les questions et réponses proposées sont différentes, mais également en raison de la faiblesse de nos effectifs quand on les isole aux comportements de groupes socio-démographiques trop précis. Une différence constante entre la population française et nos enquêtés se constate néanmoins dans la très faible

d'insertion dans le monde du travail. Cette responsabilité est dès lors renvoyée, soit vers une particularité de la société française et une mise en cause parfois de ses responsables politiques, soit à une évolution plus générale, des sociétés modernes et c'est notamment « la mondialisation » qui est mise en cause :

Tiphaine : « Alors après bon y a beaucoup de chômage est-ce que tu penses que l'Europe elle est un peu responsable du fait qu'il y a beaucoup de chômage ? Ou pas du tout ?

Sincèrement, c'est pas l'Europe, ch'ai pas c'est les gens en fait. Y a pas assez d'emploi, les gens ils ferment les magasins parce que, ch'ai pas, ch'ai pas comment expliquer ça mais.. »

Laurence : « Ah ! responsabilité je sais pas. Non. Non je crois plutôt que c'est l'économie mondiale quoi »

Sandra : « Pensez-vous que l'Europe a une responsabilité dans le fait qu'il y a beaucoup de chômage ?

Non

Est-ce que vous pensez que l'Europe peut avoir un rôle à jouer ?

Je ne sais pas du tout. Le chômage est propre a chaque pays. Par contre dans le cadre à ce qui se passe ici, elle peut contribuer à poser des cadres »

Arnaud : « Est-ce que tu penses que l'Europe à une responsabilité dans les fait que, qu'il y a beaucoup de chômage ? Parce qu'il y a beaucoup de chômage, est-ce que tu crois que l'Europe, elle à, c'est un peu de sa faute quoi et est-ce qu'elle peut faire quelque chose ou pas.

Non, non, non, non je pense pas. »

Karine : (A propos de sa situation de chômage) « ..et que là j'ai du mal à... a trouver. Mais là c'est pas forcément heu l'Union Européenne. C'est la, la France heu.. »

Kaba : « Tu penses que par exemple heu, tu sais maintenant y a vachement de chômage et tout. Tu penses que c'est plutôt à cause de l'Europe ou plutôt à cause de la France? [un temps] tu penses que l'Europe elle à un rôle à jouer là-dedans ou.. ?

Non, c'est la France, c'est la France. »

Fanny : « Est-ce que tu penses que l'Europe a une responsabilité dans le fait qu'il y ait beaucoup de chômage ?

Quoi ?

Tu crois que l'Europe est responsable un peu du fait qu'il y a beaucoup de chômage ?

Bah nan c'est la France, pourquoi l'Europe elle serait responsable ? »

Dans le même sens, les associations de mots avec l'Europe proposées lors des questionnaires faisaient apparaître très peu d'occurrences du terme chômage (3 citations) alors que la situation même d'interrogation en sortie d'Anpe aurait pu influencer cette association.

Les représentations quant à la seconde question sont moins homogènes. En effet, un petit nombre d'enquêtés mettent d'emblée en avant la mise en concurrence des travailleurs opérée par l'Europe en critiquant l'inégalité de situations créées et, pour certains, le danger contenu pour les travailleurs et chômeurs français. Néanmoins, cette mise en cause spontanée de l'Europe, qui vise plus souvent une critique de l'inégalité des conditions de travail entre les individus qu'une peur de l'augmentation du chômage, il faut le préciser, est surtout le fait des enquêtés chez lesquels une structuration politique des représentations et attitudes à l'égard de l'Europe est un phénomène moteur. On l'a déjà décrit et ce reproche fait à l'U.E. vient éclairer en partie ici, le fait que cette structuration politique soit dans notre population reliée à des attitudes négatives par rapport à l'U.E., sans épuiser certes son explication puisque d'autres phénomènes sont invoqués. En ce sens, on peut émettre l'hypothèse que chez les chômeurs montrant pour une part une structuration politique de leurs attitudes européennes, le chômage peut peut-être, en constituant un point focal particulier sur le travail, contribuer à une représentation plus négative de l'U.E. En revanche, on constate que chez la plupart

proportion, et ce au sein même de chaque variable ou critère socio-démographique, de l'expression d'opinion forte sur l'Europe (très favorables ou défavorables).

des chômeurs interrogés, ni l'éventualité d'une concurrence intra-européenne, ni le risque, du à l'Europe, d'une arrivée conséquente d'émigrés sur le marché du travail ne sont spontanément envisagés et ce sont là des menaces très peu considérées. Même quand on leur soumet l'éventualité d'une mise en concurrence, les chômeurs interrogés rejettent l'hypothèse :

Thierry : « Ils parlent heu oui, c'est l'étranger qu'à amené que on, qu'y a pas de boulot, que la sécurité est bouffée. Mais c'est faux ! C'est faux, je puis te l'affirmer. [...] Donc heu si tu veux et bah, heu.. Je vois pas beaucoup, je vois pas beaucoup d'arabes heu, je vois pas beaucoup de noirs heu

ouais

dans les, dans ce que j'ai fais, excuse moi heu

mm

dans les formations que j'avais y en avait heu un ! Mais le reste était bien français. »

Tiphaine : « **Et heu du coup y a des gens qui m'ont dit bah ouais mais, ça va faire plus de chômage en France tu vois parce qu'ils vont venir et pis heu**

Ouais mais ça je trouve ça débile quoi. Parce que, bon c'est pas vrai quoi. La plupart des émigrés qui sont là, ils travaillent même pas ou alors ils travaillent au noir. Donc c'est pas vrai quoi. »

Fanny : « Parce que moi quand je vais l'ANPE faut pas délirer hein, il y a pas la queue de smala, heu de turcs et tout ça, hein. Y a que dal. Moi la plupart du temps c'est, on va dire 60% de français, [...] faut arrêter hein, quand je vais à l'ANPE c'est pas heu, c'est pas comment on appelle ça heu heu, l'arche de Noé hein [rire] ? Non mais c'est vrai, c'est structuré tu vois »

Les enquêtés montrent peu de mise en cause critique de l'Europe par rapport à leur situation et le chômage ne semble pas constituer ici un phénomène marquant une négativité des représentations. En outre, en insistant sur la question, il apparaît que la grande majorité des enquêtés soutient plutôt une logique d'égalité entre les européens, et voient dans ce principe un des fondements de l'Europe, puisqu'ils refusent largement l'éventualité d'une priorité nationale à l'emploi⁹⁰.

Fanny : « **Et qu'ils proposaient, eux ils pensaient que fallait plutôt donner en France plus de boulot, enfin le boulot en priorité au français. Et pis tu vois comme ça dans chaque pays d'Europe quoi.**

Non je ne suis pas du tout d'accord. Je ne suis pas du tout d'accord parce que, parce que si on part de là on est plus de l'Europe. Heu.. faut pas exagérer quand même. [...] Ça je comprends, écoute je suis dans cette difficulté t'as vu.

Ouais, ouais

Je suis dans la même difficulté mais je veux dire faut pas abuser quand même. Donner d'abord le premier. Alors n'ouvre pas tes portes, fait pas l'Europe machin ! Joue pas à ça. [...] Joue pas à tes.. joue pas à l'Europe, si tu veux être en priorité sur la fin.»

Laurence : « **Est-ce que tu trouves que, les pays devraient établir des priorités, genre donner du travail aux français en France avant les autres membres de l'Europe ? [...]**

bah non. Si on est logique avec soi même non.

Parce qu'en fait c'est l'idée, y a des gens. Par exemple, on me parle beaucoup des émigrés de l'Est qui peuvent venir bosser heu

Oui mais bon si, ils peuvent venir bosser.. Mais s'ils viennent bosser ils sont au même salaire que les français non ? »

Une dernière représentation enfin apparaît également au travers de ce questionnement, et se trouve déclinée dans le discours de plusieurs enquêtés. C'est une conception selon laquelle les émigrés, qu'ils viennent des pays de l'Est ou de l'extérieur de l'union, ne sont pas considérés comme menaçants dans la mesure où ils se consacrent à des tâches délaissées par les français. Autrement dit, l'idée est courante chez nos enquêtés que les émigrés prennent les emplois dont les français ne veulent pas.

Antoine : « En même temps, tu vois, eux, les, les polonais genre, tu vois qu'ont travaillé dans les vignes et tout tu vois. Ils viennent trouver du boulot en France là-dedans parce que les français ils vont pas faire les vignes tu vois. [...] C'est hyper physique t'as mal au dos. Donc après s'ils viennent travailler, heu faire ce que nous on à pas envie de faire et bah c'est normal

ouais

qu'ils viennent le faire, tout le monde y gagne. »

⁹⁰ C'est pourtant une conception assez répandue dans la population française selon les chiffres avancés par B. Cautrès et V. Tiberj au travers desquels seules 46% des personnes interrogées se déclarent « d'accord pour refuser que les emplois soient réservés en priorité aux français plutôt qu'aux citoyens des autres pays de l'Union européenne qui souhaitent travailler en France » (1% de sans réponse), *op. cit.*, p. 21. Dans le même sens, l'Eurobaromètre 64 montre que 89% des français interrogés déclarent craindre « le transfert d'emplois vers d'autres pays membres où l'on produit moins cher ». On peut supposer que cette éventualité, exigeant une évaluation et un certain niveau de connaissances politiques et économiques, est peu spontanément conceptualisée dans notre population.

Laurence : « ouais pis et si on fait venir des émigrés, c'est aussi parce que heu y a pas de bou, les français prennent pas ce, le boulot qu'ils prennent donc heu »

Fanny : « Et puis ils ne vont pas faire comme moi fonctionnaire ou quoi. Ils vont faire éboueurs, ils vont faire des travaux que les gens ils pensent pas.

C'est vrai, ils vont faire des trucs heu..

Ils pensent pas à ça parce que eux ils vont faire des trucs encore plus durs hein.

Ouais, c'est ça

Eboueur et voilà. Tout ce que les français veut pas.

Mm mm

Et c'est eux, heu conduire les camions là, 5h du matin. Nous on est là « oh non je veux pas je vais transpirer, je vais me casser un ongle », et bah eux ils le font tu vois. [**rire**] Non mais c'est vrai tu vois. »

c. L'exclusion et la précarité subjectives comme logiques de structuration

Le chômage n'est donc pas explicitement identifié par les enquêtés comme une raison de remise en cause de l'Europe. Reste à se poser la question de savoir si la situation de chômage en elle-même peut constituer un élément structurant des attitudes envers l'U.E. On peut poser l'hypothèse ici que c'est le cas pour certain enquêtés. De quelle manière ? On peut supposer que les situations d'intégration ou d'exclusion subjectives dans lesquelles se perçoivent les enquêtés par rapport à la France et à l'Europe sont des éléments constitutifs des attitudes à son égard. Or la situation de chômage joue un rôle dans ces sentiments d'exclusion et d'intégration. On s'intéressera dès lors ici à ces sentiments au travers des réponses explicites et implicites des enquêtés à la question de leur intégration à la société française ainsi qu'à l'U.E. Comment le chômage peut-il être mis en relation avec ces ressentis et ainsi influencer sur les attitudes envers l'U.E. ? C'est principalement au travers de deux éléments : c'est au travers d'un sentiment de précarité financière et d'un sentiment d'exclusion et de dépréciation sociale créés par la situation de chômage, que les discours montrent son influence sur la représentation de l'U.E. et du monde. Une partie des enquêtés laissent donc transparaître plus ou moins explicitement un sentiment d'exclusion dans leurs discours. Sentiment qui va se trouver relié à l'Europe au travers de plusieurs schémas. Comment cela se manifeste-t-il ?

Dans un premier schéma, (peut-être le plus présent) le sentiment d'une exclusion de l'Europe apparaît chez les enquêtés. Soyons précis ici, la plupart des chômeurs interrogés ne font pas preuve d'un grand sentiment d'intégration à l'Europe et n'ont pas l'impression de participer à la construction européenne. Mais chez certains enquêtés, au delà de ce simple constat, on trouve un sentiment d'exclusion qui contribue à construire une attitude de rejet. C'est particulièrement explicite chez Marina. Tout d'abord, l'exclusion de l'Europe est concrétisée au travers de la mobilité qui lui est associée et de l'impossibilité pour elle d'y participer :

« Donc heu l'Europe bon bah, moi j'ai ma sœur qu'habite en Allemagne

ouais

C'est toujours elle qui vient, moi, je peux pas y aller. Voyez je peux pas aller heu, j'ai déjà... Je suis invitée hein !

Bah ouais

Je suis invitée en Espagne, je suis invitée en Allemagne. Je suis invitée heu... Mais bon voilà heu... Et puis heu...

Ouais, ouais

Donc heu je me sens exclue de l'Europe oui parce que je, je... J'aimerais aller en Angleterre heu. C'est pas trop cher voyez,

ouais

Mais heu voilà ... On nous demande de vivre heu... »

« Sur heu les jeunes, et sur les gens qui ont des moy, parce que dès que les gens n'ont pas de des moyens de, de bouger, vous voyez l'Europe elle existe plus quoi. Je veux dire y a pleins de gens heu, à part aller marcher à pied, faire des pèlerinages, je veux dire heu.. on a beaucoup de m.. Enfin, voyez on a pas les moyens de sortir de notre.. [*en souriant*]. Vous voyez !

Ouais, je vois bien...

Non mais vous voyez moi
de voyager quoi [*sa phrase a couvert la fin de la mienne*]
j'ai pas déjà les moyens de chercher correctement un travail.

mm

Déjà d'abord et donc heu

C'est vrai qu'après heu..

Donc, heu voilà. C'est, c'est heu c'est quand même problématique. Moi j'aimerais bien heu.. je vous dis, heu pour moi, heu. Participer à l'Europe, ça voudrait dire pouvoir *bouger*.

Ouais..

Cette incapacité de participation exprimée, qu'on peut qualifier comme un ressenti d'exclusion, est immédiatement et explicitement reliée dans la suite du discours aux difficultés financières dues à sa situation, même si le discours se réfère ici à un groupe :

..Pouvoir aller voir les expos, pouvoir heu, heu... Voilà. Donc heu... pour pleins de gens c'est difficile faut quand même dire heu.

Ouais, parce que ça demande des moyens heu..

Voilà alors pour les gens. C'est ça heu ce monde à plusieurs vitesses ! Y a des gens pour qui l'Europe existe, elle a une réalité à la fois économique, culturelle heu... et cetera. Et ça se passe bien. Mais heu... y a un certain nombre de laissés pour compte, et ils sont plus que 5 millions hein. C'est à dire que les gens qui ont voté non à, aux européennes c'est aussi parce que heu.. Voilà, ils, ils voient la vie que ça propose, ils voient pas de perspectives, pas d'avenir... Ils ont, ils ont peur, pour eux pour leurs enfants, heu... »

C'est explicitement souligné ici, la situation d'exclusion de l'U.E. conduit à une attitude négative à son égard.

« à votre avis qui c'est dans la population les plus favorables et les moins favorables heu à l'Europe ?

Bah les plus favorable je dirais c'est, heu [...] donc forcément les gens qui, heu, ceux, les gens qui peuvent déjà participer à la vie européenne. C'est à dire bouger, heu travailler, heu. Avec des partenaires européens.. heu communiquer, facilement heu avec eux et se déplacer. Bah oui, ceux là ils sont heu..

mm

bah dans l'Europe quoi

Alors qui est-ce que vous voyez dans les plus défavorables du coup ?

Et bah, et bah tous les gens qui sont heu exclus de cette Europe ! Tous les gens qui sont au chômage. Heu qui sont hors, qui sont hors du circuit déjà. Heu qui, qui voudraient travailler et qui peuvent pas. »

C'est bien la situation de chômage, marquée par la limitation financière qu'elle engendre, qui conduit à une attitude négative. L'Europe est rejetée parce que l'enquêtée ne peut pas y participer, elle est assimilée à un monde fermé aux populations les moins favorisées. Les effets du chômage ne se confondent pas avec une structuration politique de l'attitude ici parce que l'Europe n'est pas conçue comme responsable de la situation de précarité, elle est rejetée dans la mesure où elle semble pour les enquêtés participer à leur exclusion en ne faisant que la renforcer. En outre, la précarité financière n'est pas le seul motif qui relie l'exclusion due au chômage à des attitudes critiques de l'U.E. Chez Thierry par exemple, l'exclusion et la dépréciation sociale cette fois, engendrées par la situation de chômage sont clairement les moteurs d'un discours violent contre toutes les marques de la réussite sociale, de ses réseaux et de ses univers, auxquels l'U.E, « une bande de fils de diplomatie qui ont voyagé », est assimilée. On peut observer d'abord chez lui, que les marques de la dévalorisation sociale qu'entraîne sa situation de chômage à ses yeux sont nombreuses et l'étiquette de chômeur à laquelle l'enquêté se refuse pour préférer une identification (récurrente dans son discours, comme chez les autres enquêtés) à sa situation professionnelle passée, lui est tout à fait pesante.

« On demande aux pauvres de travailler plus et de, d'être responsables. Attends mais, c'est ça ce que la droite dit. Attends heu Chirac tout ça.

Mm

Tous ces cons là. Regarde heu moi je suis au RMI, mm, tu crois que je l'ai fait exprès alors que quand même j'ai, j'ai heu, comme je l'ai dis, j'ai travaillé heu chez Nathan, Bordas heu mm j'ai cotisé au moins pendant, pendant trente ans et j'ai rien.

Ouais

J'aurais rien comme retraite ! Parce que j'ai fais l'erreur de me mettre à mon compte et... Ca m'a voilà, depuis je peux... »

« Moi où suis heu justement dans le rail où jamais j'aurais cru tomber.

mm

Jamais ! Parce que je suis vexé, je suis honteux d'être sans, dans ce système heu là.

mm

Mais.. voila. »

« T'es humilié sans arrêt ! Comment, combien de fois j'ai eu la nana de la sécu qui croit que je dois faire des, des, des nouilles heu, des nouilles pour des restaurants chinois dans, dans mon appartement tu vois je me pose des questions tu vois [sourire]. Moi je peux, je suis asiatique mais je suis pas chinois déjà. »

Outre, cette remise en cause dévalorisante de l'enquêté, le chômage provoque également une exclusion sociale. Dans son discours, l'enquête résume sa situation de chômage à la privation et au néant, ainsi après un propos sur les milieux professionnels qu'il a côtoyés, Thierry conclut : « Alors si, si t'es pas dans ces réseaux là, faut bien comprendre que toi, 24 ans, tu n'auras jamais rien. ». L'humiliation, selon les termes de l'enquêté, et la situation d'exclusion que constitue le chômage engendrent chez lui un discours critique véhément des réseaux de pouvoir tout d'abord et également des comportements sociaux des classes dominantes, deux réalités auxquelles est assimilée l'Europe.

« Tous les journalistes, si tu veux, qui sont dans les médias télé, c'est des putes. »

« Des journalistes, des médias de toutes sortes. Après les, les heu les journalistes, toutes cette ma, qui sont, qui se prennent aussi pour des politiques

mm

dont la Okrent heu.. entre autre, c'est des gens comme ça

mm

qui se prennent pour l'élite. C'est pas normal quoi.

mm

Ou même heu July tu vois. Pour un homme de gauche heu, il a des idées heu

mm

voilà, c'est pas normal de faire ça, c'est pas intéressant, heu on apprend rien aussi ni sur l'un. Monsieur vient parler, on laisse parler monsieur. Oh gnagnagna pis..

Tu trouves qu'ils sont tous heu

C'est pas de la démocratie !

sur le même heu. je veux dire sur la même position par rapport à l'Europe ? [positive] Les journalistes ?

Oui ! Mais c'est une façon aussi de, de, de faire partie de l'élite. »

(A propos de l'U.E.) « Mais seulement, on a joué le jeu comme il faut parce qu'on a dit, voilà , il faut quand même pas être à la traîne tu vois.

ouais

Y a que ce mot là qui compte aller vite sans réfléchir. Parce qu'on croit qu'aller vite on est performant. C'est ça aussi, ça c'est un problème do

De vocabulaire ?

De vocabulaire et de comportement occidental

mm

Il pense que, qu'il à fait sa belle journée parce que « ah j'ai eu 15 rendez-vous ! » Mais ! Qu'il prenne du temps dans ses 15 rendez-vous !

Ouais !

15 angoisses ? 15 stress ? 15 affaires avec heu peut-être en sortant.. la queue basse heu si je puis dire heu

ouais

voilà ! C'est ça les européens tu vois ! »

On a donc ici deux situations où le vécu du chômage par les sentiments d'exclusion et de précarité financière qu'il crée, semble bien participer à une structuration des attitudes par rapport à l'Europe. Cette première relation tend à montrer les attitudes négatives qui peuvent être affirmées ou renforcées dès lors. Un second schéma qui fait jouer les mêmes logiques aboutit à un effet parfaitement inverse chez d'autres enquêtés. En effet, l'effet du chômage dans la structuration des attitudes par rapport à l'Europe peut également être positif. De la même façon ici, c'est bien dans la mesure où la situation de chômage est ressentie comme une situation d'exclusion sociale ou de précarité que la représentation de l'Europe se charge d'une tonalité particulière, positive ici, et contribue à forger une attitude favorable envers l'U.E. Comment ? C'est tout simplement dans la mesure où la situation d'exclusion est renvoyée par les enquêtés à la société française ici et qu'elle est limitée à celle-ci, que l'Europe peut alors justement proposer une espace d'intégration fort et alternatif. C'est donc à l'inverse des

précédents un sentiment d'exclusion ou d'intégration faible à la France associée à un fort sentiment d'intégration à l'Europe qui caractérise ces enquêtés. C'est notamment le cas de Fanny qui s'identifie clairement à un groupe social caractérisé par une situation de précarité :

« **Si, j'ai une question, dans quelle classe sociale tu dirais que tu te situes ?**
Heu la classe sociale des rmistes. »

« Attention quand tu vois heu. Moi justement, je suis à un niveau où je suis un petit peu perdue parce que j'ai la niaque mais bon si je vis pas je veux dire... »

« Ouais, on est revenu à cette époque là. Avec des classes sociales heu des structures comme ça heu. Ou les gens qui ont le plus de cœur et qui vivent dur, ils ont envie de se révolter, on est revenu vers là. A la bastille ! »

Or, comme cette « classe sociale des rmistes », la jeune fille ne considère pas avoir sa place dans la société française. En revanche, l'indéfinition de la réalité européenne dans la représentation de l'enquêtée propose, quant à elle, un vaste espace d'intégration.

« **Mais par contre, j'en ai une autre. Est-ce que tu dirais que t'es plutôt intégrée ou plutôt exclue de l'Union Européenne ?**
Je me sens tout à fait intégrée.

Tout à fait intégrée, complètement ?

Tout à fait intégrée. Ouais.

Sans heu, sans hésitation.

Bah non je ne me sens pas perdue heu du chinois, je sais ce que c'est heu, du heu, enfin je veux dire tout, je me sens complètement intégrée heu...

Et par rapport à la société française tu dirais quoi, plutôt intégrée ou plutôt exclue ?

[un temps] Ah je suis exclue. Je suis exclue parce que moi quand j'entends le mot société française heu, je parle vraiment de français tu vois de base je ne peux pas parler avec eux

Donc finalement tu n'as pas envie de t'intégrer non plus dans la société française.

Non dans la, en elle-même non. Chui trop révoltée, je suis trop dégoûtée par rapport à tout ce qui se passe là et tout.[...] De savoir que j'ai plus de cerveau que eux heu et que je peux rien faire ça me fout les boules tu vois

Ouais, ouais

De savoir, que y a plein de gens quand tu tchatches avec eux ils ont le même feeling que toi, ils pensent la même chose. On est des milliards putain de merde, sur c'te France, on est en train de galérer, on a pas de sous et tout. Mes formations heu, je suis en train de nager dedans, non je ne peux, franchement je peux pas te le dire quoi.

Ouais, ouais, ouais.

Je me sens pas du tout française, j'ai pas envie de l'être. »

Si Fanny se sent « un peu perdue », l'absence d'intégration à la société française marquée dans son discours par la précarité et la « galère » est contrebalancée par un sentiment d'intégration à l'Europe qui fait place, toujours en référence à une situation sociale difficile, à un positionnement favorable envers l'U.E.

« Deuxième catégorie, c'est notre génération. Pas l'ancienne parce que l'ancienne, elle est très heu très compliquée. C'est des heu c'est gens, des gens qui ont rencontré des difficultés donc qui sont amenés à bavarder beaucoup plus, avec des échanges, des gens qui sont du même milieu. [...] C'est des gens qui, qui ont plus de difficulté, à s'intégrer dans la France. Et c'est pas, c'est pas qu'on se sent moins français mais on se sent moins concernés par tout les états de la France. [prend une voix pompeuse] « La politique et tout machin. Des structures et tout ». [voix normale] Donc ça amène à bavarder à avoir plus d'échanges.[...]

Alors ceux là tu penses qu'ils sont comment par rapport à l'Europe ils sont plutôt à l'inverse de ...

Ils sont complètement je pense ouverts, au contraire, eux ils adoreraient voyager. Complètement ouverts, mais sauf que c'est, c'est souvent ces gens là qui ont le moins de moyens tu vois. »

On retrouve bien ici la marque de la situation de chômage qui, au travers de la précarité subjective qu'elle engendre pour l'enquêtée, contribue à former à la fois un sentiment d'exclusion par rapport à la société française et un sentiment d'intégration à l'Europe, et participe donc en ce sens à la structuration d'un positionnement favorable à l'Europe. C'est également le cas d'Hélène pour qui, si le sentiment d'intégration à l'Europe ne semble faire aucun doute, la même question posée par rapport à la société française pose problème :

« **Est-ce que tu dirais que tu te sens plutôt intégrée ou exclue de l'union européennes ? Qu'est-ce que tu dirais ?**

Est-ce que je me sens intégrée ou exclue de l'union européenne ? [un temps] Oui.

Ouais, tu dirais ça quand même ?

Ah oui, oui, oui, oui, oui, c'est elle qui m'intègre ! [petit rire]

Même carrément ouais ?

C'est elle qui m'intègre hein

Comment ça ?

Que ce soit, que ce soit

Pourquoi tu dis ça ?

Que ce soit la promotion de.. c'est elle qui me sensibilise. [...]

Et j'ai la même question par rapport à la société française du coup. Qu'est-ce que vous diriez ? Est-ce que vous vous diriez exclue ou intégrée ?

[un temps] Alors est-ce que ça change justement là, comme c'est heu une sollicitation qu'est pas à distance..

ouais

on y est, alors on y est, est-ce qu'on y est pas moins du coup [petit rire]. Tant que ça reste heu distant abstrait heu.. « oui, oui, bah oui, je suis au courant de ça, je sais que, je suis au courant de ça, ça

mm

vous donnez l'impression d'être intégré mais. Alors qu'au niveau français.. C'est votre vie du quotidien hein heu...

Ouais

Non heu non pas tant que ça, heu pas tant que ça.

Du coup finalement.. moins heu ?

Non pas moins parce que..

Fin c'est moins ressenti je veux dire ?

[un long temps] Là, là heu ici, c'est vraiment une sollicitation de personne à personne. C'est pas la même dimension.

bah non non

Au quotidien heu... finalement comme heu.. il suffit que vous ayez heu des conditions matérielles un peu difficiles. Y a tout un tas d'interlocuteurs en fait que... vous ne rencontrez pas.

Bah ouais quand même

Donc là, là y a, là y a un vecteur heu excluant. Là y a un ressenti d'exclusion.

Et donc ça c'est finalement plus français qu'europpéen. C'est pas du tout le cas pour l'Europe ?

Non, pas du tout non. »

Il est plus facile pour l'enquêtée de projeter son intégration dans la société peu réelle et « à distance » que constitue l'Europe. Au sein de celle-ci, on ne rencontre pas de marques concrètes d'exclusion, contrairement à la société française. L'intégration projetée dans l'Europe est une démarche alternative pouvant permettre une revalorisation de soi à des enquêtés dont la valeur en tant que personne est mise en cause par la situation de chômage. Le soutien à l'union européenne permet, comme le dit Hélène, de « donner l'impression d'être intégré »⁹¹. On a bien ici une situation d'exclusion engendrée par le chômage que l'adhésion à l'U.E peut être une manière parmi d'autres de pallier. Même si ce schéma semble moins répandu, il apparaît donc que le chômage peut également participer à une structuration positive des attitudes par rapport à l'Europe à partir de la situation de précarité économique et sociale subjective qu'il crée. Il demeure que les sentiments négatifs d'exclusion et de précarité que peut engendrer le chômage apparaissent participer chez un petit nombre d'enquêtés à la structuration des attitudes, le chômage peut donc conduire à rejeter ou épouser l'Europe pour oublier la mort sociale qu'il engendre. On ne fait, dans ces termes, que reprendre les propos de Thierry : « quand on a plus de boulot, on est mort ».

On retrouve ici un constat établi par D.Schnapper qui souligne au travers de la situation de chômage la mise en place d'un processus de désocialisation, un « désengagement social⁹² » dont il semble ici qu'il puisse être relié aux attitudes européennes. Il aurait pu être intéressant en ce sens (mais on ne peut prévoir toutes les hypothèses que soulèvera une enquête) de mettre en place une variable d'isolement social lors de notre questionnaire, notamment au travers de la situation de famille des enquêtés ou de leurs activités de loisirs par exemple, afin d'observer un lien éventuel de l'isolement aux attitudes européennes. (On a pu remarquer en ce sens que les jeunes chômeurs

⁹¹ On peut préciser que le sentiment d'intégration ne se confond pas chez les enquêtés avec une identification à l'Europe. Lorsque l'enquêteur aborde la question du sentiment d'appartenance, Hélène répond ainsi clairement : « non, plus française ». On a pu voir dans les propos de Fanny que son identité française, si elle est ambiguë, n'est pas non plus rejetée.

⁹² Dominique Schnapper, *La Compréhension sociologique*, Paris, PUF, 1999, p. 87.

paraissent moins isolés que leur aînés et semblent montrer une activité sociale plus forte, mais c'est là toutefois une observation toute subjective de l'enquêteur). Une autre hypothèse peut être proposée ici dans l'idée que si, comme on vient de le voir, la condamnation de l'U.E participe chez certains à traduire le rejet d'une condition sociale humiliante, ce phénomène est peut-être particulièrement valable chez les enquêtés diplômés, ayant appartenu à des catégories socioprofessionnelles élevées. Pourquoi cela ? Tout d'abord ceux-ci conceptualisent peut-être mieux que les autres la réalité de l'U.E. ayant été mêlés à des milieux plus favorables, et disposant de capacités cognitives importantes, ils sont sans doute plus aptes à adopter une position sur l'U.E, on reviendra sur ce point. En outre, le sentiment de déchéance sociale peut être plus fortement ressenti par ces enquêtés. On peut ainsi proposer l'hypothèse que, subissant l'exclusion d'une classe sociale à laquelle ils aspirent, et pour laquelle comme le dit Thierry, soutenir l'U.E est également un moyen de reconnaissance (« c'est une façon aussi de, de, de faire partie de l'élite »), les enquêtés rejettent avec la classe qui les exclue son attribut de reconnaissance. (C'est dans le même sens que Thierry critique les comportements marquants de ce groupe social, « parce qu'on croit qu'aller vite on est performant », s'opposant à une situation de chômage caractérisée, chez lui, par une temporalité lente et inactive). Néanmoins, le sentiment de déchéance sociale ne revêt pas la même intensité chez tous les enquêtés qu'on pourrait caractériser comme des « cadres au chômage ». C'est en ce sens la durée du chômage qu'on pourrait faire intervenir pour les différencier. Il semblerait que les chômeurs de courte durée à la recherche d'un emploi de cadre s'identifient bien encore à leur groupe professionnel (et non à leur situation considérée comme « éphémère » de non emploi.). On peut s'appuyer ici sur les conclusions de M.T. Pignoni, selon laquelle « plus le temps de chômage est long, plus le poids des variables classiques s'affaiblit, plus les chômeurs connaissent de manière uniforme l'épreuve du « chômage total⁹³ ». D.Schnapper observe également que le chômage de longue durée uniformise le vécu des chômeurs dans une identité négative, marquée par un processus de désocialisation, l'importance des difficultés matérielles et la remise en cause de l'identité et de la dignité de l'individu⁹⁴. Ce serait donc, et c'est le cas de nos enquêtés, chez les chômeurs interrogés cumulant un niveau de diplôme et une appartenance à une catégorie socioprofessionnelle élevée et une durée du chômage conséquente (de 4 à 6 ans chez nos enquêtés) que le sentiment de déchéance sociale particulièrement aigu pourrait mener à une attitude de rejet de l'Europe. C'est la une relation qu'on peut proposer avec les marques de la plus grande prudence, l'effectif de nos entretiens étant beaucoup trop faible pour soutenir le moindre constat, et cette hypothèse demanderait donc une étude particulière de cette population.

Si les effectifs de notre enquête sont trop restreints pour tenter de vérifier l'impact du chômage de longue durée sur la population des cadres (3 cadres à plus d'un an de chômage), on peut observer le poids de cette variable sur l'ensemble de notre population afin de voir si elle semble proposer des liens avec les attitudes à l'égard de l'U.E. et constituer ainsi une particularité de notre population. Or l'étude

⁹³ Marie-Thérèse Pignoni, dans Patricia Bouillaguet et Catherine Guitton (dir.), *Le chômage de longue durée, Comprendre, Agir, Evaluer*, Paris, Syros, 1992, cité par D. Schnapper, *op. cit.*, p. 88.

de la distribution des opinions par rapport à la durée du chômage donne des résultats décevants, celle-ci ne semble pas jouer de rôle moteur sur les attitudes européennes (tableau 22).

Tableau 22. La répartition des avis sur l'U.E par rapport à la durée du chômage.

durée du chômage	- d'1 mois	1 à 3 mois	4 à 11 mois	1 à 3 ans	+ de 3 ans	+ de 6 ans	TOTAL
Avis global							
Plutôt et très favorable	23,1%	33,3%	39,5%	29,7%	44,4%	14,3%	31,2%
Plutôt et très défavorable	23,1%	9,5%	20,9%	21,6%	22,2%	0,0%	19,1%
Mitigé	15,4%	38,1%	34,9%	21,6%	22,2%	57,1%	32,6%
Ne se prononce pas	38,5%	19,0%	4,7%	27,0%	11,1%	28,6%	17,0%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Les avis sur l'U.E. diffèrent peu selon la durée de la période de chômage. C'est valable pour les positions positives comme pour les positions négatives. Le chômage de longue durée ne semble pas constituer ici une variable liée à une attitude négative par rapport à l'Europe dans notre population. C'est à peine si la variable peut être reliée à une absence de positionnement puisque si les enquêtés « mitigés ou refusant de se prononcer sont particulièrement nombreux chez les chômeurs de longue durée, ils le sont également chez les chômeurs de « moins d'un mois) interrogés. La durée ne semble donc pas proposer un élément de particularisation de notre population quant à ses attitudes par rapport à l'Europe.

On observe donc finalement qu'il peut y avoir un rôle du chômage dans la structuration des attitudes par rapport à l'Europe, et ce au travers de l'exclusion et de la précarité subjective qu'il crée. Néanmoins cette logique mise à jour ne concerne qu'une petite minorité d'enquêtés. On peut insister sur l'importance de la subjectivité dans le schéma des relations mises en place. En effet, la situation de chômage est vécue de manière différentes selon les enquêtés et le ressenti d'une précarité aiguë, au niveau économique ou au travers de l'exclusion sociale, n'est pas une donnée systématique de notre population. En outre, on observe chez plusieurs enquêtés l'intégration forte de ce qu'on peut considérer comme un conformisme social, poussant à se dire intégré et à évacuer les marques et les ressentis d'exclusion⁹⁵. En ce sens, quand il n'y a pas de sentiment subjectif d'exclusion, la situation de chômage ne conduit pas à un investissement de sens particulier dans l'Europe et ne participe pas à une structuration des attitudes en ce sens.

Conclusion

Que nous apprennent ces approfondissements ciblés de l'étude des représentations de l'U.E. que nous avons proposés ? On constate d'abord que l'idée d'une Europe politique ne fait pas recette chez les chômeurs interrogés : les acteurs européens sont souvent invisibles et quand ils ne le sont pas, sont

⁹⁴ D. Schnapper, p. 90.

considérés comme de mauvais gestionnaires, parfois corrompus et sont noyés dans la mauvaise image générale qui entourent les acteurs du monde politique dans notre population. L'Union européenne elle-même est une réalité lointaine qui produit peu d'effets concrets et identifiés comme tels dans la vie de la plupart des enquêtés, même si ce n'est pas le cas des plus politisés. En ce sens, elle n'a pas de réalité institutionnelle propre et indépendante des Etats pour la plupart des chômeurs interrogés. On comprendra dès lors la faiblesse et l'inexistence même pour beaucoup d'une pratique politique de l'Europe. Si notre population se caractérise par un taux d'abstention fort, notamment chez les jeunes et les peu diplômés, les votants aux élections européennes inscrivent plus vraisemblablement leur acte électoral dans une logique usuelle de vote que dans une visée proprement européenne d'action et ces élections peu connues et sans enjeu européen réel répondent aux critères des élections de second ordre. Le référendum sur le traité constitutionnel européen ne crée pas une mise en pratique de l'Europe beaucoup plus effective, ce sont toujours les enquêtés les plus diplômés et politisés qui votent : « oui » dans une volonté d'adhésion au projet européen d'union des nations le plus souvent et « non » en référence à une évaluation négative des actions politiques de l'U.E. Néanmoins si on a pu établir que les attitudes anti-européennes de beaucoup d'enquêtés étaient dans une certaine mesure le produit d'une structuration politique, celle-ci n'est pas le fait de la grande majorité des chômeurs interrogés.

Si l'U.E n'est pas le moteur d'une forte pratique politique, elle ne constitue pas plus un objet d'identification pour la population interrogée. Le sentiment d'appartenance à l'Europe est faible et même si on trouve une plus forte propension à mettre l'appartenance à l'U.E et à la France sur un pied d'égalité chez les cadres et les enquêtés les plus diplômés, l'identification à la France demeure chez tous le fait majeur. Les identifications à l'Europe sont donc peu présentes et pour certaines d'entre elles peu investies par les enquêtés puisqu'elles constituent parfois des identifications par défaut. L'existence d'une culture commune européenne est niée chez la grande majorité des enquêtés qui souligne plutôt les multiples particularités nationales. En outre, l'interrogation portant sur un transfert des attributs de la souveraineté nationale vers l'Europe montre que beaucoup d'enquêtés affichent dans leur européanisme une volonté d'intégration très limitée des Etats à une entité européenne. Néanmoins l'U.E. n'est pas une menace en ce sens pour les enquêtés, peu de pouvoirs lui sont attachés et si elle est parfois considérée comme une continuité du modèle français, l'éventualité d'une divergence ou d'une imposition de choix à la France est surtout considérée au travers de la mise en minorité de celle-ci au sein d'un ensemble d'Etats. La représentation d'une concurrence des institutions nationales et européennes est donc faible. En outre, l'étude des sentiments d'appartenance et de l'attachement des enquêtés à la souveraineté nationale montre que ces deux éléments semblent avoir peu de force structurante des attitudes à l'égard de l'U.E, ils constituent plutôt des effets des représentations et projections que les chômeurs interrogés se font de l'U.E.

⁹⁵ Deux citations, parmi d'autres : Arnaud : « Je dirais intégré parce que.. **Ouais ?** Faut pas toujours pleurer ses lauriers et heu je pense qu'on à pas mal de choses jusque là, c'est déjà bien. » Mme Taval : « Est-ce que je me sentais exclue ou intégrée dans l'Union **ouais** [un temps] Je cherche à m'y intégrer. »

Ces investissements de sens qui semblent construire les attitudes des enquêtés restent donc à définir. Peut-on considérer que la situation de chômage en constitue une variable structurante ? L'analyse des attitudes des chômeurs interrogés face à celle de l'ensemble des français montre que la structuration sociale des positionnements sur l'Europe traverse largement notre population et les enquêtés disposant d'un niveau d'instruction élevé et à la recherche d'un emploi des catégories socioprofessionnelles supérieures sont les plus favorables au projet européen. Ce qui marque notre population c'est surtout son faible positionnement sur la question européenne, et malgré des avis globalement favorables, sa propension à émettre des jugements négatifs quand les questions se concrétisent, c'est le cas notamment de la confiance en l'U.E. Les chômeurs interrogés montrent donc une forte volatilité quant à leur attitudes. Mais ces caractéristiques doivent sans doute être assez largement reliés à la composition de notre population marquée par un faible capital social, économique et culturel. Si les logiques sociologiques de structuration des attitudes traversent la population des chômeurs interrogés, les enquêtés ne mettent pas plus explicitement en cause une responsabilité de l'Europe dans leur situation de chômage et ne la considère pas, pour la plupart, comme un facteur d'aggravation de celle-ci. La situation de chômage n'engendre pas en cela d'effet négatif sur les attitudes. Néanmoins, le sentiment d'exclusion, de dévalorisation sociale et de précarité économique que contribue à générer cette situation de chômage peut, quant à lui, participer à une structuration des attitudes envers l'Europe, positive comme négative. Le chômage ne peut donc être considéré comme une variable pleinement explicative et c'est notamment du à la réalité sociale très diverse qu'il recouvre. Il joue plutôt peu sur les attitudes mais il peut être un facteur fort de précarité et d'exclusion et agir en ce sens comme catalyseur de la volonté d'intégration ou du sentiment d'exclusion des enquêtés par rapport à l'UE, structurant ainsi parfois leurs positionnements. Néanmoins, la durée du chômage joue peu sur les attitudes et cette logique de structuration ne concerne qu'un faible nombre d'enquêtés. On comprend dès lors qu'on a plutôt affaire ici à des logiques individuelles de structuration des attitudes envers l'Europe, que l'on peut maintenant chercher à approfondir.

III. Structuration et agencement des représentations et attitudes

On peut dire avec J.C. Abric qu'une représentation est « le produit et le processus [...] par lequel un individu ou un groupe reconstitue le réel auquel il est confronté et lui attribue une signification spécifique⁹⁶ ». En effet, la représentation possède un double sens, outre les multiples images de l'Europe produites par les enquêtés, elle désigne également le processus par lequel celles-ci se forment, s'articulent entre elles et avec d'autres représentations sociales. Il est alors particulièrement intéressant d'étudier ce processus dans le cadre de l'U.E, dans la mesure où celle-ci

⁹⁶ J.C. Abric, « L'étude expérimentale de représentations sociales », dans Denise Jodelet (dir.), *Les Représentations sociales*, op. cit., Chapitre 8, p. 205.

constitue un objet relativement nouveau, qu'il faut dès lors intégrer à l'univers des représentations et à l'organisation déjà établie de la réalité. En ce sens, la représentation comprise comme une activité, est un processus de rationalisation du réel et c'est dans cette perspective que l'on peut essayer de l'observer maintenant. Dans un souci de clarté du propos et pour éviter les confusions entre les deux sens de la représentation comme produit et comme activité mentale, on parlera ici, comme on l'a déjà fait, de logiques de structuration des attitudes. Le terme ne désigne pas autre chose, il recouvre ce même processus de rationalisation et d'organisation de la réalité permettant aux individus de se positionner par rapport aux objets appréhendés. Comment ce positionnement à l'égard de l'Europe se construit-il chez les chômeurs interrogés ? On a déjà essayé d'en étudier quelques aspects et on peut maintenant approfondir cette construction des attitudes dans notre population. Quels principes explicatifs peuvent être identifiés ? Les représentations de l'Europe sont-elles relativement autonomes ou dépendantes d'autres représentations et structurations du réel ? Comment l'Union européenne, entité récente dans la construction de la réalité, est-elle appréhendée ? Comment les attitudes à son égard se forment-elles ? Y a-t-il une homogénéité de cette structuration au sein de notre population ? L'U.E transforme-t-elle les systèmes de valeurs dans lesquels elle s'intègre ou ne fait-elle que s'assimiler à des représentations existantes et à une grille de lecture d'un monde déjà organisé ? Ce sont donc ces logiques de structuration des attitudes des chômeurs interrogés à l'égard de l'Europe qu'on vise à approfondir, pour essayer d'en proposer un panorama au travers de notre population. La construction des attitudes est un phénomène complexe et saturé de significations, il est donc évident que ce que nous proposerons ici n'épuise pas la constitution des attitudes européennes, ce sont bien encore une fois des tendances observables que l'on cherchera à dégager et non des causalités mécaniques. On pourra également en ce sens, interroger la capacité explicative des théories déjà établies sur ces attitudes européennes, chez les chômeurs interrogés. En ce sens on peut souligner par exemple que les interprétations des logiques élitaires d'adhésion au processus d'intégration européenne (marquées par le niveau de diplôme, de revenu et les CSP) qui sont largement soulignées par les différentes études ne donnent aucune piste d'explication pour comprendre les adhésions à l'Europe dans les classes populaires, groupe le plus important de notre population. Pour appréhender ces principes de structuration des attitudes européennes, on abordera d'abord ce qui semble constituer une réalité majeure dans notre population, à savoir les difficultés de représentation que présente l'U.E pour beaucoup de chômeurs. On essaiera ensuite d'analyser les diverses logiques de structuration des attitudes qui s'observent chez les enquêtés avant de se pencher enfin sur les rapports et la manière dont ces logiques se côtoient ou au contraire s'opposent pour constituer différents profils de positionnement à l'égard de l'Europe.

A. Les difficultés et l'absence de représentation

On a déjà pu apercevoir quelques marques des difficultés de représentation qui sont liées à l'Union européenne dans notre population. L'Europe est ainsi, pour la plupart des enquêtés, conçue comme un

objet politique sans grande signification et ses effets sont assez peu identifiés. Néanmoins, si chez certains cela n'empêche pas de proposer un discours sur l'U.E, chez d'autres l'activité discursive est plus compliquée et c'est bien là une dimension majeure de notre population. On soulignera d'abord en ce sens le caractère confus que revêt l'Europe aux yeux des enquêtés et les difficultés de discours que cela produit. Chez beaucoup de chômeurs interrogés, certaines questions soulignent même une absence de représentations dont on pourra essayer de comprendre le sens avant de s'intéresser aux enquêtés pour lesquels ces non-représentations sont la traduction d'une indifférence face à l'Union européenne.

a. La nébuleuse de l'Europe : un objet confus.

L'Union européenne est un objet complexe. C'est là une considération extrêmement présente chez les enquêtés, et ce au-delà même des différences de diplômes existant en leur sein. On en a déjà exposé une première dimension en montrant combien le doute quant à leur niveau de compétence pour parler de l'U.E était présent chez les enquêtés. On trouve ici une seconde dimension de cette complexité de l'Europe qui se traduit dans le caractère confus qu'elle arbore aux yeux de la plupart des enquêtés. Une différence s'établit ici néanmoins. En effet, ce sont bien les enquêtés les moins diplômés pour lesquels l'objet que constitue l'U.E se présente avec le plus de confusion. L'Union européenne est une réalité nébuleuse et difficile à caractériser, qui échappe à la détermination comme parfois à la compréhension et qui rend donc en ce sens les discours à son égard très difficiles à produire pour ces enquêtés. Les termes de Mme Taval illustrent bien cette perception confuse de l'Europe : quand on l'interroge sur sa position par rapport celle-ci, l'enquêtée nous répond successivement que l'U.E. « C'est pas assez affiné », « Voila, c'est trop, très brut » et qu'il faudrait « être clair. ». L'Europe est une réalité marquée d'opacité et les discours traduisent la confusion dans laquelle elle apparaît aux enquêtés.

Mme Taval : « **Vous auriez voulu que, que y ait plus de, de, ouais, plus d'informations ou heu**
S'il vous plaît oui.
ouais
J'aurais préféré qu'il y ait plus d'informations car nous, heu remplir la tête avec des choses qu'on comprend pas c'est pas bon. »

Antoine : « Bah ouais, si, qu'ils s'emmêlent les pinceaux quand même. **C'est le bordel, tu trouves ? [sourire]** C'est le bordel bah oui écoute ! »

Jean-Marc : « Et pis faut lire carrément tout un.. tout un bouquin de 600 pages presque là-dessus chais pas ou [**rire**] il faut se taper tout ça heu. Normalement tout le monde devrait lire heu
Ouais fin bon en même temps
Donc c'est lourd hein [...]Donc c'est très lourd hein, c'est très lourd.»
« **Mais justement ouais y en a qui disent que l'Europe ça pourrait heu peut-être tu vois heu, être plus fort si les pays s'allient ou si les sociétés s'allient.**
ouais
Mais bon heu c'est p't'être compliqué
C'est très heu... ça va dans tous les sens quoi »

Fanny : « **Alors heu pour l'Europe, si c'était un animal, ce serait quoi ?**
Hein ! J'ai, ce qui m'est venu, ça existe pas j'aurais dis un cheval à trois têtes. Le truc vraiment heu perturbé tu vois. »

Antoine caractérise l'Europe par la confusion, Jean-Marc souligne la complexité de l'objet et sa difficulté à le saisir engendre une incapacité à produire un discours et un avis sur l'U.E. Fanny quant à

elle, associe l'Europe à un monstre, une réalité étrangère au réel connu, donc, indéterminée et exclue de la norme, mais également en ce sens une réalité qui n'« existe pas ». En ce sens, les attitudes envers l'U.E. sont ici souvent implicites et pas toujours pleinement conscientisées, elles ne peuvent parfois être appréhendées qu'au travers de questions indirectes. L'Europe est donc un objet flou et qui échappe à une saisie claire pour beaucoup d'enquêtés. Ces représentations confuses de l'Europe peuvent sans doute être mises en relation avec les capacités de conceptualisations des enquêtés. Beaucoup de chômeurs interrogés, quand ils ont un niveau d'instruction faible, présentent des difficultés de compréhension de ce qu'est l'Europe qui sont la marque d'un décalage plus large. En effet, c'est sans doute surtout le vocabulaire, les concepts et les moyens par lesquels l'U.E. peut être appréhendée qui sont étrangers aux enquêtés et qui n'appartiennent pas aux modes de discours et aux sources de connaissance qui leur sont familiers. On a déjà dit que le texte du traité constitutionnel avait découragé la plupart des enquêtés. Les discours politiques et médiatiques peuvent également poser problème en ce sens. On peut proposer ainsi quelques illustrations de ces difficultés de saisie du vocabulaire et des concepts associés à l'Europe : les enquêtés qui parlent ici ont tous un niveau d'instruction équivalent au BEPC. Tiphaine, par exemple, utilise le terme de référendum au sens d'une réunion de manière récurrente au cours de l'entretien.

Tiphaine : « Rien du tout ? Si genre je te dis Bruxelles, ça te dit quelque chose ?
Si j'en ai déjà entendu parler. Ouais, bah d'ailleurs c'est le référendum ou ch'ai pas quoi, là où ils se concertent. »

Fanny : « J'ai des questions par rapport au référendum, tu m'as dit que tu n'avais pas voté je sais plus ce qui tu m'avais dit ?
Non
Ça t'intéressait pas, ça te saoulait ou...
Ben je sais même pas qu'est-ce que ça veut dire déjà
Ouais
Le référendum »

« **Est-ce que tu dirais que la démocratie fonctionne bien en France ou pas ?**
Alors c'est quoi la démocratie ? »

Arnaud : « Déjà quand tu me dis heu débuté, députés européens ça résonne pas très clair dans ma tête quoi
Bah ouais, c'est ça. Mais ça m'étonne pas
Je sais pas de qui il s'agit heu »

Antoine : « **Heu est-ce que tu trouves que la démocratie fonctionne bien en France, ou pas ?**
Heu la démocratie ça veut dire quoi, les lois et tout ? [rire] »
« Même la constitution tu vois, on avait regardé sur Internet avec ma copine, y a des mots tu comprends pas tu sais.
Mais ils avaient envoyé le machin, ch'ai pas si tu l'as reçue, chez vous.
Non mais est-ce que t'as capté quelque chose ?
Mais non mais c'es, c'est
C'est hallucinant tu sais, si t'es pas politique et tout, si tu sors pas de l'ENA, tu captais rien »

Une autre marque des difficultés présentes dans notre population se caractérise par le fait que l'on a souvent à faire à des enquêtés peu habitués à développer des opinions et des analyses sur des objets aussi abstrait que l'U.E. et les réalités politiques, et peu rompus à produire des discours argumentés et cohérents en justification de leurs positionnements. En outre, cette description est peut-être d'autant plus vraie qu'elle peut être intégrée par les enquêtés, et ceux-ci font parfois part de leurs difficultés de compréhension, de conceptualisation et d'argumentation.

Mme Tavol : « Ceux qui ont voté oui ce sont les gens heu qui comprennent mieux que nous. [...] Parce que bon vous comprenez mieux que nous.
ouais
qui connaissons pas les droit heu ou du moins le droit pardon. »

Fanny : « Ils aiment beaucoup, ils regardent beaucoup et eux ils comprennent mieux les mots que nous on comprend pas toujours à la télé. »

« Alors des fois j'essaie de comprendre mais comme, tu vois je suis, je fais des fautes d'inattention »

Tiphaine : « D'toutes façons c'est très. Comme quoi c'est quand même les bourges toujours qui sont heu, qui comprennent quoi je veux dire
C'est clair que
Y a des gens qui sont pénalisés quoi heu »

Jean-Marc : (A propos d'ouvrages d'information sur l'U.E) : « Oh non pis, pis en plus on, on y retient pas forcément beaucoup ».

Antoine: « quand tu commences à approfondir le débat avè des gens qui, qui argumentent des trucs heu

ouais

t'es là, ils te prouvent par A + B que, qu'ils ont raison

ouais

Tu dis bah ouais, c'est vrai, t'as, t'as raison donc heu ouais. [...] C'est qu'à des moments tu, tu peux pas dire non t'as tort et t'as raison

Ouais, ouais. J'en ai rencontré. Pis y a des gens aussi qui sont, qui sont forts aussi pour te

Ouais, voilà. Qui sortent les bons mots et pis

Ouais, ouais, ouais

t'es comme un con tu sais pas quoi répondre ! [rire, **rire**] »

L'Europe n'est donc pas une réalité familière mais elle est également une réalité à l'appropriation ardue dans la mesure où elle appartient à un monde difficile d'accès, caractérisé par des modes et des formes de transmission qui ne sont pas maîtrisés par beaucoup d'enquêtés. C'est donc logiquement également le cas de l'objet que constitue l'U.E. Ces difficultés de conceptualisation de l'U.E et des enjeux qui lui sont liés sont particulièrement présentes dans notre population, composée majoritairement d'enquêtés de niveau d'instruction faible. Un témoignage flagrant de cette caractéristique s'incarne dans l'omniprésence des digressions dans les discours.

Fanny: (A propos de l'U.E) « **Alors en fait, un peu genre pourquoi qu'est ce que tu lui reproches qu'est ce que tu apprécies ?**

Alors heu j'étais favorable parce que justement il y a eu un moment donné où soit on rentre dans le conflit que pour qu'à la base si la France a ouvert ses portes c'est plus par les crises de guerre, les crises comme ça c'est un asile à la base tu vois

Oui d'accord pour que les gens viennent..

Un asile pour que les gens viennent se réfugier un petit peu

Ouais, ouais

et puis aussi c'est quelque part aussi heu quand il y a eu certaines guerres, relancer la France quoi, retravailler tout ça

Oui la main d'œuvre

La main d'œuvre tout ça quoi donc heu, heu... Donc heu, donc heu vas-y redis, redis moi vite ta question ? [sourire] »

Deux éléments au moins expliquent l'omniprésence des digressions dans les discours : l'Europe est une réalité confuse et peu maîtrisée qui rend un propos sur cet objet difficile, une stratégie de digression peut alors permettre aux enquêtés de profiter d'une situation de mise en valeur de leur parole tout en revenant à des sujets connus et également sans doute, plus intéressants à leurs yeux. Les réponses aux questions concernant l'Europe opérant un retour sur la situation française sont ainsi monnaie courante. En outre, la forte présence des digressions dans les discours des enquêtés les moins diplômés doit sans doute également être reliée à leur faible capacité de développement d'un discours structuré, cohérent et argumenté, à l'image parfois d'une pensée suivant les mêmes schémas et ce en particulier face à l'objet que constitue l'U.E.. Ainsi, au rythme des diverses associations d'idées, les discours peuvent passer rapidement d'un sujet à l'autre pour s'éloigner parfois tout à fait de la question posée :

Lucien : « **Sur heu, c'est sur la connaissance de l'Europe en fait, qu'est ce que vous connaissez du fonctionnement de l'Europe en fait, comment elle, comment elle marche quoi ?**

Bah pff

Vous m'avez déjà cité pas mal de trucs mais..

Ouais, ouais, ouais. Heu...

Qu'est ce que vous diriez...?

Bah là justement on parlait du côté là de, de... Mais même les heu genre les journalistes, y a beaucoup de journalistes dont c'est le métier de, d'être en prise directe sur le truc

ouais

et qui heu. pfff on peut se contredire une fois, même une fois s'être gouré pis, bon y a la fierté. Mais c'est 15 fois qu'ils se sont

qu'ils se sont gourés

qu'ils se sont reniés et cetera et tout. Et c'est encore qui, prenez des débats chai pas genre heu, mais moi je les plains, moi je me dis des mecs comme ça comment, comment ils se situent par rapport aux, aux gens qu'ils aiment enfin je veux dire heu même dans leurs relations heu presque amoureuses je veux dire

peut-être qu'y différencient

non mais je veux dire ça doit être des baltringues ! [rire] Tiens Jean-François Kahn par exemple. Alors là par exemple y a des lobby, mais ça je l'ai toujours su instinctivement

ouais

c'est par exemple la bande à Sarkozy c'est des lobby heu, heu bon de vous à moi, je m'en, j'ai, j'ai pas trop le trac de le dire mais bon, je dirais ça dans un truc le mec il plongerait un, je dirais, les lobby juifs heu d'extrême droite... »

Mme Tavoil : « Et vous connaissez aussi comment il s'appelle y a De Villiers aussi qu'est à droite. Vous voyez qui c'est ?

Heu De Villiers.. Il va se faire zigouiller lui [rire] Ah oui, oui, oui, faut que quand il parle

Et lui il vous plaît pas particulièrement ?

Oui !

Si ?

Ca me dit quelque chose,

mm

mais j'ai plutôt peur pour lui. Parce que les gens ne vont pas comprendre qu'est-ce qu'il dit. Et vont le prendre de travers. Heu si y a pas d'éclaircissement dans sa, sa façon de parler. Parce qu'il, il va se faire heu

Il parle pas assez bien aux gens quoi.

Bah il parle bien, il dit beaucoup la vérité

ouais ?

et sache que tous ceux qui disent la vérité son exécutés.

Mm mm

Le, l'homme n'aime pas trop qu'on dise la vérité.

Ouais, ouais, c'est vrai ouais.

Faut garder une pomme pour la soif.

C'est une parole de, d'évangile que vous m'avez dite là ?

Heu...non ce sont des gens d'un certain âge qui le disent.

D'accord.

Voilà. Et j'ai heu écouté une chanson de Guy Béart. Qui disait : « celui qui la vérité, est toujours exécuté »

Thierry : « Et alors justement sur quels, sur quels domaines l'Union européenne, en tant que, en tant qu'Union européenne agit ? Est-ce que tu dirais pareil, qu'elle agit sur la culture ou plutôt heu ?

Bah heu, elle ..pff. Ca permet un échange aussi de culture parce que si tu veux heu, comme les français bougent pas beaucoup.

Mm ?

Ils aiment bien que. Parce que là si tu veux, heu bon on a, au niveau visiteurs par an on a 80 à 100 millions de d'europeens et d'américains qui viennent en France. Des touristes.

Mm ?

Par année. Et...Je pense qu'il doit y avoir 10 ou 15% de français qui vont à l'étranger. Dans ces eaux là.

C'est à dire qu'il y a

Voilà, pour leurs vacances. Je parle pas des expat ou heu

mm

Mais heu... Tu vois ?

mm

La encore c'est des, c'est une communauté heu

mm

les expats. Une fois que t'es expat toutes façon tu, tu peux pu rentrer en France tu vois.

ouais

Par exemple le Cambodge, moi j'ai fais, j'ai travaillé pour une ONG deux mois heu.. pfff, J'ai failli pas revenir.

Ah ouais. Parce que

Trop différent. Mais là bas au moins tu te sens utile à quelque chose. T'as de rapports avec la population, ils ont rien tu leur donnes à manger tu vois. »

Les nombreuses digressions qu'on retrouve dans les discours font sens, elles opèrent des retours sur des choses connues quand l'U.E est un sujet peu maîtrisé et sur lequel on a peu à dire. Les enquêtés répondent mais c'est parfois sans avis sur la question.

b. L'UE dans les silences : quand l'Europe n'existe pas.

Un constat majeur dans notre population, et qui ne lui est sans doute pas particulier, réside dans la méconnaissance de l'U.E dont fait preuve la plupart des enquêtés et c'est particulièrement valable en ce qui concerne le fonctionnement de celle-ci. On trouve ici l'explication du fait que l'U.E soit peu considérée comme une institution à part entière : la majorité des enquêtés ne connaît pas les composantes du pouvoir européen. On l'avait déjà noté lors des associations de mots (Tableau 1), les

institutions européennes sont très peu citées. Il en est de même dans les entretiens : les enquêtés ne nomment pas spontanément les institutions européennes et lorsque la question est posée, leur description demeure pour tous difficile. On peut différencier ici néanmoins les enquêtés par leur niveau d'instruction, encore une fois. Si les enquêtés les plus diplômés en savent très peu sur le fonctionnement et les relations des institutions européennes, la plupart sont capables d'en nommer les principales, avec néanmoins souvent des confusions entre les rôles et sphères d'action de chacune. (Le parlement et/ou la commission européenne ainsi que parfois la cour européenne de justice sont généralement cités par les enquêtés à partir d'un niveau Bac). La question en tout cas provoque toujours une crispation ou une dénégation spontanée de compétence.

Thierry : (niveau bac) « **Qu'est-ce que tu connais d'autre ?**
Pour l'Europe ?
Mm mm [un temps] C'est déjà...
De positif ou de...
Non, non mais sur, sur comment elle marche quoi. L'Union européenne comment elle marche les.. le.. pouvoirs heu dans l'Union européenne.
Ah bah tout en étant.. [un temps] Y a comment... Y a des... Je trouve plus mes mots tiens
[un temps] Parce que...
heu, je... » (Il nommera au cours de l'entretien le parlement et la cour européenne de justice.)

Virginie (Bac) : « **Ma dernière question en gros, c'est comment euh.. qu'est que vous savez du fonctionnement de l'Europe quoi ?**
Ben j'en connais rien
Genre si je vous dit Bruxelles, ça vous dit rien ?
Bruxelles ?
Ça vous tique pas particulièrement ?
Si j'ai l'impression que c'est un [silence]
On en entend parler des fois, non ? non mais je vous demande pas forcément ce que c'est mais...
C'est là qu'il était parti le tyran de l'Est là ? à Bruxelles non ?
Je ne sais pas c'est qui le tyran de l'Est ?
C'était au Pays-Bas qu'il était.
Je sais pas je ne suis pas trop...
C'est là qu'il était dans l'autre ville. »

Laurence : (Bac+4) « **Pareil qu'est-ce que tu connais du fonctionnement de l'Union européenne, qu'est-ce que, qui décide, qui fait les lois heu ?**
Je m'en souviens plus. On l'apprend à l'école ça ! Après on oublie !
[petit rire] rien du tout ?
chais pas.
C'est vrai que de but en banc comme ça c'est pas facile. Mais heu par exemple si je te dis Bruxelles, ça te dit quelque chose ou pas ?
Bah oui ! Super ville hein ! [sourire]
Très joli ! [sourire]
Non Bruxelles et Strasbourg mais qui fait
Ouais bah voilà tu vois
Le parlement il est à Strasbourg ?
Ouais, le parlement il est à Strasbourg.
Et les institutions sont à Bruxelles ?
Ouais voilà c'est ça.
Alors le parlement, c'est eux qui votent. Et à Bruxelles, c'est eux qui gèrent... »

Karine : (Bac+4) « **J'ai une petite question sur la connaissance du fonctionnement de l'union européenne. Qu'est-ce que tu...sais des institutions heu, qui décide, heu qui heu ?**
Alors là maintenant, là maintenant ça
C'est loin maintenant ! [je ris]
Ca me paraît loin. Mais j'ai l'impression que je, je sais plus rien. Et je, je m'étais dis en plus, il faudrait que je relise mon cours là
Faudrait que je révise !
parce que j'ai, j'ai complètement heu... »
« Alors y a la commission européenne heu. Donc on est doté d'une commission européenne, à Bruxelles. On est doté d'un parlement européen, on est doté d'un tribunal heu européen, enfin européen. »
« **Et heu qui c'est qu'à le pouvoir, le plus de pouvoir décisionnel heu ?**
Alors là justement.
Y a un doute la.
Oui, justement, je, je, j'ai un peu tendance à embrouiller commission, parlement heu
En même temps je pense que t'es pas la seule.
Non, oui c'est vrai que même, même quand j'ai, quand j'étais en train d'apprendre les trucs, c'était un peu pas évident. »

On peut préciser que même Karine, qui montre la plus forte connaissance des institutions et ce logiquement puisqu'elle a réalisé un Master en études européennes et n'a que 29 ans, a des difficultés à identifier les rôles respectifs du parlement et de la commission européenne. Si le niveau de diplôme permet une connaissance acquise ou de formation de la part des diplômés, au sein des enquêtés peu diplômés, les chômeurs politisés semblent également faire preuve d'une connaissance des institutions plus forte que les autres. C'est par exemple le cas de Lucien qui détient un certificat d'étude et nomme également la commission européenne :

Lucien : « **Alors après vous m'aviez dit, vous aviez dit Bruxelles..**

Ouais parce que c'est la commission européenne, ouais ?

Après vous avez dit

Et pis heu Strasbourg mais je crois que vous l'aviez pas

Ouais voilà exactement.

Ouais parce que c'est le, c'est le siège heu. C'est vrai y a la commission européenne et, vous vous devez le savoir, je sais pas ce que c'est Strasbourg..

C'est le... parlement.

Bah voilà, ouais, ouais. Bon voilà. Ouais pis si je devais rajouter un autre truc ben je dirais Prodi tiens.

Ah ouais ? Parce que ?

Ben oui parce que ! [petit rire] Parce que il était, je crois que c'est l'ancien heu..

Ouais. Il a ..alors qu'est ce qu'il à été heu...

Ah bah il à été le, c'est rot, en fait les pays ils alternent tous les 6 mois.. »

Le constat est plus sévère chez les enquêtés les moins diplômés et faisant preuve d'un intérêt politique très faible : les approximations et confusions y sont nombreuses et, en règle générale il apparaît que les enquêtés situent les localisations du pouvoir européen, et notamment Bruxelles, mieux que les institutions elle-mêmes. On retrouve l'empreinte ici d'une métonymie journalistique vidée de son sens.

Antoine : (niveau collège): « Ouais c'est ça, tu vois même pour nous enfin tu vois entre eux, tu vois, tu vas à Genève, ils sont tous au courant. Mais tu sors de là tu vois

Tu demandes aux gens dans la rue.

Tu demandes au gens, non mais c'est vrai.

C'est vrai. »

« Heu bah je sais que ça se passe à Bruxelles. [*l'enquêteur à introduit la ville*]

Ouais, voilà.

C'est un joli bâtiment heu [*sourire, petit rire*]

Mais après, ce qui se passe à l'intérieur heu

Franchement, je sais pas du tout.

Ouais, ouais.

Chai même pas qui c'est qui préside, heu chai même pas, non chai pas. »

« **Est-ce que tu sais ce qu'il y à Strasbourg ?**

A Strasbourg ? Non, y a quoi ?

Y a le parlement européen.

Parlement européen quand même ! Bien ! »

Arnaud (Bep) : (A propos de l'Europe) « Ouais, je crois qu'il à été heu, c'est Mitterrand non qu'à proposé ça non ? »

« Bah moi, quand je pense communauté je pense direct à..

ouais

Chai pas si c'est le pays qui, c'est le Luxembourg qui rassemble heu tous les chefs d'Etats je crois ?

Chai pas peut-être ouais.

[petit rire] Ouais ! Fin je crois quand ils font leur heu, leur comment ça s'appelle ?

ok leur heu, ouais, c'est à Bruxelles.

A Bruxelles exact ! »

Tiphaine (Bepc): « **Et alors qu'est-ce que tu connais du fonctionnement ? En gros, qui c'est qui décide heu qui c'est qui fait les lois ?** J'y connais rien !

Rien du tout ? Si genre je te dis Bruxelles, ça te dit quelque chose ?

Si j'en ai déjà entendu parler. Ouais, bah d'ailleurs c'est le référendum ou chai pas quoi, là où ils se concertent.

Ouais voilà c'est ça. C'est à Bruxelles. Bah y a Strasbourg aussi.. ?

Non. »

« **Et pis ouais, dernière question sur quoi l'Europe elle agit à ton avis. Sur quels genre heu, sur quelles questions tu vois heu ?**

Pffffff ! [*long soupir*]

Et sur quelles questions elle fait rien ? Sur quels domaines quoi en gros ?

[un temps]

C'est une colle ? [*sourire*]

Ah ouais, sincèrement. »

Mme Tavol (niveau collège): « **Est-ce que par exemple vous, vous sauriez comment ça fonctionne c'est à dire qui décide heu, co, comment s'appellent les gens heu**

Qu'est-ce que je saurais ?

Ouais, qu'est-ce que vous sauriez ?

c'est surtout heu, heu

sur le fonctionnement de l'Europe par exemple.

Je connais pas vraiment le fonctionnement,

ouais

mais sachant que c'est heu, une organisation de Bruxelles

ouais

heu qui s'en occupait. Là heu j'étais une peu confuse. »

Fanny (niveau collège) : « **De comment ça marche, de qui c'est qui décide et tout ça ?**

Alors heu. En sixième, [rire] alors je sais qu'il y un parlement de tous les pays.

ouais

qui se regroupent, ça forme un parlement européen. Qui ont des, ouais, un genre de parlement. Heu des membres de chaque pays qui sont élus, par leur pays.

[...] **Ouais voilà. Et genre, si je te dis Bruxelles, ça te dit quelque chose ou pas?**

Heu ouais, Bruxelles c'est le centre du parlement, un truc comme ça. C'est là ou tout se passe. »

Ce sont bien ces enquêtés qui forment la majorité de notre population. En outre, chez un certains nombre de chômeurs interrogés cette connaissance limitée participe à créer ce qu'on peut considérer comme une absence de représentations. En effet, certains enquêtés ne semblent concevoir qu'une image très faible de l'Europe. Dès lors ils n'y associent spontanément aucune réalité ou sentiment particulier, c'était le cas lors des questionnaires⁹⁷, on le voit également dans les discours.

Fanny : (A près avoir décliné les 5 mots demandés lors du questionnaire) « **Alors, après chui pas si t'as d'autres idées ou d'autres mots que tu dirais que tu pourrais associer à l'idée d'Europe ou d'union européenne ?**

Non. Franchement j'ai lutté pour avoir ces cinq mots

C'est vrai ! [rire]

alors je vais pas lutter pour en avoir d'autres s'il te plait [rire]. »

Laurence : **Est-ce que y a d'autres mots qui te viendraient à l'esprit, tout de suite là ou pas particulièrement ?**

Bah non ! »

Pour une partie des enquêtés, l'Europe n'évoque spontanément rien ou presque et même lorsqu'on les interroge plus précisément, certains se montrent incapables de formuler des avis ou des opinions sur l'U.E, laissant dès lors l'enquêteur dans le silence et l'Europe dans un néant n'appartenant pas à leur univers de représentation.

Jean-Marc : « **Donc c'était heu ouais d'accord, alors l'Union européenne, comme heu l'Union européenne c'est le nom de l'[union]**

mm

des pays de l'Europe. Heu est-ce que tu trouves que heu, ah ouais c'est ça, est-ce que tu penses qu'elle à des buts particuliers ?

Mm !

Tu penses que ce serait quoi les buts qu'elle se donnerait ? Si elle en a ! [petit rire]

[un temps] **Pour heu**

Bah c'était, chui pas c'était heu

Pas grand chose quoi ?

Bah moi j'avais, j'avais, j'avais dit heu

Mm ?

P't'être pour l'emploi

ouais

peut-être des trucs comme ça ouais.

Tu trouves qu'elle s'en occupe ou faudrait qu'elle s'en occupe peut-être plutôt ?

Heu.. peut-être pour l'emploi c'est bien heu... »

Mme Tavol : « **J'ai dis de manière générale, vous êtes plutôt favorable ou défavorable à l'Europe ?**

Je ne suis pas défavorable heu

Non ?

Je, j'ai simplement dit heu, y a un certain moment où j'ai dis, je préfère pas y répondre

mm

⁹⁷ A la question des associations de mots avec l'Europe, la division du nombre d'occurrences recueillies par le nombre d'enquêtés aboutit à une moyenne de 3,6 mots par enquêtés. En sachant que la plupart du temps les enquêtés associent 5 mots ou n'associent rien, il apparaît qu'un nombre conséquent d'enquêtés ne répondent pas à cette question.

parce que je connaissais pas le sujet.

mais vous êtes quand même plutôt heu

je suis... pour que tout soye heu clair et net. Pour que nous nous comprenions

mm mm

qu'il y ait heu un but

D'accord. Vous trouvez ça bien qu'il y ait, que les pays s'associent pour faire heu une union européenne ou ?

Un bloc heu vous voulez dire ?

Ouais. Vous préférez une union de pays ou vous trouvez ça mieux que chaque pays reste quand même heu, vous voyez ?

Faut beaucoup, beaucoup travailler la question. »

« Et alors est-ce que vous pensez que l'Europe peut aider à un peu plus heu lutter contre, faire contre-poids heu avec les Etats-Unis ou, ou pas particulièrement ? Ou que la France est déjà bien heu.. toute seule quoi ?

Je sais pas ma fille

ouais

je sais pas, je sais pas. »

Arnaud : (Sur les positionnements des français par rapports à l'U.E)

« Bah.. après j'avoue que j'ai du mal à répondre ! [petit rire]

Ok ! D'accord [sourire] je passe ! Je change de question !

Pardon [rire] »

Pour certains enquêtés, on le comprend, l'U.E n'a qu'un faible degré d'existence et les opinions demandées sont bien plutôt construites au fur et à mesure de l'entretien que les fruits de réflexions mûries. Le silence que peut provoquer l'interrogation sur l'U.E. est également une donnée forte des questionnaires. Il suffit de rappeler les chiffres des enquêtés préférant ne pas se prononcer par rapport aux différentes questions posées pour le voir : ils sont 17% sur l'avis global par rapport à l'U.E, 36,9% à la question de la satisfaction quant à ses actions (c'est la majorité), et 22% en ce qui concerne la confiance. On trouve dans l'absence de représentations et de questionnements autour de l'U.E un fait notoire qui peut constituer en grande partie une explication à ces non réponses. L'U.E. a un faible degré de réalité. Si on associe ces résultats aux enquêtés qui préfèrent se déclarer « mitigé » plutôt que de proposer un jugement de l'U.E., les chiffres montent respectivement à 49,6% pour l'avis global sur l'U.E, 70,2% pour la satisfaction et 37,6% pour la question de la confiance. Au gré de ces multiples observations, on peut maintenant établir un constat : l'absence de représentation et donc de positionnement est un fait majeur de notre population. L'importance particulière chez les enquêtés de l'abstention lors des élections européennes et du référendum en est une autre marque. En ce qui concerne les trois questions présentées, il apparaît que ce silence des enquêtés sur l'U.E. est souvent le fait des enquêtés les moins diplômés et toujours celui des enquêtes se déclarant les moins intéressés par la politique (« peu » et « pas du tout »), autrement dit les moins politisés. C'était également le cas des abstentionnistes.

Ces constats de méconnaissance et d'absence de représentations permettent de mettre le point sur une nouvelle « attitude » à l'égard de l'Europe fortement présente dans notre population, c'est l'indifférence. Si elle n'épuise pas le sens de ces chiffres, l'indifférence d'un certain nombre d'enquêtés à l'égard de l'Europe en fournit tout de même un élément explicatif fort. L'indifférence à l'Europe revêt des degrés divers entre les chômeurs interrogés. Pour un petit nombre d'entre eux, elle est la posture centrale du discours sur l'Europe et s'incarne dès lors dans une neutralité à l'égard du processus de construction européen.

Kaba : (A propos de l'U.E)

« ça me saoule trop. »

« franchement, j'ai vraiment aucune idée sur ça »

Arnaud : « C'est vrai que comme on pas, pas beaucoup de, d'infos heu, on a pas forcément des opinions très, très
Faudrait parler avec des gens de, d'origine heu de ces pays »

Tiphaine : « **Est-ce que t'es favorable ou défavorable à l'Union européenne ? Je sais plus ce que tu m'as dit. Tu m'as dit quoi ?**
Je m'en fou ! [petit rire] C'est ce que j'ai dit quoi.

C'est ni, ni l'un ni l'autre quoi ?

D'toutes façons ça a changé quoi dans notre vie ?! Sincèrement à part l'euro [dont on a déjà parlé]

Ouais bah ouais c'est clair. C'est une de mes questions. Est-ce que t'as l'impression que ça a ouais, changé la vie, eu un effet dans ta vie heu ?

Bah ça à changé quoi ? A part l'Euro, pas grand chose. »

« Alors est-ce que t'aurais de grands regrets si l'union européenne était abandonnée ?

Non.

Tu t'en fous quoi [rire] ?

Honnêtement heu le mot est là heu rien à foutre.

Et si la France sortait de l'Europe heu et que l'Europe continuait ?

Rien à foutre. Quoique que ça changerait, ouais si ça serait grosse complication avec l'euro. Encore des problèmes ! »

Jean-Marc : « Ben c'est, c'est un sujet heu, que, c'est, ça me.. Je connais pas assez en fait.

Ouais ?

Ouais.

Mais heu... t'as pas envie de connaître ou heu... tu trouves ça un peu heu

Oui, c'est, c'est

Un peu chiant quoi ! [petit rire]

C'est pas très, ça, ça me préoccupe pas moi personnellement quoi. »

(A propos de l'entrée de la Turquie dan l'U.E) « **A priori oui ? Toi ça te dérangerait pas ?**

Ah bah, moi personnellement non, non d'toutes façons. [rire] [petit rire] C'est toujours heu.. »

Mme Tavol : (A propos de l'information sur l'U.E. dans les journaux gratuits)

« Non, je ne pense.. Non, non, non, non, non. Ils mettent deux petits paragraphes et pis c'est tout hein.

Ouais, ouais

C'est juste heu pour heu, le parcours quoi

Ouais, ouais, ouais, vous trouvez qu'ils devraient en parler plus ou que c'est bien comme ça ?

Bah disons, ça nous ennuerait que s'ils en mettaient des tonnes hein [grand rire] »

Pour ces enquêtés l'Europe n'existe pas, elle n'apparaît dans aucune de leur activités ou préoccupations et n'est l'objet dès lors que d'un investissement de sens très faible et activé par les questions de l'enquêteur. Ces chômeurs interrogés ne sont pas concernés par l'U.E. Ils constituent un groupe minoritaire qui semble pouvoir être caractérisé par un niveau de diplôme et de politisation faible. Néanmoins on peut ajouter que cette indifférence presque totale à l'Europe n'est pas le fait de l'ensemble des enquêtés de ces catégories. En outre, au sein des catégories plus diplômées ou politisées, l'indifférence à l'Europe n'est pas pour autant absente des discours. Elle marque une présence beaucoup plus atténuée, mais néanmoins réelle. En ce sens, une grande majorité des enquêtés, qu'ils soutiennent un positionnement sur l'Europe positif ou négatif, ne montrent pour la question qu'un intérêt limité et activé par l'entretien.

Lucien : (Je viens de lui présenter mon enquête)

« Pis ouais m'enfin, pis y a des trucs qui me passionnent fina fin bon heu.. »

(A la question de savoir s'il a suivi la campagne référendaire)

« Mais bon heu j'ai entendu un type comme heu, que j'apprécie, je l'ai entendu une ou deux fois c'est Mélenchon je crois.

Ouais je l'ai entendu aussi.

Mais.. je crois qu'il à dit non. Alors là, là ça me fatigue un peu la le... »

Laurence : « **Heu alors, avec qui tu parles de l'Union européenne, quand ça t'arrive ? Quand ça peut t'arriver ?**

Personne.

Personne ?

[rire, rire] non, non mais

Avec moi ! [petit rire, petit rire]

Ouais voilà. Mais j'ai d'autres préoccupation hein. Mon boulot, mes enfants heu

[...] **pas du tout quoi ?**

Non. Non, non.

C'est vraiment pas un sujet

Non, non

du tout un sujet. Remarque c'est vrai que c'est pas un sujet, on y pense pas quand on se lève le matin quoi.

Non mais, je crois qu'on devait en parler quand on était à l'école, mais heu.. Une fois qu'après on est dans la vie active, on a tellement d'autres choses heu... »

On peut ajouter ici que plusieurs enquêtés m'ont dit accepter l'entretien, non par intérêt pour le sujet mais à seule fin de m'aider dans mon travail (c'est notamment le cas de Jacqueline dont la fille à également travaillé à des « sondages » et de Laurence qui en a elle-même effectuées), j'ajouterai que si c'était moins explicite, c'est vraisemblablement également le cas de la plupart des autres enquêtés. On comprend donc que chez la majorité des chômeurs interrogés, l'Europe est une réalité auxiliaire qui ne revêt pas un rôle décisif dans les représentations du monde et ne constitue pas un enjeu majeur de l'existence. Quel rapport peut-on établir entre cette indifférence de la population et les attitudes à l'égard de l'Europe. Tout d'abord il apparaît que l'indifférence très forte qui est le fait d'une minorité d'enquêtés engendre plutôt une relative neutralité, une absence d'attitude donc, ou une acceptation passive : les enquêtés ne sont pas contre. Pour le reste des chômeurs interrogés, l'indifférence relative à l'égard de l'Europe ne semble favoriser les attitudes ni dans un sens ni dans l'autre puisqu'elle est présente chez des enquêtés se déclarant favorables et défavorables à l'égard de l'U.E. Ce que semble signifier cette préoccupation faible de l'enjeu européen, et c'est surtout valable chez les enquêtés apparaissant comme les moins concernés, c'est plutôt une fragilité de l'attitude affichée envers l'U.E. et une ambivalence des positionnements dont on va retrouver plusieurs marques au travers de l'étude de la structuration des attitudes.

On rejoint ici, mais jusqu'à un certain point seulement, le schéma des attitudes à l'égard de l'Europe décrit par le principe de la « mobilisation cognitive » tel qu'il a été proposé par R.Inglehart. Le concept définit « la possession des compétences cognitives qui facilitent le traitement des informations concernant des objets politiques lointains⁹⁸ ». Or selon l'auteur, l'Europe entre dans cette catégorie d'objets et sa conceptualisation nécessite dès lors des compétences cognitives importantes. Il apparaît qu'un haut niveau de diplôme et de revenu, tout comme un positionnement élevé dans la hiérarchie socioprofessionnelle ainsi qu'un intérêt politique marqué sont corrélés avec une forte capacité de mobilisation cognitive et donc de positionnement sur l'Europe. Jusqu'ici la mobilisation cognitive fonctionne effectivement et notre population correspond bien à cette description dans la mesure où ce sont les enquêtés les moins diplômés et les moins politisés qui montrent le plus de difficultés de représentation de l'U.E, le moins de connaissances et l'indifférence la plus grande. Aujourd'hui encore, l'U.E constitue bien un objet lointain nécessitant, pour être conceptualisé, la mobilisation de capacités cognitives importantes qui ne sont pas le fait de d'une grande partie des chômeurs interrogés. Néanmoins le lien effectué par l'auteur aux attitudes à l'égard de l'Europe paraît moins éclairant sur notre population. En effet, R.Inglehart soutient que la mobilisation cognitive participe à la formation d'attitudes favorables envers l'Europe, dans la mesure où « la possession de compétences à l'égard d'abstractions politiques intensifie la probabilité d'adopter une perspective politique cosmopolite plutôt que locale. Ainsi, ceux qui font preuve de hauts niveaux d'information et de conscience politique sont relativement aptes à s'identifier à l'Europe en général, plutôt qu'à la province où la nation dans laquelle ils vivent. Toutes choses considérées par ailleurs, ceux dont la

perspective est cosmopolite ont tendance à soutenir l'intégration européenne⁹⁹. » On peut tout d'abord noter que la relation n'est pas réversible dans notre population : les enquêtés ayant le moins de capacité à se représenter l'Europe n'affichent pas de positions plus défavorables. On l'a dit quand l'indifférence forte ne conduit pas à une neutralité, elle est plutôt liée à une adhésion. Que peut-on dire des enquêtés concernés par le modèle explicatif proposé ? Si on constate effectivement un lien conséquent des enquêtés disposant de capacités de mobilisation cognitive avec l'adoption d'une perspective cosmopolite, on y reviendra, la corrélation avec des attitudes favorables à l'Europe est nettement moins marquée. Même au sein des plus diplômés et politisés, les enquêtés s'identifient plus fortement à la France qu'à l'Europe, on l'a vu. En outre, le niveau de connaissance de l'U.E. n'est pas relié chez nos enquêtés à une position favorable et la capacité de conceptualisation de l'Europe, à son soutien. En ce sens, le principe de la mobilisation cognitive est impuissant à rendre compte d'une structuration politique négative des attitudes à l'égard de l'Europe, qui est bien le fait d'enquêtés capables de conceptualisation de l'objet. Or c'est là une logique présente dans notre population, on l'a constaté. On peut poser l'hypothèse ici que depuis la mise en place de la théorie par l'auteur, si les logiques sociales d'adhésion à l'Europe ont peu évoluées, des logiques politiques sont apparues ou se sont affirmées. C'est peut-être d'autant plus valable en France que le référendum de mai 2005 a pu participer au développement de ces logiques.

B. Les logiques principales

Il ressort de notre enquête que les attitudes des chômeurs à l'égard de l'Union européenne ne sont pas homogènes. C'est là un point commun des divers aspects des analyses développées jusqu'ici, par le biais des questionnaires ou au travers des entretiens. Pour comprendre ces positionnements, nous avons déjà pu caractériser quelques principes de structuration s'appliquant à certains groupes d'enquêtés. Il s'agit maintenant de chercher à fournir une compréhension plus globale de ces attitudes européennes, en précisant ici que l'on ne se propose pas d'épuiser le sens des comportements et des avis des enquêtés, c'est bien une interprétation et la mise à jour de tendances que nous visons à fournir ici. Ce sont donc les différents principes d'organisation des positionnements que nous pouvons essayer d'élucider maintenant en proposant un modèle de trois logiques principales de structuration des attitudes des chômeurs interrogés à l'égard de l'U.E. Nous analysons ici ces logiques séparément et elles apparaissent ainsi autonomes et délimitées. Il faut bien préciser que ce n'est pas le cas dans les discours des enquêtés où elles s'entrecroisent et s'entremêlent, et en outre, ne pèsent pas toutes de la même manière, on se penchera ensuite sur ces points. L'analyse de ces logiques de structuration des attitudes à l'égard de l'Europe s'organise donc autour de trois pôles qui regroupent une logique idéologique, une logique utilitariste et un principe de projection de soi.

⁹⁸ Ronald Inglehart, "Cognitive Mobilization and European Integration", *Comparatives Politics*, 3 (1), 1970, p.54.

⁹⁹ R. Inglehart et J.R. Rabier, *art. cit.*, p. 484.

1) une logique idéologique

La première grande logique de structuration des attitudes des enquêtés à l'égard de l'Europe est idéologique. C'est par l'intégration de l'objet que constitue l'Union européenne à un système de valeurs, de principes et de croyances que l'attitude à son égard se trouve polarisée. Dans quel sens ? Cette logique idéologique de structuration comprend deux schémas principaux qui orientent les attitudes à l'égard de l'U.E en deux sens opposés : l'un vers une position favorable, on peut parler ici d'une adhésion humaniste et l'autre vers un rejet, c'est la structuration politique des attitudes.

a. Une adhésion morale humaniste

Un aspect à peu près omniprésent des représentations de l'Europe, que leur étude permet de mettre en valeur, est l'inscription de l'Union européenne dans une idéologie humaniste. L'Europe est conçue, chez une grande majorité d'enquêtés, comme une réalisation incarnant des valeurs d'ouverture à l'autre, d'échange et de partage culturel, et répondant à des principes d'égalité, de solidarité, de respect et de mise en valeur de l'individu. L'U.E est un projet souscrivant à une volonté de réunions des peuples, de rapprochement des individus et de collaboration au sens d'une mise en commun bénéfique sur un plan humain. Aux yeux des enquêtés, l'Union européenne incarne des valeurs d'union et sa nomination même participe sans doute à cette assimilation. On a pu voir dès les associations de mots proposées lors des questionnaires, l'importance prise par les assimilations de l'Europe à des valeurs dont les termes les plus récurrents étaient « solidarité, liberté, égalité, ouverture, diversité, pluralité » ainsi qu'à des thèmes de rapprochement, de mélange et de dialogue, ou encore de collaboration et d'évolution. En ce sens, le mélange des cultures est un argument souvent invoqué et l'Europe est également fréquemment associée à une action d'aide aux pays les plus défavorisés. L'U.E. est dès lors opposée aux systèmes de valeurs inverses considérés comme soutenant le repli nationaliste, la xénophobie ou au rejet de l'autre. C'est donc à ce qu'on peut appeler une morale humaniste que l'Europe est assimilée et c'est de ce fait que la plupart des enquêtés affichent un soutien à l'U.E. En effet, la grande majorité d'entre eux, si ce n'est tous, souscrit explicitement à cette morale et à son système de valeur. C'est alors parce que les enquêtés considèrent que l'Europe s'inscrit dans cette posture idéologique qu'ils y souscriront également. On retrouve ici la principale justification du vote oui au référendum, invoquée par les enquêtés au travers d'un attachement au projet européen. C'est donc bien le parti-pris idéologique des enquêtés qui structure ici leurs attitudes par rapport à l'Europe. C'est en ce sens que l'on a préféré réduire les quelques identifications à l'U.E. et le rejet de la souveraineté nationale aux rôles d'effets de cette adhésion de principe plus qu'à ceux de matrices d'attitude. C'est bien le principe humaniste qui est ici moteur et qui engage ces attitudes également. On retrouve tout à fait ici la posture « universaliste » décrite par G.Grunberg et E.Schweisguth (qui parlent également de valeurs humanistes) dont on peut proposer la définition pour compléter la description réalisée : « Les valeurs universalistes peuvent être définies comme celles qui posent le développement et l'épanouissement de l'individu humain comme valeur suprême, avant la conformité

à la tradition et avant l'importance accordée au groupe d'appartenance. Elles affirment l'égalité, ou l'égalité des valeurs des individus humains, quelles que soit leur appartenance ethnique, raciale, nationale, sociale ou sexuelle. Elles tendent à souligner la dimension de valeur humaine existant chez tout individu, quels que soient ses actes, plutôt qu'à privilégier l'idée d'une hiérarchie des mérites¹⁰⁰. » R.Inglehart parlait quant à lui de cosmopolitisme, et on peut dire que ces différentes appellations désignent la même réalité d'une adhésion humaniste à l'Europe. Pour le comprendre, il suffit de se pencher sur les discours des enquêtés :

Sandra : « Ben en fait, je trouve quand même que c'est quelque chose de positif dans le sens où voilà, c'est un développement multiculturel, donc c'est toujours intéressant.
C'est intéressant dans la dimension de vouloir des échanges ?
 Oui voilà, c'est ça... La découverte d'autres cultures. Je pense qu'on est tous fait pour vivre ensemble, en harmonie, ça serait l'idéal. »

Lucien : « **Bon alors après j'ai, qu'est-ce qui serait le contraire de ce que c'est pour vous le modèle européen ?** Qu'est-ce qui serait l'opposé ? Si y a un modèle européen. Le, l'opposé. Ouais Bah c'est le, le nationalisme à tout craindre. »
 « **Est-ce que vous avez l'impression qu'y a des mesures heu**
 De toutes façons même avec le la, la démographie, le, le comment, comment on appelle ça ? Le métissage et cetera.
Ouais ok. Et donc plutôt heu des trucs. Plutôt des effets positifs ou négatifs, plutôt heu
 Bah y a un effet heu, oui, je trouve que.. intel, mentalement, c'est positif. »
 « Ouais pis c'est, un échange quand même, c'est un échange à tous les niveaux hein.
Ouais ?
 Ouais, ouais
Entre les pays d'Europe vous voulez dire ?
 Ouais, ouais. Fin ouais, les pays d'Europe. [...] Ouais. C'est une progression dans le sens où ça existait quand même. Moi dans les années soixante-dix j'ai voyagé un peu, y avait pas l'Europe mais heu c'était assez fraternel je veux dire les, les, les re, pour la jeunesse. Et après y a eu je crois, je sais pas y a eu une autre étape, ça a été les accords de Schengen je crois. C'est le, le libre-échange. Mais pour nous ça voulait rien dire parce que ça existait quasiment. La ça reste technocratique pis après y a eu l'Europe de l'euro et pis y a l'Europe de y a, le premier pas ça a été l'Europe de Mitterrand. »

Antoine : « **Alors après tu m'as dit mélange...**
 Bah toujours pareil parce... ouverture, sans frontière et cetera [petit rire]
Ouais je vois ! [sourire]
 Bon, c'est cool ! [petit rire] »
 «**Ouais, tu serais d'accord. Ca te ferait pas, ça te ferait pas chier que y ait plus de président français ?**
 Bah non, ça veut dire que, que l'Europe ça ferait un seul pays quoi. Fin tu vois ?
Ouais, ouais
 Poly-cultures et tout ça
Ok, toi t'es carrément...
 Ouais, moi je suis ouvert quoi »
 « **Alors Qu'est-ce que ce serait à ton avis les buts de l'Union européenne ?[...]**
 Bah chais pas. Peut-être d'aider heu les pays heu qu'essaient de
ouais
 d'évoluer quoi »

Virginie : « Bah union parce qu'apparemment y a des pays qui se sont réunis,
Ouais
 Et.. c'est pas une mauvaise chose mais moi ce que je voudrais c'est qu'il y ait pas des pays qui restent à l'écart. »

Arnaud : « Si ça peut nous ouvrir aux autres, je trouve ça bien »
 (Pour expliquer sa position favorable à l'adhésion de la Turquie) : « Ouais, moi comme je dis, j'aimerais bien qu'on se mélange donc heu... »
 « **qui c'est qu'est plutôt contre quoi ?**
 Heu... [un temps]
Est-ce que t'aurais une idée ou pas ?
 Heu bah, bah les conservateurs je pense que [petit rire]
Ouais, ceux qui sont heu
 Ouais, mais pour te dire qui sont les conservateurs là je sais pas ! »
 « **Ah t'aurais voté oui ? [...]**
 ouais, pourquoi pas ouais. Bah on essaie d'avancer quoi. [...] Comme je dis, je suis plutôt pour la fraternité donc j'attendais heu de voir ce que ça va devenir. »
 « **Donc ce serait, ouais, ce serait surtout différent par rapport aux Etats-Unis quoi ?**
 Exact.
D'acc.
 Mais bon un de ces jours j'espère, j'espère qu'on sera tous, le grand rêve.
Ah ouais, même avec les Etats-Unis.
 Ouais !

¹⁰⁰ Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth, « La tripartition de l'espace politique », *art. cit.*, p. 346.

Le grand pays heu
Bah ouais ! [sourire] »

Karine : « qu'est ce qui pourrait définir d'autre l'Europe ?

Ouais. On peut, des valeurs peut-être ?

Ah oui, bah tout ce qu'est droit de l'homme heu

Ouais ?

Ou droit de la femme, devrait-on dire. [*je souris*] Donc heu, une certaine heu protection sociale.

Mm ?

Donc tout ce qu'est heu, tous nos acquis en fait heu

Ouais ?

sociaux heu.. Des droits fondamentaux heu.. »

« **Plutôt favorable.**

Oui.

Alors bah, est-ce que tu peux développer un peu. Qu'est-ce que t'apprécies, qu'est ce que tu reproches... Qu'est-ce que qui te plaît ? Qu'est-ce qui te déplaît ?

Alors j'apprécie heu, j'apprécie la culture, la richesse heu

ouais ?

J'apprécie notre vieux continent pour heu ses richesses [...] des valeurs heu, liberté heu.. »

Fanny : « Heu l'Europe, ouais

moins de conflits quoi en gros ?

Oui, voilà ça permet de plus se comprendre,

ouais

de, à force que l'on soit, quelque part parce que un français à la base, il est quand même obligé d'accepter heu les, les immigrés, les différences et tout ça. »

« Moi je te parle plus heu niveau humainement, heureusement que ça existe, heureusement qu'on commence à se connaître. Heureusement qu'on commence à se mélanger, qu'on commence à s'aimer. »

« Bah être européenne heu c'est heu. Moi je préfère par exemple être européenne et accepter des cultures et tout ce que je prends heu [...] moi je me dis européenne au moins je suis ouverte à tout et au moins il n'y a pas de quiproquo l'a dessus tu vois. »

Samir : (A propos de l'U.E.) « Donner un exemple de fraternité, de solidarité des peuples »

« **Vous m'avez dit Renaissance après.**

Renaissance

C'était en lien avec l'idée de quoi ?

Renaissance, c'est par rapport à la renaissance italienne en fait. La renaissance européenne.

Aaaah !!

Cette renaissance ... parce que nous on revit un moyen-âge.

Ok. C'est marrant ça. C'est l'idée de en gros...comme ce qui s'est passé ou c'était l'idée

Absolument, comme ce qui s'est passé, mais tourné vers l'environnement, tourné vers l'humanisme.

Ok d'accord.

Renaissance humaniste.

Ouais donc c'était un peu toute les valeurs qu'on peut mettre dans Europe aussi? L'union des peuples...

L'union des peuples euh... l'union des citoyens

ok

L'union des Etats entre eux. L'union de la culture, n'est-ce pas ?

Ok. C'est toute une belle heu ...

C'est une très très belle histoire. Vous savez qu'est qu'ils ont flingué ? Ils ont flingué une très belle histoire.

Qui ça ?

Ben ceux qu'ils ont dit non ! »

C'est donc bien au travers d'une adhésion à des valeurs humanistes que les enquêtés soutiennent une Europe qui leur semble incarner ces principes. On a ici affaire à une logique motrice des adhésions à l'U.E. qui fonctionne chez un grand nombre d'enquêtés, et ce au travers des différents groupes de notre population quelles que soient leurs caractéristiques sociologiques (niveau de diplôme, CSP, âge, politisation etc.). Mais si la grande majorité des enquêtés associent l'Europe à cet humanisme auquel ils souscrivent, comment comprendre les attitudes négatives en leur sein ? L'observation montre tout simplement que si cette logique est structurante, d'autres logiques interviennent chez ces enquêtés qui seront dominantes, c'est le cas notamment de la structuration politique, on va y revenir. En outre, cette inscription de soi dans une morale humaniste ne revêt pas le même degré d'engagement chez tous les enquêtés, ce qui ne manquera pas d'amener des ambivalences dans les positionnements. Enfin, il faut ajouter ici que quelques rares enquêtés ne font pas référence à cette inscription de l'U.E dans une morale humaniste, il faut donc chercher ailleurs les matrices de leurs attitudes.

b. Un principe politique

Le second schéma qui vient composer cette logique idéologique des attitudes à l'égard de l'Europe est la structuration politique des attitudes. On a déjà décrit ce principe (chapitre II, A,3,b) et on se contentera ici d'un bref rappel. Pour un certain nombre d'enquêtés, l'Europe est conçue comme un objet politique produisant des effets, elle est dès lors jugée comme telle et son action dans la réalité sociale et économique est évaluée. Or les effets et les politiques de l'Europe sont jugés négativement par les enquêtés et l'U.E. est souvent assimilée à un positionnement idéologique libéral caractérisé par des valeurs et des réalisations auxquelles les enquêtés s'opposent (concurrence des travailleurs, capitalisme économique, absence de politique sociale, défense des intérêts des groupes financiers et des entreprises). L'attitude par rapport à l'U.E. est donc polarisée par son insertion dans un univers de représentation politique et jugé en référence à un système de valeur qu'elle ne respecte pas, cette fois, aux yeux des enquêtés. On comprend ici que l'U.E. n'est pas investie d'idéaux proprement politiques, d'espoir de réformes ou d'utopies de société et l'évaluation négative de son positionnement politique est la principale explication du vote non au référendum chez nos enquêtés. On peut penser ici que cette entière négativité de l'évaluation politique chez les chômeurs rencontrés en entretien marque une particularité de notre population dans la mesure où l'évaluation politique pourrait être plus ambivalente ailleurs¹⁰¹. La structuration idéologique des attitudes fonctionne donc également en créant des attitudes défavorables¹⁰². Un seul enquêté pourrait montrer une voie potentielle de structuration politique positive des attitudes. C'est Lucien qui, en assimilant fortement l'Europe à un projet de gauche tout en s'inscrivant profondément dans ce positionnement politique, fait preuve d'un soutien à l'U.E.

Lucien : (A propos de l'U.E.) « Ouais. Les Etats-Unis heu aussi ils aident les gouvernements de droite à ce, à ce que ça se mette pas trop en place. »

« **C'est bloqué à cause de quoi, à cause de... ?** »

Bah y a ceux qu'on refait surf. Un moment donné là heu les droites européennes elles étaient dépassées. Depuis

ouais

très longtemps de toutes façons.

ouais

Y a un tel courant heu, quand je dis la gauche heu parce que, je veux pas culpabiliser les gens qui, qui sont de droite, y a des, y en a encore une partie qu'est relativement censée. Fin ouais. Mais ce qu'il y a de valable c'est vraiment, c'est mi, c'est minimum chez eux quoi. Et, il savent bien qu'ils ont été dépassés par les événements. Après ils ont pris le train en marche »

¹⁰¹ On trouve un lien fort de l'évaluation politique à un jugement négatif dans les questionnaires également : la proportion des enquêtés se déclarant mécontents des actions de l'U.E. est beaucoup plus fortes chez les chômeurs s'intéressant « beaucoup » (41,7%) et « assez » (20,8%) à la politique que chez les autres (17,6% pour les « peu » intéressés et 7,7% chez les « pas du tout » intéressés.) De même, 58,3% des enquêtés qui déclarent s'intéresser « beaucoup » à la politique et 54,2% des « assez » intéressés pensent que l'Europe ne défend pas les intérêts des gens et des populations. L'évaluation que fait Sandra par exemple, aboutit directement à sa propre situation : (elle assimile mondialisation et Union européenne) « En fait on a l'impression que la mondialisation ça va être ça, tout est une question de budget et... masse salariale et caetera... au détriment par exemple des, des, des nazairiens qui cherchent du travail ».

¹⁰² Ce principe politique de structuration négative des attitudes européennes ne peut être saisi par les modèles explicatifs de la tripartition de l'espace politique et de la mobilisation cognitive qui ne laissent pas d'ouverture possible à une conception défavorable de l'Europe pour la population diplômée, politisée et tout à fait capable de conceptualiser l'U.E. Il apparaît ici que si les chômeurs interrogés faisant preuve d'une structuration politique de leurs attitudes adhèrent également à une vision cosmopolite de la réalité, rattachée à l'U.E. et aux principes que l'on a décrit d'une morale humaniste, cette adhésion n'est pas la matrice principale de leur attitude. En outre, la mise en relation des attitudes post-matérialistes à un positionnement favorable à l'Europe proposé par R.Inglehart [1971] offre le même problème de schéma et ne peut prendre en compte les logiques politiques de rejet de l'U.E., qui se réfèrent pourtant à des valeurs post-matérialistes. On reviendra plus loin sur cette dernière théorie.

On trouve ici une polarisation de l'U.E. mais sans évaluation de ses actions, au travers d'un positionnement idéologique seulement. Mais il faut préciser tout d'abord que l'attitude de Lucien est également très fortement structurée par une adhésion solide à l'humanisme. En outre, il est le seul enquêté à offrir cette représentation. En effet, l'Europe n'est, à cette exception près, jamais insérée dans un clivage politique droite/gauche structurant les attitudes. En ce sens, on peut dire que l'intégration de l'U.E. comme nouvel objet de la sphère des représentations, se fait ici dans une organisation du monde et un système de valeurs déjà existants, tout en les transformant un peu dans la mesure où les structurations politiques négative de l'Europe ne se font pas en référence au clivage traditionnel français droite/gauche. Une enquêtée analyse d'ailleurs ce phénomène :

Virginie : « **Ben je sais pas. Et puis à votre avis sur quels domaines elle agit l'Europe ? sur quel domaine elle agit pas ?**

Ben elle agit sur la mentalité des gens en créant le renouveau dont on a parlé tout à l'heure.

Ah vous trouvez qu'elle fait ça ?

En travaillant sur l'opposition droite/gauche qu'il y a eut depuis toujours dans tous les pays. Que se soit en Allemagne où les conservateurs

Vous trouvez qu'elle fait quoi sur l'opposition de droite / gauche, qu'elle la renouvelle un peu ?

Ben elle fait bouger quelque chose. Quelque chose qui a, à voir aussi avec la culture. La façon de voir avec d'un côté le capitalisme et le libéralisme et de l'autre côté, la société et la conservation de la culture et de tout »

On précisera encore une fois néanmoins que cette structuration politique des attitudes par rapport à l'U.E concerne un nombre réduit d'enquêtés. Ce n'est pas un principe globalement présent dans notre population et il l'est moins que le précédent. Ceci s'explique par le fait que les chômeurs interrogés qu'on peut considérer comme politisés ne présentent pas tous ce principe de structuration. En ce sens, au sein des enquêtés politisés, les chômeurs interrogés faisant preuve d'une structuration politique de leur opinion par rapport à l'Europe ne proposent pas de caractéristiques sociologiques particuliers, ni même de positionnement politique homogène et différencié des autres. (Même si c'est souvent le cas, les enquêtés qui critiquent les effets politiques de l'UE, ne le font pas tous en référence à une appartenance de gauche ou d'extrême gauche). On peut ajouter que si au sein des enquêtés politisés, les chômeurs diplômés sont les plus nombreux, ils ne sont néanmoins pas les seuls. La politisation reste donc le critère principal. En outre, on constate surtout que la majorité de notre population est faiblement politisée et fait preuve d'une représentation apolitique de l'Europe, on a également déjà approfondi ce point (chapitre I, A, 3a). Précisons que la structuration politique est particulièrement peu présente, voire nulle chez les jeunes chômeurs rencontrés. On peut proposer une parenthèse ici sur la difficulté que peut comporter l'acquisition d'une structuration politique du monde chez des enquêtés qui ne la possèdent pas et qui sont peu instruits. C'est en particulier le cas de Fanny sur lequel on peut s'arrêter. Fanny a 21 ans et dispose d'un BEPC, son milieu familial n'était pas politisé et son environnement actuel ne l'est pas plus. Elle n'a donc reçu aucune éducation politique, ni dans ses études, ni par son milieu. Or la jeune fille montre une volonté forte de comprendre l'univers politique français et d'identifier ses clivages afin de se positionner en leur sein. Elle fait part, lors de l'entretien, de ses difficultés à se repérer dans le paysage politique et à acquérir la compréhension politique qu'elle vise, en un mot à se politiser. Fanny dispose de peu de sources pour obtenir des informations sur la réalité politique : elle n'aime pas lire :

« heu les journaux, les journaux qui sont dans le métro, tu les lis ?

Ah non, non, non.

Pas du tout ?

Non, non parce que la télé j'enregistre vachement. Ce que je lis heu pff.

Ouais,

Ca rentre pas.

Ouais ok. »

La radio ne constitue pas plus un média proposant des informations à sa portée :

« Y a d'autres trucs, genre t'écoutes la radio ou pas plus que ça ? C'est surtout la télé ?

Alors c'est surtout la télé parce que la radio heu, je peux pas du tout parce que j'ai pas d'image, j'ai pas... Et pis blablabla c'est monotone et tout, à force t'as un fond sonore

Ouais, ouais

Et pis tu changes, tu mets NRJ quoi.

Tu mets la musique quoi

Alors que la télé, c'est physique t'as des débats, t'as des échanges »

La télévision constitue donc l'unique mode d'accès et moyen de compréhension du monde politique pour l'enquêtée.

« C'est un putain d'apprentissage à faire !

Ouais, attention, j'ai mis du temps hein.

Et comment tu faisais, tu regardais la télé du coup ? Tu regardais quoi ?

Ouais, je regardais beaucoup la deux et tout. Beaucoup les parlements. Heu, ils passent dans plusieurs chaînes. »

Or il apparaît que ses capacités de compréhension, de conceptualisation et de réception du discours politique ou du discours sur le politique sont insuffisantes. Fanny ne parvient pas à différencier les contenus des propos des hommes politiques, ni à identifier leur oppositions. Les codes et surtout les formes de production de ce discours sont inaccessibles à l'enquêtée :

« Ouais, voilà tu vois. Et puis ils te parlent de deux choses différentes et pour te rappeler du début oui mais si ... alors là.

Et puis ils parlent avec leurs mots machins....

Ouais leurs mots scientifiques machin où tu comprends pas trop ce qu'ils disent. [Elle les imite] « Oui vous comprenez heu »

Pis en plus ils font référence à des trucs que tu ne connais pas trop forcément... ?

Voilà. Alors des fois j'essaie de comprendre mais comme, tu vois je suis, je fais des fautes d'inattention et je sens bien que j'ai du mal à assimiler des choses que j'arrive pas à comprendre.

Et puis en plus ils ont un discours heu c'est pas très excitant. C'est dur à suivre quoi je veux dire, non ?

Ouais mais dans le truc y a toujours un mot qui bloque quoi, c'est pour ça des fois que vraiment j'ai du mal. J'essaie d'écouter heu...»

La jeune fille ne dispose pas des ressources pouvant lui permettre un accès à l'univers politique, ni de moyen d'acquérir ces ressources malgré ses efforts pour accéder au niveau de politisation souhaité, et, de fait, elle n'y arrive pas :

« C'est pour ça là ouais je suis plus heu tu vois genre Jack Lang, heu Sarkozy, heu le Président maintenant j'arrive à les situer tu vois.

Ouais, ouais

Avant Sarkozy, un jour je l'aimais, le lendemain. Maintenant, je sais plus dans quel camp ils sont et tout. Dans quel but ils sont [...]

Et du coup toi t'arrives à te positionner quoi, toute seule ou ça reste encore heu

Bah moi je suis plus heu, on va dire, heu,

Tu te mettrais par où ?

entre mi-gauche heu mi-droite. Entre un Jack Lang

ouais

et la fille de, de Le Pen. »

On ne prétend absolument pas ici vouloir montrer que cette volonté d'accéder à une structuration politique de la réalité constitue une attitude particulièrement fréquente ou marquante chez les enquêtés rencontrés. Il s'agit simplement de souligner les difficultés et l'impossibilité même d'acquisition d'une structuration politique du monde pour certains membres de notre population, marqués notamment par un faible niveau de diplôme.

2) Une logique utilitariste

La seconde logique majeure qui structure les attitudes des enquêtés à l'égard de l'Europe est utilitariste. C'est par l'évaluation de l'U.E. au travers des conséquences qui lui sont attachées, de ses suites effectives mais également d'un calcul prospectif que les enquêtés organisent leur positionnement à son égard et on peut relier cette évaluation à une attitude utilitariste au sens large. C'est en fonction de cette évaluation de l'Europe et de ses fruits et au moyen d'un calcul des coûts et des bénéfices potentiels qu'elle apporte que certains enquêtés vont former leurs attitudes. On ne parle pas ici d'une évaluation exclusivement économique des coûts et avantages mais d'un utilitarisme plus large, englobant toutes les dimensions pouvant conduire à une augmentation ou une privation de bien-être. En ce sens, on rejoint ici une explication des attitudes européennes proposée par M.Gabel tout en l'élargissant un peu. M.Gabel affirme en effet que le soutien des citoyens à l'intégration européenne est lié au niveau de bénéfices économiques que ceux-ci en expérimentent ou en attendent¹⁰³. Dans notre population, l'évaluation utilitariste ne semble pas se limiter au domaine économique mais elle s'applique à toutes les sphères de la société pouvant amener une transformation du niveau de bien-être. C'est donc en ce sens que la logique proposée doit être comprise. On peut d'ores et déjà préciser que cette structuration est moins dominante et fonctionne notamment chez un nombre moins important d'enquêtés que la précédente, néanmoins elle participe également à la formation des attitudes. Encore une fois, cette structuration fonctionne dans les deux sens : elle est liée à un positionnement négatif, au travers de la perception d'un environnement dégradé, et une attitude positive fondée sur un calcul stratégique.

a. Image du monde, image de l'U.E.

Si l'U.E. n'est pas conçue comme un objet politique autonome, on l'a dit, et que ses effets propres et ses politiques publiques sont peu identifiés, cela n'empêche pas la mise en place d'une évaluation de l'Europe, au contraire. Cette évaluation est d'abord présente au travers d'un schéma négatif chez les chômeurs interrogés. En effet, en tant qu'objet récent et considéré comme appartenant à la sphère politique, l'U.E. est souvent associée, chez les enquêtés, à une évolution générale du monde, dans une représentation aussi floue que large, et aux transformations des sociétés. Or l'évaluation que font les enquêtés de cette évolution est majoritairement négative et on trouve bien ici un calcul utilitariste dans la mesure où c'est leur conviction d'une dégradation de la situation qui fait émettre aux chômeurs interrogés des critiques de l'U.E. L'Europe, comme objet nouveau, est ainsi parfois rendue responsable de l'évolution des modes de vie et assimilée à des transformations globalement néfastes. On trouve donc une implication des enquêtés par rapport à l'U.E. qui se réalise ponctuellement, dès lors que ceux-ci lui attribuent des conséquences dans leur vie quotidienne. Les évolutions décrites par les chômeurs interrogés sont des coûts qui rendent l'existence plus difficile et l'U.E n'apporte pas, loin

de là, des bénéfiques de bien-être. Ainsi quand je demande à Kaba pourquoi il se dit défavorable à l’U.E., l’enquêté répond : « tout est plus dur maintenant ». Si Kaba n’est pas capable de proposer un développement construit de sa position parce que celle-ci est peu construite, on comprend néanmoins qu’il associe l’Europe à une dégradation générale de la situation. On ne trouve pas ici d’effets politique identifiés mais l’intégration de l’U.E. à une évolution du monde dont, même si la définition demeure obscure, l’effet désavantageux est clairement constaté par l’enquêté, celui-ci fera ensuite référence aux augmentations des prix des loyers. Il faut préciser néanmoins que ces évaluations négatives réalisées par les enquêtés sont souvent ponctuelles et s’attachent à des points particuliers du réel sans faire de lien avec une vision globale de l’U.E. En ce sens, on peut caractériser cette logique utilitariste comme une structuration plutôt latente pour beaucoup d’enquêtés dans la mesure où elle est peu construite et où elle apparaît ponctuellement. Elle ne constitue pas en ce sens un principe dominant de structuration mais sa présence crée dès lors des ambivalences dans les positionnements, notamment par rapport aux adhésions humanistes, on y reviendra. Il demeure que pour la plupart des enquêtés, la situation se dégrade et l’Europe peut en être rendue responsable. Ainsi Thierry me dira par exemple qu’elle apporte la grippe aviaire ou Karine, ici, les OGM.

Karine : (A propos de l’U.E) « Alors heu les points critiques c’est heu... [...] Bah.. je pense heu.. Oui bien sûr heu... Bah c’est plein de choses heu.. Par exemple au niveau heu, au niveau des OGM, au niveau alimentaire heu
ouais
 En France, on a une culture gastronomique heu, très riche.
mm
 On a une alimentation, enfin comment dire heu oui, une alimentation heu., qui a certains produits »

Mme Tavoil : « Qu’est-ce que
Ce serait mieux vous pensez ?
 l’union européenne nous ramène ?
Bah voilà, c’est ça la question. Carrément. Qu’est-ce que
 Des cochonneries, je vous dis
l’Union européenne amène.
 que des cochonneries.
Comment ?
 Que des cochonneries.
[petit rire] En fait y a
 Parce que, ils nous amènent la maladie, ils nous envoient heu leur grippe là comment ça s’appelle ?
[...] C’est, vous parlez de quoi là ?
 Heu comment dire, je dirais leur trucs heu leurs poulets aviaires
Ah vous pensez la grippe aviaire tout ça.
 Leurs maladies tout ça. Ils nous font
Tout ça vous trouvez que c’est l’Europe qui nous envoient tout ça ?! [sourire]
 Bah écoutez, on nous, on nous remplit les frigos avec des trucs congelés, nous ne savons pas d’où ça venait
ouais
 c’est tout dégueulasse comme on dit. Voilà **[petit rire]** On bouffe que d’la merde ! **[rire, grand rire]**
Et alors du coup..
 Du jambon phosphaté
C’est vrai.
 Ouais ! **[petit rire]** D’où ça vient on sait pas ! **[rire]** C’est une poudre avec je ne sais quoi.
C’est vrai, on ne sait pas ce que c’est.
 De la nitrate, du
Mais vous pensez pas que l’Europe ça pourrait, parce qu’on entend souvent que l’Europe fait vachement de lois sur les camemberts français ou sur les machins comme ça...
 Ils nous font chier ! [...]Parce que, excusez-moi, je vais être mal polie, ils nous ont mis le doigt dans le cul maintenant on l’a. **[rire]** On le sent que ça fait mal. **[grand rire]** Ils veulent nous enfoncer le bras !
[grand rire] Ils nous veulent que du mal hein !
 Bah oui ! »

Marina : « ..là l’Europe a été quand même heu négative pour la France quoi ? Vous diriez ça, sur, sur l’agriculture notamment ?

¹⁰³ “citizen’s support for integration is positively related to the level of economic benefits they expect to derive from European integration” ou encore “citizen’s support for integration is positively related to their welfare gains from integrative policy”. Matthew Gabel, “Public support for European integration : an empirical test of five theory », *art. cit.*, p. 336 et 351.

Bah voilà. Alors c'est une gestion heu. Alors bon bah y a eu la crise de la vache folle, y eu heu, la grippe aviaire enfin tout ça. Mais qui sont quand même des erreurs au départ, je suis désolée, heu

ouais

initiées par des spécialistes. Cette nourriture qu'on a distribué dans les [mot]. C'est quand même pas les paysans qui sont allez chercher ça. »

Tiphaine : « **Et est-ce que t'as l'impression d'être un peu pour l'instant dans une situation de précarité pour l'instant ou pas ?**

Bah là oui, en ce moment oui.

En ce moment oui ?

Mais heu ça va pas durer.

Ouais voilà c'est ça. Et t'as l'impression que l'Europe elle à, un rôle là-dedans ou pas du tout ?

Si parce que par rapport à tout ce que je te disais heu, tous les papiers, les délires, les machin

Ouais !

Ca en fait partie quoi ! C'est à cause de cette putain de politique de merde quoi. »

C'est bien parce que l'Europe est conçue comme un objet politique sans contenu précis que les transformations et l'organisation générale de la société (et sa dégradation) peuvent y être reliées et permettre d'en faire une évaluation. En tant que phénomène nouveau l'U.E. est considérée comme partie prenante de l'évolution du monde (à la fois responsable et paradigme). Ainsi l'Europe participe à la transformation des modes de vie, notamment alimentaires¹⁰⁴. Elle apporte des maladies, la grippe aviaire, la vache folle, on retrouve ici la confusion dans laquelle peut être appréhendé l'objet européen, réalité à la fois politique et internationale, peu identifiée dans ses effets. Les descriptions sont donc vagues mais néanmoins critiques et l'évaluation utilitariste forme ici des avis négatifs sur l'U.E. On peut ajouter que ces évaluations négatives ne sont pas un phénomène isolé. On a vu que lorsque l'on demandait aux chômeurs, non plus un positionnement global sur l'U.E, mais des évaluations sur des questions concrètes, les résultats étaient tous négatifs (satisfaction, confiance, intérêt des gens). On peut rappeler ici que 52,5% des enquêtés déclarent que l'U.E. ne défend pas les intérêts des gens et des population européennes. On se souvient également que pour beaucoup, l'explication des différences de positionnement sur l'U.E et de vote au référendum faisait référence à une catégorisation sociale des attitudes. La majorité de la population des chômeurs ne considère pas, en général, que l'Europe défend leurs intérêts propres et certains peuvent en faire dès lors une évaluation négative. (On peut préciser encore une fois ici néanmoins que cette évaluation négative n'est pas une attitude forte et très présente dans notre population, elle est ponctuelle et s'active au gré de sujets abordés, à l'image des différents items du questionnaire.)

Cette évaluation négative de la part des enquêtés inscrivant l'Europe dans une perspective plus générale de dégradation de la situation peut être mise en rapport avec une relation soulignée par deux études concernant les attitudes européennes des français. C'est d'abord celle de B.Cautrès et V.Tiberj, pour ces derniers « un syndrome « optimisme/pessimisme social et politique », pèse de façon tout à fait déterminante sur les attitudes politiques des français vis à vis de l'intégration européenne¹⁰⁵ ». Le constat est le même dans l'enquête réalisée par B.Cautrès avec B.Denni cette fois : « le pessimisme dans sa propre situation personnelle et plus encore dans la situation économique du pays, est associé à

¹⁰⁴ Ces mises en relation opérées par les enquêtés illustrent tout à fait la fonction explicative des représentations développée par M. Hewstone, celles-ci constituent pour l'auteur une construction quotidienne de la causalité pour structurer les événements du monde. Miles Hewstone, « Représentations sociales et causalité », dans D. Jodelet, chapitre 12.

¹⁰⁵ B.Cautrès et V.Tiberj, *op. cit.*, p. 51.

l'euro-pessimisme¹⁰⁶. » Les auteurs développent en effet, l'existence d'un lien des perceptions des enquêtés concernant leur avenir personnel (« inquiet » ou « confiant ») et celui de la situation économique passée et à venir (dégradation ou amélioration) avec leur attitude européenne. Il apparaît que cette relation fonctionne relativement bien chez les enquêtés interrogés dans le cadre du questionnaire. En effet, les chômeurs interrogés se déclarant les plus pessimistes quant à la perception de leur avenir personnel¹⁰⁷ montrent une propension plus forte à adopter des attitudes défavorables à l'U.E : 41,9% et à l'inverse, les enquêtés les plus optimistes se montrent les plus favorables : 48,9% (Tableau 23).

Tableau 23. Les répartitions des attitudes à l'égard de l'U.E en fonction de la vision de l'avenir personnel.

Vision Avenir	Plutôt optimistes	Plutôt pessimistes	Optimistes et pessimistes	N'imagine pas trop l'avenir	TOTAL
Avis global					
Plutôt et très favorable	48,9%	19,4%	32,4%	16,1%	31,2%
Plutôt et très défavorable	8,9%	41,9%	8,8%	22,6%	19,1%
Mitigé	26,7%	32,3%	41,2%	32,3%	32,6%
Ne se prononce pas	15,6%	6,5%	17,6%	29,0%	17,0%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

Ce pessimisme quant à sa propre situation serait donc à relier avec une perception plus générale des enquêtés par rapport à leur environnement. On retrouve ici les représentations décrites plus haut et présentes chez certains enquêtés d'une dégradation globale de la situation. Perception de la situation personnelle et évaluation du monde sont liées. Arnaud ne dit pas autre chose : « On subit, on se dit ouais, bon ça va on vit pas mal donc heu ». C'est la perception de la situation personnelle qui décide de l'évaluation et de l'attitude par rapport au monde (le pouvoir politique européen et français ici). De même Laurence, chez qui l'optimisme est un véritable leitmotiv, relie situation individuelle et évaluation globale : « **Pensez-vous que la situation économique de la France va améliorer dans les douze prochains mois ?** Oui. [rire] **Optimiste toujours ?** ouais. Je vais déjà trouver du travail [petit rire] ». On peut penser dès lors que si la perception subjective de sa situation est importante, la situation économique objective joue également un rôle et l'optimisme de Laurence peut être relié au fait qu'elle dispose encore d'un revenu important ainsi que de celui de son conjoint. La question mérite au moins d'être posée dès lors de savoir s'il est juste de parler de pessimisme, avec la connotation négative qui est ordinairement attachée au terme. La relation qui s'établit ici semble entretenir un rapport fort avec la situation objective de précarité, dans notre population en tout cas. En effet, les chômeurs interrogés disposant des niveaux de revenus les plus faibles (de 1 à 500 euros) sont également les moins optimistes 13% et le pourcentage augmente graduellement avec le niveau de

¹⁰⁶ B.Denni et B.Cautrès, *art. cit.*, p. 339.

¹⁰⁷ L'intitulé de la question était : Quand vous pensez à votre avenir, quelles images vous viennent plutôt à l'esprit ? 1. Plutôt optimistes. 2. Plutôt pessimistes. 3. Optimistes et pessimistes. 4. N'imagine pas trop l'avenir.

revenu pour être le plus important (45,5%) chez les enquêtés disposant des revenus les plus forts (plus de 1500 euros mensuels). C'est également le cas des enquêtés chez lesquels une structuration utilitariste négative des attitudes est la plus présente : ce sont des chômeurs disposant de revenus faibles, en général inférieurs à 500 euros mensuels. Pour ces enquêtés, la précarité est parfois une donnée très réelle¹⁰⁸. On peut donc proposer d'établir un lien chez nos chômeurs entre pessimisme, compris comme une perception globalement négative de l'environnement et de l'avenir, évaluation utilitariste négative et situation de précarité. On comprend dès lors que la situation de chômage, par la précarité qu'elle peut apporter, contribue à construire chez certains enquêtés des perceptions pessimistes et des évaluations négatives de l'environnement et qu'une évaluation utilitariste négative de l'évolution générale de la société est plus présente que l'inverse dans notre population¹⁰⁹. On peut ajouter en ce sens que la grande majorité des chômeurs interrogés lors de l'entretien répondent négativement à l'interrogation, proposée par B.Cautrès et V.Tiberj, sur une éventuelle amélioration de la situation économique récente et future¹¹⁰. L'Europe entre dans cet environnement et peut en être constituée pour une part responsable, comme on vient de le voir. Cela signifie également, et c'est aussi un constat que propose M.Gabel, que les attitudes par rapport à l'U.E formées par cette évaluation utilitariste négative sont flexibles et peuvent, selon l'évolution des situations globales et individuelles, s'atténuer et peut-être s'inverser ou se renforcer dans le rejet.

b. Un utilitarisme stratégique

Un second schéma de cette structuration utilitariste des attitudes propose une relation inversée dans la mesure où l'évaluation de l'U.E engendre une attitude de soutien au processus d'intégration européenne. C'est une évaluation stratégique qui est dès lors mise en place par les enquêtés et en ce sens, et contrairement à la précédente, elle est prospective. C'est par rapport aux bénéfices potentiels que l'Europe pourra amener, ou peut être plus exactement pour éviter les coûts que son rejet ou son abandon pourrait entraîner, que les enquêtés adoptent une position favorable à l'U.E. C'est encore une fois dans le cadre d'une évolution globale des sociétés que se place cette évaluation au centre de laquelle, dès lors, l'Europe est un atout et un avantage : c'est parce que l'union des pays européens

¹⁰⁸ Marina : « Y a des réalités, y a des gens qui n'arrivent plus heu.. à manger, y a des gens qui n'arrivent plus à vivre et qui sont en nombre important dans ce pays. Et donc je veux dire faut, faut arrêter de se, de se boucher les yeux quoi. » « Moi, je passe mon temps à ne pas crever de faim ! » « Parce que moi je crève de faim certains jours, comme mes enfants... On est dans une situation quand même difficile depuis, heu, depuis des années là. ».

Thierry : « et pis finalement, les trois quart heu ce qui bouffent heu, qu'est ce qu'ils ont, tu vois ? **ouais** ils prennent un vieux vin, heu.. Voilà. Pendant ce temps là le patron, lui il fait le tour de la terre quinze fois avec ses bonnes femmes »

Tiphaine : « Ouais j'adore lire mais moi c'est plutôt tout ce qu'est les histoires vécues ou... **Ouais ouais** des gens qu'ont lutté contre quelque chose ou tu vois ? **Ouais carrément**. Pour me dire que la vie est moins triste ailleurs tu vois. Et la vie est moins triste pour certaines personnes. **Qu'y a des gens qui se bougent et tout heu ?** Ouais voilà. Ca motive. »

Sylvain : « **Qu'est-ce qui te fait dire que t'es plutôt défavorable en fait ?** Je suis pas favorable à l'Europe parce que je pense que ça appauvrit des, les gens et heu... **Ouais, c'est ça**. C'est qu'en fait heu Et que comme actuellement je suis dans une situation financière heu plutôt précaire **Ouais** Je pense que c'est plutôt en rapport à ça que je pense que.. »

¹⁰⁹ M.Gabel propose en ce sens dans son étude une régression logistique établie sur l'ensemble de la population européenne cette fois, où le chômage constitué comme variable apparaît corrélé à un soutien moins fort à l'U.E. que dans les autres populations, *art. cit.* p. 346.

¹¹⁰ Nous avons posé aux enquêtés les deux questions proposées par B.Cautrès et V.Tiberj : « Pensez-vous que la situation économique de la France s'est améliorée depuis un an » et « Pensez-vous que la situation économique de la France va s'améliorer dans les douze prochains mois ? ».

dans un ensemble commun permettra d'être plus forts, plus puissants et d'espérer plus de bénéfices qu'une situation d'isolement et de concurrence que les enquêtés adhèrent au projet européen. On retrouve ici le thème très présent de la conception d'une Europe dont l'objectif est de faire contre-poids aux Etats-Unis, mais pas seulement car c'est souvent également face aux autres grandes puissances du monde que l'Europe doit être forte pour pouvoir « se battre » et « tenir le choc » pour préserver la situation des enquêtés. C'est donc bien un calcul stratégique et utilitariste qui participe ici à la structuration des attitudes des chômeurs interrogés. Ce calcul ne se confond pas avec une structuration politique dans la mesure où ce ne sont pas des actions politiques de l'Europe qui sont identifiées, ni des revendications politiques qui sont investies dans l'U.E. en référence à une idéologie ou à un système de valeur mais bien plutôt une nécessité justifiée par le seul intérêt utilitaire. On peut voir là une contradiction entre ce rôle affecté à l'U.E et l'absence de pouvoirs et de capacités politiques qui lui est souvent associée. Même si ces deux représentations ne sont pas nécessairement le fait des mêmes enquêtés, cela peut être le cas. Il y a dès lors contradiction en effet, mais celle-ci est présente chez les enquêtés qui peuvent accorder à l'Europe très peu de facultés d'action tout en l'investissement d'une capacité de résistance face aux Etats-Unis et dans le monde. On peut peut-être invoquer ici une hypothétique différenciation entre les sphères économiques et politiques dans les représentations des enquêtés, ou tout simplement le fait que leurs représentations ne proposent pas une cohérence totale, cela n'en sera pas la seule occurrence. En outre, cette évaluation stratégique de l'U.E qui participe à la constitution d'une attitudes positive envers l'U.E n'est pas le fait de tous les enquêtés et elle est surtout présente chez les enquêtés les plus diplômés.

Laurence : « Moi je vois plus ce qu'on peut prendre dans les différents pays, tout ce qu'il y a de bien et l'apporter à notre pays sans.. »
« Ah bah oui, déjà c'est la mondialisation alors si on reste tous seuls dans notre coin heu...pour arriver à dire non aux Etats-Unis qui veulent nous imposer mac do et heu
ouais des milliards de choses
et leurs séries télé heu, vaut mieux qu'on soit heu.. »
« **Ouais, d'acc. Alors est-ce que, est-ce que t'as une opinion favorable ou défavorable sur l'Europe, tu m'as dit favorable favorable hein ouais. Alors bah pourquoi. C'est un peu une question heu avantage, inconvénients [sourire]. Qu'est-ce qui te plait heu qu'est-ce qui te fait dire ça quoi en gros ?**
Bah je trouve que c'est bien de se regrouper
Ouais quand même
pour être plus puissants
ok
économiquement
ouais
par rapport à des grands pays comme les Etats-Unis, la Chine
face au reste du monde quoi en gros ?
ouais.
Pour pouvoir survivre ?
Ouais, c'est heu une bonne idée.
Mm mm. D'accord. C'est surtout pour ça en fait ?
Ouais.
Ouais.. Toi t'as, t'as pas forcément trop envie finalement qu'il y ait des efforts pour qu'il y ait vraiment heu, un pays.. peut-être pas un pays mais tu vois
Ah ouais
Ouais heu
Non mais qu'on, qu'on soit une fédération quoi »

Thierry : « heu comment s'en sortir heu sans l'aide des autres. Parce que si tu veux, quand t'es à plusieurs t'es plus fort quand même que pour sortir tu vois, tu vois ce que je veux dire. »
« Mais je suis quand même heu oui. Pro-européen non mais européen parce qu'on peut pas heu si tu veux se battre contre les Etats-Unis ou même contre l'Afrique du Sud
mm

qui est une grande puissance aussi, contre heu l'An, l'Angleterre aussi quelque part, contre, contre eux aussi, tu vois, il faut aussi les canaliser par le biais de.. »
« Ben c'est à dire non, mais faut avoir un rapport de force économique. »

Samir : « « Stabilité parce que si l'Europe concrétise son vœux, celui qu'elle souhaite de heu... de faire une Europe unie
ouais.

Une union., elle permettra beaucoup de vivre en prospérité...

oui voilà

et puis aussi de calmer des ardeurs des autres pays émergents

Ouais c'est ça de...

De calmer tout le monde. Voilà la stabilité

Que tout le monde soit un petit peu serein

Serein ! Serein dans le marché. »

Virginie : « Ben moi, je crois pas que c'est pour concurrencer, je crois que c'est pour tenir le choc.

Pour ressembler ? non pour tenir le choc ?

Pour être obligé d'une certaine façon de répondre par une grande force. »

Karine : « D'ici chai pas, une dizaine d'année, mm peut-être, pff, à priori je... je suis pas complètement hostile à l'entrée de la Turquie. Mais ça dépend à quel heu [...] quel niveau d'intégration c'est à dire, comment dire, y a il peut y avoir une Europe à différent [...] degrés d'implications heu. Comme on dit un

Des partenariats ou..

Voilà, ou ce serait purement stratégique mais pour certains, à certains niveaux,

ouais

plusieurs vitesses comme on dit. Une Europe à plusieurs vitesses, [petit rire] [petit rire] à plusieurs niveaux. »

Néanmoins, on constate que cette évaluation stratégique de l'Europe n'est pas le seul fait des enquêtés plus diplômés. Ainsi le thème de la nécessité d'une union des pays européens pour permettre une résistance et un renforcement à également pu être évoqué par certains enquêtés moins diplômés, c'est le cas de Jean-Marc (niveau collège) qui, s'il a fait preuve de peu de représentations de l'U.E., semble tout de même avoir intégré une vision qu'on peut considérer comme stratégique. Il en est de même pour Arnaud (Bep) par exemple :

Jean-marc : « **par exemple tu trouves peut-être qu'avec l'Europe heu ça pourrait s'améliorer la situation par rapport à que, que, que la France qui gère ou pas heu... ? Chai pas.**

Ouais si la France reste toute seule chai pas si c'est bien aussi.

Ouais c'est ça en fait la question.

ouais

je sais pas si c'est... Si on.. Tu crois, tu crois que c'est mieux que, tu crois que ça ira mieux genre à, au niveau de l'emploi par exemple si la France elle reste toute seule ou si la France elle continue à...

Je crois peut-être c'est mieux qu'elle aille en.. avec l'Europe quand même.

Tu crois que ça peut aider ?

Bah je pense.

Parce que heu..

Ouais.

Ouais?

Bah...ouais, c'est ça, en fait. »

Arnaud : (A propos de l'euro) « C'est dur, c'est dur mais.

C'est dur mais c'est bien quand même ?

Faut s'y faire ouais, on rejoint le dollar quand même, c'est déjà bien. »

On peut penser néanmoins que cette évaluation stratégique moins développée ainsi que moins clairement exprimée et ressentie montre également une force structurante moins évidente chez ces enquêtés.

3. Un principe de projection

La dernière logique de structuration des attitudes des enquêtés à l'égard de l'Europe peut être caractérisée comme un principe de projection de soi. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est par la projection de soi qui peut être réalisée au travers de l'U.E. que l'attitude par rapport à celle-ci se structure et se polarise. L'attitude européenne fonctionne ici comme un miroir de la conception de soi

mais également de l'appartenance sociale. On aurait pu parler ici de logique identitaire mais le terme prête à confusion puisque nous l'avons déjà utilisé, or il ne s'agit pas ici de sentiment d'appartenance à la France ou à l'Europe et d'identification ou d'autocompréhension comme français ou européen mais d'un lien de l'attitude à une compréhension de soi particulière. Ainsi, participent dès lors à la structuration de l'attitude, le sentiment de compétence, le rapport à soi et au savoir ainsi que la perception de soi dans la hiérarchie sociale. Cette projection de soi fonctionne surtout en fondant une attitude positive envers l'U.E. et, ici encore, la logique de structuration ne s'applique pas avec le même degré à tous les enquêtés. On peut dire tout d'abord que, pour un certain nombre d'enquêtés, l'attitude européenne va de soi et se décline sur le mode d'une évidence qui est la marque de l'intégration forte de la représentation de l'U.E. à une représentation de soi. C'est presque explicitement déclaré chez Laurence : interrogée sur les raisons de son vote oui au référendum et le cheminement intellectuel qui l'y a mené, l'enquêtée a du mal à fournir une réponse. Son adhésion est pour elle évidente et le soutien à l'Europe est une dimension de sa propre personnalité, il est comme tel, peu remis en question et justifié. C'est également le cas chez Lucien où le positionnement sur l'Europe appartient pleinement à sa perception de lui même, c'est un « acquis ».

Laurence : « **Alors, tu m'as dit que t'avais voté oui. D'abord, est-ce que t'as mis, est-ce que t'as eu du mal à te décider quoi**

Non.

Tu t'es décidée direct heu..

ouais

t'as pas tergiversé quoi.

non [...] Non moi je... ça m'a un petit peu perturbé donc heu, du coup j'ai un petit plus écouté les débats mais au fond de moi j'étais heu

ouais, t'étais quand même sûre que fin disons

ouais, ouais. »

« **Tu t'en es servie un peu des positions des hommes politiques, ou pas trop ? Fin tu connaissais heu... ?**

Heu oui, je le connaissais mais au fond de moi, je savais que j'allais voter oui quoi. »

Lucien : (A propos de sa position sur l'U.E.)

« **Vous écoutez la radio ou heu est-ce que vous discutez avec les gens ou heu**

Ouais je discute un peu mais heu, mais non mais ce qu'est bizarre, je sais pas moi heu.. Ffff c'est des acquis moi des fois je suis un peu

C'est du vécu quoi ?

Ouais c'est des acquis heu.. »

Ces certitudes affichées participent à une remise en cause très faible de leur adhésion par les enquêtés, elles peuvent également être une manière de pas se préoccuper très profondément de la question européenne. Deux projections de soi en particulier fondent une attitude positive envers l'Europe. La première fait référence à la logique idéologique que nous avons proposée : c'est parce qu'on se considère comme humaniste que l'on adhère à l'Europe. En ce sens, le soutien à l'U.E. est un moyen fort de se refléter en tant qu'humaniste et de se définir comme tel. Les discours montrent que le positionnement sur l'Europe constitue un espace privilégié de compréhension de soi et de projection des attributs sous lesquels on souhaite être identifié.

Sylvain : « **J'ai la même question est-ce que tu serais d'accord pour que petit à petit y ait une armée heu européenne qui remplace toutes les armées nationales ou pas ?**

Je pense que...quelque part ce srait une bonne chose.

Ah ouais ?

Ouais.

T'es pas trop attaché à la France comme heu nation

Je suis pas patriotique. »

Marina : « Mais voilà, justement je sais pas comment on peut heu... si je pense qu'y a des réactions quand même. Donc moi je suis pas pour le repli, des choses comme ça. »

Karine : (A propos de l'adhésion de la Turquie) « Je suis de nature assez heu... tolérante et j'aurais peut-être une vision progressiste. »

Fanny : « Bah être européenne heu c'est heu. Moi je préfère par exemple être européenne et accepter des cultures et tout ce que je prends heu »

(A propos des anti-européanistes)

« mais au niveau européen, humainement, c'est de la grosse daube. Eux ils aiment pas ça,

ouais

la plupart du temps, ils sont racistes. Ca c'est clair et net. Même s'ils le disent pas. »

Comme le montre le discours de Fanny, l'attitude européenne permet un positionnement dans l'éventail des personnalités. L'enquêtée le souligne elle-même : elle choisit de se dire européenne en opposition à un groupe reconnu comme celui des « racistes ». Accepter l'Europe est un moyen de s'identifier comme humaniste. C'est bien la projection de soi qui fonde l'attitude. Le principe humaniste d'adhésion à l'U.E. participe donc à cette logique de projection. Il n'en est pas le seul schéma. Au travers de leur attitude par rapport au questionnement sur l'Europe, les enquêtés se définissent et l'interrogation sur l'U.E révèle ce que l'on veut montrer. Ainsi une compréhension et une situation de soi en référence au monde social et aux différents groupes qui le composent participe également à fonder l'attitude européenne. Si l'adhésion élitaire à l'Europe est une donnée sociologique, elle est également une représentation conçue par beaucoup d'enquêtés (on a vu notamment que l'explication du vote référendaire se faisait par une catégorisation sociale binaire pour la plupart des enquêtés). Dès lors, se positionner par rapport à l'Europe peut constituer un moyen de se positionner par rapport à cette division sociale. La compréhension que les enquêtés ont d'eux même et de leur appartenance sociale contribue donc à former l'attitude par rapport à l'Europe. Dans quel sens ? La logique fonctionne encore une fois surtout au travers d'un schéma d'adhésion. Se considérer ou chercher à se rattacher aux groupes sociaux dominants, au travers de son propre niveau d'instruction ou de sa catégorie socioprofessionnelle, est un moteur d'adhésion à l'U.E. Comme le souligne Thierry, soutenir l'U.E. « c'est aussi une façon de faire partie de l'élite ». On comprend que ce schéma fonctionne surtout pour les chômeurs interrogés disposant d'un haut diplôme ou appartenant à une catégorie socioprofessionnelle élevée. C'est d'ailleurs à partir de ces critères et en s'y incluant que les enquêtés ayant voté oui lors du référendum divisent les votants pour expliquer le résultat. L'U.E. est un critère de classification des individus et du monde. Ainsi montrer une connaissance, une maîtrise ou un intérêt pour la question européenne, même s'ils ne sont pas effectifs, est un moyen de se catégoriser dans la population instruite et dans les groupes sociaux supérieurs et de montrer une dimension de soi valorisante. Karine veut avoir des choses à dire et l'attitude envers l'U.E. est la marque d'une appartenance sociale.

Karine : « Et alors est-ce que t'aurais des points plus critiques heu ?

Ben..

Sur l'Union européenne ?

Oui bien sûr heu. Alors heu les points critiques c'est heu... [un temps] Ah comment dire, c'est heu... »

« Ouais ? Non mais c'est, c'est costaud hein dis donc c'est ! [petit sourire] Mais non, c'est pas du tout ennuyeux, c'est très intéressant... »

Thierry « Non bon moi si, si, si tu veux c'est aussi peut-être que j'aime bien la géographie, j'aime bien heu, j'aime bien le monde en général Heu le globe quoi !

mm mm

Tout ce qui se passe, j'aime bien les, connaître les système heu économiques heu et sociaux du, du pays, tu vois.

mm

Bon la population, la démographie, le président heu, les constitutions heu. Donc heu, tout ça j'ai, c'est à force de lire, heu de lire. Tu vois, tu sais à, comment ça fonctionne

Ouais

Pis après bon, ça devient plus précis [...] Bon les gens s'intéressent pas parce que c'est pas leur.. Leur trucs. »

Marina : « **Comment heu, sur les mécanismes et tout ça heu ?**

Heu.. Bah je connais les principaux heu mécanismes. Je les étudie régulièrement, je les révise régulièrement. »

Chez Marina, au chômage depuis plusieurs années, s'intéresser à l'Europe, rester au courant et proposer un avis documenté (non par une source télévisuelle) et approfondi sur l'U.E est un moyen de continuer à se reconnaître dans le groupe des classes instruites mais aussi dans sa catégorie professionnelle (Marina était rédactrice de presse), et ce malgré sa situation de chômage.

« Avant je lisais tous les journaux. C'était carrément une revue de presse. Maintenant, je peux plus m'en acheter heu, que de temps en temps. [...] C'est un peu, je suis un peu en retard moi aussi sur ce qui se passe. Parce que pour être à l'heure faut avoir des sous. [...] J'ai, j'ai plus les moyen de suivre l'actualité parce ça suppose de pouvoir acheter quotidiennement les magazines et les.. »

« Même si c'est pas tous le jours, j'essaie quand même de lire des choses qui me documentent heu sérieusement quoi. Je sais quand même me servir des sources documentaires donc quand je lis des choses, j'essaie de, je lis pas des petites bribes par ci par là

Ouais, ouais

Je lis des choses un peu heu costaud donc j'essaie de me faire mon opinion quand même documentée autant que, autant que ça peut se faire. »

« Donc c'est surtout ce que je lis oui parce que, si vous voulez, le. Ce que j'écoute à la télévision par exemple à l'occasion, ça me donne plutôt. Heu, c'est plutôt de l'impressionnisme on peut dire. »

« Voilà. Je vais me dire bon bah, si c'est pour l'Europe, je vais lire la Constitution pour savoir ce que ça implique et cetera heu.

ouais

Je dis pas que je fais toujours un travail sérieux hein même si pour l'Europe, je l'ai fait.

Non mais

Bon c'est un peu mon ou, mon travail aussi donc heu. J'ai tout intérêt. »

Ainsi quand je l'interroge sur sa classe sociale d'appartenance, toute l'ambivalence de la situation de Marina s'exprime dans sa réponse : « je suis une intellectuelle fauchée ». La velléité de l'enquêtée à se considérer d'abord comme une intellectuelle engendre dès lors une volonté de se positionner sur l'Europe.

Marina : « Je veux dire quand je pense à la peinture je suis imprégnée. C'est pour ça que je dis que quand je suis française ou européenne, c'est vrai que je suis française mais au niveau de la culture c'est vrai que je suis imprégnée de la peinture européenne

Ouais ouais

Italienne heu, hollandaise, heu allemande, française. Enfin espagnole. Donc c'est vrai que l'Europe, elle est. Pour moi, l'évocation de l'Europe c'est la peinture »

(A propos de l'U.E) « Moi , culturellement, je suis prête heu. Enfin, j'ai une certaine ouverture d'esprit, j'ai une certain culture qui permettrait justement de, de, »

De la même façon, Hélène, cadre au chômage, renvoie quant à elle son attitude pro-européenne à sa formation (Bac +5):

Hélène : (A propos de l'U.E) « Que ce soit la promotion de.. c'est elle qui me sensibilise heu. C'est elle qui pousse un peu les gens à penser, à penser... [retournement de cassette] Parce que pendant les études, on y est sensibilisé à, au travers d'échange heu..

C'est un esprit plus européen quoi

Parce que, parce que.. donc en fait, le discours qui se pose sur votre environnement... environnement heu lié à votre, votre formation

Ouais, c'est sur ça forme heu l'identité

Ouais, toute la période heu d'apprentissage.. Ca permet à une ouverture d'esprit mais en plus c'est un apprentissage heu.. enfin je veux dire c'est un discours heu, dont on vous éduque en permanence. C'est ça, didactique heu promotionnel. Vous ne pouvez pas y échapper quelque part. ouais voilà c'est ça.

Alors ça s'adresse à vous hein,

ouais

ça s'adresse heu bah d'abord aux étudiants, ensuite quand on est intégré en entreprise, il est possible que.. qu'on vous propose de partir à l'étranger, ça se fait aussi

Ouais, c'est vrai aussi

Vous êtes sollicité quand même. »

Sa projection d'elle-même dans une appartenance à la population instruite pro-européenne contribue à forger l'europanisme d'Hélène. En outre, ici encore, l'europanisme est un moyen de se référer à

l'appartenance socioprofessionnelle. Pour Hélène, le monde de l'entreprise est européeniste, elle l'est aussi. La projection de soi dans un groupe social structure le positionnement européen. Laurence, pour justifier son avis favorable à l'Europe déclare en ce qui concerne la venue de travailleurs de l'Est : « Mais bon moi je suis pas dans le monde ouvrier, je suis. Moi dans mon boulot heu [la concurrence est moindre] ». L'identification à une profession supérieure compose la position à l'égard de l'europe. On rejoint ici un constat de W.Doise qui considère que « les représentations sociales sont toujours des prises de position symboliques », selon l'auteur les représentations sociales sont des principes organisateurs des rapports symboliques entre les acteurs sociaux et entre individus ou groupes¹¹¹, cela semble bien être le cas des représentations des attitudes par rapport à l'U.E. On comprend ainsi que cette projection de soi structurante des attitudes européennes fonctionne principalement pour la population diplômée et les chômeurs interrogés appartenant aux CSP supérieures. Ces chômeurs interrogés cherchent à se reconnaître dans les élites qui soutiennent l'Europe, néanmoins, quand parfois ce n'est plus possible parce que l'exclusion ressentie est trop forte et que la projection est rejetée, dès lors, l'Europe l'est également. On retrouve ici la structuration des attitudes au travers de l'exclusion et de la précarité subjective que nous avons décrite plus haut et l'hypothèse d'un anti-européanisme liée à une déchéance sociale.

On peut considérer que cette logique de structuration joue également un rôle en participant à fonder une autre attitude sur l'Europe. Pour certains enquêtés, proposant les caractéristiques inverse des précédents (faible diplômes et CSP basses), la projection de soi dans les groupes sociaux dominants n'est pas considérée, pas possible ou pas voulue. Dès lors, l'identification de soi au travers d'une connaissance ou d'une adhésion à l'U.E ne représente rien. Au contraire, affirmer son ignorance et révéler ou afficher sa neutralité, c'est s'inclure dans un groupe de non concernés par un objet européen (peut-être oublieux). C'est parce qu'on se reconnaît dans un groupe que l'Europe ne concerne pas que l'on ne cherche pas à adopter d'attitude particulière par rapport à elle ou qu'on affiche son indifférence. Si on considère l'indifférence comme une attitude par rapport à l'U.E, cette projection est donc également structurante. Ainsi la première réaction de Tiphaine est d'afficher son ignorance et cette indifférence :

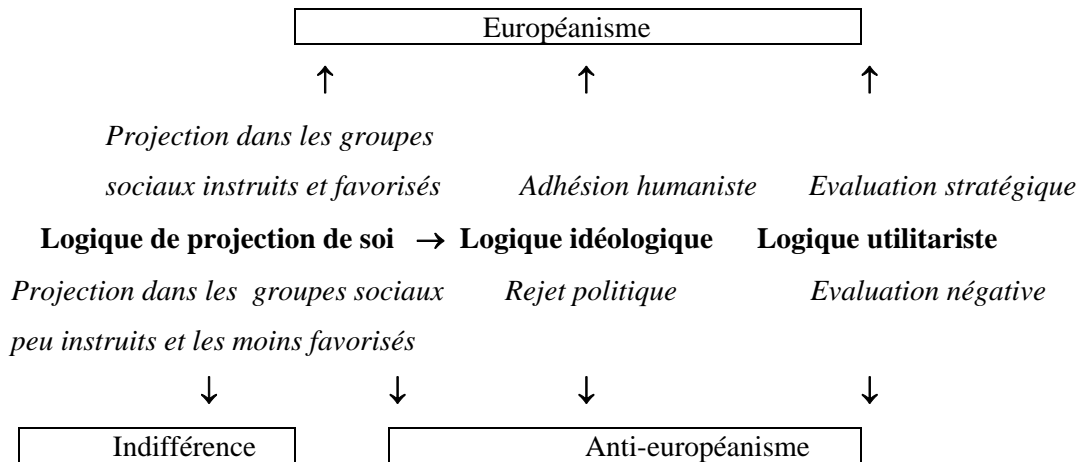
Tiphaine : « Et alors qu'est-ce que tu connais du fonctionnement. En gros, qui c'est qui décide heu qui c'est qui fait les lois ?
 J'y connais rien !
Rien du tout ? Si genre je te dis Bruxelles, ça te dit quelque chose ?
 Si j'en ai déjà entendu parler. »
 « Honnêtement heu le mot est là heu rien à foutre. »

Dans le même sens, Jean-Marc par exemple me dira « ça me préoccupe pas moi personnellement quoi ». L'attitude par rapport à l'Europe confine dans un rôle (on peut penser aux nombreux enquêtés proposant en début de questionnaire des remarques comme : « ah moi la politique j'y connais rien »). Dire que, sur l'Europe, on a rien à dire, c'est se constituer comme appartenant à ceux que ça ne regarde pas, que ça n'intéresse pas ou qui sont incompetents, à ceux qui « ne comprennent pas »

¹¹¹ Willem Doise, « Attitudes et représentations sociales », dans D. Jodelet, *op. cit.*, chapitre 10, p. 240.

comme on a déjà pu l'entendre (Mme Tivol, Tiphaine). C'est se comprendre comme appartenant à un groupe qui n'est pas acteur de la vie sociale et politique. La projection de soi peut donc ici participer à entretenir l'absence de représentations et à former des non attitudes, voire à forger une indifférence pour un objet par lequel on n'est pas concerné.

Avant de poursuivre, on peut proposer ici un schéma synthétique des différentes logiques de structuration des attitudes proposées et de leur relation à l'U.E. :



C. Des profils contrastés.

L'analyse des attitudes des chômeurs interrogés à l'égard de l'Europe révèle des fonctionnements multiples et hétérogènes. C'est ce que montre la stratification des différents principes de structuration des attitudes établies. Le positionnement sur l'Europe est un phénomène composite, un agencement de différentes logiques structurantes, que nous n'avons sans doute pas épuisé ici. Les logiques proposées sont des théorisations, présentées comme telles. Dans la réalité des discours, les attitudes sont le fruit d'un savant mélange et d'une alchimie complexe où ces principes se superposent et luttent pour définir les positionnements. Pour continuer à comprendre ces attitudes européennes, on peut tout de même essayer d'identifier plus précisément le poids de chacune de ces logiques et leur distribution respective aux travers des enquêtés. On cherchera donc d'abord à analyser au travers du jeu des logiques les ambivalences engendrées chez les enquêtés pour évaluer ensuite la teneur des attitudes européennes de notre population avant d'essayer d'établir, dans leur grands traits, les profils des attitudes par rapport à l'U.E.

1. Les attitudes à l'égard de l'U.E. : le siège de l'ambivalence

Un constat majeur qu'apporte l'étude des attitudes des chômeurs interrogés à l'égard de l'U.E est sans aucun doute l'importance des ambivalences au sein de leurs positionnements. Les différentes logiques de structuration ne se recoupent pas nécessairement et peuvent entrer en contradiction, créant des doutes, des ambivalences donc et parfois des incohérences dans les propos. Les discours des enquêtés

révèlent en effet que ces différentes logiques de structurations créent des frottements, parfois conscientisées d'ailleurs, Thierry le dit lui-même : « Tu vois je suis quand même contradictoire ». Pour le comprendre, on peut essayer de se pencher sur les ambivalences majeures qui semblent se constituer dans les discours et les attitudes des chômeurs interrogés. On constate d'abord que logique politique et logique utilitariste s'opposent peu, participant toutes deux à une structuration négative des attitudes. C'est l'adhésion humaniste à l'Europe qui constitue sans doute un des principaux moteurs d'ambivalences dans les positionnements européens. Cela s'explique d'abord par le fait que l'idéologie humaniste est un principe auquel la grande majorité des enquêtés souscrivent et l'adhésion de valeurs à l'U.E est omniprésente. En ce sens, on peut noter que les valeurs associées à l'U.E. sont toujours positives et le terme n'appelle que des réponses positivement connotées. Ce sont les faits et les politiques qui sont négatives. Une première opposition se crée dès lors au sein même de la logique idéologique entre l'adhésion humaniste et le rejet politique de l'Europe. En effet, les enquêtés pour lesquels l'évaluation politique négative de l'Europe est un principe structurant sont souvent diplômés, toujours politisés et tous humanistes. Dès lors, chez plusieurs d'entre eux, l'identification de l'U.E à un principe d'ouverture et d'union des peuples est également un élément structurant, ce qui engendre des discours à la fois positifs et négatifs sur l'U.E selon l'angle d'analyse adopté. Les propos qui suivent sont le fait de chômeurs se déclarant défavorables à l'Europe. On voit bien comment leur adhésion humaniste peut créer des ambivalences : aucun d'entre eux ne souhaite un abandon de la construction européenne, au contraire, Sylvain se prononce par exemple pour un renforcement (défense et pouvoir exécutif commun), néanmoins ils tiennent un discours critique sur l'U.E et la rejettent (ainsi ils votent tous non lors du référendum de 2005).

Sandra : « oui. Ben en fait, je trouve quand même que c'est quelque chose de positif dans le sens où voilà, c'est un développement multiculturel, donc c'est toujours intéressant. »
 « Oui mais quand on est ouvert, il ne faut pas rester figer, il faut apprendre à aller vers l'autre. On a beaucoup à apprendre les uns des autres. Je pense quand même que chaque peuple à sa spécificité et sa culture. »
 « **Vous pensez que l'Europe finalement apporte peut-être plus de mal que de bien pour l'instant telle qu'elle est ?**
 J'attends de voir comment cela va évoluer. Pour l'instant on m'a laissé penser que oui
Mmm
 Maintenant à voir. Mais je l'entends sur un point de vue socio-économique. A voir. »
 (Sur son vote au référendum) « **Ben oui, on a entendu beaucoup de choses sur le NON**
 Voilà, mais ce n'était peut-être pas un NON catégorique. C'est un appel, pas un appel au secours, mais quasi, je veux dire...
C'était plus pour montrer, pour faire un geste pour montrer vers quoi on veut aller qu'un NON sur l'Europe.
 Voilà c'est pas un NON sur l'Europe, c'est de la façon dont cela se fait. »

Marina : « **Alors auriez-vous de grands regrets si l'union européenne était abandonnée, ou pas ?**

De grands regrets. Heu définitivement abandonnée ?

Ouais. C'est ça.

Heu... [un petit temps]. Si ça devait heu, si ça devait mettre fin à toute heu entente européenne, oui.

Ouais, mmm

Si ça devait mettre fin à toute entente européenne oui. Parce que.. Si c'était faire une table rase pour reprendre les choses heu..

Si c'était juste l'Union européenne telle qu'elle ?

heu l'union européenne au niveau économie, politique, je pense que y aurait sûrement heu beaucoup d'avantages à reprendre les choses heu,

ouais. Ouais d'accord

certaines choses à la base, certaines négociations qui ont été heu votées moins pour les citoyens que pour le, le bien de certaines heu... »

Sylvain : « Bah c'est une création pour, une création pour les gens qu'ont beaucoup d'argent. Ou pour que les entreprises, les entreprises puissent vivre plus facilement on va dire. »

« Toutes manières le, l'Europe à la base c'est quand même une question d'intérêts, c'est pas pour heu, pour heu, pour le petit salarié de base ou heu.. Sinon heu Sinon, notre, la vie de tous les jours pour la plupart des gens serait meilleure. »

« **Est-ce que tu serais d'accord pour que petit à petit y ait plus de président français mais de députés mais un chef d'Etat européen**

Ouais.

Ouais tu serais pour ça ? ok Ca te ferait pas peur que heu.. ?

Non, comme ça les français seraient obligés de s'aligner et pas heu rester dans leur heu conservatisme...c'est pas très ouvert par rapport aux autres pays

Et tu crois que les autres pays d'Europe sont plus ouverts ?

Je crois que beaucoup d'autres pays d'Europe sont plus ouverts sur certains points.

Toi tu te dis que si y a juste un pouvoir en gros européen ça pourrait plus faire avancer

Je pense ouais

J'ai la même question est-ce que tu serais d'accord pour que petit à petit y ait une armée heu européenne qui remplace toutes les armées nationales ou pas ?

Je pense que...quelque part ce serait une bonne chose.

Ah ouais ?

Ouais.

T'es pas trop attaché à la France comme heu nation

Je suis pas patriotique. »

On n'a donc pas affaire à une incohérence des discours mais à des positionnements ambivalents qui sont le fait des deux logiques idéologiques contraires participant à la structuration complexe de l'attitude. On comprend donc ici que c'est la structuration politique qui se révèle dominante pour créer un positionnement négatif et l'on appréhende ainsi plus complètement un positionnement particulier de nos enquêtés face à l'Europe : le rejet politique chez les chômeurs interrogés traduit à fois une adhésion à une union des pays européens et un rejet de l'U.E. telle qu'elle se construit.

Le même schéma se reproduit avec des logiques différentes : l'adhésion humaniste, tout en restant dominante et liée à une projection de soi comme européeniste, est remise en cause par l'évaluation utilitariste négative. Adhésion de principe et évaluation sont donc parfois contradictoires, c'est particulièrement flagrant chez Karine :

Karine : « Comme avant on avait par exemple heu toujours du cacao, heu du chocolat avec du beurre de cacao et cetera. Et donc là au nom de le, l'harmonisation européenne, on s'aligne, on doit s'aligner sur heu une moyenne heu qui est justement ni, nivelante vers le bas pour la France heu

mm

donc heu

ouais

Donc ce qui fait qu'on va...Voilà, on va réglementer et pis les fro, les fromages français

Ca peut faire heu

Donc heu, de, des normes d'hygiène très strictes heu, qui fait que ça va détruire heu un certain savoir-faire heu. Donc on détruit des,

des

On détruit une certaine qualité

Voilà.

parfois heu?

Voilà, on détruit des particula,

Ouais d'accord.

Des particularités régionales, nationales au nom de l'Europe heu.

mmm. [un temps]. D'accord. Mais ça empêche pas que ton avis global heu reste quand même positif heu ? Disons que c'est des défauts de fonctionnement heu plus que, qui suivent pas., pas... le projet quoi ?

Non parce que au-delà de ces exemples là qui sont, qui restent très, c'est très concrets hein

mm mm

C'est un quotidien dans l'alimentation fin, enfin tant que.. consommatrice. Mais heu... Au delà, bah je pense que pour l'objectif de la paix, de.. de,

mm

d'un continent fort heu par rapport à la mondialisation et certains

ouais

défense heu d'acquis heu.. Je pense que c'est, c'est aussi important voire plus donc heu

ouais

L'idée européenne prédomine quand même. »

L'enquêtée fait une évaluation négative de plusieurs conséquences de l'U.E mais son attachement de principe motivé par des logiques entremêlées, on le voit ici, reste dominant. De la même façon, sur les questions de souveraineté nationale, l'enquêtée marque une ambivalence assez explicite. Néanmoins c'est toujours son attachement de « principe » qui l'emporte révélant la force de l'adhésion humaniste et de la logique de projection chez elle.

Karine : « Alors serais-tu d'accord pour que petit à petit il y ait plus de pouvoir français mais un chef d'Etat européen et des députés européens ?

Alors bah ce serait, oui ce serait la formule fédération d'Etats heu

mm. Ce serait beaucoup plus de pouvoirs heu...

Bah je suis d'accord pour qu'il y ait plus de pouvoir mais je suis également partagée par ma crainte de... quel heu.. pour quel type de pouvoir c'est à dire heu

Pour faire quoi ouais

Voilà. Heu...Oui, je crois, sur le principe je suis ok. Je trouve ça bien

Sur le principe ouais ?

Oui fin je suis d'accord ouais, plutôt d'accord.

+ « **Et heu, si c'était la question de la diplomatie. Une diplomatie commune quoi, genre un ministre des Affaires étrangères européen ou quelque chose comme ça ?**

Oui, c'est heu

Pareil ?

Je pense oui. A peu près. Bon maintenant on voit par exemple le cas d'Irak

Ouais ?

ou heu des pays qu'on dit oui, des pays qu'on dit non. J'étais plutôt contente que la France ai dit non. Je serais emmerdée bah là par e, oui par exemple heu si heu voilà.

Fin ouais c'est un bon exemple de si effectivement heu. L'idée est bonne mais dans les faits ça peut peut-être nous heu..

Ben nous...Non, non mais je suis plutôt d'accord parce que ça reste heu

Mais sur le principe quand même ?

Voilà. Ouais.

Ok.

Je pense que c'est bien. »

L'adhésion à l'Europe est ici une question de principes, elle engage l'image que l'on a de soi et se fait dès lors plus facilement dans l'abstraction. Certains aspects et questions concrètes posent plus de problèmes. L'enquêtée le dit elle-même : il est plus facile d'adhérer dès lors qu'on est pas concerné par les effets de l'U.E.

« **Sur les idées politiques quoi. Heu ensuite c'est.. Serais-tu d'accord ou pas, pour que petit à petit y ai une défense commune, une armée européenne qui remplacerait les armées nationales, ou pas ?**

Oui, bon disons que ça, ça me touche heu. De heu, de moins près donc heu. [petit rire, **petit rire**] je pense que ça serait.. plus judicieux.

T'es moins touchée par.. ! [ton de la plaisanterie] [petit rire, **petit rire**]

Je suis moins conc, je me sens moins concernée.

D'accord ok.

Peut-être à tord hein. »

L'ambivalence est parfois tellement forte entre les logiques d'adhésion et de rejet pour Karine que celle-ci doute de sa capacité à trancher. C'est le cas lors du vote au référendum, où l'enquêtée préfère se référer à des politiciens de confiance pour adopter une position :

« Non. Y avait une évidence mais comme y avait beaucoup dans mon entourage heu de contestation

Ouais du coup t'as quand même te poser un peu heu...

J'ai quand même douté, je me suis renseignée. En même, en fait ce qui m'a décidé c'est que j'ai fait confiance à des hommes politiques. Comme ou des femmes comme, qui me paraissaient honnêtes. Ou intègres. Comme Simone Weil heu, Dominique Voynet heu... Heu ou Noël Mamère enfin des gens qui mm

d'accord

à qui je pourrais faire confiance au niveau de, chai pas, de l'écologie, des services publics [...]

C'est ça qui t'as, qui t'as déterminée, fin qui t'as donné, l'élément qui t'as donné confiance finalement ?

Oui, je me suis dis bon voilà. Comme je peux pas avoir tous les éléments heu. Eux à leur niveau, bah Simone Weil parce que voilà, elle, elle voit que. c'est un. C'est aussi pour la paix quoi, faut avancer dans le projet. »

Cette ambivalence entre adhésion humaniste et évaluation utilitariste négative est également présente chez d'autres enquêtés. C'est par exemple le cas de Fanny qui met en parallèle l'union des populations et la dégradation de situation qu'a engendré la mise en place de la monnaie unique, critique très répandue dans notre population, on s'en souvient.

Fanny : « Moi je te parle plus heu niveau humainement, heureusement que ça existe, heureusement qu'on commence à se connaître. Heureusement qu'on commence à se mélanger, qu'on commence à s'aimer.

En même temps au niveau tu m'as dit, tu peux pas me parler au niveau sous tu m'as dit mais si carrément, y a l'Euro, tu m'en a parlé l'autre jour.

Mais l'Euro heu... [**rire**] Je te le dirais quand tu me diras est-ce que t'aimes pas l'euro. Je te dirais ouais. Ouais ! Avec un regard fusilleur comme ça [**rire**] je regarderais ma monnaie de merde là, avec le prix du café et tout je dirais ouais.»

On peut voir dans toutes ces ambivalences l'explication majeure d'un résultat fourni par le questionnaire. La réponse « mitigé » affiche à plusieurs questions un très fort pourcentage et notamment en ce qui concerne l'avis global concernant l'Europe puisqu'elle est la réponse la plus répandue (32%). L'opposition des logiques de structuration peut rendre difficile la production d'un positionnement clair et certains enquêtés préfèrent rester prudent. Une autre analyse des positionnements face à l'Europe peut être mise en rapport avec ces ambivalences. L'interprétation des attitudes européennes dans une division entre matérialistes et post-matérialistes, proposée par R.Inglehart, pose problème dans notre population de chômeurs. L'auteur divise en effet européenistes et anti-européanistes en fonction d'une orientation des valeurs qu'il décrit comme suit : « Les individus possèdent une hiérarchie des besoins qui gouvernent les objectifs qu'ils poursuivent sous certaines conditions [...]. Une fois qu'un individu a atteint à la fois la sécurité physique et économique, il commencera à poursuivre d'autres objectifs : le besoin d'amour et d'estime devient très important ; et plus tard, une série de besoins esthétiques et intellectuels¹¹² ». On distingue donc les matérialistes préoccupés de sécurité physique et économique et les post-matérialistes. Or selon l'auteur, l'adhésion au projet européen est le fait de ces derniers et les valeurs post-matérialistes corroborent l'adhésion élitaires à l'Europe puisqu'elles apparaissent corrélées au niveau d'éducation, à la profession et au niveau de revenu. Or cette dernière variable pose problème dans notre population dans la mesure où, pour beaucoup et par leur situation même de chômage, nos enquêtés sont conduits à adopter des préoccupations matérielles. On a déjà dit qu'on trouve chez certains, et ce quel que soit le niveau de diplôme et la profession, une précarité aiguë. Cette situation objective ne conduit néanmoins pas à l'abandon des valeurs post-matérialistes qui sont souvent au fondement de la compréhension que les enquêtés ont d'eux-mêmes.

Marina : « mais au niveau de la culture c'est vrai que je suis imprégnée de la peinture européenne

Ouais ouais

Italienne heu, hollandaise, heu allemande, française. Enfin espagnole. Donc c'est vrai que l'Europe, elle est. Pour moi, l'évocation de l'Europe c'est la peinture »

« j'ai l'impression de faire de la *résistance*. Et pour continuer à justement *lire*, à maintenir mon cerveau et tout ça [...] j'en suis à des trucs de *survie* ! Je veux dire pour mes enfants aussi, pour qu'ils continuent quand même à faire autre chose que simplement heu manger, avoir des activités et tout. C'est, c'est, c'est, je veux dire déjà de la *résistance*. Moi j'ai l'impression de faire de la *résistance*.

Résistance pour la survie intellectuelle quoi...

Pour la survie, intellectuelle et ... et physique et tout, enfin sur tous les niveaux »

Marina montre ainsi pour une part au moins des inquiétudes matérialistes, dans la mesure où elle est à la recherche de sécurité matérielle. L'enquêtée affiche explicitement des besoins intellectuels et des besoins physiques réels qu'elle met tout deux sur le même plan de la survie. Les deux préoccupations peuvent donc cohabiter dans notre population et revêtir une importance égale. Cette double caractéristique de certains enquêtés contribue à entrecroiser les logiques de structuration et à créer des ambivalences de positionnement à la fois au travers d'une adhésion idéologique et d'un rejet utilitariste de l'U.E. Néanmoins, il faut le souligner, ces préoccupations matérialistes ne conduisent pas nécessairement les enquêtés à un repli, à l'image de Fanny :

¹¹² R.Inglehart, "Changing values priorities and European Integration", *Journal of Common Market Studies*, 1971.

« eux ils pensaient que fallait plutôt donner en France plus de boulot, enfin le boulot en priorité au français. Et pis tu vois comme ça dans chaque pays d'Europe quoi.

Non je ne suis pas du tout d'accord. Je ne suis pas du tout d'accord parce que, parce que si on part de là on est plus de l'Europe. Heu.. faut pas exagérer quand même.

Donc faut quand même garder l'égalité entre les gens ?

Heu complètement ah complètement. Parce que il y a des français qui méritent pas de travailler, alors il ne faut pas abuser

En même temps le risque du coup,

Ça je comprends, écoute je suis dans cette difficulté t'as vu.

Ouais, ouais

Je suis dans la même difficulté mais je veux dire faut pas abuser quand même. Donner d'abord le premier...heu.»

Si l'adhésion humaniste rencontre des oppositions avec les autres logiques, notamment politique et utilitariste, il apparaît en outre, qu'elle ne revêt pas la même intensité chez tous les enquêtés. En ce sens, si elle est presque toujours évoquée, les discours révèlent parfois une adhésion assez inconstante, qui se reflète dès lors dans les positionnements. C'est le cas de Fanny qui propose des discours ambigus d'ouverture et de fermeture :

Fanny : (A propos de l'émigration) « Pourquoi, pourquoi venez, et pourquoi ? Heu partage un peu de ton budget et aide les

Ouais voilà c'est ça. Mais en même temps l'idée de l'Europe heu c'est peut-être ça. Bon c'est vrai, ils ont ouvert donc maintenant heu, ils font partie de l'Europe après heu

Oui mais ouvert et faire des échanges,

Ouais, voilà c'est ça.

Mais si tout le monde heu rentre, comment on fait nous pour s'en sortir ? »

« Alors, je veux dire, il faut quand même avoir des bases, je veux dire, au niveau de la politique c'est bien gentil d'ouvrir et tout, je trouve ça merveilleux.

Ouais, non mais carrément

Heureusement, heureusement d'ailleurs parce que nous si ça nous serait arrivé des choses comme ça, heu la guerre, des problèmes et tout

Mm mm

et d'aller se réfugier dans un autre pays qui nous accepte, d'apprendre leur culture et tout ça »

« Ah moi je trouve que non, faudrait arrêter que les, les immigrés rentrent [...] Qui fassent développer alors, au lieu de les faire rentrer »

Deux enquêtés adoptent en ce sens, une attitude opposée entre le questionnaire et l'entretien. Ainsi Tiphaine à l'abord du questionnaire répond qu'il ne faudrait pas que l'U.E. ferme ses frontières aux autres pays et qu'il faut rester ouvert. Or lors de l'entretien, la jeune fille affirme : « il faut fermer les frontières un petit peu plus quoi chais pas faut faire quelque chose. [...] C'est ça en fait. Genre le va et vient, non ! ». On peut penser ici que pour un certain nombre d'enquêtés, l'adhésion humaniste à l'Europe est une opinion peu investie et peu profonde au sens où elle n'est pas la marque d'une inscription forte dans un système de valeur. On peut supposer que pour certains, l'adhésion humaniste traduit plutôt un conformisme par lequel les enquêtés tendent à souscrire à la morale socialement reconnue que constitue l'humanisme, et ce, sans que cette adhésion ne reflète un engagement personnel réel. Dès lors un humanisme faiblement intégré peut constituer une adhésion faible à l'U.E. Les discours des enquêtés amènent à cette conclusion dans la mesure où, pour plusieurs d'entre eux, l'adhésion humaniste évoquée sera par la suite contredite ou abandonnée. Chez Mme Taval par exemple, on trouve une grande évolution du discours au cours de l'entretien et l'on comprend non seulement que le discours humaniste n'est pas forgé dans un rapport essentiel avec l'Europe mais qu'il est peu investi de sens, voire tout à fait creux :

Mme Taval : (En début d'entretien :) « parce que on, on parle, on parle. Mais on, on s'écoute pas. [...] Unissons-nous.

mm

Unissons-nous sans guerre.

Ouais c'est à ça que ça vous fait penser l'Europe, c'est l'idée de pas de guerre, pas de... l'union dans la paix ?

Est-ce que ?

Je dis c'est à ça que ça vous fait penser l'Europe, c'est l'idée de pas de l'Union dans la paix heu..

Voilà. Oui

D'accord

Je souhaiterais de tout cœur pour les enfants qui, qui arrivent
[rire] **ouais !** [*Je ris parce qu'elle parle au dictaphone*]
qui se battent pas. Qu'ils, qu'ils s'écoutent beaucoup, beaucoup, beaucoup »

(Puis plus tard à propos des émigrés) « qu'ils ferment leur gueule hein [**rire**] Parce qu'on leur fait du rentre dedans hein, parce que moi, je vais pas en Afrique. [...]Une noire qui,

ouais
qui parlait heu à la télé qui dis, qui parlait de quotas

ouais, ouais, d'accord.

J'ai oublié son nom

Je sais pas qui c'est mais..

Qu'elle ferme sa gueule. [**rire**] Voilà. Qu'on m'entende bien. [**rire**] »

De même Fanny ou Virginie montrent des opinions humanistes qui, si elles peuvent être réelles, ne fondent pas une attitude cohérente ou dominante :

Fanny : « Bah c'est pas carrément que j'ai accepté c'est que ce mot normalement il se dit pas quoi et que carrément c'est devenu comme de l'eau maintenant quoi tu vois

Ouais, ouais, c'est devenu naturel quoi

Ouais le mot accepter c'est même plus dans mon langage quoi.[...] Voilà, mais c'est qu'après tu apprends les différences, tu apprends que la personne elle est pareille que toi.

Ouais, ouais

Complètement pareille. C'est juste des cultures et des relations qui sont différents [...]

[Puis à propos de la Turquie] Moi je dis qu'il ne faut pas abuser parce qu'alors là c'est vraiment enfin quelque part je me contredis dans, dans tout ce que je viens de dire tout à l'heure »

Virginie : « **Alors du coup qu'est-ce qui vous a fait voter non. C'est plutôt pour euh...**

Ben moi, c'est le côté euh, pffff. D'avoir envie que si l'Europe est pluriethnique, tout ça, on conserve tous les pays. Je voulais pas que l'Europe prennent trop d'avance en allant dans un sens.

Ouais d'accord

En laissant d'autres pays derrière.

Parce que ça partait trop euh...trop euh avec les pays par exemple ..

En bloc. »

Puis « ce qui me déplairait [...] c'est que les banques soient pas trop centralisées. Et le système judiciaire non plus. [...] D'ailleurs c'est pour ça que j'ai voté non, pour vous dire la vraie raison. »

Le fait que pour beaucoup d'enquêtés, le positionnement sur l'Europe soit peu approfondi contribue, en amenant des réponses spontanées à des questions parfois imposées, à construire des positionnements ambivalents. Si les enquêtés les moins diplômés ne sont pas les seuls à répondre à cette description, il apparaît qu'ils constituent tout de même la population au sein de laquelle les ambivalences sont les plus nombreuses et les plus fortes. Ces ambivalences, en n'étant pas reliées entre elles ou unifiées par un positionnement clair, peuvent engendrer des attitudes parfois incohérentes par rapport à l'Europe. Ainsi il semble que moins les représentations de l'U.E sont ancrées et réelles mais plutôt activées par l'entretien, plus les discours tendent à devenir contradictoires en fonction des thèmes et du degré d'abstraction des questions. C'est pourquoi, ces ambivalences amenées par les différentes logiques concourant à la formation des attitudes, participent chez certains enquêtés à produire une attitude européenne incohérente où les discours négatifs et positifs s'entremêlent et s'activent successivement selon les points évoqués. Le fait que l'Europe soit une réalité peu conceptualisée participe à cette activation ponctuelle d'opinion, dès lors plus exposée aux contradictions. Kaba se dira ainsi à deux moments différents de l'entretien plus européen que français puis favorable à une sortie de l'Europe pour la France. De même Tiphaine n'a pas d'opinion acquise de ce qui pourrait justifier un positionnement sur l'Europe.

Tiphaine: « **C'est qui les français, en gros les français qui sont plus pour et qui sont plus contre ? Comment est-ce que tu diviserais heu**

Pour ? Les riches !

Ouais ?

Les nobles ! [sourire] [rire] La c'est ceux là, à mon avis y a qu'eux qui peuvent être heu aussi heu... Quoique non. Parce que, ils voyent aussi plus d'émigrés qu'arrivent alors ça les dérange.

Ouais pis ça peut faire sale

Ouais ça les dérange aussi ouais. Ouais en fait non. Peut-être plutôt les pauvres.

Pourquoi les riches, tu crois qu'ils ont plus d'intérêts heu ?

Non justement moins. Par rapport à l'argent, je disais ça heu mais non. Après réflexion faite heu, c'est les émigrés. Fin tout les gens, heu les enfants d'émigrés. »

Ici, les frottements de logiques de positionnement face à l'Europe créent des confusions et contribuent au flou de la représentation de l'U.E. Le schéma est le même pour Jean-Marc.

Jean-Marc : « **par exemple tu trouves peut-être qu'avec l'Europe heu ça pourrait s'améliorer la situation par rapport à que, que, que la France qui gère ou heu... ? Chai pas.**

Ouais si la France reste toute seule chai pas si c'est bien aussi.

Ouais c'est ça en fait la question.

ouais

je sais pas si c'est... Si on.. Tu crois, tu crois que c'est mieux que, tu crois que ça ira mieux genre à, au niveau de l'emploi par exemple si la France elle reste toute seule ou si la France elle continue à..

Je crois peut-être c'est mieux qu'elle aille en.. avec l'Europe quand même.

Tu crois que ça peut aider ?

Bah je pense »

« Oui c'est pas, c'est pas terrible ça.

De, ouais voilà c'est ça. C'est un risque ça.

Unifier heu...

Bah en fait ouais, c'est ça. Unifier ça peut faire aussi perdre un peu de..

On perd l'identité de ... »

« Mais heu comment, un chef de l'Etat européen heu alors là heu... Ca serait peut-être un peu trop heu... »

Ouais. Ouais un peut aller trop vite quoi ?

Ce serait unifier aussi

Ouais. Bah ouais, c'est clair.

Ca c'est pas terrible. [...] Fin c'est bien quand même d'avoir un peu des différences quand même

Ouais, ouais, ouais.

mm

c'est vrai, c'est ce qu'on disait tout à l'heure quoi, pour garder sa, ses particularités

ouais parce qu'autrement ça, ça va devenir trop.. Trop ouais trop unifié quoi.

Ouais, trop pareil quoi.

Ca c'est pas, c'est pas terrible. »

2) Les profils des attitudes

a. La consistance des attitudes

Pour terminer notre analyse on peut essayer de proposer ici un point de vue plus synthétique des grandes caractéristiques des attitudes des enquêtés à l'égard de l'U.E. Les chômeurs interrogés se disent, en général, plutôt favorables à l'U.E, c'est ce que montrent les questionnaires comme les entretiens. Néanmoins ce constat réclame la prudence. Comment le comprendre ? Tout d'abord, il apparaît que la posture humaniste qui constitue la principale logique de structuration des attitudes européenistes est largement adoptée par les enquêtés. Mais cette adhésion se fait à des degrés divers, on vient de le voir. Il semblerait en effet que, chez les enquêtés ayant peu de représentations de l'Europe et peu de moyens d'évaluation de celle-ci, l'humanisme apparaisse comme la premier positionnement adopté. Cette relation tend à montrer l'existence d'un certain conformisme à l'europanisme. C'est en ce sens qu'on peut interpréter le fait que la majorité des enquêtés se déclarent favorable à l'interrogation, relativement abstraite, de leur avis global sur l'Europe et majoritairement négatifs au contraire sur la plupart des autres interrogations (satisfaction et confiance par rapport à l'U.E notamment). Jean-Marc, qui à très peu à dire sur l'U.E, incarne bien cette idée que l'attitude

sociale la plus attendue par rapport à l'Europe est le soutien : c'est la première posture que l'enquêté adopte avant de préciser que, finalement, ce n'est pas vraiment son avis :

Jean-Marc: « **Heu est-ce que toi, est-ce que de manière générale tu dirais que t'as une opinion favorable ou défavorable à l'Union européenne ?**

Bah heu.. Je bah heu favorable quoi bon.

Plutôt favorable quand même en général ?

Ouais. Fin bon. [*petit rire*]

Ouais mais, ouais mais mitigé ?

Enfin bon mitigé quoi.

Ah ouais ? [*petit rire*]

mm »

On pourrait se demander si, si l'enquêté avait proposé « en fait plutôt défavorable ? », l'enquêté n'aurait pas tout autant acquiescé. Cette réaction pose la question de la teneur des attitudes européennes de notre population. Il apparaît que c'est effectivement peut-être un des points qui la caractérise le mieux. La consistance des attitudes chez les chômeurs interrogés est variable entre les groupes d'enquêtés et majoritairement plutôt faible. C'est le constat majeur auquel aboutit l'analyse, avec celui de l'hétérogénéité déjà largement décrite, des attitudes entre les enquêtés. Que veut-on dire par faible consistance ? Il semble bien que l'ancrage de l'attitude à l'égard de l'Europe soit peu affirmé chez les enquêtés. Cette réalité est particulièrement prononcée pour une partie de notre population : ce sont les chômeurs les moins diplômés et politisés. Quand l'Europe n'est pas un objet maîtrisé, connu et conceptualisé, et c'est le cas pour une part de cette population on l'a vu, les attitudes s'incarnent dans des opinions de surface, activées par l'entretien et soumises à de multiples ambivalences voire incohérences comme on vient de l'observer. Le positionnement est parfois rendu impossible tant les ambivalences et le manque de maîtrise de l'objet sont fortes. Ainsi Tiphaine et Antoine, qui ont tous deux arrêté leurs études aux collèges, ont du mal à émettre un avis :

Tiphaine : (a propos de l'U.E) « **Ah ouais d'accord. et si c'était une fleur, un arbre, une plante quoi ?**

Un pissenlit.

Pourquoi [rire] ?

[rire] Chai pas c'est une fleur un peu, qu'est une mauvaise herbe mais qu'est jolie en même temps tu vois. Y a du bon et du mauvais en même temps.

ok. Et dernier si c'était un goût tu vois heu sucré, amer, pimenté tu vois.

Piment ouais

Pimenté ?

Parce que y a du bon et du mauvais. »

On peut préciser que l'interrogation par analogies, telle qu'elle est proposée ici, a justement été constituée en cours d'étude, pour faciliter l'expression des enquêtés les moins à l'aise avec le sujet, que des questions plus ouvertes et abstraites sur l'U.E. peuvent rendre muets. Si Tiphaine demeure prudente et préférera ne pas se positionner, au contraire Antoine, comme Fanny se disent tout à fait favorables au projet européen. Mais leur discours révèle dès lors la faible consistance de leur position :

Antoine : « **Alors heu ton opinion, est-ce qu'elle est favorable ou défavorable à l'Europe, elle est favorable ? C'est ce que tu m'as dit tout à l'heure hein [lors du questionnaire], il me semble ?**

Ouais, ouais, ouais, ouais. C'est une bonne idée. C'est bien. C'est une bonne chose. »

(A propos du référendum) « **Et donc du coup c'était des débats mais vous, vous étiez tous quand même à peu près d'accord ?**

Ouais, un petit peu ouais quand même. Mais après y avait, voilà, y avait quand même du bon aussi, c'est ce qu'on se disait heu..

mm

En gros c'est ça, c'est dur à avoir un opinion quoi enfin

Ouais !

C'est vrai y a, c'est, y a comme pour les lois, les trucs comme ça, tu vois les mêmes, de toute l'Europe. Et c'était bien bah pour voyager, y avait pas mal de trucs pour le voyage, c'était intéressant et tout aussi quoi

ouais

Mais après pour les agriculteurs, pour les trucs comme ça

mm

Ca, ça y avait la baise et tout aussi quoi »

Fanny : (a propos de l'U.E) « Heureusement que ça existe, heureusement qu'on commence à se connaître. Heureusement qu'on commence à se mélanger, qu'on commence à s'aimer. »

« **Sinon j'ai une fleur, une fleur. Si c'était une fleur ou un arbre ce serait quoi ? C'est plus dur.**

Heu j'aurai dit heu. C'est plus dur parce qu'un arbre, c'est vraiment beau, tu vois donc heu j'ai du mal à donner, à me permettre heu d'emprunter le nom d'un arbre [**rire**] ou d'une fleur pour heu l'union européenne tu vois ce que je veux dire. Mais je dirais c'est une ortie [**rire**]. Une ortie. C'est quand tu la vois comme ça, ça paraît être une feuille et tout machin. Mais tu t'y piques, ça fait mal pendant un temps après tu t'habitues. Mais si tu retombes dedans, ça pique quand même

Ca te gratte quand même !

Ca te gratte quand même.

Mais pourtant tu me disais ouais, l'Europe, c'est bien ça fait pleins d'échanges mais en même temps !

Ouais mais c'est pas structuré.

Mais en même temps ça pique.

Ouais bah parce que tu te fais avoir quoi. Faut avoir des, faut avoir des, je suis peut-être la seule à avoir un discours comme ça mais

Non, non

faut vraiment avoir une structure heu, faut te sentir bien pour être bien dans l'Europe tu vois, c'est pour ça. Moi je me sens bien. C'est le problème de la France hein le problème.»

Cette attitude changeante que l'on peut qualifier d'inconsistante se traduit dans les nombreuses incohérences et diverses positions activées par les questions. Quand l'Europe est un phénomène trop complexe ou méconnu pour être intégré complètement ou avec certitude dans un système de valeur, le jugement est ambivalent et la position mal assurée. Inconstance, absence de position et désintérêt demeurent donc des phénomènes majeurs chez les chômeurs interrogés les moins diplômés, même si l'on trouve également des adhésions. En ce sens, les résultats des questionnaires montrent que la majorité des enquêtés les moins diplômés pensent que l'U.E. n'est ni bonne ni mauvaise pour leur avenir personnel¹¹³ (45,1%) et qu'elle n'y jouera pas un rôle important (46,5%), ce qui n'est pas le cas du reste de la population. Le positionnement sur l'U.E est dès lors une attitude sans enjeu.

Mais les positionnements des enquêtés les plus diplômés ne sont pas systématiquement plus consistantes. En effet, une partie d'entre eux affiche également des attitudes européennes peu investies. En quel sens ? Tout d'abord pour beaucoup, la réflexion sur le positionnement se crée également au cours de l'entretien. C'est le cas de Virginie, diplômée de niveau Bac :

Virginie : (A propos de la division du vote au référendum)

« **Alors du coup qui c'est qui aurait voté oui ? Parce qu'il ne reste plus grand monde a voter oui.**

Ben si ceux qui ont voté c'est les UMP et une partie de l'extrême droite.

Et pourquoi à votre avis. Eux ils y voyaient plus d'avantages, ils sont plus européens que les autres ?

Non, c'est parce que, peut-être que les extrêmes droites... ils ont dit, appelé à voté non, parce que ils ont envie que l'extrême droite arrive en France et ça serait un obstacle.

Ouais, ouais, ouais.

Est-ce que ce serait une réponse, moi je veux bien, je suis prête à voter oui au prochain si c'est réellement, réellement une réponse contre l'extrême droite.

Au prochain ?

Au prochain référendum. Si vous me dites que l'U.E, on aurait du voter oui et que faudra retourner dans ce sens là parce que ce sera un frein à l'extrême droite, moi je vous dis d'accord. la prochaine je voterai oui.

On peut jamais être sûr

J'avais pas pensé à ça. Non parce que c'est vrai que c'est peut-être un super argument de dire que toute l'Europe n'irait jamais contre euh... vers l'extrême droite. »

« **Est-ce que pensez qu'elle serait capable ou pas ?**

[silence] c'est comme je vous ai dit tout à l'heure c'est en discutant les uns les autres et c'est en s'inspirant beaucoup plus les uns des ...

des autres, ouais. Y a moyen en prenant ce qui est bien et... Est ce que vous diriez que vous avez

Mais pas forcément en créant des lois économique... si pourquoi pas des lois économique du moment que c'est pas trop euh....

[silence] Je ne sais pas, je ne sais pas, je ne m'y connais pas assez pour dire ça. »

En outre, pour beaucoup l'Europe est loin de constituer un objet de préoccupation majeur, on se souvient de Laurence soulignant combien, une fois qu'« on est dans la vie active, on a tellement

d'autres choses heu ».. à penser, « d'autres préoccupations ». Dès lors, pour beaucoup, l'opinion sur l'Europe n'est pas forcément très construite, ce qui peut engendrer une situation d'interrogation désagréable pour ces enquêtés.

Virginie : « **J'ai presque fini.**

Oh ben heureusement parce que j'en peux plus.

C'est long hein ?

Ouais. »

Laurence : « **Ok !**

C'est fini ?

C'est fini. Je peux couper.

C'est dur hein ! »

Interroger ces enquêtées sur l'U.E, c'est les obliger à approfondir une attitude européeniste qui ne l'était pas. On peut d'ailleurs se demander si le chômage ne participe pas à ce désinvestissement de la question européenne. D.Schnapper souligne ainsi le fait que la situation de chômage conduit progressivement à un désengagement de la vie sociale et politique¹¹⁴. (On a vu en ce sens que les enquêtés les plus jeunes et les moins diplômés votaient moins aux élections européennes que les même catégories d'actifs). On peut penser, et on rejoint les théories d'Inglehart ici, que les préoccupations nécessairement matérialistes de beaucoup d'enquêtés participent également à expliciter l'importance de l'indifférence aux questions européennes dans notre population. Il demeure que, quelles que soient les caractéristiques des enquêtés, l'attitude à l'égard de l'U.E. est assez peu investie. On observe en ce sens que les positionnements se font souvent à partir de quelques points identifiés et évalués, des « marottes » en quelque sorte qui viennent régulièrement justifier les réponses et les opinions (c'est l'importance des voyages et de l'aide aux PVD pour Antoine, l'idée d'être plus fort et de faire contre-poids aux Etats-Unis pour Laurence, la corruption et la fraude pour Thierry et bien sûr, pour beaucoup, le thème d'une réunion de pays). Leur attitude se fait donc par l'intégration de l'Europe à des structures de représentations du monde existantes et sur lesquels le jugement est déjà fondé. En outre, ces modes de raisonnement sont également un moyen de faire de l'attitude sur l'U.E. une « affaire classée », celle-ci n'étant pas un objet de préoccupation fondamentale.

On aboutit donc, chez beaucoup d'enquêtés, en majorité peu diplômés mais pas seulement, à des positions assez peu consistantes, on pourrait même dire de faible constitution ou « de façade ». On rejoint ici en effet le « ventre mou » décrit jadis par A.Percheron selon laquelle les attitudes des français à l'égard de l'Europe doivent être divisées entre « un acquiescement de façade, attitude la plus répandue, et une adhésion véritable¹¹⁵ ». L'auteur constate en ce sens que « rien n'étaye les positions émises par la très grande majorité de l'opinion ». L'analyse a déjà une quinzaine d'années mais elle semble toujours d'actualité, dans notre population du moins. On peut souligner que pour mesurer la teneur des attitudes, A.Percheron faisait une distinction entre les enquêtés se déclarant « favorable » et

¹¹³ L'intitulé des questions étant : « Pour votre avenir personnel et professionnel pensez-vous que l'U.E. est :

1. plutôt une bonne chose. 2. plutôt une mauvaise chose. 3. Ni bonne ni mauvaise » et « Pensez vous qu'elle y jouera un grand rôle ? O/N ».

¹¹⁴ Outre le processus de désocialisation déjà évoqué, l'auteur souligne qu'« il est difficile d'adopter un comportement militant à partir d'une identité négative. L'humiliation vécue par les chômeurs n'est pas, le plus souvent, favorable à l'engagement politique », D. Schnapper, *op. cit.* p. 91.

¹¹⁵ Annick Percheron, « Les français et l'Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *art. cit.*, p. 401.

« très favorable » à l'Europe. Si nous avons fait la même, l'analyse aurait été courte : dans notre population aucun enquêté disposant d'un diplôme inférieur Bac +4 ne se déclare « très favorable » à l'U.E. (15,4% pour les bac + 4 et plus) et c'est le cas pour la majorité des questions. On retrouve la faiblesse de l'investissement de sens et de la consistance des attitudes de beaucoup d'enquêtés, qui s'affirment comme des caractéristiques majeures de notre population, qui si, elle est plutôt favorable qu'opposée à l'U.E., se caractérise dans sa grande majorité on le sait, par l'absence de positionnement.

b. Caractérisation des profils

Que peut-on dire des grands profils d'attitudes qu'adoptent les chômeurs interrogés à l'égard de l'Europe ? Tout d'abord il apparaît clair que l'identification des enquêtés à un groupe, une communauté des européens est faible, quelle que soit la position, on ne sent en général pas très européen chez les chômeurs interrogés. En ce sens, face à la remise en cause de l'identité sociale que constitue le chômage¹¹⁶, l'Europe, par son indéfinition et son opacité ne constitue pas un ancrage auquel les enquêtés peuvent s'identifier. De même, chez beaucoup d'enquêtés se déclarant européenistes, l'attitude ne vaut que par méconnaissance de l'existence d'une Europe administrative et politique. L'Europe, comme objet politique ou institutionnel, a peu de réalité pour les enquêtés. Objet sans contenu, l'U.E. permet toutes les adhésions et on adhère parfois à l'Europe comme on soutiendrait la paix dans le monde. On rejoint un autre constat d'Annick Percheron ici, qui souligne que chez les français, « le degré d'adhésion à la construction européenne n'est égal qu'à celui de leur ignorance des phénomènes qu'elle recouvre¹¹⁷ ». C'est également une dimension de l'adhésion humaniste qui se caractérise comme une adhésion de projet, de principe sans forcément constituer un soutien basé sur des réalisations et éléments plus concrets de l'U.E. Même les plus favorables, en ce sens, adhèrent surtout à un idéal et à des valeurs sans projeter de grand contenu dans l'U.E. C'est donc bien l'indéfinition de l'objet européen qui permet une adhésion large tout en pouvant également engendrer la même indéfinition dans le positionnement. On peut supposer en ce sens que l'avancée de la construction européenne pouvant engendrer la diffusion d'une Europe ayant plus de contenu, plus définie aux yeux des enquêtés, pourrait contribuer à la constitution des attitudes à son égard. Sandra résume bien cette relation en renvoyant l'inconsistance et l'ambivalence des attitudes des enquêtés à l'inconsistance et à l'ambivalence même de l'U.E.

Sandra : « Ben un peu trop rapide dans le sens peut-être où, déjà, on ne savait pas trop où on allait.

Ouais ça n'aide pas forcément à trouver une bonne direction...

Voilà. Et puis c'est encore confus, je crois, dans la tête de tout le monde, même moi. Bon je me tiens relativement au courant de tout ce qui se passe au niveau international mais heu... mais j'ai du mal à bien situer le pourquoi

C'est quelque chose qui reste un peu flou ?

C'est un peu nébuleux pour tout le monde et puis je vais vous dire honnêtement, l'espèce de...[rire], comment dirais-je, de carnet de bord qu'on a eut, je l'ai pas épluché »

« On a déjà intégré pas mal ...oui puis peut-être la Bulgarie, non ? Roumanie ? Eventuellement bientôt ?

Je ne sais pas. Je pense que c'est la Roumanie.

Enfin voilà, on va voir ce qui va se passer ? Je veux dire.... On en fait quoi de cette Europe ? Pour l'instant, moi, je suis complètement dans le flou.

C'est peut-être le cas de tout le monde en Europe. [...]

¹¹⁶ N. Demazières parle en ce sens d'un chômage « destructeur d'identité », *Sociologie du Chômage*, PUF, La Découverte, 1995.

¹¹⁷ A. Percheron, *art. cit.* p. 383.

A partir du moment où ce n'est pas clair en haut, comment voulez-vous qu'on suive ? »

On observe donc finalement que les représentations de l'Europe sont peu autonomes et restent très liées à une organisation du monde déjà existante, pour la plupart des enquêtés, elles ne constituent pas dans un renouvellement des formes de représentations et de la structuration du réel mais s'y intègrent au contraire. C'est en ce sens que, pour la plupart, l'Europe n'est pas conçue en dehors de représentations des Etats-nations.

En outre, l'adhésion au projet européen apparaît dans la majorité de notre population, liée à une volonté d'intégration limitée on l'a déjà souligné, ainsi Fanny affiche un discours très pro-européen et un sentiment d'appartenance fort tout en se positionnant contre toute perte de souveraineté nationale (pouvoir exécutif et défense commune). Karine, une des enquêtés les plus européanistes, montre également des réticences :

Karine : D'accord. Mais heu.. Mais peut-être en gardant un certain pouvoir citoyen sur les

Oui

effectivement dimensions...

Oui après en même temps il faut. Je pense qu'il faut pas transférer tous les..

ouais

pouvoirs non plus heu

ouais

et pour les grandes décisions heu.. C'est, c'est pareil, c'est délicat hein.

ouais ?

Parce que c'est pareil, on voit bien la constitution, les gens heu.. L'idéal c'est d'avoir plus d'Europe mais après heu...

C'est difficile de savoir dans quelle domaine ce serait bien

Voilà dans q, voilà si..

et dans quel domaine ce serait plus...

Bah parce que c'est ça quoi, après on, on voudrait que, peut-être que les autres pays nous suivent mais s'ils nous suivent pas sur heu

Bah voilà c'est ça

Sur heu des idées qui sont, nous sont essentielles. Heu, comment fait-on ? »

Ainsi même chez les enquêtés pour lesquels l'adhésion humaniste à l'Europe est très forte, l'U.E. n'est pas une réalité acquise des représentations :

Karine : « Et ensuite heu ! Seriez-vous d'accord ou pas pour que vos petites enfants ou arrière-petits enfants se considèrent plus européens que français ?

C'est difficile ça heu... C'est difficile de se projeter aussi loin heu.

Ouais, c'est vrai

A la rigueur moi je suis prête. Moi je suis heu. J'ai rien

Tu veux pas d'enfants ! [rire] [rire]

Non, chai pas, j'ai rien, j'ai rien contre heu. En même temps ça me ferai bizarre cette idée. »

En outre on l'a dit, l'adhésion humaniste à l'Europe est inégalement investie dans notre population. On peut y établir une distinction qui rejoint les conclusions de G.Grunberg et E. Schweisguth comme celles de la mobilisation cognitive : il apparaît que les plus diplômés sont effectivement ceux qui montrent un attachement au cosmopolitisme le plus fort. Si cet attachement n'est pas absent chez les enquêtés les moins diplômés, il ne reflète parfois qu'une intégration plus ou moins forte des valeurs du groupe social dominant. On peut donc ajouter aux conclusions des auteurs le constat selon lequel, dans notre population, l'humanisme fonde également pour certains, une adhésion faible.

On comprend finalement que la grande hétérogénéité des attitudes européennes que dévoile l'analyse doit être reliée à la diversité de composition de notre population. Le chômage recouvre en effet une réalité contrastée et les chômeurs interrogés arborent des caractéristiques multiples de diplômés, d'âge, de revenu, de politisation etc., et ce au sein des européanistes comme des opposants. On comprend dès lors que la tentative faite par A.Percheron d'établir un lien entre attitude à l'égard de

l'Europe et zone d'emploi à fort taux de chômage soit peu concluante¹¹⁸ : les chiffres varient peu par rapport à l'ensemble de la population. L'attitude européenne chez les chômeurs interrogés correspond à des logiques individuelles plus qu'à un comportement commun au sein de la population. On peut proposer ici un dernier tableau récapitulatif des attitudes recueillies lors du questionnaire avant d'établir une caractérisation finale des comportements au sein de notre population.

Tableau 24. Distribution générale des réponses aux questionnaires¹¹⁹.

	Modalité citée en n° 1	Modalité citée en n° 2	Modalité la moins citée
Sentiment d'appartenance	français qu'européen : 47,5%	Autant l'un que l'autre : 28,4%	européen que français : 6,4%
Avenir perso et UE	Ni bonne ni mauvaise : 41,8%	Une bonne chose : 40,4%	Une mauvaise chose : 14,2%
Rôle Ue dans avenir	non : 46,8%		oui : 43,3%
vote référendum	N'a pas voté : 40,4%	non : 35,5%	à mais ne veut pas dire : 6,4%
Vote aux européennes	n'a pas voté : 69,5%	a voté : 19,9%	ne se souvient pas : 10,6%
Satisfaction	Ne se prononce pas : 36,9%	Mitigé : 33,3%	Très satisfait : 0,7%
Confiance	Plutôt méfiant : 39,7%	Ne se prononce pas : 22,0%	Très confiant : 0,0%
Vision Avenir	Plutôt optimistes : 31,9%	mistes et pessimistes : 24,1%	Plutôt pessimistes : 22,0%
Intérêt des gens	non : 52,5%		oui : 31,2%
Avis global	Mitigé : 32,6%	Plutôt favorable : 28,4%	Très favorable : 2,8%
Efficacité politique	oui : 58,2%		non : 37,6%
reconnaissance partisane	non : 80,1%		oui : 18,4%
Vote	Souvent : 28,4%	Jamais : 26,2%	De temps en temps : 22,7%
positionnement politique	Non : 44,7%	Gauche : 36,9%	Extrême droite : 0,7%
intérêt politique	question non posée : 41,1%	peu : 24,1%	beaucoup : 8,5%

On retrouve une population à la fois très mitigée et plutôt favorable, qui s'abstient beaucoup et montre une politisation faible, qui s'identifie peu à l'Europe et confère à celle-ci un rôle mineur, variable selon les questions (plus positif quant à l'avenir mais sans défendre les intérêts des gens). Cette caractérisation de notre population entre indécision indifférente et adhésion, présente mais volatile, s'ancre dans son hétérogénéité. Pour caractériser les attitudes de notre population, on peut proposer de diviser les chômeurs interrogés entre deux profils principaux. Deux éléments semblent jouer de manière décisive dans cette distinction au sein des attitudes européennes des chômeurs interrogés : la place dans la hiérarchie sociale, notamment au travers du niveau d'instruction, et la politisation. Un premier profil d'attitude pourrait être composé des positionnements fortement structurés concernant l'U.E. Ils sont minoritaires chez nos enquêtés et répondent principalement aux logiques du rejet politique de l'U.E et à celle d'une adhésion humaniste investie, autrement dit aux principes idéologiques. Le post-matérialisme résiste donc à l'épreuve du chômage. Ces positionnements se

¹¹⁸ En mesurant les opinions très favorables à l'Europe entre les zones d'emploi à fort et à faible taux de chômage, l'auteur ne relève qu'une différence de 6 points. A. Percheron, *art. cit.*, p. 393.

¹¹⁹ En ce qui concerne la première ligne qui interroge les enquêtés sur leur sentiment d'appartenance, les réponses doivent se lire, dans l'ordre, « plus français qu'européen », « autant l'un que l'autre », « plus européens que français ». Les variables proposées correspondent aux différents items du questionnaire qui peuvent être consultés en annexe.

retrouvent dès lors dans les deux postures à l'égard de l'U.E. et, s'ils n'échappent pas à la présence d'ambivalences, ils les dominent et restent forts. Ils sont majoritairement le fait des chômeurs les plus diplômés, qui sont également ceux qui montrent un attachement profond et plus constant au système de valeur humaniste, et des enquêtés les plus politisés qui souscrivent, pour une part, à la structuration politique d'un rejet de l'U.E. La projection de soi et l'évaluation stratégique de la nécessité de la construction européenne peuvent entrer également dans cette catégorisation d'une attitude fortement structurée, elles sont majoritairement le fait des enquêtés les plus diplômés. On constate donc l'établissement d'un lien ici entre capacités cognitives importantes et attitudes fortement structurées. Néanmoins, on caractérise ici des tendances et les deux groupes ne sont pas hermétiques. Le second profil est inverse et désigne les attitudes les plus faiblement structurées à l'égard de l'U.E., qu'on peut considérer comme les plus répandues dans notre population. Celles-ci sont marquées par une adhésion humaniste souvent faiblement investie et une évaluation utilitariste plutôt négative des transformations reliées à l'U.E., mais également par des ambivalences très fortes et peu conscientisées dans les discours, construisant parfois des positionnements incohérents. Cette faible structuration des attitudes se retrouve chez les enquêtés disposant de divers niveaux de diplômes. Néanmoins, elle reste particulièrement prononcée chez les moins diplômés. On peut rappeler que les questionnaires montrent en ce sens que moins on a de diplômes et moins on se prononce. Une faible capacité de conceptualisation de l'Europe fait souvent de celle-ci une question abstraite, intégrée dans un consensus social humaniste. Quand l'Europe n'est pas un objet de réflexion, l'attitude est peu structurée et la faible politisation joue en ce sens : ainsi les enquêtés ne se positionnant pas sur l'axe politique se prononcent moins que les autres. L'inconsistance des attitudes voire l'incapacité ou l'absence de positionnement de certains enquêtés mettent en question la caractérisation même d'attitude. Si, comme certains auteurs, on oppose les termes d'attitudes, caractérisées par un positionnement relativement stable, et d'opinions, contingentes et soumises à une variation dans le temps, il apparaît que pour la majorité de notre population, c'est bien d'opinions, très inégalement fondées qu'il faut parler. On peut relier ce constat à l'idée que la caractérisation des logiques de structuration des attitudes européennes, pour l'ensemble de la population cette fois, montre que les positionnements sont, dans une certaine mesure, flexibles. C'est notamment le cas des logiques idéologiques et d'évaluation. On l'a vu, la plupart des enquêtés affichant un rejet politique de l'U.E. peuvent également être qualifiés d'humanistes et pour plusieurs d'entre eux, l'attitude à l'égard de l'Europe a effectivement subi un retournement. S'il est certain que pour beaucoup d'enquêtés ayant des représentations assez faiblement consistantes de l'U.E. les attitudes se révèlent plutôt des opinions par définition évolutives, on peut supposer que même au sein des positionnements les plus fortement structurés, les ambivalences que l'on a soulignées pourraient amener des changements d'attitudes. En ce sens, l'adhésion idéologique humaniste à une Europe relativement indéfinie dans son contenu, même si elle se plonge dans un attachement très fort de principe et par ce fait même que l'adhésion à l'U.E. n'est pas autonome, semble pouvoir être remise en cause. Ainsi Karine, une des enquêtés les

plus attachés au projet européen, d'origine franco-allemande et ayant réalisé un Master d'étude européennes répond :

Karine : « Tu penses que ton, ton opinion pourrait évoluer heu, selon ce que pourrait faire l'Europe [...] ?
Oui, oui, oui... »

L'importance des représentations et attitudes lâches que l'on a pu souligner tout au long de l'analyse, et le fait que, dans notre population, les évaluations (politique et utilitariste) des effets de l'U.E. soient majoritairement négatives (c'est également le cas dans les questionnaires) ne fait que renforcer cette idée selon laquelle l'europanisme de notre population n'est sans doute pas un fait acquis. On a vu que beaucoup d'enquêtés pro-européens révélaient une conception limitée de l'intégration. On peut se demander, si l'Union européenne acquiert une plus grande visibilité et surtout avance dans un projet européen de plus en plus déterminé, si la polarisation des attitudes ne se fera pas également progressive. L'évolution de la définition de l'Europe semble donc déterminante et la question se pose dès lors, dans notre population de chômeurs du moins, de savoir dans quelle mesure l'adhésion l'humaniste et le consensus, encore fort on l'a vu, résisteront à des évaluations de ce processus de construction, à l'image de Marina :

Marina : « Depuis, depuis Maastricht en fait, on a accepté, Nice aussi, on a accepté des choses qu'on aurait pas du accepter.

A, Avant vous étiez favorable et depuis Maastricht, non ?

Le fait que l'Europe heu, heu... Heu... Au départ, j'étais enfin je veux dire, c'était pour moi une réalité qui n'était même pas à discuter. Et puis en voyant justement, aussi bien dans le paysage que la disparition de certaines choses que j'avais pas envie de voir disparaître... »

Conclusion

On a pu établir plusieurs constats au cours de ce dernier chapitre visant à éclairer la construction des positionnements à l'égard de l'Europe. Tout d'abord, il apparaît que pour beaucoup d'enquêtés, en particulier chez les moins diplômés, l'Europe est une réalité confuse, marquée d'opacité et qui échappe dès lors au discours et à l'analyse. Elle constitue un objet abstrait, difficile à appréhender pour certains enquêtés peu habitués à produire des analyses et des discours argumentés. En outre, et c'est là le fait de l'ensemble de la population, la connaissance que les chômeurs interrogés ont de l'Europe est faible, notamment en ce qui concerne ses institutions. Si les enquêtés les plus diplômés sont en général capable de citer la commission européenne ou le Parlement européen, mais ce n'est pas toujours le cas, ils en ignorent les fonctionnements et la distribution des pouvoirs. Le niveau de connaissance est encore plus faible chez la majorité des chômeurs interrogés peu diplômés et peu politisés qui identifient mieux les lieux du pouvoir que les institutions elles-même. Cette méconnaissance de l'U.E. alliée à la difficulté que peut présenter sa conceptualisation engendre, chez certains, une absence de représentations et de positionnements, voire une indifférence à l'U.E. Si la grande majorité de notre population montre un intérêt tout à fait limité pour le sujet européen, ce sont les plus faiblement diplômés et politisés qui se montrent les moins concernés et l'absence de prise de position claire est un

fait majeur de cette population. La mobilisation cognitive fonctionne ici, même si tous les positionnements effectifs ne sont pas favorables.

Comment ceux-ci se construisent-ils ? Même si l'explication des attitudes n'a sans doute pas été épuisée, l'analyse permet de proposer trois logiques explicatives majeures, qui ne jouent pas toutes avec la même intensité, ni dans le même sens. Une logique idéologique d'abord qui se compose d'une adhésion humaniste à l'Europe, dès lors intégrée à une morale privilégiant des valeurs d'ouverture à l'autre, de partage et d'échange culturel. Ce parti pris idéologique est un moteur principal des adhésions à l'Europe dans notre population et l'on retrouve ici l'universalisme déjà souligné par G.Grunberg et E.Schweisguth, ou le cosmopolitisme de R.Inglehart. La logique idéologique comprend également la structuration politique du rejet de l'U.E, présente chez les enquêtés politisés, cela va de soi, souvent diplômés mais pas exclusivement. On a pu souligner combien cette structuration politique du monde peut être difficile à acquérir chez des enquêtés de niveau d'instruction faible. On note également que si l'évaluation politique de l'U.E se fait par le biais de systèmes de valeurs pré-existants, celle-ci est peu projetée par les enquêtés dans le cadre du traditionnel clivage français gauche/droite et déplace un peu, en ce sens, les lignes des sphères de représentations usuelles. La seconde logique identifiée est utilitariste : l'U.E comme objet politique nouveau et sans contenu précis est associée à une dégradation générale de la société et des modes de vie, dont elle est rendue pour une part responsable. Cette logique apparaît ponctuellement et participe à une structuration négative de l'attitude, chez les enquêtés. On observe ici un lien entre perception de la situation personnelle et évaluation générale de l'évolution du monde et l'on rejoint dès lors la thèse du pessimisme socio-économique selon laquelle les enquêtés les plus pessimistes sont les plus défavorables à l'Europe. Ce « pessimisme » semble lié, chez les chômeurs interrogés, à une précarité objective de leur situation économique et l'on peut considérer en ce sens, que le chômage peut renforcer ces perceptions pessimistes de même que le calcul utilitariste négatif, notamment chez les enquêtés les plus précaires. Néanmoins, l'utilitarisme conduit également à une attitude positive à l'égard de l'Europe, dans le cadre d'un calcul stratégique qui est surtout le fait des enquêtés les plus instruits. On a affaire dès lors à une évaluation prospective des bénéfices potentiels que devrait amener le processus de construction européen en permettant de « résister » face aux autres puissances mondiales. La dernière logique enfin se compose d'un principe de projection de soi : c'est par la compréhension de soi qu'on peut réaliser ou non, au travers de l'U.E que l'attitude se structure. L'adhésion à l'U.E. permet ainsi de se reconnaître comme humaniste et le discours, sur l'Europe, comme le positionnement, constitue un critère de classification du monde, notamment social. Ainsi s'intéresser à l'U.E et y adhérer peut être un moyen de se rattacher et de se comprendre comme appartenant aux groupes sociaux disposant de hauts niveaux d'instruction et de positions professionnelles élevées dans la hiérarchie sociale. Cette adhésion fonctionne surtout chez les enquêtés les plus diplômés ou cherchant une profession de cadre. Au contraire, chez les autres, ne pas se positionner et ne pas tenir de discours sur l'U.E. constitue une manière de se catégoriser dans les

classes sociales des non concernés par l'Europe et la projection de soi participe dès lors à former ou entretenir une non attitude.

L'étude de l'agencement des logiques enfin, révèle l'importance des ambivalences dans les positionnements de notre population que créent leurs frottements, notamment entre l'humanisme et le rejet politique et entre l'humanisme et l'évaluation utilitariste. Le possible mélange des valeurs matérialistes et post-matérialistes chez nos enquêtés contribue à former ces ambivalences, tout comme la faible structuration des attitudes de beaucoup de chômeurs interrogés. En effet, il apparaît que chez les chômeurs les moins diplômés notamment, la cohérence des positionnements est parfois faible et on observe un humanisme de surface conduisant à une adhésion conformisme à l'U.E : l'avis global est favorable et l'évaluation défavorable. En outre, et si ce phénomène est prononcé chez les enquêtés les moins diplômés il est également présent chez les autres : il apparaît qu'en général la consistance des attitudes à l'égard de l'Europe est faible. Chez beaucoup d'enquêtés, les attitudes sont peu investies, activées lors de l'entretien et créent des positionnements « de façade ». L'U.E comme objet mal identifié permet une adhésion peu approfondie par les enquêtés, pouvant être associée par exemple à une volonté d'intégration limitée. Ambivalences, faible consistance des attitudes et hétérogénéité sont les grandes caractéristiques de notre population. En effet, la diversité des attitudes renvoie à la disparité de composition du groupe des chômeurs. On peut proposer d'en établir deux profils en divisant les positionnements entre faible et fort degré de structuration. La faible structuration des attitudes est sans doute le phénomène le plus présent dans notre population, à la fois parce qu'il est très répandu chez les enquêtés les moins diplômés et politisés qui forment la majeure partie de notre population mais également parce qu'il est aussi présent chez les autres. Il est marqué par une adhésion en général humaniste, souvent peu investie, et une évaluation négative et révèle chez beaucoup d'enquêtés un positionnement flou et une inconstance d'opinion. Au contraire, les attitudes plus fortement structurées sont le fait des enquêtés le plus diplômés ou politisés et sont principalement marquées par une adhésion humaniste plus engagée ou le rejet politique de l'U.E. On peut donc établir un lien ici entre fortes capacités cognitives et attitudes structurées. On observe que pour beaucoup d'enquêtés, l'Union européenne est un objet nouveau et peu ancré dans la sphère des représentations, c'est bien la persévérance ou non d'une confrontation des enquêtés à cette réalité qui pourra créer une intégration de l'objet et la construction de représentations fortes et d'une attitude polarisée ou dans le cas contraire, confirmer leur absence.

Conclusion

Les réactions les plus récurrentes à l'annonce de mon sujet d'étude face à différents publics traduisaient l'idée selon laquelle les chômeurs doivent sûrement être très défavorables à l'Europe. L'analyse des discours des chômeurs que nous avons pu rencontrer montre que ce n'est pas le cas pour eux, mais surtout que leurs positionnements répondent à des phénomènes multiples et tout à fait complexes que nous n'avons sûrement pas épuisés. Que nous apprend l'étude des représentations et des attitudes à l'égard de l'Europe dans la population des chômeurs que nous avons interrogée ? Notre questionnement visait un triple objectif de réflexion à savoir la saisie des représentations des enquêtés, l'analyse de leurs positionnements par rapport à l'U.E et de la particularité éventuelle de ceux-ci et l'étude des logiques de structuration de ces attitudes. On peut essayer de synthétiser ici les apports qui ont pu être proposés pour chacune de ces interrogations.

On constate d'abord que l'Europe est une réalité tout à fait peu connue : les enquêtés identifient mal ses acteurs, maîtrisent peu ou pas du tout son fonctionnement et ne dominent guère ses attributions et domaines d'actions. Que contient la représentation, l'image mentale que se font les enquêtés de l'Europe dès lors ? L'analyse révèle que la construction de l'objet européen et son intégration à l'organisation du réel est appréhendée par les chômeurs interrogés au travers de plusieurs aspects majeurs. L'U.E. est tout d'abord identifiée comme une entité de la sphère politique essentiellement préoccupée de réalisations économiques. La mise en place de la monnaie unique est ainsi largement citée, toujours défavorablement en raison de l'augmentation du coût de la vie qui l'accompagne, ressentie par les enquêtés. L'Europe n'est pas pour autant conçue comme une entité institutionnelle autonome. Au contraire, non seulement les enquêtés accordent à la France une place centrale dans l'union, mais pour la plupart, l'Europe ne désigne encore qu'une association de gouvernements nationaux, sans indépendance propre. L'attribution d'un rôle majeur à la France dans la construction de cette union, ainsi que son poids fort, contribuent plus vraisemblablement à inscrire l'Europe dans la continuité de la politique française plutôt qu'à l'établir comme une entité concurrente montrant des velléités dominatrices. La conception d'une Europe institutionnelle et capable d'imposer ses orientations et autres directives à la France n'est que le fait d'un groupe restreint d'enquêtés politisés. L'Europe est donc un objet politique pour les chômeurs interrogés, mais son contenu est flou. En général ceux-ci ne lui attribuent pas de rôle majeur et l'U.E. reste invisible dans la réalité sociale et économique : l'Europe ne produit pas d'effets concrets et n'a pas changé la vie. Deux particularités néanmoins nous empêchent de considérer cette représentation comme collective : certains chômeurs politisés attribuent à l'Europe des effets tout à fait concrets et identifient des politiques européennes qui participeront dès lors à leur jugement sur l'objet. En outre, si les effets de l'U.E. sont très peu identifiés chez la plupart des enquêtés, certains intègrent l'Europe à une évolution plus large des sociétés caractérisée par une dégradation des niveaux et modes de vie. En ce sens, il est

attribué des conséquences à l'U.E. même si les conditions de cette relation sont assez peu clairement établies. Une caractéristique demeure commune aux enquêtés néanmoins dans cette conception d'un objet politique au contenu peu identifié, c'est la négativité des représentations des acteurs de l'U.E. quand ceux-ci sont conceptualisés. Les décideurs européens sont considérés comme inefficaces, ils sont des gestionnaires trop éloignés et méconnaissant les réalités du terrain. En outre, pour un certain nombre d'enquêtés, et la représentation s'intègre ici à celle de la classe politique en général, ils sont corrompus.

Entité politique mal identifiée, l'Europe est également une réalité aux déterminations souvent confuses. C'est le cas de sa composition : l'U.E., c'est d'abord l'Europe des douze pour les enquêtés, c'est là l'association spontanée la plus courante. Les derniers arrivants que sont les Etats de l'Est arborent ainsi une très mauvaise image parmi les chômeurs interrogés : toujours considérés comme plus pauvres, ils constituent pour certains des territoires de fraude et de corruption et sont parfois soupçonnés ou taxés de xénophobie. Même au sein des Etats occidentaux, les statuts accordés divergent et c'est notamment le Royaume-Uni qui présente un degré d'intégration moins fort que les autres membres dans les discours des enquêtés. L'indéfinition de la réalité européenne ouvre des conceptions différentes du sens et de la composition de l'U.E. entre les enquêtés. Les positionnements sur l'entrée de la Turquie sont assez peu définis et si celle-ci est assez majoritairement rejetée, l'Europe ne constitue pas pour autant un bloc homogène et elle arbore chez certains enquêtés des limites extrêmement floues. Ainsi la grande majorité des chômeurs interrogés nie l'existence d'une culture commune européenne et souligne plutôt les particularités nationales, auxquelles les enquêtés se déclarent très souvent attachés. L'opposition de l'U.E. aux Etats-Unis paraît en ce sens le seul objectif véritablement collectivement admis. C'est également dans sa temporalité que l'U.E. constitue un objet très inégalement conçu et ce notamment au travers de son « âge », de la longévité qui lui est attribuée. En revanche, une représentation forte et collective apparaît ici : c'est l'ancrage que revêt l'Europe aux yeux des enquêtés. L'U.E. est une entité bien réelle, et si sa situation semble aujourd'hui bloquée à beaucoup d'enquêtés, elle n'en constitue pas moins une entité irréversiblement présente : l'existence de l'U.E. est un fait acquis.

Néanmoins si l'Europe appartient bien à l'univers de représentations de tous les enquêtés comme une entité durable, un certain nombre d'entre eux, notamment les moins diplômés et les moins politisés, n'en ont qu'une image très confuse, voire presque aucune représentation pour quelques-uns. En ce sens, on a pu constater que, pour certains de ces enquêtés, l'Europe ne signifie rien et a une existence réduite à néant dans leur réalité quotidienne. On comprend que les représentations les plus collectives de l'U.E. se constituent alors de caractéristiques larges : c'est le cas de son association aux voyages et à la mobilité ou aux questions internationales. L'Europe est définie par sa richesse et son action d'aide aux pays en développement et c'est bien son niveau de vie qui la caractérise plus qu'une communauté culturelle. Enfin, l'U.E. est une réalité associée au monde médiatique. Cette association est d'ailleurs révélatrice des modes d'accès des enquêtés à l'U.E. On observe que, pour leur grande

majorité, l'unique source de connaissance et de contact avec la réalité européenne des enquêtés se constitue des médias et en particulier, notamment chez les moins diplômés, de la télévision. Les discours politiques ne sont pas des sources majeures d'informations et de formation des représentations dans notre population et les propos des enquêtés montrent également que l'environnement direct (familial, amical) semble jouer peu de rôle dans la construction des représentations de l'Europe. Celle-ci est un sujet très peu abordé par les enquêtés qui disposent parfois, en outre, d'un environnement réduit du fait de leur situation de chômage. Il semble bien que cette construction des représentations de l'U.E constitue le plus souvent une expérience individuelle en ce sens. L'étude des représentations de l'U.E. dessine donc une image de celle-ci au travers des discours des enquêtés. L'homogénéité de ces représentations est relative dans notre population et varie selon les aspects abordés, c'est souvent le niveau de diplôme ou la politisation qui peut permettre d'esquisser certaines démarcations. Nombre de représentations restent largement collectives à notre population mais on peut supposer ici qu'elles ne lui sont sans doute pas particulières. Il demeure que l'U.E constitue un objet plus défini dans ses grandes lignes que dans sa réalité concrète ou au travers d'une connaissance précise et c'est ce qui permet de le voir investi de valeurs et de sens aussi divers que le sont les attitudes à son égard.

Comment se distribuent ces attitudes européennes dans notre population ? Pouvoir le définir constituait bien le second objectif de notre étude. Avant de plonger pleinement dans les conclusions que nous avons pu apporter, on peut souligner une première attitude, en terme de réaction des chômeurs interrogés face au questionnement sur l'Europe : les enquêtés doutent de leur compétence. Si ce doute est inégalement ressenti, et ce notamment en fonction du niveau de diplômes, tous les enquêtés considèrent que l'Europe est un sujet particulièrement complexe qui nécessite des connaissances et un certain niveau de compétence pour être traité, voire pour se positionner à son égard. Certains enquêtés, parmi les moins diplômés, se refuseront ainsi la capacité de répondre à plusieurs interrogations et on observe clairement que les questions mettant en cause, même très indirectement, une connaissance de l'U.E. obtiennent beaucoup moins de réponses que celles qui interrogent sur un sentiment à son égard (la confiance). Ce point précisé, on peut constater tout d'abord que l'attitude la plus répandue à l'égard de l'Europe chez les chômeurs interrogés est l'absence ou le refus de positionnement. C'est ce que révèlent les résultats du questionnaire. Le sentiment d'incompétence ainsi que la confusion et l'absence même de représentations de l'U.E. chez certains enquêtés constituent des éléments d'explication majeurs de ce constat. (On peut encore le relier au fait que, pour certains enquêtés, l'Europe ne provoque pas d'autre attitude que l'indifférence, ainsi qu'aux nombreuses ambivalences constituant les positionnements sur l'Europe). Les chômeurs interrogés répondant à ces caractéristiques appartiennent majoritairement au groupe des peu diplômés, et c'est bien ce groupe d'enquêtés qui se prononce le moins sur les questions européennes lors du questionnaire. Il apparaît en outre quand on se penche sur la pratique politique liée à l'Europe dans notre population, qu'on retrouve la même majorité d'abstentionnistes, que ce soit lors des élections

européennes ou concernant le référendum sur le traité constitutionnel européen. L'Europe politique ayant peu d'existence, cette faible vitalité se traduit dans la pratique du vote. Mais si ce sont bien les enquêtés des classes populaires qui votent le moins. Les électeurs quant à eux, produisent un vote désinvesti lors des élections européennes, qui répondent dès lors aux critères des élections de second ordre. Les votants ancrent leur acte électoral dans une pratique usuelle du vote et semblent engager très peu d'enjeu et de sens dans leur action. Le vote européen n'est pas tourné vers l'Europe chez les chômeurs interrogés. Les élections européennes sont d'ailleurs très peu connues dans leur fonctionnement chez les votants et parfois tout à fait ignorées dans le reste de la population.

Comment se distribuent les attitudes polarisées à l'égard de l'Europe dès lors ? Il apparaît que la majorité des chômeurs interrogés se déclarent plutôt favorables à l'Europe. Ce constat réclame la prudence néanmoins puisque dès que les questions se font plus concrètes (satisfaction, confiance, défense de l'intérêt des gens), les enquêtés jugent négativement l'U.E. En outre, on a pu voir que les sentiments d'appartenance à l'Europe sont faibles dans notre population et pour beaucoup, l'adhésion des enquêtés traduit une volonté d'intégration limitée. L'étude des caractéristiques socio-démographiques des répondants révèle la même logique élitaire d'adhésion à l'Europe dans notre population que celle décrite par les nombreuses études de science politique concernant l'ensemble de la population française : plus les enquêtés disposent d'un niveau de diplôme et d'une place élevée dans la hiérarchie socioprofessionnelle, plus l'attitude à l'égard de l'Europe est favorable. La même correspondance de logiques socio-démographiques fonctionne pour caractériser les enquêtés faisant preuve de pratiques politiques de l'Europe, en y ajoutant le critère de la politisation. Doit-on en conclure que notre population de chômeurs ne présente aucune particularité dans ses attitudes par rapport à l'Europe ? Nos observations montrent qu'il serait effectivement erroné de parler d'homogénéité des attitudes et de comportement collectif des chômeurs interrogés. Notre population ne présente pas de particularité forte par rapport à l'ensemble des français, que ce soit dans son positionnement déclaré ou au travers de sa pratique politique de l'Europe. Il apparaît que les logiques sociologiques de construction des attitudes à l'égard de l'U.E. traversent la population des chômeurs et les enquêtés les plus diplômés et à la recherche d'un emploi de cadre sont bien les plus favorables à l'U.E. En outre, on constate que les enquêtés ne mettent absolument pas l'Europe en cause par rapport à leur situation de chômage et ne la considère pas, pour la plupart, comme un facteur d'aggravation de celle-ci, que ce soit au travers d'une responsabilité directe (puisque l'Europe à peu d'effets politiques) ou de l'ouverture des frontières et de la concurrence de nouveaux travailleurs que le phénomène pourrait engendrer. On observe donc que les enquêtés se révèlent majoritairement plus abstentionnistes, se positionnent moins à l'égard de l'Europe et montrent des réponses plus négatives aux questions concrètes d'évaluation de l'U.E. que l'ensemble de la population. Comment le comprendre ? La singularité potentielle du groupe des chômeurs réside sans doute surtout dans sa composition : les classes disposant d'un capital social et économique faible y sont les plus présentes et c'est là une explication majeure de ces phénomènes. Néanmoins, on peut avancer que le chômage

n'est pas absolument sans effet et qu'il produit tout de même des déformations au sein de notre population et ce notamment en accentuant certains comportements et positionnements. Ainsi s'il joue peu directement sur les attitudes, il peut être un facteur fort de précarité et d'exclusion et agir en ce sens comme catalyseur de la volonté d'intégration ou du sentiment d'exclusion des enquêtés par rapport à l'UE, structurant ainsi parfois leurs positionnements. Mais on a affaire ici à des logiques individuelles de structuration des attitudes envers l'Europe et non à un comportement collectif.

C'est l'analyse de ces logiques de structuration des attitudes européennes qui constituait le dernier objectif de notre étude. Comment peut-on proposer de les comprendre ? On s'est gardé, encore une fois, de chercher à établir des mécanismes systématiques capables d'épuiser la construction des positionnements des enquêtés. On peut dire qu'on a proposé, au sein de notre population, d'analyser trois logiques de structuration qui nous ont paru comporter un fort pouvoir explicatif des attitudes européennes, certes pas exclusif. La logique la plus dominante, est l'adhésion humaniste à l'Europe, dès lors conçue comme un projet intégré à des valeurs d'ouverture, de partage et d'égale considération des individus. Cette logique est dominante en deux sens : tout d'abord parce qu'elle est la plus présente chez les enquêtés dans la mesure où une très grande majorité d'entre eux, si ce n'est tous, souscrivent à ce positionnement moral et l'associent à l'Europe. Néanmoins, l'adhésion humaniste est sans aucun doute plus particulièrement ancrée chez les enquêtés les plus diplômés et politisés et peut à l'inverse recouvrir, et c'est particulièrement marqué dans les groupes sociaux les moins favorisés, une simple intégration de la morale sociale dominante. En ce sens, l'adhésion à l'Europe dans notre population peut s'apparenter à un conformisme européeniste chez les chômeurs interrogés pour lesquels ce positionnement moral est peu investi et ne reflète pas un engagement réel de l'individu. C'est le plus souvent le cas des enquêtés les moins diplômés et ayant les représentations de l'U.E. les moins construites. Cette logique de formation des attitudes est dominante dans un second sens dans la mesure où elle contient une forte capacité de structuration. Ainsi, opposée à des évaluations négatives de l'Europe par exemple dans le discours d'un même enquêté, elle demeure souvent prépondérante. L'adhésion humaniste constitue bien, même si elle est investie à des degrés divers, un des plus forts moteurs de positionnement avec la structuration politiques des attitudes. On trouve donc dans la logique idéologique, qui regroupe ces deux principes de structuration, une matrice principale des attitudes européennes.

La structuration politique constitue donc l'autre logique dominante qui participe à la construction des positionnements sur l'Europe. On trouve ici sans doute une particularité de notre population dans la mesure où ce principe politique conduit exclusivement au rejet de l'U.E (l'évaluation politique de celle-ci pourrait être différente dans d'autres groupes d'enquêtés et forger une adhésion). Les évaluations de l'U.E. en tant qu'objet politique au travers de ses positionnements idéologiques et de ses actions dans la sphère sociale et économique sont toujours négatives chez les chômeurs interrogés. Cette logique de structuration est particulièrement présente chez les chômeurs politisés, fréquemment les plus diplômés mais pas exclusivement. Elle est également dominante dans

la mesure où elle contient une forte capacité structurante des attitudes, ainsi les enquêtés marquant un rejet politique de l'U.E. affichent tous également des positions humanistes, c'est pourtant la logique politique qui l'emporte chez eux. Néanmoins, il faut ajouter que ce principe reste minoritaire dans notre population, par la faible politisation de celle-ci. La structuration idéologique fonctionne donc dans les deux sens et puisque ces deux principes sont les plus structurants de l'adhésion comme du rejet de l'U.E., et qu'ils apparaissent majoritairement chez les enquêtés les plus diplômés, ce sont ces derniers qui montrent les attitudes les plus fortement structurées à l'égard de l'Europe.

En effet, on peut insister ici sur deux aspects majeurs des attitudes européennes dans notre population. Ils se constituent pour le premier de la forte présence d'ambivalences au sein des positionnements, dues au frottement de logiques de structuration opposées. Mais ces ambivalences engendrent parfois des contradictions et peuvent générer des positionnements incohérents et volatiles chez les chômeurs interrogés pour lesquels les deux logiques précédemment décrites ne fonctionnent pas ou ne sont que sommairement investies. En ce sens, c'est également la faible consistance de la plupart des positionnements à l'égard de l'U.E. qui constitue un élément dominant des attitudes de notre population.

Deux autres logiques de structuration des attitudes peuvent être proposées pour chercher à expliquer les positionnements des chômeurs interrogés. La première est une logique utilitariste. Elle est moins présente que les précédentes et fonctionne également dans les deux sens de l'adhésion et du rejet. Elle se constitue de l'évaluation effectuée par les enquêtés des coûts et bénéfices effectifs et prospectifs que l'Europe semble apporter, non seulement dans la sphère économique mais également dans une acception plus large visant au bien-être en général. Il apparaît que l'évaluation utilitariste négative de l'Europe s'observe surtout chez les enquêtés les moins diplômés ou les plus précaires. En ce sens, le chômage joue sans doute un rôle par la situation de précarité justement qu'il peut fonder et dans la perception négative du réel que cette situation peut engendrer dès lors. A l'inverse, et cela fonctionne souvent chez les enquêtés appartenant aux groupes sociaux les plus favorisés, l'évaluation utilitariste de l'U.E. peut conduire à une adhésion dans la mesure où l'Europe est considérée comme un moyen de résistance face aux autres grandes puissances du monde, et peut permettre ainsi la conservation de modes et de niveaux de vie. Néanmoins, ce sont encore une fois des tendances qui sont décrites et de nombreux va et vient s'opèrent entre les groupes de populations reliés ici aux différentes logiques. La dernière d'entre elle se constitue d'un principe de projection de soi, notamment marqué par le fait que chez la plupart des enquêtés, l'Europe a été intégrée à une catégorisation du monde en groupes sociaux. Le positionnement adopté permet alors une projection de soi au sein de cette division sociale. Il apparaît que cette logique participe à l'adoption d'un positionnement sur l'Europe et, en général, à l'adhésion des enquêtés les plus diplômés et appartenant aux catégories socioprofessionnelles supérieures, leurs permettant ainsi de s'identifier, au travers de cette appartenance, aux groupes sociaux dominants. On peut considérer que le chômage, ici encore, favorise la mise en place de cette logique dans la mesure où il remet en cause l'identité sociale des

enquêtés. (On peut poser l'hypothèse néanmoins qu'à partir d'un certain degré d'exclusion subjective, cette logique fonctionne dans l'autre sens pour ces catégories d'enquêtés, à savoir au travers d'un rejet de la classe dont on est exclu et donc de l'Europe). Cette logique est sans doute également fortement structurante mais comme elle est plus difficile à observer que l'adhésion humaniste, car plus implicite, on demeurera réservé sur l'intensité de ses capacités de structuration. On peut penser que ce principe d'une projection de soi participant à l'attitude européenne a également un effet, négatif cette fois, concernant les enquêtés des classes populaires. A partir du moment où l'Europe est conçue comme une entité préoccupée d'économie et des intérêts des classes sociales supérieures, (c'est ainsi qu'est explicité le vote au référendum par la plupart des enquêtés et on se souvient que la grande majorité d'entre eux ne pense pas que l'Europe défende les intérêts des gens et des populations) l'appartenance subjective aux groupes sociaux moins favorisés peu conduire à adopter une attitude d'indifférence à l'égard de l'U.E. Ainsi certains enquêtés des classes populaires ne se sentent pas concernés par l'Europe et l'on pourrait presque entendre ne se préoccupent pas d'un objet qui ne se préoccupe pas d'eux. La projection de soi dans le groupe des non concernés par l'Europe, de « ceux qui ne comprennent pas » l'objet européen, contribue à engendrer des absences d'attitudes ou des positionnements faibles et peu investis de sens. Cette logique favorise donc la mise en place d'une différenciation dans la teneur des attitudes européennes, entre un profil d'enquêtés arborant des attitudes fortement structurées à l'égard de l'Europe, majoritairement le fait des chômeurs interrogés les plus diplômés et politisés, et un profil d'attitudes plus désinvesties, plus inconsistantes dès lors, « de façade » qui, tout en étant les plus répandues, sont particulièrement présentes dans les groupes sociaux les moins favorisés et constituent dès lors une donnée forte de notre population. La politisation, le diplôme et l'appartenance sociale paraissent donc, au-delà de la situation de chômage, constituer des caractéristiques particulièrement marquantes des attitudes à l'égard de l'U.E. Sociologie et idéologie semblent se combiner dans notre population, pour reprendre les termes d'A.Percheron. On peut insister également sur le constat de l'inconsistance des attitudes européennes chez la plupart des enquêtés qui s'offrent dès lors à une volatilité plus grande et laisse sans doute l'avenir relativement ouvert en ce sens. On observe également que les représentations et attitudes à l'égard de l'U.E. sont peu autonomes et, mis à part la logique utilitariste, celles-ci se structurent le plus souvent par rapport à d'autres représentations et positionnements, en intégrant l'Europe à des systèmes de valeurs ou à des organisations du monde existantes et déjà polarisées par les enquêtés. Ce qui ressort de notre étude, c'est donc surtout la variété des expériences du chômage et la persistance des effets des caractéristiques socio-démographiques en son sein. On peut souligner en ce sens un dernier constat établi : les représentations de l'U.E. intègrent celle-ci dans une division sociale du monde et peuvent contribuer à fonder les positionnements à son égard par ce fait. La représentation conditionne le comportement et on peut rejoindre W.Doise qui souligne que la représentation est « une action sur la réalité sociale¹²⁰ ». C'est le cas ici et on comprend dès lors que l'U.E. participe à cette structuration

¹²⁰ W.Doise cité par D.Jodelet, *op. cit.*, p. 213.

sociale du monde en la renforçant dans la mesure où elle en constitue un nouvel élément. L'Union européenne, telle qu'elle est appréhendée dans notre population, participe à creuser l'écart entre les groupes sociaux. L'Europe, comme représentation, est bien un moyen d'organiser le monde.

Bibliographie

OUVRAGES :

ATTAL-TOUBERT Ketty et LARVERGNE Henri, division Emploi, Insee, *Premiers résultats de l'Enquête emploi 2005*, n°1070, mars 2006.

BRECHON Paul, LAURENT Annie et PERRINEAU Pascal, (sous la dir.), *Les Cultures politiques des français*, Paris, Presses de Science Po, 2000.

BOUILLAGUET Patricia et GUITTON Catherine (dir.), *Le chômage de longue durée, Comprendre, Agir, Evaluer*, Paris, Syros, 1992.

CAUTRES Bruno et TIBERJ Vincent, *Une sanction du gouvernement mais pas de l'Europe. Les élections européennes de 2004*, Les Cahiers du Cévipof, Paris, n°41, mais 2005.

CAUTRES Bruno et MAYER Nonna (dir.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 Avril 2002*, Paris, Presses de Science Po, 2004.

DELOYE Yves (dir.), *Dictionnaire des élections européennes*, Paris, Economica, 2005.

DEMAZIERES N., *Sociologie du Chômage*, PUF, La Découverte, 1995.

ELIAS Norbert, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991.

JODELET, Denise (dir.), *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 1997.

LAGROYE Jacques, avec FRANCOIS Bastien et Sawicki Frédéric, *Sociologie politique*, 4è édition, Presse de Science Po et Dalloz, 2002.

MARCHETTI D., *En quête d'Europe*, Rennes, PUR, 2004.

PERRINEAU Pascal, C. YSMAL (dir.), *Le vote de tous les refus*, Paris, Presse de Science Po, 2003.

RUPNIK Jacques, *Les européens face à l'élargissement*, Presse de Science Po, 2004.

SCHNAPPER Dominique, *La Compréhension sociologique*, Paris, PUF, 1999.

TAPIA, Claude, *Les jeunes face à l'Europe : Représentations, valeurs et idéologie*, Paris, PUF, 1997.

ARTICLES:

ABRIC J.C., « L'étude expérimentale de représentations sociales », dans Denise Jodelet (dir.), *Les Représentations sociales*, Chapitre 8, pp.205-224.

BELOT Céline, CAUTRES Bruno, « L'Europe omniprésente mais invisible », dans Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 Avril 2002*, Paris, Presses de Sc. Po, 2004, pp. 119-141.

BELOT Céline, « Les logiques sociologiques de soutien au processus d'intégration européenne : éléments d'interprétation », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 9, n°1, 2002 , pp. 10-29.

BRUBACKER Rogers, « Au delà de l'identité », *Actes de la recherche en science sociales*, septembre 2001, p. 66-84.

CAUTRES Bruno, DENNI Bernard, « Les attitudes des français à l'égard de l'Union européenne : les logiques du refus », dans Pierre Bréchon, Pascal Perrineau, Annie Laurent, *Les cultures politiques des français*, Paris, Presses de Science. Po, 2000, pp. 323-354.

GABEL Matthew, « Public support for European integration : an empirical test of five theory », *The journal of Politics*, 60 (2), mai 1998, pp. 333-354.

DEFLEM Mathieu et PAMPEL Fred C., « The myth of post-national identity : popular support for European integration », *Social Forces*, 75 (2), décembre 1996, pp. 119-143.

DOISE Willem, « Attitudes et représentations sociales », dans D. Jodelet, (dir.), *Les Représentations sociales*, chapitre 10.

DUSCHENE Sophie et FROGNIER André-Paul, « Sur les dynamique sociologiques et politiques d'identification à l'Europe », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°4, août 2002, p.335-373.

FRANKLIN Mark, MARSH Michael, Mc. LAREN Lauren, “Uncording the bottle: popular opposition to European unification in the wake of Maastricht”, *Journal of Common Market Studies*, 32 (4), décembre 1994, pp. 445-472.

GAXIE Daniel, « Le vote désinvesti : quelques éléments d’analyse des rapports au vote », *Politix*, 22, 1993.

GRUNBERG Gérard, « Les français et l’Europe », *Revue politique et parlementaire*, n°970, mars-avril 1994.

GRUNBERG Gérard, SCHEIWSGUTH Etienne, « La tripartition de l’espace politique », dans P. PERRINEAU, C. Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus*, Paris, Presse de Sc. Po, 2003, pp. 341-362.

HEWSTONES Miles, « Représentations sociales et causalité », dans D.Jodelet dans Denise Jodelet (dir.), *Les Représentations sociales*, Chapitre 12, pp. 273-406.

INGLEHART Ronald, “Cognitive mobilization and European integration”, *Comparative Politics*, vol.3, n°1, 1970, p. 45-70.

INGLEHART Ronald, “Changing values priorities and European Integration”, *Journal of Common Market Studies*, 10 (1), 1971, p. 1-36.

INGLEHART Ronald et RABIER Jacques-René, “Europe Elects a Parliament : Cognitive Mobilization, Political Mobilization and Pro-European Attitudes as Influences on Voter turnout”, 1970.

LEQUESNE Christian et GRUNBERG Gérard , « Une société méfiante, des élites sceptiques », dans J.Rupnik (dir.), *Les Européens face à l’élargissement. Perceptions, acteurs, enjeux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, pp. 49-64.

MUXEL Anne, « La poussée des abstentions : protestation, malaise, sanction », dans P.Perrineau, C. Ysmal (dir.), *Le vote de tous les refus*, Paris , Presse de Science Po, 2003, pp. 125-160.

MUXEL Anne, « Les jeunes et les élections européennes : un paradoxe démocratique ? », dans Pascal Delwit et Philippe Poirier (dir.), *Parlement puissant, électeurs absents ? Les élections européennes de juin 2004*, Bruxelles, Editions de l’ULB, 2005, p. 205-218.

PERCHERON Annick, « Les français et l'Europe. Acquiescement de façade ou adhésion véritable ? », *Revue française de Science politique*, 41, (3), 1991, pp. 382-406.

REIF Karlheinz et SCHMITT Hermann, "Nine second order national elections, A conceptual framework for the analysis of European election results", *European Journal of Political Research*, 8, 1980, pp. 3-44.

Autres Source:

Eurobaromètre 64, Automne 2005, Rapport national France.

PROFIL DES ENQUETES rencontrés en entretien

Pour permettre aux lecteurs qui le souhaitent de consulter rapidement les profils socio-démographiques des enquêtés cités au cours de l'étude, on propose ici la liste des chômeurs interrogés, classés par ordre alphabétique. On a précisé pour chaque enquêté l'âge, le niveau de diplôme, le niveau de revenu, la profession recherchée, la durée de chômage, le positionnement par rapport à l'U.E. et le vote au référendum.

ANTOINE

23 ans, études jusqu'en 3^{ème}, 700 euros/mois
suit une formation de menuisier, inscrit à l'Anpe depuis 5 ans,
Favorable à l'Europe, n'a pas voté.

ARNAUD

23 ans, BEP mécanique, 600€/mois
ajusteur, 3 mois de chômage,
est favorable à l'U.E., n'a pas voté.

FANNY

21 ans, études jusqu'en 3^{ème}, 1000 euros/mois
poissonnière à temps partiel, cherche une formation de coiffeuse
Anpe : inscrite pendant 6 mois à Caen et pas réinscrite à Paris, cherche depuis 4 mois
Mitigée sur l'UE., n'a pas voté.

HELENE

34 ans, Dess études européennes, 600€/mois
audit informatique, 4 ans de chômage.
est très favorable à l'U.E., a voté OUI.

JEAN-MARC

37 ans, études jusqu'en 5^{ème}, 600€/mois
dans le spectacle, l'hôtellerie ou la restauration, 7 ans de chômage,
est mitigé sur l'Europe, n'a pas voté.

KABA

26 ans, études jusqu'en 3^{ème}, 1000€/mois
logistique et transport, 6, 7 ans de chômage (avec nombreux CDD),
est mitigé/défavorable sur l'Europe, n'a pas voté.

KARINE

29 ans, Bac + 4 d'études européennes, 800 €/mois
communication culturelle, 3 mois de chômage,
favorable à U.E., a voté OUI.

LAURENCE

35 ans, Bac + 4, 1200€/mois
chef de projet : études de marché, 2 ans de chômage,
est très favorable à l'U.E., a voté OUI.

LUCIEN

57 ans, CEP Certificat d'étude + niveau seconde, 900€/mois
n'a + besoin de chercher, nombreux boulots divers, 5 ans de chômage,
Très Favorable à l'Europe à voté NON.

MARINA

47 ans, Bac +2 , diplômée de l'école des chartes,
A.S.S : 420€/ mois, rédactrice de presse, 6 ans de chômage,
plutôt défavorable à l'U.E., à voté NON.

SAMIR

39 ans, niveau terminale (n'a pas le bac), inscrit depuis 12 ans.
est commercial et cherche des emplois de magasinier, cariste, est très favorable à l'U.E., est
favorable à l'U.E., a voté OUI.

SANDRA

33 ans, bac, 800 euros/mois
Veut créer une entreprise d'aide à la personne, Anpe depuis 4 ans
Mitigée sur l'UE., a voté Non.

SYLVAIN

34 ans, BEPC, 370€/mois
chauffeur/livreur, 9 mois de chômage,
est défavorable à l'U.E., n'a pas voté.

Mme TAVOL

54 ans, études jusqu'en 3^{ème}, 400€/mois
caissière, technicienne de surface, accueil, 7 à 9 ans de chômage,
Défavorable à l'Europe, à voté NON.

THIERRY

54 ans, études jusqu'en niveau terminale, RMI : 389€/mois
à travaillé dans l'édition, 6 ans de chômage,
« pas pro-européen mais européen », à voté NON.

TIPHAINE

21 ans, BEPC, zéro€/mois
cherche n'importe quoi, vente, depuis 3 mois elle cherche à Paris
et n'est pas inscrite à l'Anpe car elle est sans logement,
est très mitigée sur l'U.E. et n'a pas voté.

VIRGINIE

38 ans, Bac, , 500€/mois
cherche à être employée de bureau, 11 mois de chômage,
est mitigée sur l'U.E., a voté NON.

Table des Tableaux :

Tableau 1. Les termes associés à ceux d'Union européenne et d'Europe	p. 16
Tableau 2. Les thèmes composés par les associations de termes à l'U.E	p. 17
Tableau 3. Répartition des avis en terme de satisfaction par rapport aux actions de l'U.E.	p. 35
Tableau 4. Les orientations souhaitées pour l'U.E par les chômeurs interrogés	p. 40
Tableau 5. Les orientations vers lesquelles l'U.E. ne devrait pas se tourner selon les enquêtés	p. 40
Tableau 6. La confiance des enquêtés par rapport aux actions et politiques à venir de l'U.E.	p. 42
Tableau 7. Répartition par niveau de diplôme des enquêtés ne s'étant pas prononcé quant à leur satisfaction ou mécontentement par rapport aux actions et aux politiques de l'U.E.	p. 49
Tableau 8. Répartition des réponses des enquêtés ne s'étant pas prononcé concernant leur satisfaction par rapport à l'Europe, à la question de la confiance quant aux actions à venir de l'U.E.	p. 50
Tableau 9. L'avis global des chômeurs interrogés sur l'U.E.	p. 58
Tableau 10. La participation des chômeurs aux élections européennes.	p. 68
Tableau 11. Croisement du vote aux élections européennes et du niveau de diplôme.	p. 69
Tableau 12. Croisement du vote aux élections européennes avec la pratique du vote	p. 74
Tableau 13. Croisement du vote aux élections européennes avec l'avis global sur l'U.E	p. 74
Tableau 14. Le vote au référendum sur le traité constitutionnel européen du 29 mai 2005.	p. 76
Tableau 15. Croisement du vote au référendum et de l'avis global sur l'U.E	p. 82
Tableau 16. Le sentiment d'appartenance à la France et à l'U.E.	p. 90
Tableau 17. Croisement du sentiment d'appartenance et de l'avis global par rapport à l'U.E.	p. 92
Tableau 18. La défense de l'intérêt des gens et des populations européennes par l'U.E.	p. 111
Tableau 19. Le positionnement face à l'Europe en fonction du niveau de diplôme.	p. 112
Tableau 20. Le positionnement face à l'Europe en fonction de la profession recherchée.	p. 112
Tableau 21. Le positionnement face à l'Europe en fonction du niveau de revenu.	p. 113
Tableau 22. La répartition des avis sur l'U.E par rapport à la durée du chômage.	p. 124
Tableau 23. Les répartition des attitudes à l'égard de l'U.E en fonction de la vision de l'avenir personnel.	P. 148
Tableau 24. Distribution générale des réponses aux questionnaires	p. 169
Graphique 1. La proportion d'abstention aux élections européennes selon les tranches d'âge	p. 70